

**Londres rejette
tout compromis
avec les grévistes
de la faim
en Irlande du Nord**

LIRE PAGE 3

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

2,80 F

Algérie, 2 DA ; Maroc, 2,30 dir. ; Tunisie, 220 m. ;
A.D. n. 1, 1,50 S.F. ; Autriche, 14 sch. ; Belgique,
20 f. ; Canada, 5 L.10 ; C.A.S.-M. 250 f. C.F.A.
Camaroun, 6 fr. ; Espagne, 60 pes. ; C.-B. 30 p. ;
Grèce, 40 dr. ; Iran, 125 rs. ; Israël, 55 p. ;
Italie, 400 L. ; Liban, 320 p. ; Luxembourg, 40 f. ;
Norvège, 4,25 kr. ; Pays-Bas, 1,50 fl. ; Portugal,
40 esc. ; Sénégal, 240 f. C.F.A. ; Suède, 4 kr. ;
Suisse, 1,30 F. S.U. ; 95 cent. ; Yougoslavie, 35 din.

Tarif des abonnements 1981
5, RUE DES ITALIENS
75127 PARIS CEDEX 02
C.C.P. 4307 - 23 PARIS
Tél. Paris n° 404512
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

La diplomatie américaine en gestation

Plus de cinq mois après une élection qui confiant, disait-on en novembre, un « clair mandat », l'administration républicaine est encore à la recherche d'une politique étrangère cohérente. La meilleure preuve de cet attentisme est qu'aucune des grandes ambassades américaines en Europe n'a été pourvue de nouveaux titulaires, ce qui réduit le rôle des ambassadeurs encore en place à l'expédition des affaires courantes. Mieux encore, cinq des principaux collaborateurs du général Haig n'ont toujours pas reçu du Sénat confirmation de leur titre : simple formalité sans doute, mais dont l'absence fait planer une ombre sur leur autorité. Enfin, l'attentisme de M. Reagan a contribué sans aucun doute à retarder le moment où les États-Unis pourront présenter au monde un programme diplomatique bien défini.

Dans l'intervalle, on assiste à de grandes manœuvres rhétoriques et à une série de postures qui ne cachent même pas qu'on en est toujours à la période des tâtonnements. Les propos du général Haig sur les droits de l'homme, distinguant leurs violations selon qu'elles sont commises par des régimes totalitaires ou simplement autoritaires, relèvent de la manie classificatrice américaine plus que d'une pensée articulée.

La vision radicale du « mal soviétique » qui sous-tend ces notions n'a pas encore été soumise à l'épreuve des faits. Il faudra bien en faire abstraction quand on reprendra sérieusement les négociations avec l'U.R.S.S. ce qui n'est évidemment qu'une question de temps. Songe-t-on sérieusement à la contre-offensive sur le terrain, comme pouvaient le laisser entendre certaines déclarations sur un possible soutien aux rebelles afghans et aux maquis angolais de l'Unita ? Il semble, dans les deux cas, que les mots soient voués à rester des mots.

L'Europe n'est pas davantage fixée sur les intentions américaines à son égard. C'est pourtant un domaine que le général Haig connaît de première main puisqu'il a été à la tête des forces de l'OTAN quatre ans durant. C'est de son temps, en 1977, que fut décidé par le conseil atlantique un relèvement de 3 % des dépenses militaires des pays membres. Aujourd'hui, selon un « document confidentiel » qui s'étale en première page de l'International Herald Tribune, le Pentagone renoncerait à faire de ce pourcentage un objectif littéral, au profit d'un calcul de la contribution de chaque pays tenant compte de multiples paramètres. Cette « flexibilité » aurait l'aval du général Haig. Le rôle de l'Europe dans la stratégie globale des États-Unis n'est pas clarifié pour autant.

Incertitudes et flottements marquent ailleurs la démarche diplomatique américaine (qu'en est-il à ce jour du Salvador, présenté hier comme le « test » de la solidarité occidentale ?). Faut-il le regretter ou se féliciter au contraire de voir le nouvel exécutif avancer à pas comptés plutôt que d'amorcer ce « virage en épingle à cheveux » qu'il a comporté une rupture complète avec la diplomatie de M. Carter ?

Disons qu'il y a un temps pour tout, et que les États-Unis ne sauraient laisser trop longtemps en suspens les grands problèmes de politique étrangère sans compromettre le « leadership » qu'ils entendent restaurer par le vote du 4 novembre.

LES APPELS DES CANDIDATS A L'APPROCHE DU PREMIER TOUR

- M. Chirac s'adresse aux Français et prétend être en mesure d'égaliser le candidat socialiste
- M. Mitterrand demande aux électeurs de ne pas disperser leurs voix

Changement de ton dans la campagne présidentielle : il devient plus pressant chez les quatre principaux candidats, même pour les deux d'entre eux qui paraissent assurés de leur présence au second tour, MM. Giscard d'Estaing et Mitterrand. Enz aussi se préoccupent de plus en plus de protéger leur assise électorale au scrutin du 28 avril. Comme l'avaient fait ses lieutenants, le candidat socialiste a appelé ses électeurs naturels à voter utile au premier tour en ne dispersant pas leurs voix.

M. Giscard d'Estaing développe le thème suivant lequel il faut confier « la construction de la maison à celui qui a construit les fondations » : let non à des « démolisseurs ».

M. Chirac, dont la certitude réaffirmée d'être présent au second tour est considérée comme une tentative d'intoxication par ses rivaux, a lancé mercredi un « appel solennel aux Français » dans lequel il s'adresse non seulement

aux gaullistes, mais aussi aux électeurs de sensibilité giscardienne ou socialiste pour leur demander leur soutien afin d'éliminer, dès le premier tour, le risque que représenterait l'élection de M. Mitterrand. Le maire de Paris assure que l'adhésion qu'il obtient au cours de sa campagne rend vraisemblable l'hypothèse selon laquelle il se situerait au premier tour au même niveau que le candidat socialiste. (Lire page 42 le texte de cet appel.)

M. Marchais devait participer à un meeting mercredi à Issy-les-Moulineaux, et l'un de ses proches, M. Lajoinie, a rappelé qu'un score inférieur à 20 % ne serait pas jugé comme bon par le P.C.F.

A la Bourse de Paris, sur la foi de rumeurs suivant lesquelles le second tour se limiterait à un affrontement entre MM. Giscard d'Estaing et Chirac, la gauche étant éliminée au premier tour, les cours ont enregistré une augmentation générale de 2,3 %.

rien qui puisse étonner ni inquiéter : à mesure que le scrutin se rapproche, le candidat du P.S., Jean-Marie Colombani, a pu être vu partout, tel qu'il a pu être vu lors des élections européennes (23,53 % pour la liste commune P.S.-M.R.G.).

JEAN-MARIE COLOMBANI.
(Lire la suite page 8.)

Entretien avec...

Mme Marie-France Garaud

« Il faut donner des pouvoirs économiques aux régions »

A l'inverse de bon nombre de ses concurrents à l'élection présidentielle, Mme Marie-France Garaud n'a pas de programme économique chiffré et ne veut pas en avoir. Elle s'en tient à la définition de quelques grandes orientations : stimuler la croissance, sans relance par la consommation ; abaisser les

coûts de production des entreprises ; encourager les investissements ; reconquérir le marché intérieur ; stopper la croissance du budget social ; réformer en profondeur le système de couverture sociale ; enfin, « mutation personnelle » d'une femme qui fut longtemps « jacobine », donner des pouvoirs aux régions.

« Les thèmes économiques ont dominé la campagne : l'emploi, l'inflation... »

— L'inflation ? vous remarquez qu'ils n'en parlent pas du tout. C'est oublié, gommé. Sauf pour M. Barre, mais il n'est pas candidat.

— Si vous accédez à la magistrature suprême, vous vous trouvez dans la position d'un chef d'entreprise qui reprend une usine et qui est bien obligé de définir ses objectifs.

— Je me méfie des programmes chiffrés. Il y a une sorte de fatalité historique qui les poursuit et qui fait que, jamais, ils ne se réalisent. Ce qu'il faut, c'est tracer les grandes orientations et être déterminé à s'y tenir. Ensuite, à l'application, il faut être pragmatique et réaliste, et s'appuyer sur les hommes les plus qualifiés. Sinon, on ajoute un programme

de Blois à un programme de Provins, et l'on obtient ce que vous savez, ce que tout le monde peut constater, notamment en matière d'emploi.

— Vos vues en matière d'emploi paraissent tout de même un peu vagues ?

— Si vous voulez dire que je ne précise pas qu'il y aura tant d'emplois créés ici ou là, tant de départs à la préretraite, c'est exact, je ne le dis pas.

— La vérité est que le problème de l'emploi n'est que l'un des aspects, douloureux d'ailleurs, du problème général de la conduite de l'économie. La situation de l'emploi en découle. L'expérience de M. Barre est là pour le prouver. Le freinage de l'activité a été chez lui délibéré, et s'il n'avait pas craint une véritable explosion sociale, il serait allé encore plus loin dans cette voie.

Le résultat, vous le lisez dans les courbes du chômage.

— Cela dit, je ne crois pas, comme M. Mitterrand, que la solution passe par une relance massive de la consommation. Cette relance aurait, dans les circonstances présentes, comme premier effet une forte progression de nos importations, et donc une accentuation de notre déficit extérieur. Je crois que l'on pourrait commencer par une véritable reconquête du marché intérieur.

J'ai été la première à le dire, d'autres ont suivi, et c'est tant mieux. Le premier moineur de l'économie, le plus puissant, c'est la consommation intérieure, s'exprimant sur le marché national.

Propos recueillis par
JEAN-YVES LHOMEAU
et FRANÇOIS SIMON.
(Lire la suite page 11.)

L'embarras du choix

par JACQUES FAUVET

C'EST la première fois qu'un président français élu au suffrage universel sollicite le renouvellement de son mandat. C'est donc sur son bilan qu'il doit d'abord être jugé.

La difficulté est qu'en sept ans il y a eu plusieurs politiques, plusieurs styles et, si l'on peut dire, plusieurs hommes. Il y a eu tantôt le gouvernement de l'action et de la réforme, tantôt le gouvernement de la parole, de l'apparence, parfois de l'illusion.

Il y a eu le temps du changement et celui de l'immobilisme, celui de l'ouverture et celui du dédain.

Le domaine des institutions est celui où l'on ne peut soupçonner les intentions initiales de libéralisme, de décentralisation, de déconcentration, d'alternance : c'est aussi celui où le contraste est le plus net entre le dessein et les réalisations. Face au nouveau démocratisme que furent la majorité à dix-huit ans, l'élargissement de la saisine du Conseil constitutionnel et du médiateur, les tentatives de contact avec l'opposition, la réforme inachevée — des collectivités locales, le nouveau statut de la Ville de Paris, la suppression largement inappliquée du secret administratif, on a assisté à une emprise croissante de la bureaucratie sur la société et au renforcement constant de l'autorité du président sur le gouvernement et l'administration, de l'exécutif sur le Parlement. Le pouvoir s'exerce aujourd'hui sans partage.

Après la simplicité un peu affectée du début, le style est devenu de plus en plus personnel et souverain. Après avoir laissé dire que jamais l'information n'avait été « plus libre dans sa diversité et son volume », le président s'est donné habilement mais opiniâtrement la maîtrise, directe ou indirecte, des grands moyens de communication. Et tout en empruntant des thèmes à la nouvelle droite, il a repris pour finir le refrain classique de la vieille droite contre « le régime des partis ».

Dans le domaine politique comme en d'autres, le septennat s'achève aussi mal qu'il avait bien commencé.

L'évolution a été parallèle dans celui de la justice, encore qu'on ait peine, là aussi, à situer le point de rupture ou de renouveau. Mais entre la poignée de main aux détenus lyonnais, dont le président sortant a bien tort de chercher aujourd'hui à s'excuser, et les nouvelles ri-

guez du régime pénitentiaire ou cette loi à grand spectacle qui, au lieu de donner à la police et à la justice les moyens nécessaires à une meilleure exécution de leurs missions, ne pourra guère accroître la sécurité mais risque de porter atteinte aux libertés, est-ce le même septennat ? Entre la réception des éboueurs africains à l'Élysée et les scandaleuses expulsions d'immigrants, aussi français que bien des Français, vers un pays qui n'a jamais été leur patrie, est-ce le même septennat ?

Il y a trop peu d'esprit de suite dans celui qui s'achève à moins qu'il n'y ait trop de logique en germe pour celui qui est sollicité. Faute de pouvoir s'attaquer aux causes de la crise et du chômage, ne veut-on pas se contenter d'en infléchir les effets : fermer aux enfants des milieux les plus défavorisés l'accès à l'enseignement secondaire et supérieur, les contraindre ainsi à accepter des travaux manuels

lourds disponibles par le départ des immigrés et mettre en place un dispositif judiciaire pour faire face aux tensions sociales qui en naîtraient. Faute d'agir sur le chômage, on s'armerait contre les chômeurs. Il y a au moins de la cohérence dans ce projet-là, aux antipodes de l'une des lectures possibles de Démocratie française.

Ainsi en arrive-t-on à la vie des gens et au travail des hommes. Là encore, l'actif commence par l'emporter nettement sur le passif. Est-il besoin d'y insister tant cela est dit et redit par le président sortant ? L'aide aux handicapés, l'amélioration du sort des personnes âgées, encore que les petits retraités continuent de vivre avec quelques francs de plus que le minimum vieillesse, la retraite à soixante ans pour des travailleurs manuels, l'humanisation des hôpitaux, même si le personnel est encore insuffisant, les droits nouveaux accordés aux femmes, l'avortement — voté grâce à la gauche — et la contraception, bien qu'en ce domaine une véritable politique aurait dû consister à donner aux couples les moyens non seulement de ne pas avoir les enfants qu'ils ne désirent pas mais aussi d'avoir les enfants qu'ils désirent, ce que beaucoup ne peuvent se permettre, faute de ressources, d'emplois légitimes à temps partiel et — premier échec du septennat — de logements sociaux.

(Lire la suite page 12.)

LES GRÈVES DU CINÉMA AMÉRICAIN

Hollywood et les syndicats

Parodiant le vieux adage « A Hollywood, rien n'est sûr si ce n'est la mort, les impôts et les imprésarios », on pourrait ajouter « et les grèves ». En dépit d'une solide tradition revendicatrice attachée à l'histoire de l'industrie cinématographique, c'est la première fois que tous les grands syndicats artistiques, les uns après les autres, appellent à cesser le travail.

Les acteurs ont déclenché l'offensive, par l'intermédiaire du groupe le plus important, la SAG (Screen Actors Guild), appuyé par l'AFTRA (American Federation of Television and Radio Artists). La grève, exceptionnellement dure, a paralyté la production cinématographique et télévisuelle du 21 juillet au 24 octobre 1980. Les musiciens, représentés par l'A.F.M. (American Federation of Musicians), ont suivi du 1^{er} août 1980 au 15 janvier 1981. Mais les conséquences ont été moins radicales. Les producteurs avaient la ressource de faire travailler des étrangers ou d'uti-

liser des enregistrements anciens, alors que les vedettes sont irremplaçables.

Les scénaristes et les metteurs en scène doivent renouveler leurs accords avec les producteurs, et déjà les scénaristes se sont engagés depuis le 10 avril dans une grève illimitée (le Monde du 15 avril). Le contrat des metteurs en scène arrivant à expiration le 30 juin, reste à savoir s'ils suivront le mouvement. Ce serait de leur part une grande première.

Pour tous, l'enjeu est de taille : il s'agit essentiellement de déterminer les pourcentages sur les produits destinés à la télévision payante et à la vidéo à domicile. Mais quel que soit cet enjeu, l'histoire des trois grands syndicats montre que leur rôle a souvent été ambigu au cours des affrontements épiques entre artistes et producteurs.

(Lire page 19 le début de l'enquête de LISE BLOCH-MORHANGE et DAVID ALPER.)

Jean D'ORMESSON
de l'Académie française

DIEU SA VIE SON ŒUVRE

roman

Jean d'Ormesson nous donne là
un roman total, exhaustif, définitif.

Michel Tournier de l'Académie Goncourt

Gallimard

AU JOUR LE JOUR

Inégal

Décidément, cette compétition électorale est de plus en plus disproportionnée. En effet on trouve, en cherchant bien, neuf pleureuses, huit démolisseurs, sept hommes, six petits coureurs cinq députés en exercice, quatre grands coureurs, trois femmes et deux faros — contre un seul Giscard d'Estaing !

HENRI MONTANT.

Page 15 :

VOYAGE AU PAYS
DE L'INFORMATION
AUDIO-VISUELLE

A Europe 1

par DOMINIQUE POUCHIN

Le Monde

idées

LE P.C. ET L'ENJEU ÉLECTORAL

La liberté militante et le désaccord

par MICHEL RENARD (*)

Michel Renard, membre du P.C.F., fait partie de ceux à qui l'on n'a pas « remis sa carte », parce qu'il ne soutenait pas publiquement la politique de Georges Marchais. Il juge sévèrement l'action de la direction du P.C. qui craint plus à ses yeux le renforcement du P.S. que la réélection de M. Giscard d'Estaing. Pour Patrick Goutefangea, lui-même membre du parti, qui répond à un article d'Yves Roucaute, c'est là un fantasme répandu, mais sans la moindre justification. Et Michel Trebitsch, lui-même opposé à la ligne du P.C.F., explique qu'il va malgré tout voter Marchais.

C'est aussi ce que fera Pierre Bourgeade, qui précise son intention d'apporter, au second tour, sa voix à F. Mitterrand, étant entendu qu'un fort vote communiste au premier tour est nécessaire pour « ancrer à gauche ».

Le tournant pris par la campagne du candidat communiste au lendemain du 23 mars, antérieurement à la direction du P.C.F. à croire enfin à la possibilité de changer vraiment en battant la droite aux élections ? La direction du parti leur tient en tout cas ce langage : « La course passe » dit-on, et la « monnaie du mouvement populaire » permettra de « chasser Giscard et sa politique » si le score réalisé par Georges Marchais est suffisant pour soulever l'obstacle que représente encore l'attitude de François Mitterrand. Ces nouveaux mots d'ordre ont permis de dynamiser l'électorat communiste : c'est jusqu'au scepticisme quant aux vertus mobilisatrices de la formule « seul candidat anti-Giscard », qui interdisait tout espoir unitaire en évocant le « parti unique social-giscardien » (Roland Leroy). Ce tournant prend en compte la volonté d'union demeurée étrangère à la base et dont l'Union dans les luttes a révéillé le poids. Il permet au P.C.F. d'occuper seul le terrain de la gauche unitaire, laissé vide par la campagne ambiguë du candidat socialiste.

Pourquoi parler de tournant ? Une première phase de la campagne communiste a consisté à rechercher des voix douteuses par les opérations anti-immunistes dont on attendait qu'elles engendreraient une lente érosion électorale et qu'elles paieraient les défauts de politiques municipales privilégiant la gestion sur les luttes. Dans une seconde phase, la direction du parti, devant la crainte de ne pouvoir atteindre un score de 20 %, a tenté de mobiliser les adhérents sur un mode dramatique, autour du thème de la préservation du parti, menacé par un complot « extérieur relayé de l'intérieur ». Après avoir facilité les vagues successives de dé-

parta qui affectaient sa base militante, la direction s'en prenait aux communistes signataires de la pétition « Union dans les luttes ». Afin de briser l'impact de cette pétition et de juguler par avance toute critique interne pouvant surgir d'un échec politique, une cinquantaine de militants (dont Étienne Salbar, Guy Bois et Gérard Molina) ont été exclus. Les boucs émissaires étaient ainsi désignés, ce qui crée un précédent. Toute voie discordante pourra désormais être assimilée à l'« entreprise de déstabilisation » du P.C.F.

Devant l'échec de ces moyens, leur impuissance à mobiliser réellement la base militante, la campagne a dû prendre un cours nouveau, sans que nous soyons assurés que ces vieux démons ne resurgissent pas prochainement. Car la préoccupation qui commande ces virages tactiques paraît bien être un électoralisme tactique, dénué de toute visée stratégique cohérente.

Comment apprécier autrement l'idée que la « garantie » du changement et du maintien à gauche du P.S. soit émise, comme lors des législatives de mars 1976, dans le résultat du candidat communiste ? Le retour de cette croyance en un « seul électoral » tend à prouver que nous n'avons pas avancé depuis cette date. En effet, pour sortir de cette impasse, une nouvelle stratégie avait été élaborée dès 1973, qui définissait un processus d'avancée vers le changement par l'union à la base et par la conquête pas à pas de positions nouvelles. Cette ligne devait renforcer le P.C.F. et rééquilibrer la gauche, permettant ainsi la construction d'une union solide et durable. Constatons trois

(*) Communiste sans carte.

ans plus tard que cette orientation n'a débouché sur aucun résultat tangible. Il faudra bien faire les comptes de cet immobilisme, qui alimente une crise durable aux causes profondes.

On ne sortira pas de cette crise sans une réorientation stratégique du parti communiste en vue d'une nouvelle union de la gauche, pas une réelle critique unitaire à la base, dans les luttes contre le pouvoir et le patronat. C'est pourquoi mon engagement au sein du mouvement Union dans les luttes exclut la recherche d'un affaiblissement du P.C.F. qui ne profiterait qu'à la droite et élargirait pour longtemps toute perspective d'union. À gauche, on gagne et on perd ensemble. La victoire de la gauche passe par le renforcement des deux partis. Le tournant du 23 mars prouve que le P.C.F. reste sensible à l'affirmation du courant unitaire, et notre tâche vise à renforcer ce courant à la base, seule façon d'animer le P.S. à gauche et le P.C.F. dans l'union. De plus, un recul notable du score du P.C.F. porterait préjudice aux capacités de lutte des travailleurs et consoliderait la direction dans son sectarisme. C'est pourquoi de nombreux militants, dont je suis, sans aliéner ni leurs certitudes ni leurs désaccords, voteront communiste le 26 avril.

Nous avons choisi de rester communiste, avec ou sans carte, s'il est vrai que « s'affirmer communiste est une des plus hautes manifestations permanentes de l'esprit critique et de la liberté militante », qu'« une telle liberté ne se donne pas » et qu'« elle inclut celle du désaccord de la lutte politique et théorique au sein du parti lui-même » (1).

(1) Lucien Sève, Une introduction à la philosophie marxiste, Éditions Sociales, 1980, p. 150.

De 1956 à 1981

par PIERRE BOURGEADE (*)

Il y a quelques jours, en fendant sur les quais, j'ai acheté à un bouquiniste un livre d'Henri Alleg que je ne connaissais pas. Je connaissais la Guerre d'Algérie, comme tout le monde, j'avais lu les Prisonniers de guerre (1). C'est le récit des mois que Henri Alleg passa dans les prisons d'Algérie, en compagnie de nationalistes algériens et de militants communistes (français) condamnés pour aide au F.L.N. Récit cruel, on l'imagine, par moment insoutenable : la guillotine fonctionnait régulièrement dans la cour de Babarousse. Vint le 13 mai. Les détenus entendirent la rumeur d'Alger. Ils apprirent que de Gaulle, appelé par l'armée, allait prendre le pouvoir. Furant, ils terrorisés par la nouvelle ? Non. Ils l'accueillirent comme une très faible lueur d'espoir. Ils pensaient que de Gaulle et l'armée au pouvoir seraient moins durs pour eux que ne l'étaient déjà, jusqu'à ce jour, les gouvernements socialistes et radicaux de la

IV^e République et, sur ce point, ils ne se trompaient pas. Le rythme des exécutions capitales ralentit, le sort des prisonniers, si peu que ce fut, s'améliora. Le reste était une autre histoire.

Si j'ai été profondément troublé par ce récit, écrit il y a vingt ans, c'est qu'il montre qu'à tout prendre, dans de graves circonstances historiques, mieux vaut, pour le mouvement révolutionnaire et pour les forces réellement acquises au changement, la droite au pouvoir, sous son propre drapeau, que des équipes socialistes et centristes qui, incapables d'appliquer leur propre politique (socialiste et, généralement, par conséquent, gauchiste), en viennent à appliquer, sous le drapeau de la social-démocratie, la politique de la droite — sinon pire.

On voit où je veux en venir, on voit quel lieu il est possible d'établir entre ce qui se passa en France en 1956 et ce qui s'y passe aujourd'hui.

Seul un puissant vote communiste...

En 1956, la France vivait le drame algérien, elle vit aujourd'hui une crise aussi grave. En 1956, les forces social-démocrates, sous le vocable de Front républicain, appelèrent les électeurs à se prononcer pour des équipes et un programme qui promettaient le salut. Les mêmes forces, aujourd'hui, nous font les mêmes promesses. Comme des millions de Français non communistes, j'ai voté, en 1956, pour le Front républicain, et j'ai été amèrement déçu. Pendant la campagne électorale, nous avions connu une grande espérance. Les élections gagnées, qu'avons-nous vu ? Nous avons vu le président du conseil socialiste vainqueur « mettre les poisons » — et de quelle manière ! — au premier affrontement avec la droite. Nous avons vu la majorité érosée sur un programme donné (la recherche d'une solution pacifique) mettre en application une politique exactement contraire (la guerre à outrance). Nous avons vu, en conséquence, la droite, que nous avions cru écartée du pouvoir pour longtemps, y revenir en moins de temps qu'il ne faut pour l'écrire : elle y est encore ! Rien de tel, en effet, que des idées trahies des promesses faites aux pieds, pour raviver un adversaire hors de combat. Les gaullistes avaient obtenu 4,4 % des voix en 1956. Deux ans après, le général de Gaulle entra à l'Élysée !

Vingt-cinq ans ont passé. Les données de la situation politique rappellent étrangement celles de 1956. Dans une crise grave, les idées de la droite se réveillent, incapables à assurer la survie du pays, la social-démocratie prétend offrir une alternative salvatrice. A sa tête, un homme, M. Mitterrand, celui-là même qui fut parmi les vainqueurs de 1956.

A supposer que cet homme, qui

a gravement trahi nos espoirs en 1956, mais qui, par la suite — il convient de lui rendre cette justice — s'est révélé un adversaire irréductible de la droite, ait à affronter le président sortant au second tour, peut-on lui faire confiance ?

Malgré le passé, je dis oui. A une condition : c'est qu'il s'engage, clairement et solennellement, devant l'opinion, devant ce qu'il nomme le « peuple de gauche », à ne pas lui refaire, en 1981, ce que j'appellerai, moi, le coup de 1956.

Qu'il s'engage donc publiquement à gouverner, s'il est élu, non avec toute majorité qui sortirait des urnes une fois l'Assemblée dissoute, ce qui pourrait le conduire à gouverner avec la droite (perspective qu'il ne semble pas écarter), mais avec la majorité qui l'aura porté à l'Élysée et, par conséquent, comme la règle du jeu démocratique et la plus élémentaire loi morale lui en feraient alors obligation, avec des ministres communistes.

Et pour qu'il en soit ainsi, pour que M. Mitterrand se sente un homme de gauche avant à gauche, et non un homme de gauche susceptible de prélever à l'application de deux politiques différentes (celle qu'il estime juste, et celle à laquelle il pourrait être contraint par les événements, comme ce fut le cas en 1956), moi, non communiste, je voterai au premier tour pour le candidat communiste, et j'inviterai tous les non-communistes désireux qu'on ne leur refasse pas « le coup de 1956 » à m'imiter. Ne laissons pas détourner nos suffrages !

Seul un puissant vote communiste au premier tour peut assurer la chute de Giscard, l'unité de la gauche et l'entrée de la France (sous la paternelle direction de M. Mitterrand, pourquoi pas ?) dans les voies du changement.

(*) Bourgeade.

RÉPLIQUE... A YVES ROUCAUTE

Un fantasme assez répandu

Le grand mérite de l'article d'Yves Roucaute (Le Monde du 27 mars), à qui, je le suppose, ce serait faire injure que de ne pas le prendre au sérieux, est de bien mettre en lumière à quelle extraordinaire et périlleuse acrobatie intellectuelle doivent se livrer ceux qui, comme lui, veulent à tout prix démontrer que plus Georges Marchais évoque concrètement la nécessité d'un changement profond, plus il travaille au maintien de Valéry Giscard d'Estaing.

« A vouloir tout prouver, écrit Roucaute, les arguments du groupe dirigeant communiste ne prouvent-ils pas trop ? » Et, de fait, pour sa part, Roucaute considère — tel est le sens général de son article — que plus les arguments des communistes sont convaincants et moins ils sont acceptables.

Cela mérite un petit examen et quelques remarques.

Roucaute l'admet : la question des ministres communistes ne permet aucune dérobade. Elle « paraît d'autant plus incontournable que, lorsque les communistes réclament ces ministères, à l'appui de leur demande, ils peuvent faire valoir leur passé et leur existence institutionnelle ». En ce qui concerne leur participation au gouvernement entre septembre 1944 et mai 1947, les communistes ont tout lieu de « rappeler leurs faits et gestes avec fierté ». En outre, demander aux communistes de soutenir un candidat qui leur refuse par avance toute collaboration gouvernementale, « n'est-ce pas demander la pure et simple exclusion du P.C.F. du jeu politique français ? » Ce sont là « autant d'évidences que l'on pourrait multiplier » et qui constituent le point de départ « obligé » de la réflexion d'Yves Roucaute.

Obligé, car il n'est pas plaisant pour Roucaute d'admettre que ces évidences contredisent d'autres idées, si abondamment émises depuis 1978, qu'il s'agit de « la gauche unitaire » — mais sans doute était-ce là leur fonction, celles qui, du retour du P.C.F. à l'inconditionnalité envers Moscou, au sectarisme et au populisme le plus simpliste, et ce lieu commun ultime sur lequel débouchent tous les autres : le P.C.F. ne veut pas du pouvoir d'État.

Ainsi débute entre les évi-

dences et les idées. Roucaute n'hésite pas un instant : tant pis pour les évidences. Et, si, d'un coup, le choix de la gauche n'est pas celui de la droite, c'est que les lieux communs ne sont pas vrais, donc ce sont les évidences qui sont fausses. Il est nécessairement vrai — et d'autant plus nécessairement vrai qu'il s'agit d'un a priori — qu'il est indubitablement vrai que les communistes ne veulent pas du pouvoir, donc ils tendent à participer au gouvernement, s'ils refusent d'être exclus du jeu politique, c'est — il faut que ce soit — pour mieux refuser le pouvoir, pour mieux s'écarter eux-mêmes.

En réalité, explique sans rire Yves Roucaute, c'est aux communistes qu'il faut poser la question : « Voulez-vous des ministres communistes ? », car le fait qu'ils la posent eux-mêmes signifie qu'ils y répondent par la négative. Et l'on pourra considérer qu'ils y répondent par l'affirmative lorsqu'ils diront qu'ils ne désirent pas être pris en compte dans un gouvernement de gauche.

Dans cette logique, il va de soi

que « les hommes de gauche » — entendons les socialistes — à qui les communistes proposent de constituer une coalition de ministres communistes, veulent, pour leur part, « des changements ». Pour Roucaute cela ne fait aucun doute ; la gauche n'a pas le droit de ne pas trahir la démarche de Roucaute, nous supposons que la preuve en est administrée, à ses yeux, par la réponse clairement négative de François Mitterrand à la question : « Voulez-vous des ministres communistes ? »

En un seul mot, la thèse d'Yves Roucaute est : plus les communistes réclament leur participation au gouvernement et moins ils veulent y aller, alors que plus François Mitterrand dit clairement non aux ministres communistes et moins il veut gouverner sans eux.

Je me contenterai de deux

Je me contenterai de deux

est que la démarche de Roucaute

révèle un fantasme assez répandu actuellement dans la plupart des rédactions : des communistes, quels qu'ils soient, au fond, Roucaute, des communistes si muets que l'on pourrait les exclure du jeu politique français sans crainte de ne plus pouvoir en donner l'existence d'avoir des idées de gauche, puis-que les communistes eux-mêmes ne réclament pas de participation à ce jeu politique (qui, effectivement, ne serait plus, alors, qu'un « jeu »).

La seconde est que la performance intellectuelle de Roucaute — car c'en est une — montre surtout, combien la campagne du candidat communiste à l'Assemblée législative de sa démarche politique : l'anticommunisme, et un anticommunisme prêt, comme bien souvent, à maltraiter l'évidence » comme la cohérence.

PATRICK GOUTEFANGEA.

Membre du P.C.F.
La Chapelle-sur-Braye
(Loire-Atlantique)

Lettre à une enfant triste sur la révolution qui n'arrive pas

par MICHEL TREBITSCH (*)

la tradition républicaine et laïque que véhicule en France le courant social-démocrate, même après depuis Epinay. D'ailleurs, il n'a si bien compris qu'il n'est pas intelligemment campagne sur la République, jouant à être le plus gaillien des candidats, puisqu'il sait que dans la vie politique de notre pays ne peut l'emporter que celui qui incarne la légitimité. Or, ce type d'alliances, qu'elles aient été les faiblesses et les erreurs, nous en connaissons du moins la pratique, nous savons qu'elles sont possibles. Tandis que si Mitterrand échoue, le risque est grand de voir le parti socialiste élargir, et derrière Roucaute, se profiler une « neo-social-démocratie » avec laquelle aucun accord n'a jamais été conclu, avec la quelle aucun accord n'est peut-être possible, mais qui a toujours, ailleurs en Europe du Nord, marginalisé le courant révolutionnaire et réduit les partis communistes à n'être que des groupuscules. Le

(*) Membre du parti communiste français.

part communiste a donc tout intérêt à la victoire de Mitterrand, d'autant qu'une nouvelle défaite de la gauche ne pourrait qu'accroître le découragement général et rendrait encore plus difficile et problématique toute tentative de régénération du mouvement social et politique.

Je vais voter Marchais parce que, réciproquement, il n'y a pas de changement possible sans une forte influence du parti communiste. Sur ce point, je trouve justes les formules employées par la direction, même si tous ses comportements les démentent. Au-delà du seul calcul électoral, le courant idéologique et politique auquel s'identifie le parti communiste m'apparaît indispensable à l'évolution de la société française ; son implantation est désormais ancienne et bien ancrée, son influence locale et dans le mouvement ouvrier est fort importante, et il tient un rôle qui n'est couramment réformiste ni la nébuleuse anarcho-syndicaliste (de l'écologie aux groupes d'extrême gauche) ne peuvent jouer. Si je ne croyais pas que le parti communiste a vocation pour deve-

nir même le moteur d'une transformation de la société française, je ne vois pas pourquoi l'aurais ma carte d'adhérent. Sûrement pas pour le plaisir que cela procure.

Voter Marchais, ce n'est donc pas soutenir la ligne qu'il représente, c'est prendre une mesure d'urgence pour la survie du parti. Si je suis opposé à cette ligne, c'est justement parce que j'ai très peur qu'elle nous conduise à un recul de l'influence du parti, et même, à terme, à l'entrée dans ce processus de marginalisation qui s'est déroulé ailleurs. Si, d'aventure, le 26 avril cette démarche devait nous conduire à un tel recul électoral, les communistes et toutes les couches sociales qu'ils représentent et qu'ils défendent seraient en droit de s'interroger et de réagir pour empêcher que le parti se saborde lentement sans motif.

Paradoxalement, mon attitude ? Mais le temps du renouveau n'est pas venu. Une élection ne fera pas des printemps de Paris. Je prends mes précautions, je voudrais simplement qu'il ne nous soit plus interdit de rêver ensuite.

Le Monde

étranger

EUROPE

Italie

Le congrès du parti socialiste va consacrer la politique de M. Bettino Craxi

De notre correspondant

Rome. — Le quarantième congrès du parti socialiste italien s'ouvre, ce mercredi 22 avril, à Palermo. La présence, à cette occasion, des leaders des trois conjonctions syndicales des socialistes, des démocrates-chrétiens et des autres partis de la coalition gouvernementale de celui du parti radical, mais surtout de M. Enrico Berlinguer, qui, contrairement aux congrès précédents, quittera le débat politique, est le signe que le P.S.I. — parti charnière du jeu politique italien — depuis son retour, le 4 avril 1980, après six ans d'absence, dans des conditions de coalition, a repris son rôle de premier plan.

Le P.S.I. français est représenté au congrès du P.S.I. par Mme Véronique Neuzil, membre du secrétariat national, chargée des relations internationales.

Si la monnaie politique italienne est dans l'attente du discours d'ouverture du secrétaire socialiste, M. Bettino Craxi, l'issue du congrès semble, en revanche, ne faire guère de doute. Elle verra la consécration de M. Craxi, de ses hommes et de sa ligne politique, « grande réforme ». Le dirigeant socialiste et son courant représentent, en effet, désormais, plus de 70 % du demi-million d'inscrits au P.S.I. Aucun dirigeant depuis Pietro Nenni (chef charismatique du P.S.I. pendant un demi-siècle) n'avait bénéficié d'une telle majorité. En presque sur surprise, en juillet 1979, secrétaire d'un P.S.I. traumatisé par la déroute aux élections législatives du mois précédent, M. Craxi — dont le courage ne cessait alors que 10 % du parti — contrôlait désormais sans partage, le monde socialiste.

En novembre dernier, il a rompu avec la gauche qui était son allié depuis le congrès de

Turin, en mars 1978. Sous sa direction, jugée « excessivement personnelle et autoritaire » par ses adversaires, le P.S.I. a subi, selon la formule du leader de la gauche de ce parti, M. Riccardo Lombardi, une « véritable mutation génétique ». La remplace, après le congrès de Turin, du vieil emblème du parti — la faucille et le marteau — par un autre, plus moderne, plus ouvert, plus riche, plus souple, plus adapté à la situation internationale. L'objectif de M. Craxi était de faire un parti réformiste et moderne qui casse « le monopole démocrate-chrétien sur le gouvernement et le monopole communiste sur la gauche ».

Il y a réussi, au moins en partie, et cela explique ce que ses adversaires appellent « sa résistible suspension ». « Il a rendu l'orgueil aux socialistes. Qui avaient cru que le P.S.I. ne représentait, finalement, que 10 % des suffrages », constate M. Giuseppe Tamburino, membre de la direction socialiste, évocant ce pouvoir politique du P.S.I. désormais bien supérieur au poids électoral d'un parti.

Un partenaire inévitable

Pour l'actuel groupe dirigeant de la Démocratie chrétienne — qui a remplacé en mars 1980 les partisans de l'Union nationale, ouverte au dialogue avec les communistes — le P.S.I. est l'indispensable, donc le partenaire obligé de toute majorité de gouvernement. Acceptant, six mois après une élection, un centre gauche qui avait laminé électoralement le parti, de retourner dans des cabinets de coalition, M. Craxi voulait assurer « la gouvernabilité », c'est-à-dire la stabilité de l'exécutif. Mais la volonté de montrer les capacités de gouvernement de son parti — un ministre de l'Intérieur, une rigueur, qui affronte réellement le problème de la fraude fiscale, un ministre de la Défense, M. Lagorio, qui commence un réel processus

de modernisation de l'armée italienne, un ministre des transports, M. Formica, qui n'hésite pas à « réquisitionner » les pilotes grévistes du Syndicat autonome — signifie aussi, pour le dirigeant socialiste, préparer pour un proche avenir, son entrée à une présidence du conseil occupée sans interruption depuis la guerre par la Démocratie chrétienne.

Un tel bouleversement, pour M. Craxi ne peut avoir lieu sans l'accord sinon la neutralité du gouvernement américain. D'où une suite de déclarations pro-américaines, de voyages à Washington, des rencontres avec les responsables de la politique étrangère américaine, visant à démontrer à l'opinion italienne que le P.S.I. pouvait, au même titre que la D.C., obtenir « l'investiture américaine ». Cette conquête de la présidence du conseil implique aussi la création d'une « aile laïque socialiste et libérale » qui seraient associés à une partie des membres du P.S.I. et le petit parti social démocrate, sans dénigrer le dialogue avec le parti radical de M. Pannella.

Pour exister, cette troisième force ne peut se limiter au seul poids du P.S.I.

Si l'arithmétique parlementaire permet aux socialistes d'assurer une majorité de gouvernement, ceux-ci n'ont pas les moyens de fournir le consensus social nécessaire à la mise en œuvre de l'ambitieux programme de réformes institutionnelles et économiques envisagé par le projet de loi qui sera débattu au quarantième congrès. D'où l'importance que prendra, au cours de ces travaux, le problème des rapports avec le P.C.I. L'extrême gauche socialiste (8 % des mandats) veut « l'alternative de gauche ». La gauche de M. Lombardi (19 % des mandats) souhaite un gouvernement de salut public qui inclut tous les partis démocratiques, y compris les communistes. M. Craxi propose un ministre de l'Intérieur, une rigueur, qui affronte réellement le problème de la fraude fiscale, un ministre de la Défense, M. Lagorio, qui commence un réel processus

communiste Chiaromonte jugait assez favorablement dans un article de l'hebdomadaire théorique du P.C.I., *Rinascita*.

Depuis deux ans les polémiques entre les deux parties de la gauche italienne étaient devenues toujours plus violentes. D'une part, M. Craxi avait affirmé à tout prix l'autonomie et le caractère « occidental » de son parti. Il ressortait, dans un essai théorique, la figure de Prolet pour l'opposer à Marx. Il reprochait souvent au P.C.I. de ne pas avoir totalement coupé son cordon ombilical avec Moscou. D'autre part, M. Berlinguer voyait dans le retour des socialistes dans les ministères, aux côtés de la droite démocrate-chrétienne, une volonté délibérée de rejeter son parti dans un schéma politique.

D'où une politique d'opposition extrêmement dure visant à démontrer que « sans les communistes il est impossible de réaliser un gouvernement ». Mais les rapports entre les deux partis ont commencé à se détendre dans les semaines qui précéderont le congrès. La présence de M. Berlinguer à Palermo en témoignage. Pour une partie du groupe dirigeant communiste, la stratégie d'« alternative démocratique au pouvoir de la D.C. » ne peut sérieusement se concevoir sans une reprise du dialogue avec les socialistes. Le 1^{er} avril, le dirigeant communiste, Emanuele Macaluso, fut très nettement rappelé à l'ordre pour avoir publiquement évoqué, au cours d'une interview, la possibilité d'un soutien communiste à un gouvernement présidé par M. Craxi. Peu avant le congrès socialiste, le 18 avril, un appel implicite à M. Craxi pour qu'il revienne ses distances vis-à-vis du gouvernement Forlani. Le dirigeant socialiste peut difficilement mettre en crise l'actuelle coalition gouvernementale sans perdre une bonne partie de sa crédibilité acquise depuis un an. D'autant que le P.C.I. ne semble toujours pas prêt à appuyer un gouvernement auquel il ne participe pas directement.

MARC SEMO.

Irlande du Nord

Le gouvernement britannique rejette tout compromis avec les grévistes de la faim de l'Ulster

De nouveaux affrontements ont opposé, le mardi 21 avril, jusqu'à tard dans la nuit, manifestants et forces de l'ordre dans les rues de Londonderry et de Strabane (nord de l'Ulster). Les autorités redoutent que l'enfermement, ce mercredi, des deux adolescents morts dimanche au cours d'une manifestation de soutien au gréviste de la faim, M. Bobby Sands, ne donne lieu à de nouvelles violences.

De Ryad, où elle se trouvait mardi dans le cadre de sa tournée au Proche-Orient, Mme Thatcher a repoussé toute possibilité de compromis susceptible de sauver la vie de M. Bobby Sands et a refusé de recevoir à son retour les trois députés irlandais qui ont rendu visite au prisonnier républicain. « Il n'est pas dans mes habitudes de rencontrer des députés d'un pays étranger au sujet d'un citoyen du Royaume-Uni résidant dans le Royaume-Uni », a déclaré le premier ministre.

De notre correspondant

Londres. — La décision de Mme Thatcher de ne pas recevoir les trois députés du Parlement de Dublin et son refus formel de négocier avec les grévistes de la faim de l'Ulster ont provoqué une vive réaction dans l'opinion britannique. Les députés irlandais, qui ont rendu visite au prisonnier républicain, ont déclaré qu'ils étaient « profondément choqués » par la décision de Mme Thatcher. Ils ont également déclaré qu'ils étaient « profondément choqués » par la décision de Mme Thatcher de ne pas recevoir les trois députés irlandais qui ont rendu visite au prisonnier républicain.

Le durcissement du gouvernement de Londres est officiellement expliqué par deux raisons essentielles. L'une est le succès de propagande que représenterait pour l'I.R.A. une concession sur le statut de prisonnier. L'autre raison est d'ordre politique : des élections locales doivent avoir lieu le 20 mai en Ulster et le gouvernement ne veut pas, par une attitude conciliante, pousser l'opinion protestante modérée, au côté des extrémistes de M. Paisley. Les milieux officiels estiment que l'inquiétude et l'irritation croissantes des protestants de l'Ulster représentent une menace réelle de guerre civile que le gouvernement ne peut pas ignorer et qui justifie sa fermeté à l'égard de l'I.R.A. et de ceux qui la soutiennent.

Le gouvernement a réitéré son refus de céder à ce qu'il considère comme un chantage, même au risque de provoquer une recrudescence de violences en Ulster et d'encourir la désapprobation de l'opinion publique mondiale, notamment de l'opinion américaine. Néanmoins, on espère encore à Londres que les pressions conjuguées des autorités de Dublin et éventuellement de la Commission européenne des droits de l'homme arriveront à convaincre M. Sands de mettre fin à son jeûne. Une intervention de la Commission européenne serait d'autant plus souhaitable que cet organisme, tout en critiquant la

position trop rigide du gouvernement britannique et les conditions de détention à Long Kesh, s'était déjà prononcé l'an dernier contre l'attribution d'un statut politique aux prisonniers. Mais Mme Thatcher a également exclu la possibilité d'un statut spécial, affirmant même que le régime pénitentiaire en Ulster était « le plus libéral » existant au Royaume-Uni.

Le durcissement du gouvernement de Londres est officiellement expliqué par deux raisons essentielles. L'une est le succès de propagande que représenterait pour l'I.R.A. une concession sur le statut de prisonnier. L'autre raison est d'ordre politique : des élections locales doivent avoir lieu le 20 mai en Ulster et le gouvernement ne veut pas, par une attitude conciliante, pousser l'opinion protestante modérée, au côté des extrémistes de M. Paisley. Les milieux officiels estiment que l'inquiétude et l'irritation croissantes des protestants de l'Ulster représentent une menace réelle de guerre civile que le gouvernement ne peut pas ignorer et qui justifie sa fermeté à l'égard de l'I.R.A. et de ceux qui la soutiennent.

Le gouvernement a réitéré son refus de céder à ce qu'il considère comme un chantage, même au risque de provoquer une recrudescence de violences en Ulster et d'encourir la désapprobation de l'opinion publique mondiale, notamment de l'opinion américaine. Néanmoins, on espère encore à Londres que les pressions conjuguées des autorités de Dublin et éventuellement de la Commission européenne des droits de l'homme arriveront à convaincre M. Sands de mettre fin à son jeûne. Une intervention de la Commission européenne serait d'autant plus souhaitable que cet organisme, tout en critiquant la

HENRI PIERRE.

Pologne

Le retour clandestin d'un dirigeant des grèves de 1970 pose un problème délicat au pouvoir

De notre correspondant

Varsovie. — Le retour clandestin en Pologne d'un des plus prestigieux exilés du pays, M. Edmund Baluka, oblige les autorités à un choix délicat entre l'application stricte de la loi et l'opportunité politique.

Dirigeant ex décembre 1970 du comité de grève de Szczecin, où il était connu sous le pseudonyme de Wlodek, M. Baluka avait réussi en 1972, après deux années de persécution, à se faire embaucher comme marin et en avait profité pour se réfugier en Espagne, puis à installer en France. Toujours citoyen polonais, puisque aucun décret n'a privé de sa nationalité M. Baluka, il avait donc, en principe, répondu de la loi. Mais, en décembre 1970, et amené à émigrer par la situation précaire qui lui avait été faite, son cas avait été évoqué à plusieurs reprises par les membres de Solidarité et, en particulier, ses demandes de Szczecin, au cours de diverses rencontres avec le gouvernement. M. Baluka avait, de son côté, discrètement demandé à pouvoir rentrer légalement dans son pays, mais l'ensemble de ces démarches était resté sans réponse.

Faut-il avoir pris une décision plus tôt, les autorités se trouvent maintenant placées devant un fait accompli. Si M. Baluka, arrivé à Szczecin, M. Baluka s'est placé sous la protection des ouvriers du chantier d'où il semble décidé à ne pas sortir avant que la situation ne soit réglée. Le président de la section syndicale du chantier a adopté une résolution diffusée par télé à toutes les directions régionales de Solidarité, dans

laquelle il déclare que M. Baluka « ne peut faire l'objet d'aucune répression », qu'il doit être réhabilité et que « la violation de sa sécurité » provoquerait un recours « à toutes les formes de protestation prévues par les statuts de Solidarité ».

On n'est pas encore à la menace de grève et il est notable que le mot n'ait pas été prononcé. Mais il est clair que cette affaire, qui devrait rester mineure, serait source de tensions si elle n'était pas résolue avec rapidité et intelligence. Au-delà du sort de M. Baluka, c'est tout le problème, resté pendu, de la détermination des responsabilités dans la répression sanglante des manifestations de décembre 1970 (quarante-neuf morts et plus d'un millier de blessés) qui pourrait resurgir bientôt.

La trente-troisième anniversaire de la signature du traité d'amitié et de coopération polono-soviétique, en revanche, donne l'occasion à l'ambassadeur russe, à Varsovie, de prononcer un discours encourageant sur l'état d'esprit actuel du Kremlin. Les Soviétiques sont « convaincus », a déclaré M. Boris Aristov, que la nation et les communistes polonais « seront capables, sous la direction du parti ouvrier unifié, de sortir leur pays de la crise ».

La presse polonaise, qui a accordé une place très importante à cet anniversaire en rappelant les facilités financières et commerciales consenties en ce moment par Moscou (1), a, quant à elle, souligné le plus clairement possible que « l'amitié » entre les deux pays était, à ses yeux, une garantie d'évolution pacifique de la crise. L'U.R.S.S., écrit, par exemple, l'organe du comité central, *Trybuna Ludu*, souhaite une Pologne forte, indépendante et souveraine. « Le journal de l'armée, *Zolnier Wolności*, dont les commentaires sont pourtant d'ordinaire très « durs », abonde dans le même sens en soulignant que « les principes de l'internationalisme socialiste sont le garant du respect de la souveraineté, de l'égalité et de la aide fraternelle mutuellement fructueuse ».

BERNARD GUETTA.

(1) La dette polono-soviétique s'élève à 2,3 milliards de dollars, précise M. Aristov. Le ministre polonais des Finances, qui s'est exprimé en termes rassurants. Récemment, Moscou a différé à 1985 le remboursement de quelque 400 millions de roubles.

Moscou semble avoir accordé une trêve à l'équipe Kanin-Juruzelski

De notre correspondant

Moscou. — Le paix sociale qui règne en Pologne s'accompagne d'un apaisement certain dans la presse soviétique. Après une campagne forcée contre Solidarité et une mise en doute des capacités gouvernementales à rétablir la légalité socialiste, le silence est pratiquement tombé depuis quelques jours sur la situation intérieure polonaise. La presse continue certes à publier quelques articles dirigés contre le comité d'auto-défense sociale (K.O.) en contre les « néo-fascistes occidentaux », mais c'est plus par routine que pour attiser la tension.

Intervenant samedi dernier à la télévision soviétique, M. Znaminski, chef de la section d'information internationale du comité central et porte-parole de M. Brejnev, a tenu des propos assez durs vis-à-vis des pays occidentaux, mais a relativement apaisé pour les dirigeants polonais la reconnaissance de la situation actuelle en Pologne. « Nous considérons que la classe ouvrière polonaise, dirigée par le parti, doit venir à bout de la crise », a-t-il déclaré. « La situation en Pologne est grave, mais elle est sous contrôle. Nous sommes convaincus que le parti ouvrier unifié, sous la direction du parti ouvrier unifié, de sortir leur pays de la crise ».

La presse polonaise, qui a accordé une place très importante à cet anniversaire en rappelant les facilités financières et commerciales consenties en ce moment par Moscou (1), a, quant à elle, souligné le plus clairement possible que « l'amitié » entre les deux pays était, à ses yeux, une garantie d'évolution pacifique de la crise. L'U.R.S.S., écrit, par exemple, l'organe du comité central, *Trybuna Ludu*, souhaite une Pologne forte, indépendante et souveraine. « Le journal de l'armée, *Zolnier Wolności*, dont les commentaires sont pourtant d'ordinaire très « durs », abonde dans le même sens en soulignant que « les principes de l'internationalisme socialiste sont le garant du respect de la souveraineté, de l'égalité et de la aide fraternelle mutuellement fructueuse ».

Le changement de ton coïncide avec le voyage à Prague de M. Brejnev. Dans la capitale tchécoslovaque, le secrétaire général du P.C. soviétique a prononcé un discours relativement social-

lant sur la Pologne, du moins si on le compare avec la campagne de presse des jours précédents et les philippiques de son collègue, M. Husak. La brusque fin des attaques contre le pacte de Varsovie, suivie quelque temps plus tard de l'annonce de la visite de M. Brejnev à Bonn avant la fin de l'été, semble indiquer que le Kremlin choisit une « ligne souple » dans la crise polonaise.

Le changement est-il purement tactique ou traduit-il des intentions plus durables ? La question se pose, dans la mesure où les dirigeants soviétiques ne sautent pas à l'occasion de la situation actuelle en Pologne. Pour eux, le calme n'est pas un bien en soi, surtout s'il doit être payé par de nouvelles concessions du pouvoir. Rien n'a fondamentalement changé en Pologne qui aille dans le sens de leurs exigences et des engagements pris à diverses reprises par les dirigeants de Varsovie à l'occasion de l'évolution du parti, la fronde démocratique et réformiste des « structures horizontales », l'approche du congrès extraordinaire du P.O.P. dont Moscou aurait bien voulu voir repousser la date et qui risque de consacrer solennellement l'aggravation du parti, tout coïncident à mettre en cause l'orthodoxie marxiste-léniniste et donc à les inquiéter. Une fois encore, les limites du tolérable semblent avoir été repoussées, mais les Soviétiques peuvent difficilement accepter que leur autorité et leurs conseils soient indéfiniment bafoués sans encourir le risque à long terme de voir mettre en cause leur emprise sur toute la communauté socialiste.

Il reste que les Soviétiques paraissent pour le moment avoir renoncé à entretenir la tension et à dramatiser la situation, comme ils l'avaient fait avant le précédent plénum. Cette retenue ne signifie pas que le Kremlin ait cessé d'éprouver et qu'il ait accepté une sorte de « fin de non-recevoir » à rebours de la Pologne. Mais, compte tenu des conséquences internationales d'une intervention brutale, des difficultés auxquelles il ne manquerait pas de se heurter en Pologne même et de l'inefficacité des multiples pressions, y compris militaires, exercées jusqu'à maintenant, le Kremlin a peut-être finalement décidé d'accorder à l'équipe Kanin-Juruzelski la trêve de deux mois qu'elle a obtenue des syndicalistes.

DANIEL VERNET.

Union soviétique

La tombe n° 23781 à Vologda

L'enterrement de Yuri Kukik, ancien professeur d'électrochimie à l'université de Tarnu, a eu lieu le lundi 30 mars en présence de sa veuve Sybil et de cinq amis venus avec elle d'Estonie à Vologda, au nord-est de Moscou. Sa tombe, où son nom n'est pas inscrit, ne porte qu'un numéro, le 23781, celui qui lui avait été attribué dans le camp de travail où il purgeait une peine de deux ans de prison pour « crimes antisoviétiques », à laquelle il avait été condamné le 1^{er} janvier 1981.

Selon le Centre d'aide aux prisonniers de conscience en Estonie, établi à Stockholm, ce militant des droits de l'homme, ce nationaliste antiofin, arrêté le 13 mars 1980, avait commencé une grève de la faim en novembre 1980. Après sa condamnation, il fut envoyé purger sa peine dans un camp des environs de Mourmansk, dans la péninsule de Kola.

Le 24 mars, il était expédié vers un camp de travail à Vologda. Selon les informations fournies par les autorités à

Mme Kukik, son mari fut hospitalisé à l'infirmerie de la prison le jeudi 26 mars et y mourut à 2 h. 20 du matin dans la nuit du vendredi. Selon le médecin-chef local, le décès serait dû à une dilatation gastro-intestinale, à de l'arythmie cardiaque et à une arythmie cardiaque. Il est permis de penser que la mort est produite par suffocation au moment d'une alimentation forcée.

La veuve a pu voir le corps de son mari, déposé à l'âge de quarante ans : il avait l'air très vieilli. Un de ses amis a pu prononcer l'loge funèbre, mais la police a saisi le film de la cérémonie.

Le sort de ce jeune scientifique a fortement ému ses anciens collègues du laboratoire d'électrochimie faciale du C.N.R.S. de Bellevue où il avait fait un stage en 1975-1976. Ils avaient pris fait et cause pour lui lorsqu'il demanda, en 1979, à émigrer. Ils ont demandé, appuyés par d'autres comités de scientifiques, que les relations scientifiques avec l'U.R.S.S. soient boycottées (le Monde du 4 avril).

Le Monde

publiera demain

- LE SCRUTIN DU 26 AVRIL :
 - Tableau : les principales propositions économiques des dix candidats.
 - Idées : R. Garaudy, J. Guiffon, C. Mauriac, J. Méo.
 - Entretien avec M. Brice Lalonde.
- « LE MONDE DES LIVRES » :
 - Un article de Graham Greene.
 - Dossier : Les lettres chinoises.

EUROPE

Espagne

M. CALVO SOTELO EN R.F.A.

Madrid compte sur Bonn pour faciliter son adhésion à la Communauté européenne

De notre correspondant

Madrid. — M. Calvo Sotelo en route en Allemagne fédérale ce mercredi 22 avril sa première visite officielle à l'étranger comme chef de gouvernement espagnol. Accompagné de son ministre des affaires étrangères, M. Perez-Llorca, il s'entretenra en particulier durant les vingt-quatre heures qu'il passera en R.F.A. avec le chancelier Schmidt et le président allemand, M. Carstens.

Les entretiens de M. Calvo Sotelo seront dominés par la question de l'entrée de l'Espagne dans la Communauté économique européenne. Le gouvernement allemand se présente comme l'un des plus favorables à l'adhésion espagnole d'autant que celle-ci ne poserait pas à son économie les mêmes problèmes qu'à la France ou à l'Italie, dans le domaine agricole surtout. A l'exception de quelques secteurs sensibles comme l'automobile et l'acier, les économies de Bonn et de Madrid n'apparaissent pas fondamentalement concurrentes.

A Madrid, on voit, dans la R.F.A. un « avocat puissant » susceptible de plaider la cause espagnole auprès de ses partenaires. Mais, du côté allemand, on affirme ne pas vouloir créer, à ce sujet, de divisions au sein du club communautaire. Sur un point au moins, la position de Bonn paraît assez proche de celle de Madrid : les négociations pour l'entrée de l'Espagne devraient être parallèles et synchronisées à la discussion de la politique agricole commune entre les membres de la C.E.E.

L'intégration de l'Espagne pose, toutefois, de sérieux problèmes à

la R.F.A. en ce qui concerne la libre circulation des personnes. Quelques quatre-vingt mille travailleurs espagnols se trouvent, actuellement, en Allemagne occidentale (soit, avec leurs familles, près de deux cent mille personnes), et, dans la conjoncture actuelle de récession économique, une nouvelle immigration massive pourrait difficilement être absorbée. On demande donc, du côté allemand, que soient fixés, dans les négociations avec Madrid, des paliers transitoires pour les déplacements de travailleurs comme cela avait été le cas avec la Grèce.

Le gouvernement de Bonn se montre, d'autre part, favorable à l'entrée de l'Espagne au sein de l'O.T.A.N. annoncée, sans équivoque, par M. Sotelo. — T.M.

● Le gouvernement autonome basque estime que sa proposition d'assurer la direction de la police au Pays basque est constitutionnelle, dans un communiqué publié mardi 21 avril à Bilbao. Le gouvernement basque affirme que Madrid a fait preuve de « légèreté » en repoussant sa proposition. Mercredi 15 avril, le gouvernement autonome basque s'était déclaré prêt à exercer des pouvoirs de police contre le terrorisme, mais avait demandé à Madrid de le soutenir dans ce sens. Madrid avait jugé « positive » la volonté du gouvernement basque de maintenir son refus d'y participer. S'adressant visiblement de façon indirecte aux Chinois, il a mis en garde tous ceux qui, par manque de réalisme, sous-estiment les efforts de Hanoi pour stabiliser et renforcer militairement le régime Heng Samrin. Mettant en relief l'implantation accrue des Soviétiques dans son pays, il a constaté amèrement que « le temps travaille pour l'autre camp ».

En dramatisant ainsi son analyse de la situation, Norodom Sihanouk entend sans doute forcer la main aux Chinois, qui, visiblement, sous-estiment que son rôle dans le futur « camp patriotique unifié » soit limité. Or, l'ancien chef de l'Etat a répété mardi qu'il n'était pas question pour lui d'accepter de jouer les utilités dans le jeu bilatéral de redorer le blason défraîchi des Khmers rouges. Il est peu probable que les premières discussions avec le Khmer Rouge, le dirigeant Khmer rouge, prévues ici pour le début mai, permettent d'effacer ces différences. — ANAUEL LUCBERT.

(1) Association des nations de l'Asie du Sud-Est (Philippines, Singapour, Malaisie et Indonésie et Thaïlande).

● Un groupe d'opposants khmers, dirigé par M. Iou Sakhan, s'est réuni à Moulinaka sihanoukiste, a-t-on appris à Bangkok de source diplomatique occidentale. Dans un message diffusé à cette occasion, le prince Sihanouk a annoncé la nomination du général Sak Sam Iet, ancien gouverneur de Battambang, au poste de chef d'état-major et a réaffirmé que le général Iou Sakhan demeure son principal représentant. — (A.F.P.)

● Le ministre thaïlandais des affaires étrangères est arrivé à Paris ce mercredi 22 avril pour une « visite privée » de deux jours, avant de se rendre à Washington, à Ottawa et à Londres. Le maréchal de l'air Sittih Sawetstia entend exposer à ses interlocuteurs la position des membres de l'ASEAN (Association des nations d'Asie du Sud-Est) sur la convocation d'une conférence internationale sur le Cambodge.

PROCHE-ORIENT

Liban

La fermeture de l'aéroport international provoque dans la population une impression d'asphyxie

De notre correspondant

Beyrouth. — Beyrouth a vécu lundi 21 avril 22 heures de rythme de la canonnade. Fait plus inquiétant encore pour une population qui s'est habituée à vivre en cotisant la guerre, l'aéroport international est fermé. Cela n'était plus arrivé depuis les grandes hostilités de 1975-1976 (le trafic aérien n'avait d'ailleurs cessé, en juillet 1976, qu'après plus d'une année de combats). Au fil des crises et des batailles, y compris des plus graves, l'aéroport avait fonctionné alors que les tirs fusillaient de partout.

Une brève réouverture mardi après-midi a permis le décollage de six avions, mais une trentaine d'obus ont alors été tirés sur les pistes.

Il semble que le gouvernement libanais soit confronté à un autre problème concernant cet aéroport : les autorités syriennes exigeraient d'y installer une sorte de « super-sûreté » leur permettant d'en prendre le contrôle, notamment en ce qui concerne les mouvements de l'armée libanaise qui y possède une base aérienne desservie par hélicoptères, et les voyages des militants du mouvement des « forces libanaises » (chrétiennes). Les autorités syriennes seraient particulièrement désireuses d'intercepter certains des manifestants qui ont défilé à Paris le 8 avril.

Pour une population si durement éprouvée, l'interruption du trafic aérien constitue une véritable impression d'asphyxie dans un pays dont l'économie a manifestement souffert d'une exceptionnelle vitalité, grâce, notamment, aux liaisons aériennes avec l'étranger. La recrudescence de la violence, qui n'avait jamais totalement cessé, s'est traduite, ces derniers jours, et encore ce mercredi matin 22 avril, par les plus intenses

bombardements que les quartiers chrétiens aient subis depuis le 2 avril. Les quartiers islamopalestiniens de la capitale ont également reçu des obus, mais en moins grand nombre et concentrés dans les rues proches de la ligne de front. Ils y ont néanmoins fait cinq morts.

La tension est également à son paroxysme au Sud-Liban depuis le bombardement de Saïda, dimanche, par les milices chrétiennes alliées d'Irak. Mardi, fréquente bombardements, à partir d'Irak et de la bande frontalière chrétienne, ont atteint plusieurs localités du Sud, faisant au minimum cinq morts et quinze blessés, dont un médecin à bord d'une ambulance. Saïda a de nouveau été bombardée au cours de l'après-midi et il y a eu quinze blessés. La population se terre dans les abris, mais un immeuble a été atteint de plein fouet par un obus.

LUCIEN GEORGE.

● Pour « venir en aide rapide » aux populations du Liban, de toutes confessions, l'ASFA (Association de solidarité franco-arabe), lance un double appel : aux gouvernements européens, de prendre des initiatives concertées pour résoudre le problème palestinien, dans le respect des droits nationaux du peuple palestinien ; à l'opinion publique, pour l'envoi de médicaments de premiers secours, d'hygiène et de soins, et de la part des particuliers, de l'intention des blessés libanais. Les médicaments peuvent être adressés à l'ASFA : 14 rue Auguste, 75007 Paris, tél. : 735-81-45, ou : 88, rue Trémassac, 69005 Lyon, tél. : 37-16-63 (le soir), et les fonds versés au C.C.F. de l'ASFA : 16.562.14 M. Paris.

La Maison Blanche donne son accord à la vente de cinq avions AWACS à l'Arabie Saoudite

De notre correspondant

Le gouvernement israélien a publié, ce mercredi 22, un communiqué exprimant son « opposition totale » à la décision de Washington de fournir à Ryad des armes perfectionnées, notamment des avions AWACS.

Washington. — Après plusieurs jours de controverses et d'informations contradictoires, la Maison Blanche a surpris tout le monde, mardi 21 avril, en annonçant qu'elle donnait finalement son accord à la vente d'armes de haute technologie à l'Arabie Saoudite, y compris cinq avions AWACS : « Airborne Warning and Control System » (système aéroporté d'alerte et de contrôle), des appareils de surveillance aérienne dotés de radars très perfectionnés.

Le secrétaire d'Etat, M. Alexander Haig, a annoncé la nouvelle aux journalistes en soulignant qu'il s'agissait pour les Etats-Unis, d'assurer la défense d'une région du monde d'une importance stratégique et économique capitale. Selon le projet de la Maison Blanche, les Saoudiens recevraient, d'ici à 1986, outre les cinq AWACS, des missiles Sidewinder et des réservoirs supérieurs de carburant pour les avions de chasse F-15 déjà commandés par Ryad.

M. Haig était revenu de son voyage au Proche-Orient, semblait-il assez hésitant. Il paraissait souhaiter que la décision ne soit prise qu'après les élections israéliennes de la fin de juin, et que la vente des AWACS soit en tout cas dissociée de la vente des autres équipements. Mais le secrétaire à la Défense, M. Casper Weinberger, et le Pentagone se sont montrés décidés à aller de l'avant. La réunion du Conseil national de sécurité, qui avait eu lieu le 17 avril, deux jours avant le départ de M. Haig au Proche-Orient, aurait été ainsi assez orageuse.

L'administration Reagan a déclaré que sa décision soit liée à la présence, à Washington, du ministre saoudien des affaires pétrolières, M. Yamani. Dimanche, pour la première fois depuis six ans, M. Yamani avait donné une longue interview à la télévision américaine au cours de laquelle il avait souligné à plusieurs reprises, combien les intérêts américains et les saoudiens coïncident dans la région. Le ministre saoudien avait, par ailleurs, précisé que son pays ne réduirait pas sa production pétrolière tant que les tensions pays exportateurs ne baisseraient pas leurs prix, et avait précisé, à propos des ventes d'armes américaines : « Nous sommes enthousiasmés par la vente de ces avions à nos champs de pétrole : nous avons besoin de ces armes, et il est de votre intérêt que l'Arabie Saoudite soit forte. » M. Yamani avait ajouté : « La promesse nous en a été faite par ce gouvernement ».

ment, et nous comptons qu'il la tiendra. »

En annonçant sa décision, la Maison Blanche n'a pas précisé à quelle date le projet de vente d'armes serait soumis au Congrès. La bataille promet d'être chaude, et pas seulement du côté de l'opposition démocrate. Revenant, lui aussi, d'un voyage au Proche-Orient, le leader de la majorité républicaine au Sénat, M. Howard Baker, avait demandé à la Maison Blanche de se hâter à la vente d'armes à l'Arabie Saoudite. Celui-ci peut, en effet, opposer son veto si, dans les trente jours qui suivent le dépôt officiel du projet, les deux Chambres émettent un vote hostile à celui-ci.

Le lobby israélien de Washington s'est vigoureusement manifesté depuis que les rumeurs de vente d'AWACS aux Saoudiens ont commencé à se répandre. Jérusalem faisant valoir que sa sécurité serait gravement menacée si Ryad était en mesure de surveiller à 550 kilomètres de distance, les mouvements de ses forces armées. Mais nombre de membres du Congrès expriment aussi leur crainte que, étant donnée l'instabilité de la région, des équipements aussi perfectionnés tombent un jour dans des mains ennemies. Ils rappellent que des AWACS avaient été, sur le point d'être vendus à l'armée iranienne lorsque la révolution a éclaté à Téhéran.

Selon une enquête de l'Associated Press, 20 % seulement des sénateurs seraient actuellement prêts à appuyer la vente d'AWACS à Ryad. Déjà, en 1978, la vente de F-15 aux Saoudiens avait provoqué des débats houleux au Congrès.

Malgré la conviction de certains membres de l'administration que le Sénat, dominé par les républicains, suivra le président Reagan dans sa première décision importante de politique étrangère, plusieurs républicains conservateurs se sont déclarés opposés à cette opération, parmi lesquels MM. Roger Jepsen (Iowa), Orrin Hatch (Utah), Bill Armstrong (Colorado) et Mike Mansfield (Montana). La situation est encore plus délicate à la Chambre des représentants, dominée par les démocrates, où deux des « phylax » du réaganisme, MM. Jack Kemp, de l'Illinois, et Thomas Starnes, du Delaware, se sont déclarés hostiles au projet de l'administration. La Maison Blanche a lancé l'entente qu'elle pourrait envisager de livrer des AWACS privés de quelques-unes de leurs pièces les plus secrètes, ou d'en faire assurer l'entretien par des équipes américaines, mais les Saoudiens n'ont, pour l'instant, pu encaisser ces concessions.

NICOLE BERNHEIM.

Iran

Le premier ministre brosse un sombre tableau de l'économie

Téhéran (A.F.P.). — Le premier ministre iranien, M. Ali Radjaf, a dressé un sombre tableau de l'économie iranienne, en présentant le mardi 21 avril au Parlement, un projet de budget de 3 300 milliards de rials (200 milliards de francs), dont les trois cinquièmes seront couverts par des emprunts, a indiqué M. Radjaf. La dette globale iranienne, a précisé le premier ministre, a doublé en 1979 et s'élève à 3 000 milliards de rials (120 milliards de francs). Le « cash-flow » accuse un déficit de 250 milliards de rials (16,5 milliards de francs) et la dette à la Banque centrale d'Iran de 1 000 milliards (80 milliards de francs), traduit « la faible activité économique du pays ».

Le premier ministre a indiqué que l'interruption pendant une courte durée des exportations pétrolières après le déclenchement du conflit irako-iranien, en septembre dernier, a fait tomber les recettes pétrolières iraniennes de 177 milliards de rials (10,5 milliards de francs) à 89 milliards (6,2 milliards de francs).

La fermeture de ports, le ralentissement du commerce extérieur et les besoins du pays dus à la guerre ont « considérablement aggravé la situation économique », a ajouté M. Radjaf. Selon lui, le gouvernement doit verser 130 milliards de rials (8 milliards de francs) pour assurer « les besoins immédiats » des forces armées, de la gendarmerie, des « gardiens de la révolution » et de la « Fondation des martyrs ».

Selon M. Radjaf, la situation économique actuelle est principalement due à la gestion de l'ex-chef à la fin de son règne. Entre septembre 1978 et février 1979 (quand Rex-chaï a quitté l'Iran), la masse monétaire iranienne avait doublé (de 450 milliards de rials à 894 milliards,

provoquant une forte inflation et des effets désastreux sur l'économie.

Prêt koweïtien de 2 milliards de dollars à l'Irak

On apprend d'autre part du Koweït que le Parlement de ce principauté a donné, mardi, son accord pour l'octroi d'un prêt de 2 milliards de dollars de l'Irak, en vue de soutenir l'économie de la République basiste dans la guerre menée contre l'Iran.

Selon le quotidien koweïtien Al Rai Al Aam, trois autres pays arabes du Golfe, l'Arabie Saoudite, les Émirats arabes unis et le Qatar, envisagent d'accorder à l'Irak une aide d'un montant global de 14 milliards de dollars, mais cette information avait été démentie par M. Ali Zouqri (le Monde du 22 avril).

DUVAL
EXPOSITION ET VENTE
CAPELOU
DISTRIBUTEUR
Réponse pour leurs collections
à leur table encombrante
En 1 ou 2 places
(Matière 0,80, 1,20 et 1,40)
Grand choix en exposition.
37 Av. de la République - PARIS 11
Métro: Parnasse - Parking assés
Tél. 357.48.35

Chine

Réouverture d'un ancien temple bouddhique Poisson miraculeux et arbre sacré

Correspondance

Pékin. — Grande première, jeudi 18 avril, à Pékin : les journalistes étrangers accrédités dans la capitale chinoise, précédant de vingt-quatre heures le corps diplomatique, ont été autorisés à visiter le Tan Zhe Si ou temple de la Mère et de l'Arbre Zhe (l), situé sur les collines de l'ouest, à une quarantaine de kilomètres de la place Tiananmen, dans une zone habituellement interdite aux regards indiscrets.

Les autorités chinoises avaient bien fait les choses : un plan sommaire avait été remis à chaque automobiliste, indiquant le trajet à suivre pour arriver jusqu'à ce célèbre monastère bouddhique construit au III^e siècle, qui a été restauré et consacré comme étant le plus grand de la région de Pékin. Impossible, de toute façon, de se tromper de chemin : à chaque carrefour, le long de la pittoresque route en corniche menant en rade jusqu'au temple, un policier, assis d'un auxiliaire civil muni d'un brassard rouge, indiquait aux automobilistes « hôtes étrangers » motorisés la direction à prendre.

Restauré ces dernières années — tel, comme au Palais d'été et en maints autres endroits, les mêmes couleurs orlées ont été, hélas ! utilisées, — le Tan Zhe Si n'a été ouvert que récemment au public chinois. Aussi provoque-t-il un accès de curiosité bien compréhensible. Jeudi, pourtant (jour de travail normal, ce sont par milliers que les visiteurs, en majorité des jeunes gens et des jeunes filles, dont beaucoup avaient troqué le bleu de chauffe et le vert kaki traditionnels pour des vêtements

aux couleurs vives, se sont pressés sur les terrasses ensoleillées et les salles du monastère remplies d'imposants bouddhas redorés à neuf

Sans donner une impression de monumentalité, cet ensemble architectural, composé de quatre palais principaux édifiés en piliers à l'arc de montagne, suggère force et harmonie. Passée la porte ornée d'une calligraphie de l'empereur Qian Long (1736-1795), la toute joyeuse et débordante de

hermines, le poisson miraculeux qui pèse les maux de tête et aide à combattre les maux de tête, avertit un grand aigle orné des photographes amateurs, et beaucoup de visiteurs renouaient avec la coutume consistant à lancer une pièce dans la direction de la statue du Bouddha. Si la pièce retombe dans la statue, largement ouverte de la statue, le bonheur de celui qui l'a lancée est assuré pour longtemps.

Devant le bouddha Maïtréya, symbole de l'avenir, deux enfants, à l'invité de leur mère, inclinent respectueusement la tête. Mais de bonzes, aux alentours, point. Après la réouverture, il y a quelques mois, du temple des Lamas, à Pékin, celui du Tan Zhe Si témoigne cependant de l'effort fait aujourd'hui par les autorités chinoises pour protéger et restaurer — apparemment surtout à des fins touristiques — les trésors architecturaux légués par l'histoire.

ANITA RIND

(1) L'arbre zha, aujourd'hui en voie de disparition, servait à nourrir les vers à soie.

● Le ROMANCIER BA JIN a été élu, jeudi 20 avril, président par intérim de l'Association des écrivains chinois à la suite du décès, le mois dernier, de Mao Dun. L'auteur de

Famille travaille actuellement à un roman qui traite de la vie d'un couple d'intellectuels âgés pendant la révolution culturelle. — (Reuters)

LANCEL
CONSEIL
Listes de Mariage
PLACE DE L'OPÉRA - PARIS - TÉL. 742.37.29.

Bamako h
une étatis
pour l

de l'Union

AFRIQUE

Mali

Bamako hésite à revenir sur une étatisation désastreuse pour l'économie

De notre envoyé spécial

Bamako. — A l'image de la situation économique du pays, la capitale du Mali est de plus en plus délabrée. L'exception de quelques dizaines de bâtiments neufs construits sur crédits extérieurs. Il n'y a plus d'électricité que deux à trois heures par jour, les centrales, faute d'entretien, ayant peu à peu rendu l'âme. Les denrées de première nécessité ne se trouvent guère, très souvent, qu'au marché noir, à trois ou quatre fois leur prix officiel.

Le Mali s'était lancé, dès l'indépendance, en septembre 1960, dans une politique d'étatisation radicale et de développement autarcique, qui avait très rapidement débouché, dans un premier temps, sur la ruine de son économie et, dans un deuxième, sur l'élimination brutale des responsables du désastre. Mais, arrivés au pouvoir en 1980 par la grâce d'un coup d'Etat et pour la plupart sans expérience, les successeurs de Modibo Keita avaient dû s'appuyer sur l'administration tentaculaire en place. Comment, dans ces conditions, redresser la barre ?

Même en l'absence de sécheresse, la production céréalière (environ 700 000 tonnes) équivaut toujours, en moyenne annuelle, à moins de la moitié de ce qu'elle était à la fin des années 50. D'exportateur, le Mali est devenu importateur. La production arachidière (autour de 250 000 tonnes de graines en coques commercialisées il y a vingt ans) a quasiment disparu. Livrés à des sociétés publiques mal gérées et à un personnel politique et trop souvent incompétent, le commerce et l'industrie, gouffres à milliards, ruinent les finances publiques au lieu de les alimenter. L'Etat est, de fait, de plus en plus incapable de faire face à ses obligations sans l'appui d'une aide étrangère qui ne cesse de croître mais reste insuffisante. Ne disposant que de traitements dérisoires et, en outre, très irrégulièrement payés, les fonctionnaires, pour survivre, se livrent presque tous à d'innombrables petits trafics, qui achèvent de perturber tous les circuits

La pression des créanciers occidentaux

Depuis quelques mois, cependant, sous la pression essentielle de leurs créanciers occidentaux, lassés de combler un gouffre sans fin, les dirigeants ont dû lâcher l'impression de se résoudre à prendre le taureau par les cornes. A la suite notamment d'une visite du général Traoré à Paris, du 12 au 14 janvier, d'une réunion de la commission mixte franco-malienne, d'importantes décisions de principe paraissent avoir été prises par le Conseil national R.U.D.E.M. qui les aurait fait avaliser, « implicitement », en février, par un congrès extraordinaire de la formation gouvernementale. Une liberté à peu près totale serait tout d'abord rendue au commerce des céréales, afin d'induire les paysans à produire davantage et de mettre ainsi un terme au marché noir de ces denrées, tandis qu'une politique de revalorisation des traitements et des salaires serait menée parallèlement, pour attirer un peu les individus effrayés par les mesures sur les citadins. D'autre part, les sociétés d'Etat seraient soit progressivement supprimées, soit, quand elles sont d'intérêt stratégique (eau, électricité, transports aériens par exemple),

d'approvisionnement et tous les services.

Chaque fois, cependant, que les autorités ont semblé avoir des velléités de réforme, elles ont dû battre en retraite devant le slogan : « Ne touchez pas aux acquis du peuple ». Sans même parler de plusieurs dizaines de gros trafiquants très bien placés, les quelques trois cent mille personnes (pour la plupart, donc, des agents de l'Etat et leurs familles) qui constituent au sens large, l'essence de la « classe dirigeante » et qui profitent malgré tout de cette situation, ont au moins à tirer leur épingle du jeu — sont, en effet, persuadées qu'il est de leur intérêt de ne pas toucher au système, sans trop se préoccuper du reste de la population, constituée de près de sept millions de ruraux. Et les étudiants, tous boursiers, tous assurés de devenir eux aussi fonctionnaires une fois leur diplôme en poche, se trouvent régulièrement, comme il se doit, à la tête de ce combat douteux. Ils défient en permanence, de la colline de Badala, la « colline du savoir », où sont implantées la plupart de leurs institutions, la « colline du pouvoir », la colline de Koulikouba, où se trouvent les principaux ministères : ils la peupleront à leur tour.

Pour tenter de sortir de cette situation, le général Traoré a essayé, il y a deux ans, d'élargir un peu sa base. Mais la formation qu'il a créée dans ce but, en mars 1979 (trois mois avant de se faire élire pour la première fois à la tête de l'Etat), l'Union démocratique du peuple malien (U.D.P.M.), a aussitôt été « colonisée » par ceux-là mêmes dont il souhaitait se débarrasser : au sommet, notamment au sein du bureau exécutif central, les autres chefs militaires associés au coup d'Etat de 1968, attachés à leurs privilèges, et, aux échelons intermédiaires, les fonctionnaires prébendiers. Aussi bien, ce retour partiel à un régime « civil » a constitué un échec, car il n'a jusqu'à présent, sur aucune réforme importante,

transformés en sociétés d'économie mixte.

Enfin, le Mali, qui avait déjà réintégré la zone franc des 1968, sous Modibo Keita, retournerait prochainement dans l'Union monétaire ouest-africaine (U.M.O.A.), dont la monnaie, le franc C.F.A., est contrôlée par le franc français, ce qui impliquerait qu'il accepte, par solidarité avec ses partenaires (le Bénin, la Côte d'Ivoire, le Sénégal, le Togo), de mettre plus de rigueur dans sa gestion. En contrepartie, la France, le Fonds monétaire international, la C.E.D.E. et d'autres pays occidentaux et arabes s'engageraient l'essentiel d'une dette extérieure et intérieure, qui est de l'ordre de 300 milliards de francs malien (3 milliards de francs français), non compris une centaine de milliards dus aux pays de l'O.C.E., essentiellement à l'U.R.S.S., qui se rembourse quant à elle petit à petit en exploitant son monopole de l'or de Kalana. Bref, on « remettrait le compte à zéro », contre promesse ferme d'un assainissement des finances, qui garantirait mieux que par le passé le bon usage des aides extérieures.

Algérie

SIX MOIS APRÈS LE SÉISME

El Asnam a retrouvé son dynamisme

De notre correspondant

El Asnam. — La nouvelle mosquée d'El Asnam trône sous le soleil. Construite en tôle ondulée, comme les hangars des sociétés nationales subissant matériels et stocks de ravitaillement, elle est surmontée, afin que nul ne s'y méprenne, d'un curieux petit minaret en forme de bulbe, également en tôle d'un s'élevé cinq fois par jour l'appel à la prière. Six mois après le séisme qui la détruisit en quelques secondes, la cité martyre, au terme d'un hiver particulièrement rigoureux, a retrouvé tout son dynamisme. Le centre-ville, complètement rasé, n'est certes plus qu'un désert d'éboulis presque désert. Un peu partout les bâtiments encore debout, marqués au rouge par les services de sécurité, dominent de la bande comme des navires sur le point de sombrer : leurs locataires se sont réfugiés dans les camps de toile aménagés par armées, la vie s'est reconstruite dans les quartiers périphériques, le long des voies d'accès, dans des zones où prédominent baraques, pavillons et villas qui ont mieux résisté aux secousses.

Les habitants de ces logements ont souvent doublé d'une annexe de fortune en tôle, planche et tôle où ils préfèrent passer la nuit par mesure de sécurité : la terre tremble toujours à El Asnam et les appareils mis en place tout au long de la faille entrecroisent certains jours plusieurs dizaines de secousses dont la magnitude va parfois jusqu'à 4 sur l'échelle de Richter.

Le vieux quartier de Zeboudj connaît une animation toute particulière. Tout au long de la rue principale les boutiques ont été reconstruites dans les baraques cubiques en tôle. Là, le commerce est roi. Tous les métiers sont représentés. Rien n'est négligé pour attirer le client : enseignes sur poteaux vives équipées parfois de tubes au néon, et même pimpantes vitrines. Des échelles indiquent par endroits le chemin du cabinet d'un médecin ou d'un dentiste. Les cafés maures ont profité et ne désemplissent pas du matin au soir. Les chômeurs, il est vrai, sont nombreux : neuf mille selon les chiffres cités par El Moudjahid. Cela explique peut-être aussi la multiplication des commerces, en tous genres. La rue centrale de Zeboudj a été rebaptisée « Avenue des Martyrs », du nom de l'ancienne voie principale d'El Asnam. Mais, nous dit un marchand de légumes, il ne s'agit plus des martyrs de la révolution mais de ceux du 10 octobre.

Trois mille victimes

« Nous avons dénombré deux mille six cent trente-quatre morts et recensé pour le moment trois cent quarante-deux disparus », nous explique un jeune lieutenant du service de presse de l'armée. Une vaste opération de recensement a été entreprise au niveau de chaque municipalité et nous ne pouvons publier un bilan définitif qu'après son achèvement. On peut cependant désormais tenir pour acquis que le nombre des victimes sera voisin de trois mille.

Malgré les deuils, les traumatismes et les difficultés de la vie quotidienne, quelques quatre cent mille sinistrés amassés dans les baraques de fortune, certains qui étaient partis dans l'intention de s'installer définitivement dans un endroit moins exposé, sont re-

venus. Les autorités, et plus particulièrement l'armée, n'ont pas ménagé leurs efforts pour venir en aide aux sinistrés : l'implantation de deux mille tentes-écoles a permis de scolariser progressivement en double vacation quelque cent trente mille élèves du primaire. Ceux du secondaire ont été répartis entre les différents collèges et lycées du pays. Trente mille tentes ont été montées et les militaires s'emploient à remplacer désormais celles qui sont usées ou inadéquates. L'aide internationale, particulièrement massive, a été distribuée en fonction des besoins le plus équitablement possible. Aujourd'hui, les camps de toile ont perdu de leur belle ordonnance initiale.

L'été arrivant, toujours particulièrement chaud à El Asnam, la vie sous les tentes va devenir difficile et les problèmes d'hygiène, déjà préoccupants, vont s'amplifier. Aussi chacun a désormais l'œil fixé sur les chantiers où s'édifient à un rythme qui va s'accroissant des maisons préfabriquées dont la construction a été confiée à une vingtaine de firmes étrangères dont cinq françaises. Plusieurs centaines de maisons sont déjà montées. Dix-neuf mille au total doivent être livrées dont treize mille destinées aux sinistrés de la ville d'El Asnam. Les autres étant réparties dans les agglomérations avoisinantes également durement touchées par le séisme telles El Attaf, Oued-Fodda, Boukader et Tenes.

L'affectation des logements qui suscitent bien des convoitises ne sera pas le problème le moins ardu. En principe, seront prioritaires les familles actuellement logées sous la tente, et les communes sont à l'œuvre pour dresser des listes. Les attributions sont d'autant plus difficiles qu'il n'y aura sans doute pas pour tout le monde. D'ores et déjà dans un certain nombre de communes, le nombre des demandes paraît supérieur à celui des logements programmés. Ceux-ci seront complétés dans une phase ultérieure par des équipements collectifs, écoles, hôpitaux, etc., également en préfabrique et qui seront implantés à la périphérie de la ville ancienne.

« Celle-ci devra être en finale totalement évacuée et sa reconstruction sera étudiée de façon scientifique, nous dit un responsable. Une commission a été créée à cet effet. Une carte sismique très précise devra être tracée. La terre continuera sans doute à trembler et il faudra élever des bâtiments en conséquence et éduquer les habitants. C'est un travail de longue haleine. »

« Au programme de maisons préfabriquées destinées à reloger les citadins s'ajoutent des mesures en faveur des sinistrés des communes rurales. Les entreprises communales de villages (départementales) ont été chargées de construire huit mille six cents maisons réparties sur une centaine de sites et qui seront livrées « clés en main ». Les autres logements seront réalisés en autoconstruction par les paysans eux-mêmes, à qui l'Etat fournira des matériaux, des plans et une assistance technique. Parallèlement, et en attendant la réfection complète du réseau d'irrigation, sérieusement endommagé, des pompes sont mises en place. Fort heureusement, les pluies sont tombées en abondance ces dernières semaines et les récoltes ne sont pas compromises. »

DANIEL JUNQUA.

15 RUE DIEU 75010 PARIS

GRANDE MISE EN VENTE 15.000 TAPIS D'ORIENT

POUVANT ETRE VENDUS A LA PIECE OU PAR LOTS
entièrement faits main en laine, laine et soie, soie naturelle
IRAN URSS, ROUMANIE, PAKISTAN, TURQUIE,
AFGHANISTAN, INDE, KASHMIR, CHINE, etc...

La plupart des Tapis, bénéficient actuellement de la
SUSPENSION DES DROITS DE DOUANE

PRIX A PARTIR DE 250 FR.-CREDIT GRATUIT
et immédiat sur demande

chaque tapis est accompagné de son
CERTIFICAT D'ORIGINE
et de sa photo détaxe à l'exportation

La vente aura lieu tous les jours DIMANCHE INCLUS de 10 à 19h
dans les entrepôts du :

COMPTOIR FRANCE ORIENT

15, rue Dieu - 75010 PARIS

métro : Jacques Bonsergent/gare de l'Est

Tél. : 239.32.00 - Télex 680 669

VENTE PAR LOTS AUX PROFESSIONNELS

sur justification de leur commerce.

LYON - VILLEURBANNE - 69100

5, RUE FLACHET - Tél. (7) 868.22.20

LA FRANCE, MOI J'Y CROIS.

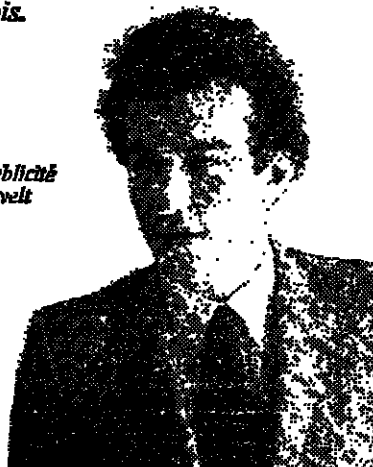
Est-il naïf en 1981 de croire en l'avenir de son pays ? Et par là-même à son propre avenir ? La France moi j'y crois.

En créant Rio, j'ai voulu participer à la mesure à ce vaste mouvement qui, par son esprit d'entreprise, entend redonner une nouvelle dynamique à l'économie.

Rio, c'est bien sûr l'expérience de la communication, une philosophie, des méthodes. Mais le meilleur de Rio c'est son enthousiasme et sa créativité.

Alors Rio, moi j'y crois.

Nicolas BANIER
Rio - Agence conseil en publicité
37, avenue Franklin Roosevelt
75008 Paris - 2/63.38.33



De fortes résistances

Ces projets de profonde réorientation de la politique économique se heurtent, plus encore que les précédents qui étaient de moindre importance, à de fortes résistances. Les bénéficiaires, gros et petits, du système qui a fait faillite sont en effet nombreux, et certains d'entre eux sont fort bien placés. En arrière-plan, l'Union soviétique, qui, pour être moins influente qu'au temps de Modibo Keita, n'en conserve pas moins de solides positions, ne voit pas d'un très bon œil l'évolution qui paraît s'amorcer. Le « comité des généraux », « déconcerté » fin décembre et dont le procès s'est récemment conclu par trois condamnations à mort (le Monde du 17 mars), pourrait même tenir, estiment certains observateurs, d'une machination

destinée à prévenir un trop net abandon de la ligne suivie depuis l'indépendance. Force est de constater qu'à ce jour aucune des réformes dont il s'agit n'a, en fait, encore été annoncée officiellement, au point qu'on peut se demander si, à Paris, comme à Bruxelles ou à Washington, bien des partenaires du Mali ne prennent pas, au moins pour partie, leurs désirs pour des réalités.

Les dirigeants sont, certes, de plus en plus pris à la gorge, et ils le savent. Mais ils connaissent très bien aussi l'importance stratégique que l'Occident, et tout particulièrement la France, attribue à leur pays (qui, en outre, paraît receler du pétrole et de l'uranium), au cœur de l'Afrique de l'Ouest, dans un Sahel menacé de déstabilisation. Pourquoi, se disent-ils, ferait-on soudain preuve de plus de sévérité à leur endroit aujourd'hui qu'à une époque où ces menaces étaient moins évidentes. Au regard de l'intérêt que présente la stabilité de cette vaste région, « sponger » 3 milliards de francs français d'arrières accumulés sur une dizaine d'années n'est pas un prix déraisonnable. C'est pourquoi les dirigeants de Bamako hésitent à courir un grave risque politique en revenant sur une étatisation désastreuse.

PIERRE BIARNES.

Édité par le S.A.R.L. Le Monde.
Chérisse :
Jacques Favre, directeur de la publication,
Jacques Savignat.

Imprimé
du « Monde »
à Paris-12
1978

Reproduction interdite de tout article,
sans accord avec l'administration.

Commission paritaire n° 57437.



AFRIQUE AMÉRIQUES

Tunisie

UN PLAN DE LUTTE CONTRE LE CHOMAGE PRÉVOIT L'ENVOI DE TRAVAILLEURS DANS LE GOLFE

(De notre correspondant.)

Tunis. — Pour tenter de placer dans les pays du Golfe une partie de sa main-d'œuvre, la Tunisie a décidé d'ouvrir dans ses ambassades auprès des États arabes, de l'Arabie Saoudite, du Koweït et de Qatar des missions permanentes chargées de prospecter le marché de l'emploi, plus spécialement dans les secteurs du tourisme, des P.T.T., de la santé, de l'enseignement et de l'électricité.

Cette décision, annoncée par M. Mohamed Mzali, dans le cadre des mesures destinées à combattre le chômage pourrait compenser, en partie, la fermeture des frontières européennes et l'émigration des travailleurs, ainsi que le roulement de Libye, au cours de ces derniers mois, de quinze mille Tunisiens.

Malgré les efforts qu'elle déploie depuis plusieurs années, la Tunisie ne parvient pas en effet à créer le nombre d'emplois suffisant pour répondre à une demande sans cesse en augmentation. Le prochain plan quinquennal de développement (1982-1987) prévoit qu'il faudra offrir chaque année soixante-cinq mille nouveaux emplois.

Le nombre actuel des chômeurs ne fait l'objet d'aucune statistique connue mais, selon diverses estimations non officielles, le pays compterait au moins deux cent mille sans-emploi sur six millions d'habitants.

Le gouvernement a également décidé d'encourager la création de coopératives de services, dans l'agriculture et l'artisanat, d'accroître les investissements dans les industries manufacturières, de créer un fonds de promotion de l'artisanat et un commissariat général au développement régional, d'établir avec les entreprises un contrat emploi-formation et de faciliter l'accès au crédit à moyen terme pour le développement et la modernisation du commerce. Ce programme nécessite pour l'année en cours une enveloppe de 132 millions de dinars (plus de 140 millions de francs) dont le dixième seulement est immédiatement disponible.

MICHEL DEURÉ.

● L'Agence soviétique Tass et l'agence d'information algérienne A.P.S. ont conclu à Moscou un accord de coopération prévoyant des échanges d'informations.

Canada

Tribune internationale

Après le succès électoral de M. Lévesque au Québec

Tragique victoire

par PIERRE BOURGAULT (*)

On oublie trop souvent que les idées murent, tout comme les hommes. Elles peuvent, longtemps, avoir de disparates pendant que leurs porteurs, témoins inconscients de leur agonie, continuent d'entretenir l'illusion de leur éternité. Elles n'en meurent pas moins. Parfois de leur belle mort, souvent assassinées. C'est à cette réflexion morale que je m'adonnais en cette nuit du 13 avril 1981 (1) en contemplant cette immense foule de militants et de militantes du parti québécois qui faisaient un triomphe à leur bon vieux chef, René Lévesque, qui, après l'amère défaite du référendum du 20 mai, s'avouait, presque imperturbable, l'écrasante victoire dont le gratifiait le peuple québécois.

Tragique victoire... me dis-je alors, en songeant qu'elle d'avait été assuée qu'en sacrifiant sur l'autel du « bon sens » et du pouvoir une grande idée : celle de l'indépendance du Québec. Tragique illusion de ces milliers d'hommes et de femmes qui s'écroulaient encore « Le Québec au Québec » pendant que leur chef, presque indifférent, leur parlait d'autre chose.

EN 1976, René Lévesque avait fait élire le parti québécois en promettant à ses concitoyens de « mettre entre parenthèses » son projet de souveraineté - association pour mieux leur vendre l'idée d'un « bon gouvernement provincial ».

On s'inquiétait déjà, en certains milieux, de ce truc électoral. Mais puisqu'il devait y avoir bientôt référendum sur la question, on finit par se convaincre que ce n'était que partie remise. Pendant les quatre années qui suivirent, mis à part les quelques propos velleitaires de René Lévesque et de quelques-uns de ses ministres, qui ne visaient qu'à rassurer leurs plus farouches militants indépendantistes, on n'entendit plus guère parler de souveraineté autrement que par les adversaires les plus acharnés de celle-ci.

Puis vint la campagne référendaire. Une question « malle », qui se voulait rassurante. Une campagne pendant laquelle il fut beaucoup plus question d'association que de souveraineté. Encore une fois, seuls les adversaires en portèrent, pour la décrire sous le jour le plus noir.

20 mai, c'est le drôle de jeu : le « oui » n'obtient que 40 % des voix contre 60 % au « non ». Le prétexte est trouvé : puisque le peuple n'en veut pas, l'idée de souveraineté sera « mise en veilleuse ». Et elle le restera pendant toute la campagne électorale.

Le peuple québécois ne s'y est pas trompé : le 13 avril, il reconduisait au pouvoir son « bon gouvernement provincial ». Malgré certaines apparences trompeuses, voilà bientôt huit ans qu'on ne parle plus de plus d'indépendance au Québec. Comment espérer qu'on se repartirait demain René Lévesque vient de se convaincre, pour la deuxième fois, que s'est en « non » parlant pas qu'on gagne des élections.

Et il n'en parlera probablement plus jamais. En principe, son parti reste « souverainiste ». Il y aura bien quelques bogarres dans les rangs, pour la forme. Baroud d'honneur.

MAIS l'idée se meurt, assassinée par celui-là même que la foule acclame en faisant le plus de bruit possible pour ne pas entendre la petite voix intérieure qui lui murmure qu'elle a été trahie. On ne vend pas une idée en s'excitant de l'extérieur. Le réveil sera brutal pour tous ceux qui y croient encore, malgré tout. Ils sentaient alors peser sur leurs épaules le poids de cette tragique victoire du 13 avril. Ils comprendront dès lors, mais trop tard, que la mise en veilleuse « était une mise à mort. Je n'ai jamais eu aussi peu envie d'avoir raison. Devrais-je encore espérer d'avoir tort ?

(*) Militant indépendantiste québécois, fondateur du Rassemblement pour l'indépendance nationale, mouvement qui s'est fondé en 1969 dans le parti québécois. M. Bourgault n'est plus membre du P.Q.

(1) Le parti québécois de M. René Lévesque, au pouvoir depuis 1976, a remporté les élections législatives qui ont lieu le 13 avril, emportant quatre-vingt sièges sur cent vingt-deux à l'Assemblée nationale du Québec. — (N.D.L.R.)

Haïti

M. Jean-Claude Duvalier fête ses dix ans de « présidence à vie »

Le « président à vie » Jean-Claude Duvalier fête ce mercredi le dixième anniversaire de son accession au pouvoir à Port-au-Prince. Il avait succédé officiellement, le 22 avril 1971, à son père, François Duvalier, lui-même à la tête de l'État haïtien depuis le 22 septembre 1957, et qui s'était déjà désigné « président à vie » le 22 juin 1964. « Le Monde », a publié, dans son numéro du 18 avril, une analyse de son envoyé spécial, Francis Pisan, sur la situation politique en Haïti. Nous rendons compte ici d'un livre récent de Maurice Lemoine, « Sucre amer », consacré à la situation des migrants haïtiens en République Dominicaine.

Le « Sucre amer » des migrants

« Le sucre qui adoucit le café de l'étranger rend notre vie amère », murmure le Haïtien déplacé en République Dominicaine pour couper la canne. « C'est le sucre qui nous bouffe... La richesse d'un pays peut aussi faire son malheur », répond, comme en écho, son compatriote dominicain. Soulevé par une grande colère, le livre de Maurice Lemoine, « Sucre amer », sous-titré éloquentement « Esclavage silencieux dans les Caraïbes », a ce rare mérite d'éviter le manichéisme dans un sujet qui, pourtant, y prête.

La dénonciation officielle, fin 1979, par la Société anti-esclavagiste de Londres, de ce que l'on murmurait depuis quelque temps sur l'effrayante situation des Haïtiens migrants dans les plantations sucrières de la République voisine pourrait, en effet, conduire à mettre globalement en accusation les deux pays. Maurice Lemoine montre que ce n'est pas tout. Il y a une enquête minutieuse menée pour le Progrès de Lyon et dont tous les autres témoignages recueillis confirment, hélas, l'exactitude : des fils de Toussaint Louverture, le premier « nég » à avoir vaincu un pouvoir colonial blanc, sont aujourd'hui « vendus » par leurs dirigeants à un organisme entre leur propre lutte syndicale et la révolte qui commence à sourdre chez un petit nombre de « kongos » et de « viejos ».

« Kongos », « viejos ». Pour qui se plonge, avec effroi, dans « Sucre amer », c'est la première distinction qui s'impose. Il y a deux catégories de migrants haïtiens en République Dominicaine. Ceux qui sont quasiment établis là, parfois depuis des décennies, sont, de ce fait, dénommés les « viejos », dans la langue espagnole administrative, maladroite, « espasmos » (contraintes) et autres « chets du sucre », il apparaissent, en revanche, très soumis à leur sort.

Les kongos, ce sont, dans l'argot dédaigneux de leurs voisins, les Haïtiens en général : mais le terme s'applique, plus strictement, aux

quelques quinze mille travailleurs embauchés chaque année sous contrat pour la « zafra », la coupe. Bien qu'habitués, après un quart de siècle de « duvalisme », à « ne discuter de rien avec personne », ils conservent leur capacité d'indignation devant le traitement véritablement inhumain qui leur est réservé en « Dominicaine ». Mais combien, comme le dour « héros » Estimé Mondesin, volant, au bout de la saison, « le piège se referme » et se résignent à rester, « juste une année », le temps de pouvoir « rembourser les dettes contractées » ?

Maurice Lemoine, tel le « passad » (passeur) de canne, ne cède-t-il pas, parfois, à la tentation de fausser la balance ? Peut-être, selon le mode contemporain, qui mêle essai et roman, accumule-t-il en effet sur quelques personnages exemplaires les mésaventures de très nombreux « sayin ». Mais, à la base de « Sucre amer », il y a une enquête minutieuse menée pour le Progrès de Lyon et dont tous les autres témoignages recueillis confirment, hélas, l'exactitude : des fils de Toussaint Louverture, le premier « nég » à avoir vaincu un pouvoir colonial blanc, sont aujourd'hui « vendus » par leurs dirigeants à un organisme entre leur propre lutte syndicale et la révolte qui commence à sourdre chez un petit nombre de « kongos » et de « viejos ».

« On est acculé, mon cher », soupire le dour héros Estimé. Mais Brutus, lui, rentre chez lui déseillé. Et si les quelques deux cent cinquante mille « viejos », « gens exodés d'indigence », se mettaient un jour en tête de « déferler sur Haïti » ?

J.-P. C.

* Sucre amer, de Maurice Lemoine. Aux éditions Sucre. 281 p.

Etats-Unis

La politique des droits de l'homme

M. HAIG FAIT UNE DISTINCTION ENTRE ÉTATS « AUTORITAIRES » ET « TOTALITAIRES »

M. Alexander Haig a récemment déclaré au cours d'une réunion privée, que les États-Unis devraient s'opposer aux « violations des droits de l'homme » qu'il a qualifiées comme « un obstacle à un adversaire, un ami ou un ennemi », mais qu'elles devraient être plus sévères envers les États « totalitaires » qu'envers les États « autoritaires ». Ces propos, prononcés à l'occasion d'une réunion à Washington de la commission intermédiaire, un forum officiel d'hommes politiques, d'universitaires et d'hommes d'affaires des États-Unis, d'Europe et du Japon, ont été révélés le lundi 20 avril par le New York Times.

Les collaborateurs de M. Haig ont cependant précisé que la politique américaine en ce qui concerne les droits de l'homme était toujours à l'étude, et que la déclaration du secrétaire d'État ne reflète pas nécessairement la position que les États-Unis adopteront finalement.

Pour M. Haig, « l'effondrement d'un régime autoritaire, et le remplacement d'un régime autoritaire par un régime totalitaire » peut provoquer « l'échec ultime ». Les régimes « totalitaires » sont à son avis ceux qui dominent tous les aspects de la vie de leurs ressortissants et qui sont imperméables au changement. Les régimes « autoritaires », au contraire, ne dominent que certains domaines et sont plus ouverts au changement. Il n'a classé aucun pays dans l'une de ces catégories, mais a noté qu'en raison de « l'incertitude » des sociétés soviétique, cubaine, vietnamienne et cambodgienne, un grand nombre de réfugiés fuient ces pays.

UN VINGT-CINQUIÈME NOIR EST RETROUVÉ ASSASSINÉ A ATLANTA

Atlanta (A.F.P., A.P.). — Les autorités policières d'Atlanta (Géorgie) ont ajouté un vingt-cinquième nom à la liste des jeunes Noirs assassinés dans cette ville depuis près de deux ans. Le corps décomposé retrouvé lundi 20 avril dans la rivière Chattahoochee a en effet été identifié. Il s'agit, cette fois, d'un homme de vingt-trois ans, Michael McIntosh, qui avait eu affaire à la police à plusieurs reprises pour vol à main armée et détention de drogue.

Certaines similitudes entre ce meurtre et les précédents ont incité les autorités à confier cette nouvelle affaire à la force spéciale de police qui recherche les ou les coupables de cette série d'assassinats. En effet, Michael McIntosh est mort asphyxié, comme treize autres victimes ; son corps a été retrouvé près de l'endroit où deux autres avaient déjà été découverts, il y a trois semaines. En outre, il était de petite taille et légèrement retardé mentalement, comme deux autres adultes victimes du ou des teneurs. Tous les autres jeunes Noirs assassinés à Atlanta étaient des enfants ou des adolescents.

● L'AFFAIRE BILLY CARTER CLASSE. — Le gouvernement du président Carter est sorti totalement blanchi d'une enquête menée depuis plus de neuf mois par le ministère de la Justice sur l'affaire Billy Carter, le ramasseur de déchets de l'ancien chef de la Maison Blanche dont les relations avec la Libye avaient provoqué des remous pendant l'été 1980. Le responsable de l'enquête, M. Michael Shabazz, dont les conclusions ont été publiées mardi 21, a indiqué qu'aucun des membres du gouvernement n'avait commis d'actions illégales.

A TRAVERS LE MONDE

Afghanistan

● M. BABRAK KARMAL A RECONNU QUE LES MAQUISARDS MUSULMANS étaient actifs dans de nombreuses régions du pays. Dans une interview publiée, mardi 21 avril, par l'Indian Express, le chef de l'État afgan a déclaré : « Nous ne pouvons pas dire dans quelle région en particulier les insurgés ont la maîtrise du terrain. Ils sont dans chaque région, mais en petits groupes de cinq, dix, vingt ou plus. Ils opèrent comme des voleurs, grand chemin, incendiant les caravans, enlevant les jeunes filles et allant jusqu'à tuer les enfants. » Il a aussi accusé les États-Unis et la Chine d'utiliser le Pakistan « comme outil » pour lancer une « guerre non déclarée » contre son régime. — (A.P.)

● L'URSS VA CONSTRUIRE SIX NOUVEAUX AÉROPORTS dans la province du

Bedakhshan, au nord-est du pays. D'autre part, selon l'agence officielle afghane Bakhtar, trois « terroristes » ont été arrêtés alors qu'ils tentaient de déborder un avion des lignes intérieures. Par ailleurs, selon des informations parvenues à New-Delhi, le chef adjoint de la police secrète, le général Ghulam Sakhi Atal, a été tué le 14 avril à Kaboul au cours d'un attentat. Enfin, alors que le chef du régime, M. Babrak Karmal, s'est rendu en visite à Jalalabad, non loin de la frontière pakistanaise, Kaboul a demandé à Islamabad de lui restituer le char avec lequel un militaire afghan avait cherché refuge au Pakistan.

R.D.A.

● L'ÉCRIVAIN DISSIDENT EST-ALLEMAND KARL HEINZ JAKOBS a obtenu un visa de sortie valable pour trois ans. Karl Heinz Jakob, dont deux romans ont été

publiés en R.F.A., avait déjà reçu par le passé des autorisations de la R.D.A. l'autorisation d'effectuer des séjours plus ou moins prolongés en R.F.A. L'écrivain fait partie des neuf auteurs est-allemands (parmi lesquels Stefan Heym et Joachim Seyppel) exclus en juin 1979 de la fédération des écrivains de R.D.A. pour s'être fait publier en R.F.A. et avoir eu des contacts avec les journaux de ce pays. — (A.F.P.)

Sénégal

● M. AHMADOU NIASS, IMPORTANT OPPOSANT SÉNÉGALAIS, qui a sous le sobriquet d'« Ayatollah du Sénégal », a été arrêté au Niger au cours d'un contrôle de routine, peu après son entrée dans le pays, 8-1-on appris lundi 20 avril de source proche de la présidence de la République. Porteur d'un passeport non sénégalais au nom de Ahmadou Khalifa, il serait

arrivé du Nigeria. Ahmadou Nias a été amené à Niamey où il serait interrogé. Selon cette source, Ahmadou Nias, qui réside à Tripoli, est connu dans la région comme agent recruteur du colonel Kadhafi et comme un des principaux agents libyens chargés de surveiller l'appareil de subversion en Afrique occidentale et centrale. — (A.F.P.)

Tchad

● SITUATION MÉDICALE DÉFAVORABLE A NIJAMENA : des épidémies de varicelle, de rougeole et de méningite se sont déclarées dans le sud et l'est du Tchad, obligeant la Croix-Rouge du Tchad à installer des équipes mobiles dans les écoles de N'Djamena, 8-1-on appris mardi 21 avril de source médicale. Ces épidémies auraient déjà fait de nombreuses victimes, surtout des enfants, précise-t-on de même source. Par ailleurs, le personnel médical de l'hôpital de

la capitale du Tchad est en grève depuis une semaine pour réclamer le versement de trois mois de salaire, ce qui a obligé la direction à faire appel à des secouristes. — (A.F.P.)

Zambie

● LE PRÉSIDENT KENNETH KAUNDA a déclaré mardi 21 avril que la situation en Afrique australe restait « extrêmement dangereuse » et moins que l'administration Reagan ne cesse de fraterniser avec l'Afrique du Sud. M. Kaunda a ajouté : « L'administration Reagan dit que l'Afrique du Sud doit être soutenue parce qu'elle a été une alliée de l'Occident durant les dernières guerres mondiales. Ne s'agit-elle pas, a poursuivi M. Kaunda, que de nombreux Africains furent des collaborateurs de l'Afrique nazie ? » Il a aussi déclaré qu'il était « indigné » que des Africains combattent avec courage et moururent pour la cause de l'Occident ? — (A.F.P.)

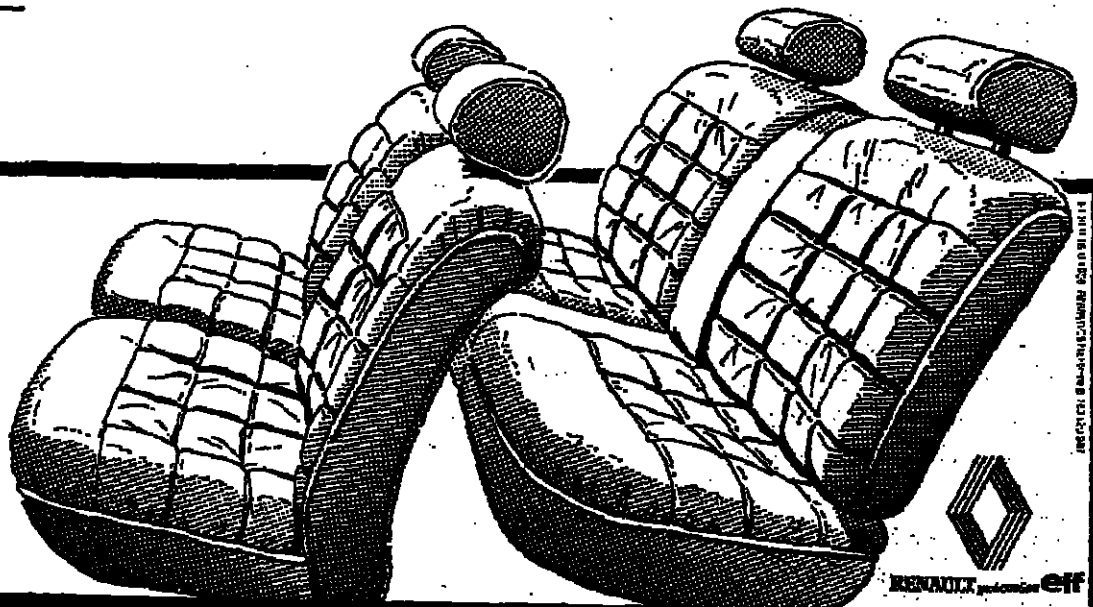


PARTEZ PLUS LOIN AU LARGE ET A L'AISE.

L'habitacle de la Renault 20 pourrait se comparer au plus confortable salon. Chaque détail, chaque élément de style correspond à celui d'un confort exceptionnel. Les sièges, recouverts de tissus aux couleurs harmonieuses ou en cuir (en option), accueillent agréablement 5 personnes. Rouler en Renault 20, c'est déjà voyager.

Renault 20 : à partir de 51.000 F. Modèle présenté : Renault 20 TX : 62.600 F. Option cuir : 4.500 F. Prix clés en main TTC au 12/4/81, Millelune 81.

RENAULT 20
essence ou Diesel.



EN FO

555 71 71 555

Le Monde

politique

La campagne officielle radiotélévisée

Quel pensum !

Ce n'est pas possible, ça ne peut pas continuer comme ça. Il n'est pas possible que lors de la prochaine consultation électorale, on nous inflige à nouveau un pensum pareil. Il faudra trouver autre chose, répartir autrement les apparitions des candidats, ne pas les réunir en deux blocs indissolubles de près d'une heure chacun — c'était le cas mardi soir — mais les répartir en plusieurs tranches éparpillées autour des heures de repas.

On n'est quand même plus au temps de de Gaulle et de Pompidou. A deux ou trois exceptions près, les concurrents sont des familiers du petit écran : on les a vus souvent, très souvent, bien avant le départ officiel de la campagne. Ce n'est pas comme si on découvrait brusquement, rapatriés en 1965, un éventail de personnalités et de programmes complètement inédits.

Et puis quoi, avant la tête personne ne nous obligeait à courir toutes les réunions électorales avant d'arrêter notre choix. Je veux bien que ce soit un progrès. A condition alors que les prétendants à l'Élysée prennent la peine d'apprendre leur texte et de ne pas nous quitter sans cesser des yeux pour loucher sur leur feuille de papier (Bouchard, Laguerre). A condition de

ne pas donner l'impression d'avoir enregistré d'un coup l'acte au même endroit, au cours d'une même séance, leurs interventions (Crépeau). A condition de tenir compte au jour le jour de l'actualité et de s'en faire l'écho.

Faute de quoi, faute d'avoir entendu, par exemple, une seule réponse aux attaques du citoyen-candidat sur la médiocrité de la campagne, on a vraiment l'impression d'assister à des courtes oratoires in vitro totalement coupées de la réalité.

Le hasard a voulu que Marie-France Garaud et Huguette Bouchard se retrouvent, mardi soir, aux Français qu'aux Françaises. Elles ont employé une formule identique : la défense, a dit l'une, la politique, a dit l'autre, est une chose trop sérieuse pour être laissée aux hommes. La première a parlé en homme, la seconde en femme, avec compétence, autorité, sans sortir cependant des sentiers battus par la concurrence. La seconde a parlé en femme avertie, exigeant que les pères bénéficiaient d'allocations, d'aides ou de congés au même titre que leurs compagnons, bref l'égalité totale sur le plan familial. Elle a cent fois raison, c'est la seule solution.

CLAUDE SARRAUTE.

M. MARCHEL : le chômage est une atteinte aux droits de l'homme

M. Georges Marchais, interrogé par René Andrien, journaliste, a déclaré mardi soir à la télévision qu'il « attache une très grande importance aux libertés individuelles et collectives ». Il a ajouté : « Les libertés, ce sont aussi, selon moi, tous les droits économiques et sociaux. Le premier de ces droits, c'est le droit de vivre de son travail (...). Le chômage est une atteinte insupportable aux droits de l'homme. » « Je défends la liberté partout où elle subit des atteintes, sous quelque forme que ce soit », a déclaré M. Marchais. Il s'est prononcé pour « la liberté des créateurs » et « la possibilité pour chaque homme et chaque femme d'accéder au monde de la beauté et de la connaissance ». « La culture, a-t-il ajouté, doit marcher de pair avec la justice sociale (...). Ce sera très enrichissant pour la culture, qui disposera d'un immense public, donc d'un immense réservoir de sujets, d'émotions, d'inspiration. »

M. Marchais s'est prononcé pour le « droit à l'autodétermination » des « peuples des DOM-TOM ».

Mlle LAGUILLER : c'est de la jeunesse que viendra le changement.

Mlle Ariette Laguiller, qui s'exprimait sur France-Inter mardi matin, a exalté la « grande liberté » et le « souffle d'air pur » de mai 1968. « Moi, je crois dans la jeunesse, celle de l'âge comme celle du cœur, qui a d'autres aspirations, d'autres rêves, d'autres idées », a-t-elle notamment déclaré. C'est de la jeunesse que viendra le changement, même si elle ne voit pas en quoi cette jeunesse, d'aujourd'hui, est différente de celle d'il y a quelques années. « Les élections ne peuvent changer ni la vie ni la société (...). Face à tous ceux qui ne parlent qu'en termes de profits, de guerre économique, d'économies nationales, je veux affirmer que pour le peuple des travailleurs les idées de fraternité, de solidarité, de générosité ne sont pas vides de sens. »

M. CRÉPEAU : M. Giscard d'Estaing n'a aucune idée de la France.

M. Michel Crépeau a traité, mardi 22 avril, au cours des émissions télévisées de la journée et, le soir, à la radio, de la politique extérieure et de défense de la France. « Le général de Gaulle, a-t-il dit, avait donné une certaine image de la France, pour qui il avait une certaine idée de la France. On a l'impression que M. Giscard d'Estaing n'en a aucune. » M. Crépeau a regretté que l'on ait « fait l'Europe des marchands, pas celle des citoyens », et estimé qu'il faut « encourager les initiatives du Parlement européen ». Selon lui, M. Giscard d'Estaing « a compromis la France ». Ses rapports avec les chanceliers et le général Pinchot et l'ex-empereur Bokassa, « sentent le trafic d'armes, puient le pétrole, sentent l'intérêt ».

M. DEBRÉ : pour une initiative de la France contre les « visées hégémoniques » de l'Union soviétique.

M. Michel Debré évoque, à la télévision, la défense, l'indépendance nationale et la patrie. Il déclare : « Pour avoir une défense forte, il faut une économie redressée et forte, un gouvernement ferme et un peuple résolu. » Toutes choses qui, selon lui, n'existent plus. « Le soir, souligne-t-il, où j'ai annoncé, comme premier ministre, que la France n'avait plus de dette à l'égard de l'étranger, a été un grand jour. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. »

A Bernard Volker, qui l'interroge, M. Debré précise : la solidarité est nécessaire pour soutenir l'effort national et avoir un peuple résolu. Nous n'avons pas assez de sous-marins nucléaires ; l'Europe ne peut être que confidentielle sous peine de tuer le sentiment patriotique. M. Debré estime que la France « devrait prendre une initiative : appeler les nations responsables à une nouvelle alliance destinée à dissuader l'Union soviétique de ses visées hégémoniques ».

Puis d'un « voix que l'émotion fait quelque peu trembler, il proclame : « Une France qui serait médiocre n'existerait plus. » Il évoque « l'ambition et la gloire de la France » et conclut : « Je veux faire en sorte que la France soit toujours la France. »

M. LALONDE : la force de frappe ne nous protège pas plus que la ligne Maginot.

M. Brice Lalonde a présenté un journal parlé intitulé « Radio libre - Prétentieuse ». L'actualité était faite d'informations sur les fuites de la centrale nucléaire de Tsuruga, au Japon (Le Monde des 21 et 22 avril), sur un rapport du ministère américain de l'Agriculture favorable à la culture biologique, sur les six rétrogradés organisés, le 18 mai, en Italie, à l'initiative des citoyens, des informations présentées par deux membres du comité de soutien à la candidature de M. Lalonde, Mlle Dominique Martin et M. Dominique Bidot et Cédric Philibert, journaliste.

M. Lalonde avait également invité, au titre de son comité de soutien, M. Raymond Mallet, agriculteur du Larzac, qui a rappelé que les paysans de ce pays « ont continué leur combat non violent contre l'extension du camp militaire. M. Mallet a aussi plaidé la cause des objecteurs de conscience. »

« La force de frappe ne nous protège pas plus que la ligne Maginot », a déclaré M. Lalonde. Quand voulez-vous appuyer sur le bouton ? Vous voulez appuyer sur le bouton le premier, en sachant que, un quart d'heure plus tard, la France sera mitraillée ? Vous voulez appuyer sur le bouton une fois que la France est déjà mitraillée ? Il faut, selon M. Lalonde, « rendre la France moins vulnérable (...) et n'importe quel attentat » et « il faut que la population prenne en charge elle-même, de plus en plus, sa défense ».

M. VALÉRY GISCARD D'ESTAING : dans le peloton de tête

A la télévision, mardi soir 21 avril, M. Valéry Giscard d'Estaing a déclaré, en réponse aux questions du journaliste Philippe Gudas : « Je suis le candidat de l'espérance parce que je suis celui qui a construit les fondations, et c'est celui qui a construit les fondations qui est qualifié pour construire la maison (...). C'est qui n'ont pas construit les fondations ne peuvent construire qu'une maison de papier parcourue par les courants d'air des fausses promesses et des déceptions. Les murs de ma maison seront en pierre. » Au nombre des réalisations constituant les fondations, le président sortant a cité : l'indépendance énergétique, le T.G.V., l'Airbus, la fusée Ariane, l'informatique, la recherche, l'agriculture, etc.

A propos de l'informatique, il a affirmé : « Lorsque j'ai été élu, notre informatique était en faillite (...). Nous avons maintenant la première industrie informatique d'Europe, qui crée d'ailleurs des emplois (...). Au début, il y avait des brevets américains, mais nous avons franchisé deux de nos grandes techniques, qui sont la technique nucléaire (que nous avons franchisée cet hiver) et l'informatique : nous allons franchiser l'informatique française. »

Après avoir rappelé son vœu de placer la France « dans le peloton de tête des nations les plus avancées », le chef de l'Etat a souligné : « Nous sommes la troisième puissance militaire du monde (...) grâce à nos techniciens, nos ingénieurs et ceux qui servent dans nos forces. Puisse nous sommes la troisième puissance militaire du monde, pour quoi ne pourrions-nous pas être la troisième puissance dans beaucoup de domaines civils ? »

La troisième puissance militaire du monde ?

La France est-elle la troisième puissance militaire du monde, comme l'affirme avec insistance M. Giscard d'Estaing ? Question controversée, car l'évaluation de l'efficacité opérationnelle, de l'entraînement et de la puissance de ses armées, quelle qu'elle soit, est difficile à mesurer — en temps de paix — avec précision et sans contestation possible, tant les critères, eux-mêmes, peuvent être révisés.

Dont on s'en tient au montant des dépenses militaires de chaque pays ? Il y faudrait, alors, l'assurance que ces budgets sont conçus sur le même modèle, de manière homogène, et que des crédits militaires ne sont pas dissimulés ailleurs qu'au sein d'un ministère de la défense. Dans le cas où de telles évaluations seraient comparables, la France se situerait apparemment, pour 1980, loin derrière les Etats-Unis, l'Union soviétique, la Grande-Bretagne, l'Allemagne fédérale, d'autres Etats européens moins puissants (comme la Suède) et plusieurs pays du Proche-Orient, pour ce qui concerne le montant des dépenses par tête d'habitant.

Faut-il comptabiliser le nombre des matériels disséminés, des milliers, comme les avions ou les chars de combat ? A la condition d'être certain que toutes les performances de ces matériels, leur ravitaillement en carburant, en munitions ou en pièces de rechange instantanément disponibles, et l'entraînement de leurs servants sont identiques. Ces comparaisons sont plus aisées, dès lors que les estimations sont relativement connues et mises à jour en permanence. Quel cas, la France est dépassée par les deux grands, l'Allemagne fédérale et Israël pour la quantité de chars et en se limitant volontairement à ces quatre pays : et par les Etats-Unis, l'Union soviétique, la Grande-Bretagne, la Suède et, J. I.

Par le nombre de ses « vecteurs » (missiles terrestres ou sous-marins, bombardiers stratégiques ou tactiques) disponibles au moment d'un tir éventuel et par l'autonomie de sa décision d'engagement, la France est, effectivement, la troisième puissance nucléaire du monde, derrière les Deux Grands et devant la Grande-Bretagne ou la Chine populaire. Elle l'est aussi par le cumul du « mégatonnage » (puissance explosive totale) qu'elle pourra lancer.

En revanche, la discussion reste ouverte entre le Royaume-Uni et la France pour ce qui a trait à la technologie développée ou déjà mise en œuvre sur un plan opérationnel. Les Britanniques disposent, depuis plusieurs années, de missiles nucléaires dotés, chacun, de plusieurs têtes, et sur ce seul critère, le nombre des armes stratégiques britanniques est supérieur à la papauté française. Ce n'est qu'en 1985 que la France, avec le missile sous-marin M4 à six têtes, aura rattrapé les Etats-Unis, l'Union soviétique et la Grande-Bretagne. — J. I.

Une informatique francisée ?

Le candidat Giscard d'Estaing aime à rappeler les succès du président sortant. Ainsi, mardi soir, il a évoqué, dans le cadre de la campagne officielle, l'industrie informatique française, hier « en faillite » et aujourd'hui « première industrie informatique d'Europe ». Une industrie qui s'est « francisée » et dont a franchisé des brevets et des techniques américaines.

Le tableau pêche manifestement par optimisme. En 1974, la balance commerciale française dans les matériels informatiques dégageait un excédent de 2,3 milliards de francs. En 1980, un déficit de 1,3 milliard a été enregistré. L'informatique française n'est pas la première en Europe, mais l'une des premières. La société britannique I.C.I. dépasse C.I.I.-Honeywell Bull.

Faut-il également rappeler que sur les trois grandes gammes de produits inscrites au catalogue de C.I.I.-Honeywell Bull, deux — les mini-ordinateurs mini 6 — et les grands ordinateurs « 66 » — sont entièrement de conception américaine ? Un nombre important de ces matériels étaient encore, l'an dernier, purement et simplement importés du partenaire américain Honeywell.

Que penser de la mini-informatique française, de ses malades et découragés comme Logibac, et du contraste qu'elle offre avec la percée des groupes américains ?

Faut-il évoquer enfin les retombées politiques et psychologiques sur nos partenaires européens de la rupture en 1975 des accords Unidata et du choix américain qui avait été fait à l'époque par la France ? — J.-M. Q.

Mme BOUCHARDEAU : la vie serait différente si les femmes avaient pari au pouvoir.

Mme Bouchardeau a traité, mardi soir à la télévision, de la participation, des femmes à la vie politique. Selon elle, si les femmes avaient pari au pouvoir, la vie serait différente pour elles. « Les sentiments ont leur place en politique, et seules les femmes peuvent donner cette place. » Les femmes, par exemple, ne pourraient pas considérer le chômage des jeunes comme une fatalité économique. Il faut, dit-elle, que les pouvoirs soient partagés à tous les niveaux. « Dans la famille, les tâches ménagères doivent être également partagées. Les hommes qui dirigent procèdent par le poids des mentalités pour ne rien changer. Mais, estime Mme Bouchardeau, les mentalités ont changé et c'est la politique qui ne suit pas. La candidate ne craint pas de rester « au raz des pâquerettes », et réclame l'abaissement du nombre des heures de travail hebdomadaire (à trente-cinq heures immédiatement, trente heures ensuite), l'égalité des salaires, un plan d'urgence pour le développement des crèches.

Mme GARAUD : la défense est une affaire trop grave pour la confier aux hommes.

Mme Marie-France Garaud a d'abord traité, mardi soir à la télévision, de la condition féminine. « Imaginer les mots « condition féminine » et un ministère de la condition féminine, c'est vraiment une idée d'homme », a-t-elle dit. « On invente une petite structure ministérielle, on la confie à une femme, on ne lui donne aucun moyen financier et on lui dit : « Débrouillez-vous. » Elle ne peut pas se débrouiller », a-t-elle ajouté, en évoquant le passage au gouvernement de Mme Françoise Giroud. « Le problème des femmes, comme celui des hommes, relève de l'action gouvernementale dans son ensemble (...). Le rôle de l'Etat est d'inventer des mesures concrètes » permettant aux femmes qui veulent mener à la fois une famille et une vie professionnelle, de « gagner du temps » plutôt que d'instituer des mesures protectionnistes.

A propos de la défense, « problème de l'avenir de nos enfants, de leur vie, donc problème de femme », Mme Garaud affirme : « Notre stratégie de défense dans une stratégie d'inspiration féminine. A Londres, où il était démodé de tout, Charles de Gaulle a inventé de manière générale ce que les femmes savent de naissance : l'utilisation de la faiblesse pour la force. C'est cela la dissuasion nucléaire (...). Pour que le petit dissuade le gros de l'attaque, il faut qu'il ait dans son comportement un élément irrationnel. Ça, c'est une attitude de femme (...). Si on nous attaque et si les Soviétiques peuvent le faire, ils peuvent nous infliger des destructions très fortes (...). Mais ils savent aussi que nous pouvons leur causer un dommage énorme par nos sous-marins nucléaires (...). C'est ce qu'on appelle la deuxième frappe. »

« Contrairement à ce qu'a dit M. Giscard d'Estaing, nous n'avons rien inventé ni même amélioré depuis sept ans (...). Au niveau actuel de notre budget militaire, 3,6 % du produit intérieur brut, nous nous trouvons — contrairement à ce qu'a dit M. Giscard d'Estaing — non pas à la troisième place des pays mondiaux, mais à la septième. » Mme Garaud a conclu : « Peut-être pourrais-je dire que la défense est une affaire trop grave pour qu'on la confie aux hommes. »

Les « nouveaux villages » vous connaissez ?

Vous avez 10 jours pour les découvrir.

FOIRE DE PARIS
SALON DU LOGEMENT
Du 30 avril au 10 mai.

PARTEZ PLUS LOIN EN FORCE ET EN SOUPLESSE.

2.2 litres. Une nouvelle dimension pour la Renault 20 TX, cette grand routière. Ases équipements très complets, à son excellente habitabilité, viennent s'ajouter plus de vivacité, de puissance. Elle a du moelleux. Et des reprises, de quoi satisfaire la plus exigeante des conduites sportives.

Renault 20 à partir de 51.000 F.
Renault 20 TX à 62.600 F. Prix clés en main
TTC au 13/4/81. Montreuses 01.
Consommation à vitesse stabilisée :
7,4 l/100 km/h, 9,6 l/100 km/h et 12,1 l/100 km/h selon cycle urbain.

RENAULT 20 TX

POLITIQUE

La campagne de M. Mitterrand

A LILLE : que les voix de gauche ne se dispersent pas !

De notre envoyé spécial

Lille. — Près de quinze mille personnes étaient massées mardi soir 21 avril dans une salle de la foire de Lille : c'est peu dire que le Nord et le Pas-de-Calais peuvent mobiliser et créer une ambiance qui fut sans doute permise par les plus enthousiastes de cette campagne, à laquelle s'ajoutait une cohorte peu ordinaire. Comme tous les autres, le déroulement de ce meeting, en général, le candidat, une fois le spectacle de variété achevé, fait son entrée par le fond d'une salle qu'il traverse à la foule aux accents de l'hymne socialiste. Cette fois, il était impossible, tant la foule était dense, de traverser la salle. Il fallait arriver par la scène. En outre, M. Mitterrand voulait écouter Dalida. On sollicite donc une dernière et longue chanson de celle-ci.

Puis vinrent, enfin, les déclarations. Celles de M. Guy Allouche, premier secrétaire de la fédération du Nord, de Mme Malté Jourd'he, présidente du comité national de soutien, et celles de M. Pierre Mauroy, massif, sûr de lui, est sans égal pour parler avec chaleur du socialisme et de son entraînement curieux. Il a fait applaudir les noms de Roger Selengro, Léo Lagrange et Guy Mollet. Après avoir invoqué le message du Conseil national de la résistance, le maire de Lille décrit, à travers M. Giscard

UN PLAN POUR LES HANDICAPÉS

M. Mitterrand a présenté, mardi, à Berck (Pas-de-Calais), sept propositions visant à donner aux handicapés une « égalité de chances ». Le candidat socialiste présente un plan de la prévention primaire et l'éducation sanitaire, valoriser les ressources minimales permettre une réelle insertion professionnelle, notamment par la création de centre de pré-orientation, favoriser le maintien dans la cité par une aménagement de l'habitat social aux logements, permettre aux handicapés de bénéficier de l'instruction dans un cadre scolaire normal, mettre en œuvre des progrès du équipement et d'encadrer un statut aux professionnels chargés d'aider les handicapés. « Une société se juge à la place qu'elle réserve à ceux que le sort a frappés », a notamment déclaré M. François Mitterrand.

S'INTERROGEANT SUR LES RELATIONS ENTRE LES CHERCHEURS ET LE POUVOIR POLITIQUE

Une cinquantaine de scientifiques publient une « adresse » aux candidats

Une cinquantaine de scientifiques (1) de différentes disciplines viennent de décider de lancer une « adresse » aux candidats à l'élection présidentielle. Dans ce texte, que nous publions ci-dessous, les signataires s'interrogent sur le type de relations qui devraient exister entre les responsables politiques et gouvernementaux et la communauté scientifique. « Au lieu que des scientifiques ne se manifestent que sollicités par les politiques, expliquent les artisans de cette

De droite ou de gauche, les principaux candidats à l'élection présidentielle sont au moins d'accord sur un point : faire de la recherche une priorité entre les priorités. Ils expriment ainsi le sentiment profond de la majorité des Français, dont les sondages montrent qu'ils veulent dans la recherche des sciences et des techniques une des raisons de ne pas désespérer de l'avenir. Nous devrions nous en féliciter. Pourtant, c'est l'inquiétude que nous gagne lorsque nous constatons que les sciences et les techniques sont présentées comme les remèdes miraculeux qui nous sortiront de la crise. Cette invocation rituelle cache une réalité bien différente.

Les projets politiques restent fort vagues sur la façon d'introduire découvertes et innovations dans les processus transformateurs de la société française. Et l'on peut craindre de n'avoir à choisir qu'entre une orientation

dictée par les vœux courtes du marché ou un volontarisme fondé sur des principes abstraits. Nous ne prétendons pas définir en quelques lignes la politique. Nous affirmons simplement que sans le respect de quelques conditions essentielles, actuellement malmenées, aucun programme de développement des sciences et des techniques ne peut éviter leur asservissement aux mécanismes économiques et sociaux qu'elles sont censées changer.

D'abord, on ne peut pas séparer, comme s'il s'agissait d'un simple stock à exploiter, les découvertes et les techniques nouvelles de leurs conditions de production (les laboratoires), de transmission (l'enseignement) et d'utilisation (les entreprises et autres organisations). Elles ne sont pas une panacée, elles ont besoin d'un terrain porteur dans l'ensemble de la société pour avoir des effets positifs. Or, au contraire, tout incite aujourd'hui les citoyens à des comportements de crise qui rétrécissent leur horizon, ce qui les rend incapables de faire les choix et les paris nécessaires.

Cet état de crise de la société est catastrophique pour une prise en charge active et non subie, des apports scientifiques et technologiques dans les processus productifs, dans la gestion, dans les conditions de vie. Il est, en outre, très défavorable à la mise au point d'innovations spécifiques à la recherche française, capables de s'imposer sur les marchés mondiaux et de contribuer à la coopération avec les pays pauvres. Il est, enfin, dramatique pour la fonction de connaissance que remplissent les sciences sociales et humaines, qu'on juge superflues devant les urgences ou dont on redoute les analyses en fermant les yeux, en limitant les moyens de savoir ou ne sortira pas de cette crise, on ne fera que la prolonger dans les domaines social et culturel.

A LENS : l'« effet Chirac » et les petits candidats

De notre envoyé spécial

Lens. — M. Mitterrand a réuni, mardi 21 avril à Lens, une conférence de presse. Après une brève présentation de M. André Delelis, député et maire de la ville, qui a fait état de la situation d'un bassin houiller « en plein désarroi », M. Mitterrand a répondu à diverses questions.

« Jacques Chirac, a-t-il déclaré notamment, « un rôle à jouer dans la droite française. Il a été étroitement associé à la politique menée depuis sept ans. Candidat de la droite, il ne peut compter que sur la droite. Mais je suis le candidat de la gauche, et le seul qui représentera la gauche au second tour. Nous ne touchons donc pas les mêmes Français. Le rôle de Jacques Chirac est parfaitement défini. Je ne vois pas pourquoi l'effet Chirac pourrait être plus détonnant que l'effet Mitterrand. Il mène une bonne campagne. Il pille la clientèle de

Valéry Giscard d'Estaing. C'est une affaire à régler entre eux, mais moi je ne suis pas dans le coup ». Évoquant ensuite les propos du président sortant lui déniaient la qualité d'homme d'Etat, M. Mitterrand a estimé que « les jugements de Valéry Giscard d'Estaing sont ceux d'un candidat qui a joué un jeu ». Il a ajouté : « Le président sortant avait assuré qu'il respecterait les autres parce qu'il croyait que serait facile. Quand il s'est aperçu que c'était plus compliqué, il a retrouvé sa vraie nature ».

M. Mitterrand a ensuite abordé la question des « petits » candidats en indiquant : « Je ne dis pas que les multiples candidats de gauche sont la pour l'un ou l'autre candidat qui puisse être élu au second tour, mais objectivement le résultat est là. Le candidat socialiste est le seul à pouvoir battre le candidat sortant. Il importe donc que la masse des électeurs, quelles que soient leurs préférences, sachent qu'il faut voter au premier tour pour le candidat des socialistes. Il ne faut pas confondre une élection présidentielle avec une démonstration de principe ».

DANS UNE INTERVIEW A « FRANCE-SOIR » : pas de négociations de dernière heure.

Dans une interview publiée dans France-Soir du 23 avril, M. Mitterrand indique qu'après le 25 avril il ne s'engagera pas « dans des négociations de dernière heure dont l'aspect électoraliste choquerait tout le monde, moi en tête. J'ai vu le candidat socialiste au point de départ, je le serai à l'arrivée. Les problèmes non résolus entre les partis de gauche ne le seront que par une approche et un débat sérieux au lendemain de l'élection, pas à la sauve ». Selon M. Mitterrand, M. Giscard d'Estaing abuse de la démocratie. Il en abuse « par l'effacement du gouvernement et du Parlement. Par l'adoption de lois qui sont en fait des décrets. Par les atteintes portées à l'indépendance de la magistrature. Par la mainmise sur la radio et la télévision et les pressions sur la presse écrite. Par la soumission à son service de l'administration d'autorité. Par les mille et une petites, par les coups de canif à l'égalité, par les atteintes portées à la démocratie. La démocratie sortira affaiblie de ses mains. Il est temps de l'en débarrasser ».

« M. Giscard d'Estaing, un citoyen qui déplaît ne se sent pas en sécurité. Les institutions versent dans le présidentialisme. Je le dis à la conscience : attention, danger ! ».

● L'Union démocratique bretonne (U.D.B., autonomiste et socialiste) a invité ses adhérents à voter blanc au premier tour, mais elle fera campagne, avant le second tour, pour le candidat de gauche, quel qu'il soit. — (Corresp.)



(Dessin de ROSE.)

Le candidat socialiste demande aux électeurs de ne pas disperser leurs voix

(Suite de la première page.)

Cette crainte a néanmoins pris un tour quelque peu spectaculaire avec l'édition de M. Gaston Defferre dans le *Provençal* : la virulence des propos du maire de Marseille à l'encontre du maire de Paris (le *Monde* du 21 avril) a pu laisser penser que les socialistes prennent au sérieux l'hypothèse, « réaliste » selon M. Chirac, d'un second tour entre les deux candidats de la « majorité ». Au point que M. Defferre a dû faire assaut d'éloquence, mardi à Antibes, pour juger « absurde » cette hypothèse.

Il reste que M. Mitterrand doit faire face, à ce stade de la campagne, à une réelle difficulté. M. Jacques Chirac et Georges Marchais proposent à leurs électeurs des objectifs simples : pour le premier, battre M. Mitterrand ; pour le second, faire pression sur M. Mitterrand. Par comparaison, ce dernier paraît plus flou : il appelle à un rassemblement populaire pour le redressement national, à un « rassemblement sans frontières », à un « élan national », toutes notions aux contours nécessairement imprécis ; il manque, en quelque sorte, une signification plus précise au vote socialiste.

La raison en est simple : M. Mitterrand s'est, d'emblée, placé dans une perspective de second tour. Conséquent qu'il sera, vraisemblablement, le 10 mai, seul candidat de la gauche, face au président sortant, c'est par rapport à ce dernier qu'il a essentiellement « calibré » sa campagne. C'est le bilan de celui qu'il nomme le « candidat sortant » qu'il entend soumettre au jugement des Français. Bref, il a d'abord mis sur un rejet de M. Giscard d'Estaing, toute sa campagne visant à amplifier un tel phénomène.

La difficulté vient de ce qu'un vote-sanction peut profiter, et semble profiter, à d'autres candidats, si bien que M. Mitterrand doit faire face à la pression conjuguée de M. Chirac et Marchais, ainsi que de celle des « petits » candidats.

Face à M. Chirac, la riposte consistait à marquer le maire de Paris à droite. M. Mauroy (« la droite aux deux visages ») et Joseph (« le candidat de gauche ») ont de fait fait de M. Giscard d'Estaing le candidat de gauche, quel qu'il soit. — (Corresp.)

Face à M. Georges Marchais, l'objectif était de susciter la tentation d'un vote « utile » dans l'électorat communiste en faveur de M. Mitterrand. Les dangers d'une telle perspective n'ont pas échappé au P.C. : pour la première fois, M. André Lajoinie a affirmé, au titre de R.M.C., que « moins de 20 % des voix pour le candidat communiste, ce n'est pas bon ». C'est précisément pour atteindre « ce » chiffre 20 % et pour décourager tout vote utile en faveur de M. Mitterrand que les communistes ont donné à leur campagne une inflexion unitaire, sans recourir à leurs critiques. Une telle attitude paraît porter ses fruits, sans que M. Marchais se soit véritablement engagé pour le 10 mai.

M. Mitterrand, à son tour, a mesuré le risque qu'il y a pour lui à laisser accréditer l'idée qu'un rapprochement est d'ores et déjà acquis, et que M. Marchais est, comme il l'affirme, le garant de l'union. C'est la raison pour laquelle le candidat socialiste réaffirme, à chaque intervention, la permanence de ses engagements à gauche et insiste, comme il l'a fait à Lille et à Lens, sur l'idée que seul, il représentera la gauche et les classes sociales qui portent celle-ci.

Enfin il faut faire face aux petits candidats qui se réclament de la gauche. Ils sont « cinq et demi », note avec ironie M. Mitterrand, faisant allusion à M. Lalonde. Le risque est, pour nombre d'électeurs, de se laisser tenter d'un vote de « principe ». Depuis le meeting de Grenoble, le 16 avril, le candidat socialiste n'est en garde contre l'éparpillement des voix de gauche au premier tour, source de faiblesse en vue du second tour.

Ainsi M. Mitterrand a-t-il été conduit à recenser sa campagne en fonction d'un premier tour dont chacun s'accorde à dire qu'il sera décisif. Il l'a fait en utilisant deux mots d'ordre : votez utile, votez socialiste. Il ne se passe plus de réunion sans que M. Mitterrand réaffirme que « socialiste sur la ligne de départ » et « socialiste » sur la ligne d'arrivée. L'intervention télévisée de Michel Rocard, jeudi 23 avril, dans le cadre de la campagne officielle, s'inscrit dans ce schéma qui vise à rassembler l'électorat socialiste.

Et pourtant il ne peut être question pour M. Mitterrand de perdre de vue l'échéance du 10 mai que son programme prévoit un vaste rassemblement au Parc des Princes, à Paris, dans la première semaine du mois de mai, le candidat socialiste se déplaçant le 1^{er} mai à Montpellier et à Nice.

Pour M. François Mitterrand, le problème à résoudre n'a guère varié : mobiliser toute la gauche et compenser l'insuffisance manifeste des rapports communautaires par un apport gaulliste : suffisant. Compenser la démission de la gauche par la destitution de l'électorat de droite.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

(1) Les courants Rocard et Mauroy, ainsi que des hommes tels que Jean Popovici, étaient, sur ce sujet, plus que réservés.

● M. Georges Sarre, président du groupe socialiste du Conseil de Paris, a affirmé mardi 21 avril : « M. Jacques Chirac se prépare à être le recours de la droite dans l'hypothèse hautement probable où François Mitterrand serait élu président de la République » (...). « Le maire de Paris se sait incapable de battre François Mitterrand ou Valéry Giscard d'Estaing », a-t-il ajouté avant de conclure : « Et si le président du R.P.R. ne faisait pas cette campagne que remplir de son mieux la fonction qui a été confiée à son successeur, le R.P.R. ou son élu giscardien, donner l'illusion d'une fausse opposition, détourner le plus de Français du combat pour le vrai changement que mène la gauche et saper ainsi la mise, le moment venu, de Valéry Giscard d'Estaing, en attendant son jour, s'il le peut, de le remplacer et de conduire, pour l'essentiel, la même politique au service des mêmes intérêts ».

de l'Union S.A.

POLITIQUE

De notre envoyé spécial

aidergiste pour lesquelles « les
Altiqes ont abdiqué leurs prin-
cipes ». Il souhaite une ré-
vision du marché intérieur pour
des importations abusives.

A Verdun, devant un mil-
lion de sympathisants, il a repro-
ché au gouvernement de ne pas re-
specter ses engagements quant à
la revalorisation des pensions.
« Les anciens combattants et des ven-
deurs de guerre et réclamant la célérité
du règlement de l'armistice du
8 mai 1946 au même titre
celui du 11 novembre 1918 ».

Pourtout, scandant : « Les
M. Chirac a assuré : « Ses en-
gements que je prends, je
tiendrai ».

Une percée dans

● DE BONNI, notre correspondant, Jean Weitz, écrit : « De quelques jours, les correspondants de la presse ouest-allemande Paris enregistrent, avec une dédaigne surprise, que la comédie de l'Europe Centrale est un coup plus d'effet qu'un film magnifié au départ. » F. M. von Kagenack, du quotidien Die Welt, l'un des analystes plus perspicaces de la scène de la Prusse orientale, écrit : « L'histoire tragique du traité du Handarat ou, plus le maître de Paris aurait réussi tour de force de se présenter à l'électeurs comme le seul « honnête » dans une crèche complotée par les autres. » Der Spiegel, dans les symphonies de Diptel, donne la phrase, exprime un sentiment assez semblable. Face aux « candidats du passé »

[illegible]

M. André Lajoinie, membre du bureau politique du P.C.F., interrogé mardi 21 avril sur Radio-Monte-Carlo, sur le score électoral visé par le parti communiste le 26 avril a répondu :

qu'on va régler ces problèmes. Mitterrand (...) refuse les ministres communistes : c'est une orientation dangereuse, qui barre la route au changement et à l'union. Eh bien ! il faut le faire changer. Comment le faire changer ? Par l'action populaire. Comment peut-on rassembler l'action populaire dans cette élection présidentielle ? C'est très simple, avec le vote communiste, le vote Georges Marchais, c'est le seul moyen de faire plier François Mitterrand.

Le Monde
RÉALISE CHAQUE SEMAINE
UNE SÉLECTION
HEBDOMADAIRE
spécialement destinée
à ses lecteurs
résidant à l'étranger

Exemplaire spécimen sur demande

M. Jacques Chirac, qui était l'invité, mardi soir 21 avril, du Journal d'Europe 1 a réaffirmé sa « certitude » d'être présent au second tour de ce scrutin pas seulement. Interrogé sur le point de savoir s'il envisageait de lancer un appel à M. Debré ou à Mme Garsud pour qu'ils retiennent leur candidature avant le premier tour, le maître de Paris a répondu par la négative, ajoutant : « Je ne veux pas me laisser tenter ni d'attaquer que ce soit ». Le candidat du R.P.R. a indiqué qu'il ne se sentait pas concerné par l'expression de M. Giscard d'Estaing, qui lui avait dit : « Vous êtes le premier ministre de la France. Je m'incline pas un seul instant que cette idée ait pu effleurer l'esprit de ce candidat ». A-t-il déclaré à Chirac, pour qui la campagne électorale « au total, se déroule convenablement », a refusé d'indiquer quelle sera sa position au second tour si lui-même n'y figure pas, affirmant : « Chaque chose en son temps, je ne me dis pas que ça va être un phénomène de politique-fiction ».

Il a précisé que, dans cette hypothèse il fera connaître sa position personnelle en tant que citoyen. « Si l'état élit, le candidat du R.P.R. pense qu'il aura « beaucoup » de problèmes, parce qu'il devra s'engager pendant encore pendant la période électorale, la situation réelle de la France, qui, sur le plan économique et social, est en réalité beaucoup plus mauvaise qu'on ne l'a représentée », l'homme d'affaires a conclu.

La presse étrangère

DE BONN, notre correspondant, Jean Wehr, écrit : « Dans quelques jours, les correspondants de la presse ouest-allemande à Berlin enregistreront, avec une importance particulière, les déclarations de M. Chirac aux journalistes. Les plus d'effet qu'on ne s'imaginait au départ. Pour commencer, nous assisterons à un discours de M. Wehr, l'un des journalistes persécutés de la scène poli-

M. J. Kandel, dans l'*International Herald Tribune*, le quotidien américain, écrit : « La vitesse acquise est nettement en faveur de M. Chirac qui a obtenu les plus gros gains depuis la mise en circulation de M. Chirac, des propagandistes de M. Chirac incitent des « glaciérans potentiels » à voter pour le maire de Paris, à seuer les médias américains, la gauche du second tour.

raînés de l'Etat, sont conduites avec plus de fermeté ». « La presse américaine, qui a été la première à reconnaître M. Chirac, c'est rendre com'ciance à notre pays, et, pour cela, il faut impérativement qu'il sente qu'il y a une véritable reconnaissance politique. A partir de là, il retrouvera l'espoir ; à partir de là, les comportements changeront (...), on pourra répondre à la question du moment où l'Amérique que l'on peut exemplar... »

POINT DE VUE

Le premier tour avant le second

par FRANÇOIS GOGUEL

Or, dans un scrutin comme celui qui se déroule pour l'élection du président de la République, il n'y ait guère de chance qu'un candidat obtienne, d'emblée, la majorité absolue des suffrages exprimés, rien n'est plus exact. La structure de notre système électoral, qui est fondée sur le scrutin actuellement quadripartite, la « vieille propension gaulliste aux divisions » évoquée par le général de Gaulle dans les discours au Bayeux, suffisent à l'expliquer. Telle est la raison pour laquelle, en France, à la différence d'autres Etats démocratiques, que tout régime de vote majoritaire comporte deux tours de scrutin, la décision ne pouvant être acquiescée au premier que lorsqu'un candidat a réuni sur son nom plus de la moitié des suffrages exprimés.

Sas-à dire, comme l'a soutenu énergiquement un ancien président du conseil de la IV^e République, que la logique et le désir de « voter utile » commandent aux électeurs de ne se prononcer au premier tour qu'en fonction de l'affrontement dont ils prévalent qu'il se produira au second ?

Rien ne me paraît plus inexact. Et, tout d'abord, parce qu'une prévision même fondée sur de multiples sondages d'opinion concordants, ne constitue pas une certitude. Si la loi interdit aujourd'hui la publication des résultats de sondages, c'est que le mode de sondage est arbitraire et qu'il est imprédictable le scrutin, c'est précisément pour que des prévisions qui ne sont que des hypothèses n'exercent pas d'influence abusive sur le choix des électeurs, dont chacun a le devoir de voter, au premier tour comme au second, pour le candidat; qu'il considère comme le meilleur.

d'électeurs, après avoir exprimé, le 28 avril, leur préférence pour un candidat autre que le prétendant sortant, mais peu convaincus de l'appui de François Mitterrand à devenir « l'interprète d'une peuple rassemblé » jugeront, tout compte fait, le succès de Valéry Giscard d'Estaing préférable pour la France — s'il est arrivé le 28 avril parmi les deux premiers — A celui de son concurrent.

Mais, pour qu'un éventuel second septennat puisse être vraiment un « nouveau septennat »,

Il est indispensable que les résultats du premier tour aient fait comprendre au président, s'il est renouvelé dans son mandat, les réserves que le style et la substance de l'action qu'il a menée depuis 1974 à la tête du pays ont suscitées chez nombre de ceux qui ont voté pour lui. Il faut, en d'autres termes, que le président ait été moins du sien que de celui de François Mitterrand.

C'est par leur vote du premier tour que les électeurs pourront lui donner cet avertissement. Qu'ils n'apprévoient donc aucune malavisée conscience ni aucune inquiétude à se prononcer librement, le 26 avril, pour le candi-

Il est de l'intérêt même du candidat sur le second tour de se représenter, au second tour — au tour décisif — les suffrages de citoyens qui ne se seront pas prononcés tout d'abord en sa faveur. d'être mis à même de mesurer exactement la nature et

de ce candidat », a-t-il déclaré. M. Chirac, pour qui la campagne électorale, « au total, se déroule convenablement », a refusé d'indiquer quelle sera sa position au second tour si lui-même n'y figure pas, affirmant : « Chaque chose en son temps, je ne me disperse pas dans des phantasmes de politique-fiction ».

Il a précisé que, dans cette hypothèse, il fera connaître sa position personnelle en tant que citoyen. « Si l'état élu, le candidat du R.P.R. pense qu'il aura « beaucoup de problèmes, parce qu'on a longtemps masqué, et plus encore pendant la période électoral, les problèmes de la France, qui, sur le plan économique et social, est en réalité beaucoup plus sérieuse qu'on ne l'imagine aujourd'hui. L'héritage est lourd », a-t-il ajouté. M. Chirac a toutefois estimé qu'il n'aurait pas de « problème de moralité », car, certes, il est possible, sera peut-être même, qu'il y ait des

Démontrant la création, depuis quelques années, d'un « climat d'anesthésie » et un état d'esprit « qui consiste à ne pas dire aux Français les choses clairement », M. Chirac a insisté sur le fait que les Français ont besoin d'être gouvernés « autrement », c'est-à-dire « avec plus de liberté et plus de responsabilité ». « Ce n'est pas seulement que leurs affaires essentielles, ce qui relève de la souveraineté de l'Etat, sont conduites avec plus de fermeté », a-t-il précisé. « Mais aussi, pour les affaires M. Chirac, c'est rendre confiance à notre pays, et, pour cela, il faut impérativement qu'il sente qu'il y a une responsabilité politique et juridique. A partir de là, il retrouvera l'espoir ; à partir de là, les comportements changeront. (...) on pourra répondre à la question de la confiance que l'on peut avoir en l'Etat ».

avant le second

la portée de la confiance qui lui aura été finalement manifestée. Sur Valéry Giscard d'Estaing, après sa défection de 1974, avait tenu compte mieux qu'il ne l'a fait, de la diversité des sensibilités politiques existant dans le « majorité présidentielle » du 19 mai. Il aurait, sans doute, évité certaines des erreurs psychologiques qui ont contribué à dégrader sa position dans l'opinion. Et n'est-il pas évident que l'attitude des très nombreux électeurs socialistes du premier tour des élections législatives de 1978 qui, au second tour, ne se sont pas conformés aux consignes de vote du parti pour le candidats auquel ils s'étaient initialement prononcés, a beaucoup contribué à faire prendre conscience aux dirigeants du P.S. de la nécessité d'affirmer mieux qu'ils ne le faisaient, les raisons de leur refus d'être accusés de jeter que le P.C. avait tenté d'imposer au nom de la discipline de la gauche une ?

Il est probable, pour ne pas dire certain, que le 10 mai prochain, mettant en pratique le vieux dicton selon lequel « au premier tour on choisit, au second on ditime », beaucoup

Mais, pour qu'un éventuel second septennat puisse être vraiment un « nouveau septennat », il est indispensable que les résultats du premier tour aient fait apparaître au président de la République un candidat qui se renouvèle dans son mandat, les réserves que le style et la substance de l'action qu'il a menées depuis 1974 à la tête du pays ont suscitées chez nombre de ceux dont le « choix de société » diffère de celui de celui de celui de François Mitterrand.

C'est par leur vote du premier tour que les électeurs pourront lui donner ces avertissements. Mais n'appréhendez donc aucune mauvaise occasion de leur mauvaise humeur, se prononcer librement, le 26 avril, pour le candidat dont la personne suscitiera leur confiance, et dont les intentions correspondront le mieux à leurs aspirations. C'est précisément pour leur permettre de le faire sans acrochures par là, contre leur volonté, les chances de François Mitterrand, que le premier tour aura lieu avant le second.

Pour nous, la démocratie ne doit pas se réduire à un bulletin de vote. Les consommateurs continueront à faire de la politique après les élections : la politique du quotidien.

Entre réduire le pouvoir d'achat pour combattre l'inflation et favoriser les meilleurs produits aux prix les plus bas, QUE CHOISIR ?

Entre la "bouffe poubelle" d'une certaine industrie agro-alimentaire et une alimentation saine et de qualité, QUE CHOISIR ?

Entre augmenter les cotisations de sécurité sociale et exiger des médicaments sans marque 30 % moins cher, QUE CHOISIR ?

190 unions locales de consommateurs multiplient les solutions directes :

- **Prix** : L'U.F.C. classe les prix des chaînes de distribution (grandes surfaces, électroménager, photo, ciné...)
- **Santé** : L'U.F.C. boycotte le veau aux hormones.
- **Sécurité** : L'U.F.C. obtient le retrait des pyjamas cancérogènes pour enfants, dénonce l'insécurité des pneumatiques.
- **Qualité** : L'U.F.C. a testé plus de 5000 produits.
- **Environnement** : L'U.F.C., la première à mesurer la pollution des plages.

Le Président du C.N.P.F. François Ceyrac:
"Il n'est pas question de laisser s'installer un contre-pouvoir consommateur"...

Votre réponse:

- ☐ Je m'abonne à **QUE CHOISIR.**
11 numéros + 3 numéros hors-série* 132 F
- ☐ J'adhère à l'Union Fédérale des Consommateurs de ma ville 40 F

Nom _____

Prénom _____
Adresse : No _____ Rue _____

Adresse : N° _____ Rue _____
 _____ Code postal [] [] [] []

Ville _____

Envoyer ce bon avec votre règlement à l'ordre de QUE
CHOISIR 7 rue Léonce Reynaud 75781 PARIS CEDEX 16.

* Vous bénéficierez du travail réalisé par QUE CHOISIR, en recevant GRATUITEMENT un guide des tests publiés dans la revue.

POLITIQUE

LA CAMPAGNE DANS UNE VILLE TÉMOIN

Marmande-la-Paisible à l'heure des dix

Marmande. — Peu de choses en cette mi-avril 1981 parviennent à éveiller Marmande-la-Paisible, et de toute façon, certainement pas l'élection présidentielle. Des affiches sur les panneaux publicitaires ou égarées sur des troncs d'arbres rappellent qu'il y a aussi le 28 avril et le 10 mai, mais le cœur ne semble pas y être. La ville manque d'enthousiasme. Rien à voir, nous dit-on, avec l'élection de 1974.

Il est vrai qu'alors, l'enfant du pays, M. Jacques Chaban-Delmas (Bordeaux est à 84 km), affrontait M. Giscard d'Estaing et qu'il y avait l'union de la gauche. Au premier tour, M. Mitterrand avait rassemblé le plus grand nombre de voix (8 790 sur 9 028 suffrages exprimés), mais M. Chaban-Delmas était arrivé en second (2 448 voix) devant M. Giscard d'Estaing (2 122 voix). Au deuxième tour, la lutte fut serrée entre ce dernier et le candidat de l'union. M. Giscard d'Estaing ne l'emporta que d'une soixantaine de voix (4 689 contre 4 622 pour M. Mitterrand), un score très proche de celui de la moyenne nationale.

Lorsqu'on interroge les Marmandais sur les chances de chacun des candidats dans leur ville, ils ne peuvent réprimer un sourire. Ils écartent les petits candidats dont, d'ailleurs, le score sera modeste et qui n'ont pas pris la peine, pas plus que les grands, de faire un détour par chez eux. Personne n'ose parler sur MM. Marchais, Mitterrand, Giscard d'Estaing ou Chirac. Si l'on se fie

De notre envoyée spéciale

aux résultats des élections législatives, M. Marchais a toutes les chances à Marmande, puisque c'est le représentant du P.C. M. Hubert Ruffe, qui emporte régulièrement le siège de député (sauf en 1968) aux cantonales, en revanche, la ville a élu un conseiller général socialiste et un autre giscardien. Enfin, aux municipales, les Marmandais ont choisi un maire, M. Gérard Guillot, alors sans étiquette, mais, depuis, vice-président du comité de soutien à M. Giscard d'Estaing. Surprise du système électoral des villes de moins de 30 000 habitants, ce maire s'est retrouvé avec six conseillers socialistes qui, tenus à l'écart de toutes les commissions, refusent régulièrement de voter le budget de la ville.

M. Ruffe, explique M. Lavergne, le président de l'union des commerçants, est une ville d'échanges; elle est située au carrefour de deux axes routiers Bordeaux-Toulouse et Périgueux-Espagne. Elle vit de l'agriculture (il y a trois marchés par semaine), mais aussi de son commerce. On compte, en effet, environ trois cent cinquante commerçants ou commerçants-artisans dans cette commune de 17 347 habitants. Heureusement que la vallée de la Garonne est fertile, car l'industrie est pratiquement inexistante. Il y a donc peu de possibilités d'emplois pour les jeunes. Les personnes âgées, en revanche, trouvent à Marmande tout ce qu'elles recherchent, le calme, le

solaire et une très bonne infrastructure hospitalière ou de loisirs pour le troisième âge. La ville a toujours attiré les agriculteurs à la retraite et elle ne semble pas vouloir abandonner cette vocation.

Commerces, agriculture, jeunes, retraités... autant de facteurs qui pourraient dimanche prochain faire pencher la balance en faveur de tel ou tel candidat. « A Marmande, explique un Marmandais de fraîche date, les chiraquistes représentent le dynamisme; les socialistes qui se dynamisent un peu sur le communisme soutiennent Chirac. Les giscardiens représentent le pouvoir et avec lui l'opportunité. Les socialistes se qualifient par leur compétence. Ils sont fortement implantés dans le corps enseignant et les intellectuels, même s'ils ont également de vieux militants parmi les agriculteurs. Enfin, les communistes, c'est le souvenir... »

« Nous voulons du concret »

Le souvenir de Renaud Jean, ce fils de métayers, travailleur de la terre lui-même, qui devint le premier député communiste en 1920. Apprécié de tous, il trouve un véritable successeur en la personne de M. Ruffe, dont chacun, quelles que soient ses options politiques, s'accorde à vanter les qualités de cœur et d'humanité. Mais M. Ruffe a souffert d'un « hic », et la relève s'annonce difficile d'un tout autre style. Seul des quatre partis ou mouvements, le P.C.F. n'a pas ouvert de local dans la commune pour la période électorale. Ses représentants ont refusé de rencontrer un journaliste du Monde, « à cause, explique un militant, de la politique anticommuniste des plus désagréables suivie par le journal ».

Les giscardiens ne ménagent pas leurs efforts pour tenter de « rendre au P.C.F. son siège aux futures élections ». En attendant, j'avais eu d'un optimisme à toute épreuve, le maire de la ville, M. Guillot, ne doute pas du succès de celui qu'il appelle « l'apôtre de la paix, M. Giscard d'Estaing ». Il est allé dans ses efforts par le ministre des affaires étrangères, M. François-Poncet, également conseiller général dans la Lot-et-Garonne. A la permanence du P.C.F. socialiste, ouverte dans une des salles principales de la ville, les militants socialistes ne se cachent pas que la bataille va être dure. Ils se consolent comme ils peuvent de la rupture de l'union de la gauche en se disant qu'au moins ils vont pouvoir connaître au premier tour leur véritable impact sur la ville. Les ruses triment sur le bureau, mais la loi n'y est pas, même si chacun s'affaire consciencieusement à ses tâches de militant. Peut-être la section marmandaise suit-elle les contre-coups du duel Mitterrand-Rocard : c'est qu'il n'est pas prononcé à 65 % en faveur de M. Rocard au congrès de Metz.

De l'autre côté de la rue, à la permanence du R.P.R., on s'émotive devant le sondage : montrant la progression de M. Chirac. Dans la « devanure », comme dans celle du comité de soutien à M. Giscard d'Estaing ou celle du P.S., une télévision retransmet par vidéo-cassette les discours des candidats. « Comme si on n'avait pas assez comme cela », confie une mère de famille. « Ce qu'il nous faudrait, c'est un plan pour vaincre le chômage et surtout une solidarité nationale. Au lieu de cela, on ne voit que des hommes politiques de la majorité ou de la gauche s'entre-déchirer », regrette M. Lavergne.

« Nous nous voulons du concret », explique M. Daniel Jacard, président de la Fédération des syndicats d'exploitants agricoles. Moins de discours, plus de concret, cette demande revient souvent dans la bouche des agriculteurs : « On attend des propositions sur l'organisation des marchés intérieurs et extérieurs, sur le marché commun, au lieu de cela, on nous fait des discours politiques », dit M. Maurice Campagne, le président du Centre des jeunes agriculteurs. « Chez nous, il y a des sympathisants de tous les partis, mais la grande majorité est déçagée... Elle regrette Coluche ».

CHRISTIANE CHOMBEAU.

LA POLITIQUE A L'ÂGE DE LA RETRAITE

Raymond le bougon

Si cela ne tenait qu'à lui, Raymond s'abandonnerait d'aller voter. Mais son neveu, « celui qui est dans la bonneterie », insistera, sans doute, comme en 1974 pour guider le « pépé » vers le bureau de vote. Raymond ne saura pas quel bulletin prendre. Son neveu lui conseillera de faire comme lui, de choisir la stabilité. Sept ans plus tôt, le « pépé » avait, ainsi, voté pour M. Giscard d'Estaing.

Raymond n'aime pas faire de la peine à ce neveu qui constitue, avec sa femme et ses deux enfants, sa dernière famille. « Il vient me chercher le dimanche pour déjeuner chez nous à Levallois-Perret. Je n'ose pas refuser ». Sans ces invitations, Raymond passerait vraiment, à quatre-vingt-trois ans, sa vie entre son minuscule appartement et la place de la mairie du 14^e arrondissement de Paris, bordée d'arbres, où il vient assis, chaque après-midi, aux interminables parties de pétanque. Il s'installe sur un banc, pose sa canne et attend le fin de l'après-midi.

Il est, aujourd'hui, de forte méchante humeur : des jeunes occupent sa place et n'ont pas fait mine de se lever quand il s'est présenté. Raymond déteste les jeunes. Il déteste beaucoup de monde. Il marmonne parfois des phrases inintelligibles, s'en prend à des chimères qu'il entretient soigneusement. Il est bougon, volontiers acariâtre. « Je ne me rien apporté de bon », Pourrait-il dire à son neveu ? Et avec qui, d'abord ? Fils d'une mère célibataire, il

a toujours vécu à Paris, dans ce grand appartement, où il finit sa « chimère d'existence ». Il a été, cinquante-cinq ans durant, un représentant, fort solitaire, en articles pour pétanque. Pas de quoi, vraiment, aimer le sort qui vous est fait.

L'âge n'arrange pas cette impression d'isolement, d'injustice, qu'il a toujours ressentie. Il n'aime ni les voitures ni les pétanques, trouve les « femmes folles » avec leur maquillage, encore les variétés à la télévision. Rien n'est jamais comme il le faudrait. Raymond a maudît toutes les époques qu'il a traversées. Il a eu peur du socialisme sous le front populaire, a soupçonné de Gaullisme « brader le pays », trouve que « Giscard est un grand benêt ». Si cela ne tenait qu'à lui, il n'y aurait ni vie politique, ni campagne électorale, ni « Parlement menteur », ni « gouvernement escroc ». Ce fatras est destiné, assure-t-il, à tromper des gens comme lui.

Raymond ne parle jamais politique avec les joueurs de boules. Timide, effacé, il préfère discuter les coups, donner son avis sur un tir. « De toute façon, le n'a pas d'opinion », affirme-t-il. Tous les partis s'étendent pour « em... le monde », pour s'enrichir sur nos dos — même les communistes — pour vendre la France, soit aux Russes soit aux Américains. Sans ce neveu et les déjeuners de Levallois-Perret, Raymond s'abandonnerait volontiers.

Ph. Bg.

Une lettre de M. Triboulet à M. Giscard d'Estaing

Majorité nationale et majorité parlementaire

M. Raymond Triboulet, ancien ministre, membre de l'Institut, nous communique le texte de la lettre qu'il a adressée le 16 avril à M. Giscard d'Estaing : « Mon cher président,

« La campagne électorale confirme les craintes que les observateurs éclairés expriment depuis plusieurs mois : ceux de votre entourage avaient dû vous mettre en garde contre les risques d'échec.

« Une semaine pour sauter la situation; encore faut-il, selon moi, que vous sachiez ce qui peut la redresser et non ce qui la compromet.

« Votre erreur manifeste fut de ne pas respecter, comme le général de Gaulle avait su le faire, la distinction entre la majorité nationale et la majorité parlementaire, dont vous deviez laisser la responsabilité, sur la Constitution, au premier ministre. Vous n'avez pas eu le premier ministre : le refus de tout pouvoir politique a conduit Jacques Chirac à la démission et Raymond Barre à se gausser de parlementaires, même ceux de sa majorité. Ni l'un ni l'autre n'ont pu vous empêcher de faire voler des lois

importantes (surtout, d'ailleurs) par l'opposition.

« La seule promesse qui puisse, selon moi, assurer votre succès est donc qu'à l'avenir votre premier ministre sera d'abord responsable de sa majorité parlementaire et que vous vous réserveriez les problèmes essentiels, les orientations majeures.

« Quant aux propos blessants à l'égard de Jacques Chirac, si vous ne parvenez pas à les maîtriser, c'est votre suicide électoral.

« Si vous êtes persuadé que vous serez au second tour face à François Mitterrand, comment le battre, et vous ne bénéficiez pas du report d'une part très importante des voix que la campagne brillante de Jacques Chirac est en train de rassembler? Les redondances antichitraines de certains de vos « soutiens » ne peuvent témoigner que de leur irréductible maladresse ou de leur secret désir du succès de François Mitterrand.

« Je souhaite que ces vérités, désagréables comme la plupart des vérités, puissent encore vous être utiles et je vous prie de croire, monsieur le président, à mes sentiments respectueux. »

« Nous nous voulons du concret », explique M. Daniel Jacard, président de la Fédération des syndicats d'exploitants agricoles. Moins de discours, plus de concret, cette demande revient souvent dans la bouche des agriculteurs : « On attend des propositions sur l'organisation des marchés intérieurs et extérieurs, sur le marché commun, au lieu de cela, on nous fait des discours politiques », dit M. Maurice Campagne, le président du Centre des jeunes agriculteurs. « Chez nous, il y a des sympathisants de tous les partis, mais la grande majorité est déçagée... Elle regrette Coluche ».

CHRISTIANE CHOMBEAU.

LE PRÉSIDENT SORTANT : « M. Mitterrand n'est pas un social-démocrate. »

Dans une interview publiée, mercredi 22 avril par Ouest-France, M. Giscard d'Estaing affirme : « M. Mitterrand n'est pas un social-démocrate puisque le projet socialiste n'est pas social-démocrate ». « D'ailleurs, ajoute-t-il, je suis sûr que la social-démocratie est curieusement absente en France de la compétition politique. Il y a dix candidats et pas de candidats social-démocrates, alors que la social-démocratie est une des forces importantes de la vie politique européenne. »

Après avoir indiqué qu'il ne portait pas « un jugement négatif sur la social-démocratie », le pré-

sident sortant indique : « La social-démocratie serait pour la France l'une des formes légitimes de l'alternance, même si ce n'est pas celle qui aurait ma préférence. » « Je remarque seulement, poursuit-il, que la social-démocratie est curieusement absente en France de la compétition politique. Il y a dix candidats et pas de candidats social-démocrates, alors que la social-démocratie est une des forces importantes de la vie politique européenne. »

LES SYNDICATS DANS LA CAMPAGNE ÉLECTORALE

Les dirigeants de la C.G.T. devront tenir compte des contestations suscitées par leur appui au P.C.F.

Des militants syndicaux continuent de prendre position dans la campagne présidentielle : des cégétistes contestent la position de leur centrale à Toulouse et à Bordeaux, tandis qu'à Rouen l'union locale appelle à voter pour M. Marchais. A la C.F.D.T., le syndicat « Travail-emploi » réclame une attitude plus « offensive ».

M. André Henry (FEN) et M. Maire (C.F.D.T.) se rencontreront le 24 avril pour parler du 1^{er} mai et faire le point.

La réserve dite « apolitique », qu'aurait adoptée la quasi-totalité des centrales syndicales durant la campagne électorale a donné encore plus de relief à l'engagement de la C.G.T.

Certes, la position définie par le conseil confédéral national cégétiste du 3 décembre 1980 ne trompait guère sur le soutien que l'état-major avait décidé d'apporter à M. Marchais. Mais, très vite, dans leur élan, les supporters du P.C.F. ne tardèrent pas à combattre, avec le

mépris de la franchise, à visage découvert. Sans doute avaient-ils pensé que le « rouleau compresseur cégétiste », cette fois encore, viendrait aisément à bout des mécontents.

Tout au contraire, ceux-ci ont réagi avec une vigueur jamais atteinte, tant s'en faut, depuis la scission de 1947.

Pourtant, ce n'est pas l'épreuve de force qu'ont envisagée les protestataires. En effet, ils se réclament bien haut de l'esprit unitaire et de l'indépendance de la centrale.

Passé la bataille autour des urnes et quel que soit le nom qui en sortira, MM. Séguin et Krasnicki et leurs amis ne pourront tourner la page sans tenir compte de ces affrontements. Et qu'on la veuille ou non, les répercussions seraient encore plus sensibles sur le climat syndical et social au lendemain du 10 mai si M. Mitterrand l'emportait.

La poignée de militants qui, à Marseille, le 19 février, ont lancé « l'appel de Marseille » pouvaient alors espérer que leur attitude à vote connu le succès. Ils avaient pris soin de s'exprimer en termes « unitaires » pour demander que la C.G.T., au premier tour, laisse clairement à voter pour tous les candidats de la gauche sans distinction et se prononce, dès maintenant, pour le second tour en faveur de ceux d'entre eux qui arriveraient en tête, quel qu'il fût.

En réclamant des discussions au sein de la C.G.T., le collectif marseillais voulait aussi que le programme confédéral serve à dénoncer la droite et non à polémiquer avec le P.S.

Les contestations ne sont-ils que « terribles troïskistes » fustigés par M. Séguin avec dédain ? Certes, la Ligue communiste révolutionnaire a été très active dans la circonstance, mais elle n'a pas réussi à convaincre, et la droite et le centre ont eu un bon contingent de socialistes, des militants d'extrême gauche, et aussi des communistes et des chrétiens et de nombreux sans parti.

Ceux qui les ont rejoints sont souvent des responsables syndicaux élus, et parfois des syndicats entiers qui constituent la majeure partie des finances ou de la main-d'œuvre de plusieurs dizaines de milliers d'adhérents, ce mouvement est néanmoins faible et ne peut que servir de catalyseur à la droite et au centre. La C.G.T. — même si celle-ci est réduite à un million deux cent mille ou à un million cinq cent mille adhérents — n'est pas une force homogène. En outre, il est dépourvu de structures. « La thérapie nous suffit », affirment MM. Godard et Feuille (1) et les autres porteurs de bannières d'organiser des fractions ou des tendances.

Pourtant, l'appel, parti de Provence, a cristallisé les hésitations, les velléités éparpillées. Il a compté sur les facteurs qui ont poussé de nombreux dirigeants à matérialiser leur désaccord dans les instances confédérales et à l'exprimer publiquement. Cela a été le cas, au bureau confédéral, de MM. Gaumé et Deles, le premier étant socialiste et le second étant signataire de la pétition de

« l'union pour les luttes », bête noire des cégétistes « bon teint » et des communistes. M. Mitterrand, M. Séguin et Mme Lam-bert (sans étiquette), qui ont quitté le bureau l'année dernière, ont fait de même à l'instar de MM. Jervaudan et Charpiot — celui-ci étant membre du comité confédéral national (tous deux ex-communistes de fraîche date), qui ont voté pour le candidat du P.C.F. au premier tour.

Alors, dans la floraison des listes de « personnalités » soutenant tel ou tel candidat, M. Gaumé — audace qui n'aurait pas été envisagée dans un passé récent — pas craint de signer pour M. Mitterrand. En revanche, la plupart des dirigeants cégétistes de quelque envergure l'ont fait sans réserve pour M. Marchais. « L'humanité publie presque quotidiennement ces professions de foi où la qualité de « syndicaliste » s'imprime de ligne en ligne. Elle feuille communisme de Massy n'a pas hésité à se prévaloir de l'union complète des fondateurs syndicaux, quitte à violer les statuts confédéraux ».

Naturellement, les rebelles ont suscité la contre-offensive de ceux qui constituent la majeure majorité de la C.G.T.

Les insoumis ont parfois été vus si fort aux gémonies qu'on a pu se demander s'ils encourageraient des sécessions. M. Séguin a répondu par un non catégorique. Néanmoins, un militant du Nord qui avait signé un appel contre le candidat vient d'être « placé hors des instances de la C.G.T. » par ses camarades de bonne obédience. Il se trouve qu'il est socialiste.

D'autres opposants, ce n'est pas la désignation de M. Séguin par les votes démocratiques de la base.

Le secrétaire général de la C.G.T. a trébuché sur le bûche dont se confondent, selon lui, les protestataires « qui veulent participer » à la confédération. Sans doute y a-t-il parmi eux des éléments non dépourvus d'arrière-pensées politiques.

Mais il est sûr qu'une bonne partie des adhérents tout en restant silencieux, s'inquiètent de voir leur centrale s'écarter aussi loin de leur ligne. M. P.F. en remettant les pas dans ceux de la campagne électorale de 1978, si coûteuse en perte d'influence pour la C.G.T.

Dans les deux camps, on invoque le 6^e congrès, dont les décisions devraient redresser ces erreurs et orienter la centrale vers l'ouverture, la démocratisation, l'indépendance, l'unité, les contestataires — et c'est un de leurs meilleurs arguments — constatent qu'on tourne le dos aux assises de Grenoble.

M. Séguin n'a pas pu ou pas voulu maintenir la barre. Les militants traditionnels, parmi lesquels chaque cégétiste se double d'un communiste, ont repris le dessus. Refusant un véritable débat, ils affirment préemptoirement qu'ils respectent les volontés du congrès. MM. Séguin et Krasnicki et leurs amis ont ainsi pris le risque d'une nouvelle division des effectifs et celui d'un accroissement des tensions internes qui affaibliront le prestige de la centrale, en dépit de l'aspiration unitaire si répandue en cœur de la classe ouvrière.

La C.F.D.T. :

pas de manipulation gauchiste !

La C.F.D.T. et Force ouvrière n'ont-elles pas, elles aussi, senti souffrir un vent protestataire ? Loin de là, sur le terrain des militants de Clermont-Ferrand pour la première et de Marseille pour la seconde ont, eux aussi, demandé à leurs dirigeants confédéraux respectifs de réviser leur comportement. Ce initiative de surveillance sera mise à l'échelle de celles de la C.G.T.

En effet, tandis que le monolithisme de celle-ci se lézardait, la cohésion de la C.F.D.T. s'est particulièrement confirmée lors du vote de son conseil national en janvier dernier sur la proposition relative à l'élection présidentielle. M. Maire y a recueilli un de ses meilleurs scores : 87,5 % des voix qu'il a été appuyé une attitude conforme à « l'indépendance », au renouveau amorcé après le revers essuyé par la gauche en 1978. Etendue par les excès de sa politisation d'alors, la C.F.D.T. ne va pas au-delà des vœux de principe à l'égard d'un président de gauche. En 1974, elle

s'était mobilisée pour le candidat unique de la gauche, M. Mitterrand. Celui-ci, à présent, en parle guère du socialisme autogestionnaire, credo de la C.F.D.T. L'entrée en lice de M. Rocard aurait peut-être modifié le comportement de la mouvance cégétiste. Les choses « étant ce qu'elles sont », la participation de la C.F.D.T. à la campagne électorale — en dehors des tracts confondus aux résolutions confédérales — s'est souvent limitée à des articles publiés par M. Edmond Maire : ils étaient excellents dans l'analyse de la crise que subissait la société et les travailleurs, mais circulaient sur les moyens et les hommes capables de les en sortir.

Les « coupes » qu'aurait fait M. Maire lors du congrès d'An-necy en 1976 ne se sont pas limités au travail des archives que villipendait M. Séguin. Il n'y a pas eu d'échec retentissant à l'appel émis par les cégétistes « gauchistes » ou non — d'Auvergne, incitant la centrale à une action plus incisive en faveur d'un candidat de gauche qui, visiblement, ne voulait pas au secours de M. Marchais.

M. Lesne-Ogret, secrétaire national de la C.F.D.T. chargé du secteur politique, a d'ailleurs réagi avec une certaine violence contre les signataires. Il leur a notamment écrit que, rue Cadet, on savait bien que certaines organisations d'extrême gauche, Ligue communiste révolutionnaire en tête, tentaient d'exploiter des « manipulations », à la C.F.D.T. comme ailleurs.

Le désir de sortir d'une complicité et prudente réserve est resté diffus, selon les multiples « sensibilités » cégétistes. Ça et là, les protestations contre l'« étatisme » confédéral n'ont pas dépassé des cercles restreints.

L'apolitisme traditionnel des réformistes

A Force ouvrière, l'initiative d'une centaine de militants marseillais, demandant que soit lancé un appel à voter pour le candidat ouvrier au second tour, semble n'avoir pas eu de répercussions. Si ce n'est une brève mise au point de M. Bergeron à l'adresse de ceux qui avaient invoqué un précédent : Force ouvrière avait appelé à voter non au second tour de 1980. Cette attitude, a dit le secrétaire général de F.O., avait justement été prise parce que ce référendum proposait une « modification du statut des salariés régionaux susceptible d'intégrer les syndicats dans l'appareil de l'Etat ».

Pour le reste, M. Bergeron a rappelé à maintes reprises que les statuts de la centrale et, en outre, son pluralisme lui interdisaient de se prononcer pour un candidat. Il aurait pu ajouter que, grâce à cela, il a évité de se voir évincer par une personne d'origine d'un autre parti, comme le montre ensuite son succès dans la désignation des producteurs de Mais, surtout, le « père tranquille du syndicalisme » n'a pas manqué une occasion de souligner que les contestataires de la C.G.T. démontrent un peu tard la « moralité » de la C.F.D.T. à la dénommée depuis plus de trente ans par F.O.

La FEN et la C.F.T.C. sont restées fidèles aux règles habituelles de l'« indépendance » syndicale. La C.G.C. y est retournée après avoir, à l'automne, tenu le devant de la scène en annonçant qu'elle lancerait son propre candidat dans la compétition. Mais depuis qu'elle a renoncé à le faire, M. Jean Menu, lorsqu'il parle de M. Giscard d'Estaing et du gouvernement, ne dissimule pas que la cote du président sortant est en forte baisse parmi le personnel d'encadrement.

JOANINE ROY.

(1) M. Godard est au parti de M. Krivine. M. Feuille est l'un des cinq socialistes élus à la commission exécutive confédérale (des militants de la C.F.D.T. : M. Carasso et Gernon) qui, le 3 mars, ont donné à la confédération « au profit du P.C.F. » la « principale organisation syndicale ».

(2) Le groupement des syndicats F.O. de la C.F.D.T. de Marseille a rappelé qu'un tel appel à voter ne pouvait se prévaloir de son appartenance syndicale pour se prononcer en faveur d'un candidat. On notera, d'autre part, que des militants de la C.G.C. marseillaise parisienne ont aussi soutenu l'appel de Marseille. De son côté, la Fédération F.O. de l'administration, dans une résolution, a esquissé un pas dans le même sens en affirmant qu'il fallait parvenir à une société socialiste.

présidentie
La campagne

Gagn
sur la...
BACHELIERS
(OU PLUS)
PROGRAMMEUR
ANALYSTES
du groupe

Jeudi 23 avril 1981

présidentielle

POLITIQUE

La campagne de Mme Garaud

< Il faut donner des pouvoirs économiques aux régions >

(Suite de la première page.)

Or on laisse envahir ce marché national par des productions étrangères qui, par effet nécessaire, éliminent nos propres productions de notre propre marché. Alors, le moteur économique au-dessous de son régime.

— Pas de relance par la consommation. Vous mettez donc l'accent sur la compétitivité des entreprises ?

— Oui, c'est indispensable. Et c'est tout à fait possible si l'on facilite l'abaissement des coûts de production et si l'on favorise les investissements.

— A propos des coûts, tout le monde parle des charges fiscales imposées aux producteurs. C'est évident et cela pèse. Mais il y a plus important, il y a les charges sociales. Elles pèsent sur les coûts et elles ont fini par peser sur le système.

— Le budget social est déjà plus élevé que le budget de l'Etat. La progression prévisible, et d'ailleurs prévue, risque d'être telle que notre économie ne pourra plus dégarer les recettes nécessaires à son financement. Pour échapper à une telle aberration, que peut-on faire ? Parler d'une réforme complète de la Sécurité

sociale ? Alors, cette réforme n'aura jamais lieu.

— Je crois qu'il faut avoir la volonté de retourner le raisonnement. Tout notre système privilégie la dépense et non la recette. C'est l'inverse qu'il faut faire et, là encore, commencer par des mesures pratiques.

— Par exemple : tickets modérateurs pour les petits risques, assorti d'un dispositif mutualiste privé pour les assurés qui ont des revenus dépassant un certain niveau : public, d'Etat, pour les autres. Par exemple encore : révision de la liste des indemnisations à 100 % en fonction des ressources de chacun ; remboursements à taux dégressif, toujours en fonction des revenus ; réexamen du problème de la gestion hospitalière.

— Vous voulez, en somme, comme on l'a dit, ne pas traiter également des gens inégaux ?

— Pourquoi pas ? Vous parlez d'indemnités exactement dans les mêmes conditions ?

— Ce que l'on ne veut pas voir, c'est que notre système de protection sociale a été créé dans une situation démographique et pour des structures sociales qui n'étaient pas celles que nous connaissons. C'est pourquoi, tant qu'il faudra commencer.

— Ce que je crois, c'est qu'il faut donner des pouvoirs aux régions. Pour l'énergie, l'emploi, les investissements qui commandent l'emploi, la construction, les circuits financiers, et l'utilisation de l'épargne — sans parler de la culture — je crois que l'approche régionale peut être plus efficace.

— De Gaulle lui-même avait posé le problème sur cette question du pouvoir régional.

— Certes, mais qui aurait pu ne pas tomber sur le texte de la réforme soumise à référendum tel que l'avaient préparé MM. Jeanneney et Couve de Murville ?

— Et la planification ? La régionalisation ne va-t-elle pas à l'encontre de l'idée même de plan ?

— Non ! la planification pourrait même retrouver par là sa conception initiale : se fonder

sur les réalités de la base, les prendre en compte, les ajuster à la politique d'ensemble et redévenir indicatrice plutôt que castatrice.

— Au cours de votre campagne, vous avez parlé des investissements à long terme dans les pays en voie de développement. Vous avez même dit à peu près la seule à le faire.

— Peut-être parce que j'ai essayé de voir un peu plus loin. Cela n'a d'ailleurs pas empêché que l'on tente de me cataloguer comme étant de droite. Si à travers l'exportation de nos techniques agro-alimentaires vers ces pays — qui détiennent souvent les matières premières qui nous manquent — nous pratiquons une politique généreuse et dynamique, nous serions sûrement payés en retour. Tandis que le carterisme nous conduit droit à l'asphyxie.

Une campagne superficielle

— En tant que femme « de droite » vous avez aussi avancé des idées concernant la fonction publique ?

— Je n'ai pas eu l'impression que ce soient des idées de droite. Je dis que l'administration livrée à elle-même, c'est-à-dire échappant au contrôle politique — ce qui se voit tous les jours — se livre à la bureaucratie comme l'abeille se livre à la miel. Cela devient fonctionnel. Je crois qu'il faut, même par doses homéopathiques, introduire dans l'administration la notion de risque, de responsabilité personnelle, telle qu'elle existe dans le secteur privé.

— Vous récusiez la fatalité d'un second tour par avance pour le duel entre M. Chirac d'Alsace et Mitterrand. Mais comment y échapper ?

— J'avais dit cela au début de ma campagne. Comme des millions de Français, je me suis peu à peu gagnée par la résignation. Dés lors, j'ai bien peur que cette élection ne serve pas à grand-chose.

— On veut mettre dans la tête des gens qu'il faut voter au premier tour en ne pensant qu'au second. On leur fait, comme on dit, « à l'emballage », à la manière de caméléons. C'est très grave. Sait-on pourquoi l'élection présidentielle est la seule dans laquelle les deux premiers arrivés au premier tour ont le droit de figurer au second ? C'est parce qu'on a voulu empêcher que la multiplicité des candidats divers

modérés et leurs rivalités ne fassent un jour ou l'autre d'un communisme à l'élysée. Mais pourquoi a-t-on laissé jouer le pluralisme des candidatures au premier tour (même en forçant un peu, et après coup, sur les signatures de parrainage), sinon pour que la démocratie y trouve son compte ? Alors, tout faire pour que ces candidatures multiples ne drainent pas de suffrages libres, divers et donc respectables, sur de « petits candidats », cela correspond à triquer le jeu démocratique. Et c'est bien ce que l'on fait, non ? Le vrai débat, l'évocation de vrais problèmes, le respect de l'opinion, où sont-ils ? Nous avons eu une campagne superficielle et nous aurons un président élu au bénéfice du doute ! Dans six mois, la France se retrouvera le nez sur ses problèmes, que l'on a voulu escamoter dans une campagne finalement superficielle.

— Vous avez dit qu'après l'élection vous allez continuer votre action. Pourquoi ?

— Parce que j'y crois. On bien on ne croit pas à son pays et à son destin, ou bien on y croit ; et alors on se bat, à la place qui vous revient. Je me battrais. Parce que des élus de mon pays ont légitimement combattu en m'accordant leurs signatures. Parce que des centaines de milliers de gens, j'en suis sûre, m'ont entendue. Peut-être aussi parce que je suis une femme. Nous avons toutes un peu une âme de Petit Poucet. Alors, nous semons des petits cailloux. Dans l'immédiat, on ne voit pas toujours à quel cela peut bien servir ; et, quelquefois, cela sert à retrouver le bon chemin.

— Quant à moi, personnellement, je n'ai pas dessiné ma trajectoire. Si quelqu'un m'avait dit, il y a un an, que je serais candidate à l'élection présidentielle, je crois que j'en aurais ri. Et bien ! Je suis candidate, des élus locaux m'ont permis de l'être. Cela seul compte à mes yeux, parce que cela prouve que notre pays est encore capable de résister à toutes les anesthésies calculées et à tous les conformismes intéressés.

— Propos recueillis par JEAN-YVES LHOMEAU et FRANÇOIS SIMON.

Quelle politique européenne ?

— Vous parlez souvent, aussi, des charges financières qui pèsent sur les entreprises.

— Oui, et peut-être parce que d'autres n'en parlent pas assez. L'épargne privée, on le sait, ne va pas volontiers vers le marché des actions. D'abord parce qu'elle n'y est pas toujours bien rémunérée mais surtout parce que les épargnants ne croient pas à l'avenir des entreprises. Vous savez, le fameux échec des Français n'aime pas leur industrie ! Résultat, l'appel d'argent que ne peuvent éviter des entreprises en développement ou en recherche d'investissement se traduit par un endettement dangereux sur un marché au taux d'intérêt pratiquement ruineux.

— Vous parlez d'un marché national envahi par les autres. Mais nous appartenons à une communauté économique et nous ne

pouvons nous protéger unilatéralement sans conséquences graves.

— Je vous renvoie à ce que font d'autres pays occidentaux, notamment par l'utilisation de ce que l'on appelle les normes, parfois plus efficaces que les droits de douane.

Quant à la communauté à laquelle nous appartenons, il faudrait savoir sur quelle politique européenne on veut miser. Pour l'instant, nous ne choisissons pas, on plutôt nous choisissons mais en cachant nos choix.

Par exemple : j'ai le sentiment qu'un sommet de Venise nous avons plus ou moins accepté la remise en cause de la politique agricole commune, pour après l'élection présidentielle — en contrepartie du silence de nos partenaires sur l'entrée du Portugal et de l'Espagne, silence qui durera le temps de l'élection.

Je n'appelle pas cela une politique européenne, et je voudrais qu'on nous dise une fois pour toutes si on fait une politique de marché commun ou si on fait, comme semble nous l'imposer l'Angleterre, une politique de libre-échange. Si nous faisons une politique de marché commun, les protections doivent être de nature communautaire, sinon il faudrait prendre nous-mêmes les mesures nécessaires.

— La prise de décision paraît être, pour vous, l'un des problèmes politiques de l'heure. Jusqu'à quel point pensez-vous que l'on puisse descendre ?

— Là, je crois qu'il faut parler du problème de la région. C'est une question sur laquelle, je l'avoue, ma réflexion a changé de tout au tout. C'est un peu ma mutation personnelle. Au départ, j'étais très jacobine. Et puis, en allant au fond des choses, je me suis aperçue que le meilleur moyen de nous délivrer de ce que l'on appelle le poids de l'Etat, c'est peut-être le jeu des délégitimations locales. Je crois salutaire pour notre pays d'envisager une structure régionale nouvelle, avec une assemblée d'hommes et de femmes désignés par les maires et les conseillers généraux, c'est-à-dire par des praticiens, au contact quotidien des réalités de la vie locale.

— L'uniformisation, l'unicité de conception et l'unilatéralisme dans les orientations énoncées d'en haut sont trop souvent à contre-courant. Prenez l'exemple de l'énergie : il y a quelques années, on a décidé que le charbon devait être condamné parce que non rentable. Le surembourgeoisement du prix du pétrole et notre nouvelle dépendance énergétique ont changé la donne. Le charbon peut redevenir rentable à l'échelon régional, localement exploité et industriellement utilisé par de nouvelles implantations industrielles. Ce qui n'est peut-être pas recommandable à l'échelon national peut s'avérer souhaitable au niveau régional. On ne l'admettra pourtant jamais si on continue à tout vouloir systématiser dans les bureaux parisiens. Et cela peut être vrai aussi pour le monopole de l'E.D.F. ou pour le taux du S.M.I.C.

— Bien, mais qui déciderait ?

OPÉRATION SPÉCIALE SÉRIE III ALFA ROMEO
DU 15 AVRIL AU 15 MAI 1981

Gagnez 3000 F
Sur la reprise de votre voiture.

Pour tout achat de la nouvelle Super Série III, votre concessionnaire Alfa Romeo ajoutera 3000 F au prix de reprise de votre voiture. Et vous repartirez au volant de la nouvelle Super Série III.

Paris 12^e : GAP PARIS-EST
37, avenue Michel Bizot, Tél. 340.80.47
Paris 15^e : LE CALVEZ, 6, rue Volpignan, Tél. 535.98.69
Paris 16^e : MOLITOR AUTOMOBILES
49, rue Malherbe, Tél. 551.80.60
92200 Neuilly : Gd GARAGE DE NEUILLY
23, rue Madeleine Michailis, Tél. 637.14.50
93130 Noisy-Le-Sec : GAP PARIS-EST
122, rue Vaillant-Couturier, Tél. 843.93.39

Votre maison a des problèmes de charpente ?

Parlez-en à de vrais professionnels.

FOIRE DE PARIS
SALON DE L'AMÉLIORATION DE L'HABITAT
Du 30 avril au 10 mai.

ENFIN ! Les nouveaux antiracistes ont leur mensuel N° 1 - 12 F

Différences

Pierre Bourdieu a lu :
Les aborigènes d'Australie
à la recherche de leurs ancêtres

* Signataire de l'appel de Différences

ABONNEZ-VOUS : 6 mois 75 F - 1 an 140 F - 2 ans 270 F - Soutien 200 F

NOM _____ Prénom _____
Adresse _____
Code postal _____ Ville _____

Différences, 120, rue Saint-Denis, 75002 PARIS

ETUDES AUX U.S.A.
Session de 5 ou 10 mois dans une High School américaine

JEUNES 15/18 ANS

FSL
13, rue de la Chapelle 75007 Paris
Tél. : 644.62.20

BACHELIERS (OU PLUS)
Soyez-vous que d'ici 1985, il faudra en France 65000 informaticiens nouveaux. Vous pouvez devenir :

PROGRAMMEURS-ANALYSTES
en 14 semaines (début de la session : 23 avril)

institut du groupe Seric

Sciences d'ordinateur, de micro-informatique et de conseil, premier spécialiste français sur ordinateur informatique Hewlett Packard.

Renseignements et inscriptions :
M. : 575.31.35
Institut Seric - 120 rue de la Chapelle 75007 Paris.

Costume doublé mi-corps

Trévière et laine

3 coloris

1.060 F.

BOUTIQUE DORMEUIL
261, rue Saint-Honoré Paris 1^{er}

What's in Newsweek?

- Can we now exploit space profitably ?
- Who is winning the French Election ?
- Has Germany a new terrorist martyr ?

In Newsweek you'll find independent and authoritative journalism.
Information you can trust on world events that matter to you.
To be honestly informed find out what's in Newsweek — out today.

You can believe what you read in Newsweek.

OUT NOW

POLITIQUE

L'élection présidentielle

L'embarras du choix

(Suite de la première page.)

Si l'on ajoute une sensible amélioration du cadre de vie pour beaucoup, on admettra que le bilan global est positif. Mais l'abandon progressif d'une véritable politique culturelle, l'ambition de ses prédécesseurs, et la fin des réformes de l'enseignement après la mise en place — de plus en plus contestée — du collège unique, font craindre que l'accès à la culture et à l'éducation, c'est-à-dire finalement l'égalité des chances, ne soit réduit, à un moment où tous les candidats promettent moins de temps de travail et plus de temps de loisirs.

Mais aux injustices anciennes en partie corrigées depuis sept ans sont venues s'ajouter celles qui sont nées de la crise économique.

Le chômage et l'inflation auront été au cœur de la campagne électorale après avoir été l'objet de controverses, au cours des dernières années du septennat, au sein même de la majorité. Le président a longtemps excellé à en estomper la réalité en choisissant les comparaisons chiffrées, dans le temps et les espaces, propres à justifier son optimisme. Plus d'une fois il en a prophétisé la fin.

Majorant l'incidence des chocs pétroliers, comme si la France était seule à les subir, il s'est longtemps interdit d'établir un véritable diagnostic. Mais l'indice des prix et celui du chômage ont eu raison du docteur Coué.

L'actif économique du septennat n'est cependant pas négligeable, en le réduisant à ses points forts : la politique nucléaire, même si elle assure moins qu'on ne le dit l'indépendance énergétique ; plusieurs restructurations industrielles, celles du début du septennat, même si la rentabilité ne va pas nécessairement de pair avec la création de groupes ; la création ou le développement d'industries et de technologies de pointe : le taux de croissance, plus élevé que celui de la plupart des pays occidentaux ; la politique budgétaire, qui a maintenu le déficit dans des limites acceptables ; la création du système monétaire européen et la stabilité du franc ; enfin la liberté des prix, qui aurait dû

cependant se limiter dans un premier temps aux produits industriels.

Entre l'actif et le passif se situent les échanges et l'endettement. Au cours du septennat, l'économie française a été de plus en plus intégrée à l'économie mondiale. Mais si le solde de la balance commerciale industrielle est positif, il est défectueux avec les trois plus grands pays industriels. Quant à l'endettement, il s'est accru en sept ans dans des proportions d'autant plus inquiétantes que, s'il est assez largement compensé par des créances, les prêts ont été consentis à des pays de moins en moins solvables.

Au passif enfin s'inscrivent notamment le sacrifice de trop de secteurs industriels ; l'incompréhension méconnaissance des activités et des ressources de la mer ; les réformes fiscales mal préparées, les mesures de relance ou au contraire de stabilisation à contretemps et, enfin et surtout, le chômage et l'inflation.

Les prix ont doublé en sept ans. Aucune réforme en profondeur des circuits financiers et monétaires n'a été entreprise, le gouvernement ne s'en remettant qu'à des mécanismes endémiques du crédit, alpha et oméga de la politique de l'ancien ministre des finances, aujourd'hui président sortant.

L'argument du double choc pétrolier, dont on aura usé jusqu'au bout, ne suffit pas à expliquer la hausse continue des prix ; il dispense, il est vrai, de s'attaquer à fond aux autres causes, structurelles celles-là, de l'inflation.

Le chômage est directement lié à l'inflation, et tous les palliatifs de tous les pactes pour l'emploi ne suffiront pas à le réduire sans une relance de l'investissement dont l'insuffisance est à inscrire au passif du septennat.

Finalement, le manque de clairvoyance dans un domaine où le président sortant passait pourtant pour un maître à valu à l'économie française, indépendamment de la crise mondiale, des difficultés, des déboires qui, s'il est réel, se reproduiront sous d'autres formes dans la mesure où on le retrouverait avec les mêmes défauts.

Politique étrangère

Si, à tort ou à raison, M. Giscard d'Estaing n'était pas allé à Varsovie, la politique étrangère aurait été bien absente de la campagne électorale, en dépit des interpellations répétées de Mme Marie-France Garaud.

Au crédit du président sortant, on doit porter nombre d'initiatives qui, faute d'avoir trouvé des répondants, ont fait long feu : le dialogue Nord-Sud, puis le projet avorté d'un dialogue euro-arabe, le sommet des Quatre Grands occidentaux demeuré sans lendemain. Si la création du conseil européen lui est due, que de réunions bilatérales ou multilatérales suivies de communications triomphales vite démenties par les faits.

Ministre des finances ou chef de l'Etat, M. Giscard d'Estaing n'a jamais été un bon négociateur à Bruxelles. Sa politique européenne donne l'impression de flotter et de se réduire progressivement au coupable franco-allemand, nécessaire mais non suffisant.

Une politique étrangère n'implique évidemment pas qu'on « soit mal avec tout le monde ». Mais les relations personnelles ne peuvent suppléer les rapports de force. S'il fallait aller voir M. Brejnev à Varsovie, il ne fallait pas annoncer aux Neuf, réunis en juin à Venise, que les Soviétiques allaient retirer une division d'Afghanistan.

S'il faut entretenir d'étroites relations avec M. Helmut

Schmidt, l'européen convaincu qu'a voulu être M. Giscard d'Estaing doit-il pour autant négliger ses autres partenaires ?

Si — dernière en date des fausses manœuvres — il pouvait se présenter comme l'homme de la paix au Liban, il fallait s'assurer auparavant d'un minimum de concours, alors que tous lui ont fait immédiatement défaut. Pris entre son amitié pour le président Sadate et son refus de cautionner les accords de Camp David, le président a d'ailleurs perdu sur les deux tableaux au Proche-Orient.

Si Giscard l'Africain — voulait faire une grande politique, il devait s'appuyer sur les hommes les plus respectables et non sur les plus corrompus. Kolwezi ne fait pas oublier ce qu'est le Zaïre. Et comment M. Giscard d'Estaing a-t-il pu entretenir si longtemps d'intimes relations personnelles et familiales avec un tyranneau, devenu empereur de pacotille, les cadeaux n'étant qu'un signe parmi d'autres des services rendus ? La façon dont il a finalement renoncé n'a pas été plus comprise des autres pays africains que sa longue fréquentation et ses largesses financières.

En revanche, l'affaire tchadienne n'a pas été vraiment figurée au passif. Dès l'origine, elle était compliquée. Les démarches élyséennes l'ont simplement rendue inextricable.

Le premier tour

Le premier tour de l'élection présidentielle se présente dans des conditions fort différentes de celles du premier tour de 1974. Outre que, pour la première fois, le président sortant peut être jugé sur son bilan, le phénomène de rejet qui, à droite comme à gauche, se produit à son égard peut s'exprimer de bien des façons. Il y a neuf candidats que le président a bien tort de brocarder, parce qu'ils incarnent avec lui ce « pluralisme » qu'il se flatte de respecter.

Ceux des électeurs et des élites qui n'ont pas ou n'ont plus confiance en lui n'ont que l'embarras du choix. En changeant de président ou en changeant de majorité, ou bien les deux à la fois.

La situation est plus confuse à droite qu'à gauche. Les giscardiens ne se lassent pas de rappeler qu'il y a bien une majorité puisque pendant sept ans et jusqu'au dernier jour aucune motion de censure n'a été votée contre le gouvernement. Les chiraquiens ne se lassent pas davantage de répéter qu'ils ne pouvaient voter la motion qu'avec les voix de gauche et que cette convergence leur aurait été tenue à crime lors des élections qui auraient suivi l'inévitable dissolution. En fait les uns et les autres ont été pendant cinq ans pris dans un système inventé pour assurer la stabilité ministérielle, mais qui a abouti à paralyser le jeu parlementaire et, plus d'une fois, l'action gouvernementale.

Y a-t-il encore une majorité lorsque la plus grande partie

L'autre conflit africain, celui du Sahara, l'a placé également entre son amitié pour le roi du Maroc et la nécessité de ménager l'Algérie, sans laquelle la France ne peut agir au Maghreb.

Reste la politique de défense dont se flatte le président sortant, et qui lui vaut un certain prestige à l'étranger, sans toujours convaincre à l'intérieur. Force de dissuasion, forces classiques, forces d'intervention outre-mer, la panoplie est complète, sinon achevée. Encore faut-il adapter le matériel aux missions des trois armées et en évaluer le coût. Pour que la France soit vraiment la troisième puissance militaire nucléaire, il faut accroître non seulement le nombre mais la portée et la puissance de feu des fusées de la force de dissuasion.

Politique intérieure de moins en moins libérale, gestion économique partagée entre l'interventionnisme étatique et le laissez-faire, politique étrangère d'inspiration générale, sinon utopique, mais d'efficacité douteuse, présidentielle accentuée source d'absolutisme, voire d'intolérance au sommet et d'irresponsabilité dans l'ensemble du corps social. Ce bilan offre-t-il vraiment une base de départ pour un septennat nouveau ?

de ceux qui la composent condamnent jour après jour la politique du gouvernement, le premier ministre qui est censé la conduire et le président qui l'inspire et la définit ?

M. Giscard d'Estaing observe que, réélu, il pourrait gouverner d'autant plus librement qu'il ne se représenterait pas en 1988. Mais il omet de rappeler qu'il y aura des élections législatives moins de deux ans après son éventuelle réélection, en mars 1983. Les rivalités au sein de la majorité risquent de se poursuivre de plus belle si les gaullistes ne se satisfont ni de la politique, ni des méthodes, ni de la personne du président prolongé. La réproche peut être vraie de la part des giscardiens au terme d'une campagne où les deux candidats de l'ancienne majorité et leurs partisans ne se seront pas ménagés.

On assiste d'ailleurs à un curieux chassé-croisé. La politique étrangère de M. Giscard d'Estaing — à l'égard d'Israël, de l'Union soviétique et, jusqu'à l'arrivée de M. Reagan, des Etats-Unis et même de l'Europe de Bruxelles — devra plaire aux gaullistes du R.P.F. A l'inverse, la politique économique de M. Chirac devra convenir aux libéraux de l'U.D.F.

M. Giscard d'Estaing, qui, du haut de sa magistrature suprême, doit être bref et précis, a refusé de s'en publier à M. Mitterrand. Depuis longtemps, il ne l'a jamais accordé en privé à M. Chirac. Il n'empêche que ce dernier apporte un nouveau souffle et incarne une volonté

politique moins discernable chez le président sortant.

Mme Marie-France Garaud et M. Michel Debré, qui prennent apparemment des voix aux deux « grands » candidats de la majorité, risquent de gêner plus M. Chirac que M. Giscard d'Estaing. Mais, s'ils expriment avec conviction des idées simples et catégoriques, ils ne peuvent faire plus que témoigner avec force.

Pour la première fois, une élection présidentielle voit s'affronter les diverses tendances de la gauche. De ce côté-là aussi, l'électeur n'aura que l'embarras du choix.

M. Giscard d'Estaing a écrit dans *Démocratie française* que les divisions entre les Français sont plus idéologiques que sociologiques ; il se trompe. Aujourd'hui comme hier, l'électorat de la gauche comporte plus de jeunes, plus d'ouvriers, d'employés et de cadres moyens que celui de la droite. A l'inverse, la possession d'un patrimoine, si modeste soit-il, compte autant que l'appartenance à telle ou telle tradition politique.

M. Marchais représente avant tout des catégories sociales qui depuis trente-quatre ans se trouvent privées du pouvoir, vivent, travaillent en état de déséquilibre moral dans les entreprises, comme dans l'Etat. Y resteront-elles à jamais sans qu'un jour ou l'autre l'unité française ne souffre gravement ?

Il en va de même de M. Mitterrand et de son parti, qui sont davantage à l'image sociologique de la France entière. On l'a dépeint comme l'homme du passé, alors que tant d'hommes nouveaux et de cadres de la nation se reconnaissent en lui. De ce côté-là, la relève est prête. Pourquoi attendre ?

Si M. Mitterrand ne peut être élu sans les voix des partisans de M. Marchais, il ne peut davantage l'être sans les suffrages des électeurs de M. Crépœau. S'il y a une force d'appoint indispensable, elle est bien de ce côté-là. Le candidat des radicaux de gauche a apporté dans cette campagne un réalisme et une authenticité qui font parfois défaut aux chefs de file.

Mmes Bouchardeau et Laquillier sont à la gauche de M. Mitterrand ce que M. Crépœau, et sans doute une part des électeurs de M. Brice Lalonde, sont à sa droite. Tous quatre apostrophent l'opposition autant que le pouvoir et témoignent avant tout. En écoutant les trois candidats et l'écologiste, on se dit une nouvelle fois que si le monde ne vaut que par les extrêmes, il ne dure que par les modérés. Mais il s'agit tout de même d'une élection, et leurs voix comptent.

Car le second tour se jouera d'abord le premier. Mitterrand ou M. Giscard d'Estaing ou M. Jacques Chirac sera important au premier tour, plus grandes seront les chances du candidat socialiste de l'emporter au second. Ce que souhaitent

tout à la fois Mmes Bouchardeau, Laquillier et M. Crépœau.

Quel que soit le président élu le 10 mai, il est un certain nombre de valeurs, de nécessités ou d'évidences dont il devra tenir compte.

La première tient en démocratie, à la nécessité de contrepois au pouvoir, de contre-pouvoirs. Le présidentielisme et le centralisme accentués d'aujourd'hui sont dus à la démesure qui, de bas en haut, menace tout pouvoir, indépendamment même des hommes, des structures ou des circonstances. Tout pouvoir tend par une pente, une logique fatale, à dépasser la limite de ses droits et à empiéter sur ceux des individus et des groupes. Aujourd'hui, l'exécutif n'a de véritable contrepois ni dans la presse, ni dans les partis, ni dans les institutions régionales, ni au Parlement. Jamais l'exercice du pouvoir n'a été plus solitaire au sommet ; il est nécessaire que le futur président ait auprès de lui une équipe, une formation qui sache lui rappeler qu'il ne peut tout faire. Le premier ministre ne doit plus être un chef d'état-major mais un chef de gouvernement.

La seconde évidence, la seconde valeur démocratique est qu'on ne change pas la société par décret (1). Il est facile de modifier les lois et les structures ; il est beaucoup plus difficile de faire évoluer les mentalités ; il y faut du temps, beaucoup de temps. Les résistances au changement sont telles que les réformes les plus nécessaires s'enlèvent ou s'amaigrissent à chaque stade qu'elles doivent franchir avant de s'incarner dans les réalités, dans la vie des hommes, des organisations et des institutions. D'où la tentation de tout pouvoir, nouveau ou non, de changer globalement par voie d'autorité tel secteur de l'économie, de l'enseignement ou de l'Etat ; il y est d'autant plus conduit que, faute des évolutions nécessaires, il doit combler en quelques mois les retards pris en quelques années.

La dernière évidence est la première valeur est de savoir quelle nature de société l'on souhaite. Est-ce une société d'assistance ou une société de responsabilité ? Est-ce une société où certains ont le droit à la parole et d'autres ne l'ont pas ? La conservatisme rejoint ainsi la collectivisme ; il refuse que les citoyens s'occupent de leurs propres affaires sinon au sein d'appareils qu'il contrôle ; il redoute la vie associative, qui, privée peu à peu de moyens, a sensiblement décliné à la fin du septennat ; il régit la communication de telle façon que les contestataires les gilets jaunes ou simplement les minoritaires ne puissent s'exprimer librement, sinon tous les cinq ou sept ans.

La tentation de tout pouvoir dans les pays développés est d'instaurer ou de parfaire une société où chacun soit assisté et silencieux.

L'accepte-t-on ou non ?

JACQUES FAUVET.

(1) Titre du livre de Michel Crozier.

La campagne de Mme Bouchardeau

Pour un désarmement nucléaire unilatéral

Mme Eugénie Bouchardeau, candidate du P.S.U. à l'élection présidentielle, a présenté, mardi 21 avril, ses propositions en matière de politique internationale et de défense.

Le P.S.U. et sa candidate proposent « de lutter pour une France et une Europe alignées, traînées forces qui seraient d'instincteur et de point de référence aux pays non alignés du tiers-monde ». Il s'agit « de rompre une dynamique qui pousse les deux super-puissances à un conflit qui nous « porterait tous » à l'énergie, note Mme Bouchardeau, est le premier terrain sur lequel les pays en voie de développement ont entamé la contestation des termes de l'échange. La crise énergétique offre ainsi l'occasion pour un pays comme la

France d'instaurer des rapports nouveaux avec les pays en voie de développement (...). Seule cette politique non alignée peut répondre de manière satisfaisante le problème énergétique en France et en Europe tout en passant d'une dépendance réciproque (matières premières contre produits alimentaires, biens manufacturés et technologie) à un rapport de complémentarité et de renforcement réciproques. »

Mme Bouchardeau conçoit la proposition du P.S.U. d'un « désarmement unilatéral immédiat » comme une initiative destinée à arrêter la course aux armements et à imposer une issue positive aux propositions de désarmement multilatéral. Le P.S.U. estime que la discussion, outre qu'elle représente un danger pour

l'humanité dans la mesure où elle est fondée sur l'arme nucléaire, est « démobilisatrice » pour les Français qui en tirent, selon lui, l'illusion de la sécurité. Il pré-

● Le comité politique permanent de M. Michel Debré, réuni mardi 21 avril, a dénoncé « les manœuvres » qui visent, selon lui, à détourner les électeurs de voter pour l'ancien premier ministre. Le comité s'indigne notamment de la « débauche financière qui caractérise l'actuelle campagne » et « l'utilisation scandaleuse » de certains sondages « au service de la malhonnêteté politique ».

● M. Maurice Schumann, ancien ministre, ancien vice-président du Sénat, a souhaité, mardi 21 avril, à Strasbourg, le retrait de la candidature de Michel Debré.

conise une « défense populaire », à l'image de celle qui a été mise en place en Yougoslavie, suffisamment efficace pour dissuader tout agresseur potentiel.

M. Schumann tire argument de l'éventualité d'un faible écart entre MM. Mitterrand et Chirac et de la nécessité de « reconnaître l'unité de la famille gaulliste ».

● M. Jean Matzow, ministre du travail et de la participation, a notamment déclaré, mardi soir 21 avril, à Valence : « Je suis sûr que la majorité se retrouvera pour mater à M. Mitterrand d'entrer à l'Élysée au moment où il aura été élu après l'élection de M. Valéry Giscard d'Estaing. Si je dis à M. Giscard d'Estaing : « Je vous en prie, déterminez-vous de ce danger. »

LE PASSAGE DES CANDIDATS A LA RADIO ET A LA TÉLÉVISION

MERCREDI 22 AVRIL.
— France-Inter, à 20 heures : MM. Valéry Giscard d'Estaing, Jacques Chirac, Mme Ariette Laquillier (douze minutes chacun).
— TF 1 et Antenne 2, à 20 h 10, et FR 3, à 23 h 5 : MM. Michel Crépœau, Brice Lalonde (douze minutes chacun).
— M. François Mitterrand est l'invité du journal d'Europe 1, à 19 h 10.

— M. Brice Lalonde est reçu à l'émission « Le grand jury » sur R.T.L., à 20 h 30.

JEUDI 23 AVRIL.
— TF 1 et Antenne 2, à 12 h 40, et FR 3, à 17 h 30 : MM. Valéry Giscard d'Estaing, Michel Debré, Mme Eugénie Bouchardeau (12 minutes).

— France-Inter, à 13 h 30 : MM. Jacques Chirac, Georges Marchais, Brice Lalonde (12 minutes chacun).
— France-Inter, à 20 h : Mmes Marie-France Garaud, Hu-

guette Bouchardeau, M. Michel Debré (12 minutes chacun).
— TF 1 et Antenne 2, à 20 h 10, et FR 3 à 23 h 50 : Mme Ariette Laquillier, MM. Georges Marchais, François Mitterrand, Jacques Chirac (12 minutes chacun).

Tribunes et débats

JEUDI 23 AVRIL.
— Mme Marina Podgorny, du comité de soutien de Mme Ariette Laquillier, est reçue à l'Antenne 2 « Paroles claires » sur France-Inter à 7 h 50.

— M. Jean-François Deniau, porte-parole de M. Valéry Giscard d'Estaing, est l'invité du journal de 13 h sur France-Inter.

— M. Valéry Giscard d'Estaing participe à l'émission « Forum » sur R.M.C. à 19 h.
— M. Jacques Chirac est l'invité de l'émission « Le grand jury » sur R.T.L., à 20 h 30.

Jeudi 23 AVRIL

Jeudi 23 avril 1981

Société

L'enquête sur les attentats en Guadeloupe

Une cinquième arrestation paraît confirmer le démantèlement du mystérieux GLA

Une jeune enseignante de Pointe-à-Pitre, Mlle Renée Elise, suspectée d'avoir participé aux attentats commis par le Groupe de libération armée de la Guadeloupe (GLA), a été à son tour déferée à la Cour de sûreté de l'Etat. Transférée, le samedi 18 avril, en métropole, elle y a été inculpée et écrouée. Il s'agit de la cinquième arrestation opérée dans le cadre de l'enquête ouverte sur les agissements du GLA (« le Monde » du 27 mars). Ce groupe clandestin, qui ne s'est plus manifesté depuis les premières arrestations intervenues en début du mois de mars, paraît aujourd'hui totalement démantelé.

De notre envoyé spécial

ami, tu lui aussi, s'appelait Jacques Nestor. C'est ce nom que le GLA avait donné, dans l'un de ses communiqués, au commando qui avait blessé par balles, fin décembre, un représentant local du patronat.

explosif, association de malfaiteurs, acte en relation avec une entreprise tendant à subvertir une autorité légitime à celle de l'Etat... Ils ne sont cependant pas inquiétés pour l'instant, semble-t-il, pour les trois coups de fusil ou de pistolet que le GLA avait revendiqués.

Certains des amis des inculpés laissent entendre que les membres présumés du GLA auraient pu faire des récits plus complets de leurs aventures... Ils se sont fait piéger par la méthode douce du commissaire Picon. « Ancien chef de l'antigang marseillais, ce jeune policier a déconstruit suspects, témoins et parents par « son respect apparent des idées nationalistes et par sa grande humanité ». Tous les acteurs de l'épilogue attendaient le choc d'une confrontation néo-coloniale et raciste avec la police. Etrange histoire, dédoublée, de violence et de tendresse.

Violence et tendresse

Comme il l'avait déjà fait pour le compte de nombreux Guadeloupéens, un homme exprimait leur sympathie aux inculpés. Non pour leurs idées, non pour leurs actes, mais pour les hommes, « nos frères victimes de leur propre erreur et du colonialisme », comme le dit un élu local de la majorité. Cinq mille personnes ont manifesté le 21 mars leur hostilité au transfert des quatre premiers membres présumés du GLA. Un comité « des familles et des amis » a été constitué. Les noms de Renette et de Mado, considérés comme les animateurs naturels du mouvement, sont inscrits sur les murs de la ville. Ils auront à Paris les meilleurs avocats pour un procès qui s'annonce déjà comme une « étape de la lutte patriotique ».

Mais cette émotion est passée bien vite. Samedi 18 avril, Renée Elise, la dernière arrêtée, a été embarquée sans témoin dans un avion militaire. « La Guadeloupe est un cyclone », note un observateur. Elle se gifle, se décharge son énergie, puis retourne à ses occupations. Pointe-à-Pitre, c'est sous anesthésie, ne se passionne plus pour le GLA. La mythologie « frères clandestins » lutinant à quel-que chose contre le « pouvoir métro » a déjà pris un sérieux coup. « Ils étaient trop romantiques » laisse tomber avec un certain mépris un intellectuel.

D'autres, plus tendres, veulent lire dans la triste épopée d'un petit groupe la teneur d'une génération de Guadeloupéens, anciens étudiants revenus au pays, cadres supérieurs luttant de l'hyperconsommation des Antilles françaises mais qui gardent toujours, comme l'explique un camarade de classe de Jean-Claude Mado, « l'âme créole déchirée ». L'histoire de ce GLA-ci était suicidaire, entend-on, mais c'est le symbole de leur naufrage à tous. « Renette et ses amis ont risqué une immobilité variée des indépendants officiels. » Ils se sont jetés dans l'eau glacée du terrorisme pour ne pas déchoir, « le coté entre deux chaises, celle de la réalité déparmentalisée et celle du rêve nationaliste ». Trop fragiles, explique-t-on encore, mais soudain si proches. Tout Pointe-à-Pitre sait que Renée Elise, la jeune copresse (multitresse de triple sang), a fait trois tentatives de suicide depuis une première garde à vue. Elle est devenue pour ces jeunes dirigeants guadeloupéens de gauche, comme de droite, la « Pao-laria trieste ». Un jour, dans dix ans, plus tôt peut-être, pronostique-t-on, un autre commando d'un autre groupe de libération portera son nom.

PHILIPPE BOGGO.

Pointe-à-Pitre. — Ainsi c'était cela le GLA ! Ce n'était que cela : une minuscule bande de copains trépanés avec épouses et petites amies. Une poignée de Guadeloupéens de bonne famille sans passé militant, socialement bien intégrés, ayant donné, autant par idéal nationaliste qu'en vertu d'un amour local provincial, un tour touriste à leur romantisme. Ce mystérieux Groupe de libération armée de la Guadeloupe, en signant une dizaine d'attentats à l'explosif et en revendiquant trois coups de fusil sur des notables locaux, avait pourtant eu, durant un an, meilleure réputation dans la rumeur tropicale. Les départementalistes de la majorité ne voyaient-ils pas derrière ce slogan s'avancer l'ombre expansionniste de Fidel Castro ? Les indépendantistes ne pressentaient-ils pas cette épopée indienne, qui les débordait sur leur gauche, pour une provocation colonialiste orchestrée par quelques « métros » musqués ? D'un bord à l'autre, on consacrait le sérieux du GLA, son sens de l'organisation, au point que les autorités, devant la menace du danger, important en tous lieux, quelques policiers métropolitains. Le GLA lui-même, dans son manifeste, se présentait une force qu'il n'avait pas et qualifiait ses commandos de « voyages de combattants composés de deux, trois ou quatre hommes rigoureusement compartimentés ».

La méthode de la « longue corde »

La formule aujourd'hui est dérisoire. Comparativement, le GLA ? En fait, les arguments de présomption et les liens unissant les cinq membres présumés de ce mouvement arrêté ces dernières semaines et transférés en métropole sont d'une taille déconcertante. Les raisons de leur poursuite sont les mêmes : reconnaissance leur malice. L'un après l'autre, les membres présumés du GLA ont été arrêtés.

Trop facile ? Inversement, un tel amateurisme ? L'avalanche des maladroits commises durant cette dernière opération laisse songeur : Marie-Christine Ledu était une amie d'un membre du groupe. Elle occupait à la télévision le poste qu'avait occupé le frère de Luc Renette. La soir de l'enlèvement, une jeune multitresse s'était fait ouvrir, à visage découvert, la porte de l'appartement de la journaliste. Or la victime connaissait sans doute Renée Elise, si c'était bien elle, comme l'affirment les enquêteurs, qui a participé à ce coup de main. La voiture et le baraquement qui ont servi à l'enlèvement appartenaient à Guy-Jean Baptiste. L'enlèvement était ainsi signé.

Il est encore impossible à Pointe-à-Pitre, un mois après les premières arrestations, de savoir ce qu'a avoué cette petite bande d'amis maladroits. « Le dossier est désormais entre les mains de la Cour de sûreté de l'Etat. » La réponse vaut pour toutes les questions qui viennent à l'esprit après cette curieuse conclusion. Renette et Mado, selon leurs avocats, auraient reconnu être membres du GLA. Le premier aurait aussi avoué sa participation à l'enlèvement. C'est tout. Les quatre hommes sont cependant inculpés d'« arrestation et séquestration illégales, attentats par

HUIT PERSONNES INTERPELLÉES APRÈS L'ATTENTAT D'AJACCIO

Huit personnes ont été interpellées, mardi 21 avril, à Ajaccio, après l'attentat commis, le 16 avril, à l'aéroport Campo-Dei-Tro lors de la course de M. Giscard d'Estaing. Ces personnes ont été conduites dans les locaux de la police judiciaire et placées en garde à vue. La Cour de sûreté de l'Etat ayant été saisie, celle-ci peut être prolongée jusqu'à six jours. S'agit-il de simples vérifications ou de pistes plus sérieuses ? Rien n'a encore filtré de la part des policiers. D'autre part, trois alertes à la bombe ont été déclenchées, mardi 21 avril après-midi, par des appels téléphoniques anonymes. L'une dans un supermarché de Cargèse et les deux autres à la poste et au commissariat d'Ajaccio. Les fouilles entreprises n'ont donné aucun résultat. Lundi 20 avril, l'aéroport avait été évacué et fermé pendant deux heures pour les mêmes raisons.

« Le Monde » condamné — Le tribunal de Roulogne-sur-Mer a condamné le 10 avril le Monde à verser 10 000 F de dommages et intérêts à une société de la ville, la Copromer. Dans un article daté 8-4 décembre 1978, le Monde, à la suite d'une erreur de transmission, avait fait état des difficultés de cette société, alors qu'il s'agissait d'une autre entreprise, la Sopromer, spécialisée, comme la Copromer, dans les produits de marée. Nous avions rectifié spontanément cette erreur, quelques jours plus tard. Pour autant d'abord en diffamation devant le tribunal correctionnel, le Monde avait été relaxé. La condamnation du 10 avril résulte d'une plainte au civil déposée, à la suite de cette relaxe, par la Copromer. Pour condamner le journal, le tribunal relève notamment qu'on ne peut parler des difficultés d'une entreprise que si ces difficultés sont « importantes », ce que les comptes de la Copromer ne démontrent pas. Le Monde ne fera pas appel de ce jugement.

Meurtre dans un service psychiatrique. — M. Gérard Schwellzer, vingt ans, un malade hospitalisé en placement libre dans le service de psychiatrie des hospices civils de Strasbourg, a tué, le dimanche 19 avril, au cours d'une crise de démence, un malade de soixante-dix ans, hospitalisé dans le même service, à coups de bouteille. Une expertise psychiatrique a été ordonnée par M. Alexandre Linden, juge d'instruction.

M. Guy Lannabère, militant indépendantiste guyanais, commerçant de Cayenne fort connu d'origine métropolitaine, vient, après cinq autres militants, d'être déferé à la Cour de sûreté de l'Etat dans le cadre de l'insurrection ouverte en juillet 1980. Il a été transféré à Paris et écroué.

LE PROCÈS DE LA « VÉNUS-DES-ILES-II »

La bonne conscience des marins

De notre correspondant régional

Toulon. — Impavides bateliers que ceux de la Vénus-des-Îles-II, dont le procès a commencé, mardi 21 avril, devant le tribunal correctionnel de Toulon. Ni le temps qui a passé depuis le drame du 22 juillet 1978, ni les faits accusateurs établis par l'instruction (« le Monde » du 22 avril), ni surtout le spectacle des victimes — quatorze morts, cinquante-huit blessés — ne les ont apparentement incités à se trouver des responsabilités. Pour les quatre armateurs ou propriétaires, comme pour le capitaine et le mécanicien inculpés d'homicide et de blessures involontaires et d'infraction aux lois sur la navigation, l'accident ne peut être imputé qu'à la fatalité.

D'ergotage en contradictions, l'interrogatoire des prévenus mené non sans difficultés par la jeune présidente du tribunal, Mlle Nicole Fossorier, a fait naître des interrogations sur les compétences du capitaine et du mécanicien tout d'abord, pour le moins incertaines, malgré les états de service — anciens — dans la marine marchande invoqués par l'un et

par l'autre. Fier de ses quarante années de navigation, le capitaine, M. Dominique Sorrentino, aujourd'hui âgé de soixante-deux ans, ne s'attribuait pourtant, à bord de la Vénus-des-Îles-II, qu'un rôle modeste d'intendant, consistant « à remplacer les saurs et les balais manquants », tout en veillant tout de même, on l'imagine, à garder le bon cap. Le mécanicien, M. Frédéric Morgenroth, soixante-trois ans, n'avait, lui, que des « notions d'électricité », mais s'embarquait au besoin à bricoler « en dépit de bon sens », lui reproche la présidente un régulateur recalculant quant aux anomalies techniques (cable fusible, pompe à incendie débranchée du moteur, régulateur dépourvu de cache), elles ont été minimisées par les inculpés, en attendant que des experts viennent à la barre. Leurs conséquences ont été importantes mais moins déterminantes toutefois que ne l'ont été par la suite, au regard du bilan humain, la carence de l'équipage dans l'organisation du sauvetage.

GUY PORTE.

ÉDUCATION

A LA VILLENEUVE DE GRENOBLE

Quatre cent cinquante enfants pour un festival... menacé d'asphyxie

La Villeneuve de Grenoble est un lieu d'expériences originales. Depuis 1972, dans ces quartiers sud de la capitale dauphinoise, où résident aujourd'hui neuf mille personnes, une vie sociale « différente » s'est développée autour de la Maison de quartier.

Les dix écoles (cinq maternelles, cinq écoles élémentaires) et le collège ont un statut d'établissements expérimentaux. Ce statut a été renouvelé en 1979, après une évaluation de la première étape qui, jugée positive, a triomphé des réticences et des tracasseries administratives. Statut précaire : récemment encore, les responsables locaux de deux organisations, la Fédération des conseils de parents d'élèves (F.C.P.E., Fédération Andrien) et la Confédération syndicale des familles (C.S.F.), ont accusé les autorités de ne pas jouer le jeu et d'« asphyxier en douceur » l'expérience. A terme, se verrait compromise toute la démarche novatrice des enfants et des adultes, comme celle du Festival, décrite ici par notre correspondant.

De notre correspondant

Grenoble. — « Il existe dans les dix écoles de la Villeneuve des productions témoignant de la créativité des enfants, explique l'inspecteur. Il s'agit de les rassembler pour produire un festival. » Depuis trois ans, les élèves de ce quartier de Grenoble organisent, présentent et animent une manifestation artistique de grande qualité. Sur l'affiche conçue et dessinée par les enfants :

sept pièces, deux chorales, quatre montages audiovisuels, un spectacle de marionnettes, un récit de poèmes, tous produits par trois écoles maternelles et quatre écoles primaires. Au total, quatre cent cinquante enfants ont participé, de près ou de loin, aux spectacles qui ont accueilli, entre la fin mars et le 21 avril, quelque trois mille spectateurs.

Sur la scène de l'Espace 600, où se sont produits les élèves de l'école des Charmes, Héloïse, neuf ans, soulignait : « Finie, l'esthétique de la cantine où l'on se produisait devant les copains de l'école, indigents et compréhensibles ! Ici, nous sommes sur une scène de théâtre aux côtés de vrais professionnels, les scénaristes et le technicien du son. Nous avons un public exigeant et critique. » Depuis le mois de septembre, la classe avait consacré deux à trois heures par jour à la préparation de la pièce le Fermier Gilles d'Haut. Un ouvrage que la classe avait retenu pour le Festival. Les élèves ont été réalisés à l'école. Quant aux costumes, c'est en famille qu'on a mis bout à bout des étoffes multicolores.

« Il a fallu surmonter de nombreux obstacles, indique l'un des enseignants de la Villeneuve. Les parents étaient souvent inquiets. Certains étaient persuadés que leur enfant n'apprenait plus rien à l'école en se consacrant avec autant d'assiduité au Festival. » Le projet pédagogique voulu par les instituteurs et les élèves a contribué, au contraire, à décider, à entreprendre et à mener à bien un projet qui s'étendait sur une période de trois mois. Les enfants qui avaient la charge de l'ensemble du Festival ont dû surmonter une multitude de difficultés et de tracasseries de toutes sortes pour imposer au monde des adultes, leur propre manifestation artistique. Cet apprentissage de l'indépendance et de sa propre capacité à décider devait susciter une modification du statut social de l'enfant et déboucher sur une nouvelle forme d'acquisition du savoir. Le Festival de création enfantine de la Villeneuve est le moyen pour les élèves de quitter le cadre souvent trop étroit de leur école. CLAUDE FRANCHILLON.

(Publicité)
STAGE DE FORMATION PERMANENTE
L'IMAGINAIRE DANS LES GROUPES ET LES ORGANISATIONS
Animateurs : J. ARDOINO, R. BARBIER et G. BERGER
Du 2 au 5 juin 1981
Renseignements et inscriptions : Université de Paris-VIII, Formation Permanente, 2, rue de la Liberté, 93200 SAINT-DENIS CEDEX 02.
Tél. : 85-22-90

à vos bacs PRÊTS !
FAIRE LE POINT BAC
nouveau 81 pour chaque matière le savoir et le savoir-faire :
• des ouvrages
• aide-mémoire, d'un côté
• des ouvrages
• entraînement, de l'autre
FRANÇOIS Hachelette/Sélections commentées (cours et exercices) 7 vol.
GÉOMÉTRIE des solides commentés (cours et exercices) 2 vol.
MATHÉMATIQUES (logique C, D, E) Formules commentées
Géométrie commentée 1. Arithmétique et calcul de probabilités 3 vol.
Renseignements + vous chez votre libraire
un cadeau vous y attend
Hachelette

Professeurs d'anglais
Si vous souhaitez encadrer un séjour linguistique pendant les vacances d'été en Grande-Bretagne
APPELÉZ-NOUS AU 266-20-13

IRLANDE
ÉCHANGES CULTURELS
Juillet et août entre jeunes Français et jeunes Irlandais (13-18 ans)
Mac Bride Voyages
122, rue d'Alsace, Paris-8
323-79-51 - 325-02-90
My Weekend à Paris...

(Publicité)
LES ASSURANCES A L'USAGE DU PARTICULIER
François VILA
Écrit dans un style simple et précis, cet ouvrage met l'assurance à la portée de tous
Comment assurer sa maison, son auto, sa responsabilité civile... les autres risques. Bref, tout savoir sur les assurances
On trouve également dans ce guide des conseils de renseignements utiles sur les garanties, les modalités de résiliation, le bonus-malus, etc.
Facile à consulter, il permet d'obtenir immédiatement l'information désirée et vous pouvez vous y reporter à tout moment pour trouver la meilleure solution.
Collection SOLARAMA Editions SOLAR

École Préparatoire d'Administration
tél. 387.95.88. Etabli, privé à dist. prép. par corresp. aux examens officiels de comptabilité.
Formation continue gratuite
6 rue de Léningrad - Paris 8^e
envoi doc. gratuite NO MSA A

DÉFENSE

Selon M. Galley

LA FRANCE PARTICIPERA A QUATRE EXERCICES DE L'OTAN EN 1981

En 1981, la France se propose de participer à quatre exercices de l'OTAN, au lieu de cinq en 1980. C'est ce qu'indique M. Robert Galley, ministre de la défense, dans sa réponse à une question écrite de M. Jean-Pierre Chevènement, député socialiste de Belfort, qui s'est inquiété d'une recrudescence de la participation des forces armées françaises à des manœuvres du commandement intégré allié.

M. Galley précise : « (...) Après le retrait de l'armée française de l'Organisation militaire intégrée de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord, le général de Gaulle a décidé qu'en fonction même de l'appartenance de la France à l'atlantisme atlantique les unités de l'armée française participeraient régulièrement à certains exercices avec l'Organisation du traité de l'Atlantique nord. Si les unités françaises associées à ces exercices agissent alors en coordination avec celles de l'atlantisme, elles demeurent cependant sous commandement opérationnel national. Les exercices envisagés sont soumis annuellement à l'approbation du ministre de la défense.

En 1980, les forces françaises ont participé, comme les années précédentes, à cinq exercices nationaux ou internationaux dans la série « Autumn Forge » de l'OTAN qui est composée d'entraînement des unités de premier corps d'armée, un groupe aéronaval du commandement de l'océan de la Méditerranée, un sous-marin et un avion d'attaque de l'Atlantique et des escadrons de forces aériennes tactiques et du commandement en chef des forces de défense aérienne ont été concernés par ces exercices d'appui et de défense aérienne, de commandement et de tactique navale.

En 1981, les forces françaises se proposent de participer à quatre exercices prévus dans la série « Autumn Forge ».

Le commandement accroît le nombre des postes outre-mer offerts à des cadres des troupes « métropolitaines »

Dans son dernier mensuel d'information interne, l'état-major de l'armée de terre donne, pour la première fois, des précisions sur les affectations outre-mer de cadres d'active 1981, en réponse à des rumeurs ou à des inquiétudes (« le Monde » du 28 février) selon lesquelles des officiers et sous-officiers des troupes de marine (ex-armée dite coloniale) cesseraient d'être prioritairement nommés, au profit d'affectations de cadres issus des troupes dites « métropolitaines ».

Toutefois, l'état-major de l'armée de terre reconnaît que, cette année, le commandement a décidé d'accroître légèrement le nombre de postes outre-mer octroyés aux cadres « métropolitains ». En particulier, l'infanterie, l'arme blindée, l'artillerie et le train.

Selon l'information, environ 523 officiers et 1 551 sous-officiers (de l'armée de terre) sont répartis en 1981 dans des affectations hors d'Europe, dans les forces françaises, dans l'assistance technique ou dans les missions et écoles à l'étranger. Le mensuel de l'état-major précise : « Conformément à leur vocation, les troupes de marine prendront la part majoritaire avec 280 officiers et 540 sous-officiers dans ces mandats qui touchent tous les armes et tous les services de l'armée de terre. »

Dans la relève des postes extérieurs en 1981, les troupes de marine interviendront donc pour 53,5 % des officiers concernés par ces mouvements et pour plus de 66 % des sous-officiers.

Cependant, l'information admet, implicitement, que la part des troupes de marine est en diminution dans ces affectations. « Un certain nombre de cadres appartenant aux troupes de marine, observe l'état-major, occupent depuis longtemps des postes dans les départements et territoires d'outre-mer et en assistance technique, notamment dans des emplois réclamant des qualifications particulières. Mais le commandement a décidé d'accroître légèrement le nombre de postes outre-mer aux armes « métropolitaines » en ouvrant à leur profit un nombre limité de postes au sein des corps de troupes eux-mêmes. »

Le 30 mars dernier (le Monde du 24 mars), le général Dolan, chef d'état-major de l'armée de terre, avait confirmé, au camp de Mailly, que les troupes de marine n'auraient pas l'exclusivité du service outre-mer et que certains cadres des troupes « métropolitaines » devaient avoir la possibilité de servir temporairement outre-mer en complément des cadres des troupes de marine.

Cette volonté d'associer des différents corps de l'institution militaire relève, du reste, d'une politique délibérée qui est apparue spécialement, dans une directive générale en date du 16 février du général Delaunay, adressée à quelques officiers généraux de haut rang et non rendue publique à ce jour. Il y est dit notamment qu'il ne peut y avoir qu'une seule armée prête, en permanence, au combat et à laquelle l'entraînement doit permettre d'acquiescer.

Comme un vol de Jaguar au-dessus de Pointe-à-Pitre

L'armée de l'air française est restée relativement discrète sur la traversée de l'Atlantique par quatre chasseurs d'appui tactique Jaguar par le sud de l'océan Atlantique, en janvier 1980 et au début de ce mois d'avril, la France a déboulé pour concrétiser les capacités de déploiement rapide.

Si l'on excepte les précédentes missions opérationnelles, en Afrique noire, de Jaguar partis d'Israël (Bouches-du-Rhône), via Dakar ou Libreville, pour intervenir au Tchad, en Mauritanie ou en Centrafrique, c'est la première fois que des bi-réacteurs d'appui tactique de ce modèle ont franchi l'Atlantique sur, toutefois, des escales au sol (aux Açores ou à Gander, en particulier) complétées par des ravitaillements en vol au bout de quatre heures de navigation.

Ce n'est certes pas la première fois que la France entend de mener à bien un transit aérien à longue distance avec des avions de combat. Pour les besoins des expériences nucléaires au Pacifique, un bombardier

stratégique Mirage IV avait déjà accompli, en 1968, une traversée de ce genre. Des intercepteurs de ce genre, des chasseurs de ce genre, ont été en service en 1980 et au début de ce mois d'avril, la France a déboulé pour concrétiser les capacités de déploiement rapide.

Si l'on excepte les précédentes missions opérationnelles, en Afrique noire, de Jaguar partis d'Israël (Bouches-du-Rhône), via Dakar ou Libreville, pour intervenir au Tchad, en Mauritanie ou en Centrafrique, c'est la première fois que des bi-réacteurs d'appui tactique de ce modèle ont franchi l'Atlantique sur, toutefois, des escales au sol (aux Açores ou à Gander, en particulier) complétées par des ravitaillements en vol au bout de quatre heures de navigation.

« Drapeau rouge »

L'état-major de l'armée de l'air n'a donné aucune précision sur la nature du séjour de ses avions de combat aux Etats-Unis.

Selon des informations que des sources officielles se refusent à commenter, l'une des escales américaines des Jaguar a été la base de Nellis, près de Las Vegas, où l'armée de l'air des Etats-Unis entraîne ses pilotes et des pilotes européens à l'opération « Drapeau rouge », par laquelle les stagiaires ou des observateurs sont formés, dans un environnement électronique adéquat, à répliquer à des simulations d'attaques soviétiques reconnues à partir de ce que l'on sait ou ce que l'on croit être la tactique de combat des Soviétiques.

Avant de regagner la France par une voie proche de celle empruntée à l'aller, les Jaguar ont fait un détour par Pointe-à-Pitre.

Pointe-à-Pitre. Une escale qui a été remarquée sur le plan politique.

Même si de tels transits aériens, par leur lourdeur technique, ne s'imposent pas et requièrent, au contraire, un temps de préparation, on ne peut pas ne pas s'interroger sur la concomitance entre le vol de Jaguar au-dessus de Pointe-à-Pitre et les graves attentats, imputés au Groupe de libération armée (GLA), qui ont eu lieu en septembre et décembre 1980 et en février dernier à la Guadeloupe.

(Lire en page 13, le reportage de Philippe Boggio.)

En la circonstance, la posture politique a-t-elle voulu démontrer qu'il n'était pas totalement dépourvu de moyens militaires à déploiement rapide contre des incidents alimentés de l'extérieur ? — J. L.

RELIGION

« RECTIF » ATIF. — C'est par erreur que nous avons écrit dans le Monde du 18 avril dans l'article intitulé « Qu'est-ce que le sacrement de l'aveu ? » que Jésus disait à Pilate : « Qu'est-ce que la vérité ? », alors que cette interrogation est attribuée à saint Jean (18, 37, 38) dans la bouche de Pilate répondant à son interlocuteur : « Je suis venu en ce monde à la [seule] fin de rendre témoignage à la vérité. »

FAITS DIVERS

Mme KLUGER A ÉTÉ LIBÉRÉE SANS QUE LA RANÇON SOIT VERSÉE

Mme Huguette Kluger, cinquantenaire, est arrivée samedi 18 avril à Marais-la-Croquette (Haute-de-Seine) (le Monde des 21 et 22 avril), et a été relâchée par les policiers de la brigade de recherche et d'intervention (BRI) mardi soir 21 avril à Courbevoie (Haute-de-Seine) dans une maison située non loin de la gare.

Dès le début de l'enquête, les policiers avaient placé l'ancien gardien de la propriété de Mme Kluger, M. Roger Beyer, un Martiniquais, âgé de quarante et un ans, sous le coup de suspicion. Celui-ci, qui habite Chateaufort (Yvelines), était surveillé, et, mardi soir, il a été

pris en filature. Sortant de chez lui, il partit pour Paris en faisant plusieurs détours. Puis il revint vers Garches, traversa une partie de la banlieue ouest pour se rendre enfin à Courbevoie et entra dans une cabine téléphonique. Une heure plus tard, un autre automobiliste sortit de cette maison. Toujours suivi, il prenait un train jusqu'à la gare Saint-Lazare et un autre, qui l'opposait aucune résistance et leur confirmait que Mme Kluger était séquestrée à Courbevoie.

Mme Kluger a été longuement entendue par les enquêteurs. Elle n'a pas été maltraitée. La rançon de 8 millions de francs n'a pas été versée. Il semble que les deux hommes arrêtés, M. Beyer et son complice M. Rodolphe Javois, un Guadeloupéen, âgé de trente ans, considérés par les policiers comme des auteurs, n'aient eu aucun autre complice.

M. Giscard d'Estaing rend hommage aux policiers

M. Valéry Giscard d'Estaing a déclaré au conseil des ministres du 22 avril :

« J'ai donné pour directives formelles au ministre de l'Intérieur, dès le début de mon septennat, de ne jamais céder à l'odieuse chantage des preneurs d'otages. Cette politique de fermeté a permis en France de limiter à quelques rares cas les manifestations d'un fléau dont on se l'empêcher qu'il a pris dans les pays voisins. »

Faisant directement allusion à la libération qui a eu lieu mardi soir, le chef de l'Etat a ajouté : « Une fois encore les services de police ont administré la preuve de leur efficacité. Je suis heureux de leur en rendre témoignage, alors qu'ils sont et sont injustement mis en cause. »

CARNET

Naissances

— François Bertrand et Odette ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils :

Renald, le 7 avril 1981, à Paris. Le docteur et Mme Yves GALLEY-LUCE, 280, boulevard A. Thiers, 92400 Béchar.

— M. et Mme Jean-Pierre COINTEAU, Fabrice et Clémentine, sont heureux de faire part de la naissance de :

Perrine, le 17 avril 1981, à Paris. M. et Mme TOUCAS MASSILLON et Béatrice LE FRANÇOIS ont la joie de faire part de la naissance de :

Sarah, à la place des Vosges, 75004 Paris.

— Mme Raphaël TRIBOUILLIER, née Henriette Colliard, et son époux, M. Guy DAGNAN, ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils :

Marie-Antoinette et Olivier, Châteaufort-Malabry - Versailles.

Fiançailles

— Judith HARRIS et Antoine ROEDERER

sont heureux de faire part de leur mariage, qui aura lieu, dans l'intimité, samedi 3 mai 1981, à Noordwijk (Pays-Bas). M. et Mme Georges COINTEAU, 220, rue de la République, 75014 Paris.

— Les familles ABEASIS, Doria, Sbarro, Diagne, Chiche, Cohen, Paresse et allées, ont la joie d'annoncer la naissance de :

Victor ABEASIS, le 20 avril 1981, à Paris. Les obsèques auront lieu le jeudi 23 avril 1981, à 14 h 15, au cimetière de Bagneux-Parisien, 14 h 15.

— M. et Mme Georges Berna, leurs enfants et petits-enfants, ont la joie d'annoncer la naissance de :

M. Paul BERNER, le 20 avril 1981, dans sa soixante-quatrième année. Les obsèques ont lieu le 23 avril 1981, à 14 h 15, au cimetière de Bagneux-Parisien, 14 h 15.

— M. et Mme Georges Berna, leurs enfants et petits-enfants, ont la joie d'annoncer la naissance de :

M. Paul BERNER, le 20 avril 1981, dans sa soixante-quatrième année. Les obsèques ont lieu le 23 avril 1981, à 14 h 15, au cimetière de Bagneux-Parisien, 14 h 15.

— M. et Mme Georges Berna, leurs enfants et petits-enfants, ont la joie d'annoncer la naissance de :

M. Paul BERNER, le 20 avril 1981, dans sa soixante-quatrième année. Les obsèques ont lieu le 23 avril 1981, à 14 h 15, au cimetière de Bagneux-Parisien, 14 h 15.

— M. et Mme Georges Berna, leurs enfants et petits-enfants, ont la joie d'annoncer la naissance de :

M. Paul BERNER, le 20 avril 1981, dans sa soixante-quatrième année. Les obsèques ont lieu le 23 avril 1981, à 14 h 15, au cimetière de Bagneux-Parisien, 14 h 15.

— M. et Mme Georges Berna, leurs enfants et petits-enfants, ont la joie d'annoncer la naissance de :

M. Paul BERNER, le 20 avril 1981, dans sa soixante-quatrième année. Les obsèques ont lieu le 23 avril 1981, à 14 h 15, au cimetière de Bagneux-Parisien, 14 h 15.

— M. et Mme Georges Berna, leurs enfants et petits-enfants, ont la joie d'annoncer la naissance de :

M. Paul BERNER, le 20 avril 1981, dans sa soixante-quatrième année. Les obsèques ont lieu le 23 avril 1981, à 14 h 15, au cimetière de Bagneux-Parisien, 14 h 15.

— M. et Mme Georges Berna, leurs enfants et petits-enfants, ont la joie d'annoncer la naissance de :

M. Paul BERNER, le 20 avril 1981, dans sa soixante-quatrième année. Les obsèques ont lieu le 23 avril 1981, à 14 h 15, au cimetière de Bagneux-Parisien, 14 h 15.

— M. et Mme Georges Berna, leurs enfants et petits-enfants, ont la joie d'annoncer la naissance de :

M. Paul BERNER, le 20 avril 1981, dans sa soixante-quatrième année. Les obsèques ont lieu le 23 avril 1981, à 14 h 15, au cimetière de Bagneux-Parisien, 14 h 15.

— M. et Mme Georges Berna, leurs enfants et petits-enfants, ont la joie d'annoncer la naissance de :

M. Paul BERNER, le 20 avril 1981, dans sa soixante-quatrième année. Les obsèques ont lieu le 23 avril 1981, à 14 h 15, au cimetière de Bagneux-Parisien, 14 h 15.

— M. et Mme Georges Berna, leurs enfants et petits-enfants, ont la joie d'annoncer la naissance de :

M. Paul BERNER, le 20 avril 1981, dans sa soixante-quatrième année. Les obsèques ont lieu le 23 avril 1981, à 14 h 15, au cimetière de Bagneux-Parisien, 14 h 15.

— M. et Mme Georges Berna, leurs enfants et petits-enfants, ont la joie d'annoncer la naissance de :

M. Paul BERNER, le 20 avril 1981, dans sa soixante-quatrième année. Les obsèques ont lieu le 23 avril 1981, à 14 h 15, au cimetière de Bagneux-Parisien, 14 h 15.

— M. et Mme Georges Berna, leurs enfants et petits-enfants, ont la joie d'annoncer la naissance de :

M. Paul BERNER, le 20 avril 1981, dans sa soixante-quatrième année. Les obsèques ont lieu le 23 avril 1981, à 14 h 15, au cimetière de Bagneux-Parisien, 14 h 15.

— M. et Mme Georges Berna, leurs enfants et petits-enfants, ont la joie d'annoncer la naissance de :

M. Paul BERNER, le 20 avril 1981, dans sa soixante-quatrième année. Les obsèques ont lieu le 23 avril 1981, à 14 h 15, au cimetière de Bagneux-Parisien, 14 h 15.

— M. et Mme Georges Berna, leurs enfants et petits-enfants, ont la joie d'annoncer la naissance de :

M. Paul BERNER, le 20 avril 1981, dans sa soixante-quatrième année. Les obsèques ont lieu le 23 avril 1981, à 14 h 15, au cimetière de Bagneux-Parisien, 14 h 15.

— M. et Mme Georges Berna, leurs enfants et petits-enfants, ont la joie d'annoncer la naissance de :

M. Paul BERNER, le 20 avril 1981, dans sa soixante-quatrième année. Les obsèques ont lieu le 23 avril 1981, à 14 h 15, au cimetière de Bagneux-Parisien, 14 h 15.

On nous prie d'annoncer le décès de

M. Louis Joseph DECOSE, ingénieur, président-directeur général en retraite, de la société Hydrocarbons Engineering, survenu à Paris, le 14 avril 1981.

De la part de : M. et Mme Louis DECOSE, ses enfants, et toute la famille. L'inhumation a été célébrée mardi 21 avril, à Chilly-le-Vignoble (Seine), dans le caveau de famille.

— M. et Mme Jacques DUPUY, son épouse, Mme André DUPUY, sa mère, Anne et Edouard, Pierre DUPUY, ses enfants, ont la douleur de faire part du décès de :

M. Jean DUPUY, le 19 avril 1981, à l'âge de soixante ans. La levée du corps aura lieu le jeudi 23 avril, à 8 heures, à l'hôtel de la Salpêtrière (22, rue Brune, Paris-13). L'inhumation se fera au cimetière de Montmartre, à l'entrée de la Chapelle, à 10 heures.

— M. et Mme Georges DUPUY, son épouse, Mme André DUPUY, sa mère, Anne et Edouard, Pierre DUPUY, ses enfants, ont la douleur de faire part du décès de :

M. Jean DUPUY, le 19 avril 1981, à l'âge de soixante ans. La levée du corps aura lieu le jeudi 23 avril, à 8 heures, à l'hôtel de la Salpêtrière (22, rue Brune, Paris-13). L'inhumation se fera au cimetière de Montmartre, à l'entrée de la Chapelle, à 10 heures.

— M. et Mme Georges DUPUY, son épouse, Mme André DUPUY, sa mère, Anne et Edouard, Pierre DUPUY, ses enfants, ont la douleur de faire part du décès de :

M. Jean DUPUY, le 19 avril 1981, à l'âge de soixante ans. La levée du corps aura lieu le jeudi 23 avril, à 8 heures, à l'hôtel de la Salpêtrière (22, rue Brune, Paris-13). L'inhumation se fera au cimetière de Montmartre, à l'entrée de la Chapelle, à 10 heures.

— M. et Mme Georges DUPUY, son épouse, Mme André DUPUY, sa mère, Anne et Edouard, Pierre DUPUY, ses enfants, ont la douleur de faire part du décès de :

M. Jean DUPUY, le 19 avril 1981, à l'âge de soixante ans. La levée du corps aura lieu le jeudi 23 avril, à 8 heures, à l'hôtel de la Salpêtrière (22, rue Brune, Paris-13). L'inhumation se fera au cimetière de Montmartre, à l'entrée de la Chapelle, à 10 heures.

— M. et Mme Georges DUPUY, son épouse, Mme André DUPUY, sa mère, Anne et Edouard, Pierre DUPUY, ses enfants, ont la douleur de faire part du décès de :

M. Jean DUPUY, le 19 avril 1981, à l'âge de soixante ans. La levée du corps aura lieu le jeudi 23 avril, à 8 heures, à l'hôtel de la Salpêtrière (22, rue Brune, Paris-13). L'inhumation se fera au cimetière de Montmartre, à l'entrée de la Chapelle, à 10 heures.

— M. et Mme Georges DUPUY, son épouse, Mme André DUPUY, sa mère, Anne et Edouard, Pierre DUPUY, ses enfants, ont la douleur de faire part du décès de :

M. Jean DUPUY, le 19 avril 1981, à l'âge de soixante ans. La levée du corps aura lieu le jeudi 23 avril, à 8 heures, à l'hôtel de la Salpêtrière (22, rue Brune, Paris-13). L'inhumation se fera au cimetière de Montmartre, à l'entrée de la Chapelle, à 10 heures.

— M. et Mme Georges DUPUY, son épouse, Mme André DUPUY, sa mère, Anne et Edouard, Pierre DUPUY, ses enfants, ont la douleur de faire part du décès de :

M. Jean DUPUY, le 19 avril 1981, à l'âge de soixante ans. La levée du corps aura lieu le jeudi 23 avril, à 8 heures, à l'hôtel de la Salpêtrière (22, rue Brune, Paris-13). L'inhumation se fera au cimetière de Montmartre, à l'entrée de la Chapelle, à 10 heures.

— M. et Mme Georges DUPUY, son épouse, Mme André DUPUY, sa mère, Anne et Edouard, Pierre DUPUY, ses enfants, ont la douleur de faire part du décès de :

M. Jean DUPUY, le 19 avril 1981, à l'âge de soixante ans. La levée du corps aura lieu le jeudi 23 avril, à 8 heures, à l'hôtel de la Salpêtrière (22, rue Brune, Paris-13). L'inhumation se fera au cimetière de Montmartre, à l'entrée de la Chapelle, à 10 heures.

— M. et Mme Georges DUPUY, son épouse, Mme André DUPUY, sa mère, Anne et Edouard, Pierre DUPUY, ses enfants, ont la douleur de faire part du décès de :

M. Jean DUPUY, le 19 avril 1981, à l'âge de soixante ans. La levée du corps aura lieu le jeudi 23 avril, à 8 heures, à l'hôtel de la Salpêtrière (22, rue Brune, Paris-13). L'inhumation se fera au cimetière de Montmartre, à l'entrée de la Chapelle, à 10 heures.

— M. et Mme Georges DUPUY, son épouse, Mme André DUPUY, sa mère, Anne et Edouard, Pierre DUPUY, ses enfants, ont la douleur de faire part du décès de :

M. Jean DUPUY, le 19 avril 1981, à l'âge de soixante ans. La levée du corps aura lieu le jeudi 23 avril, à 8 heures, à l'hôtel de la Salpêtrière (22, rue Brune, Paris-13). L'inhumation se fera au cimetière de Montmartre, à l'entrée de la Chapelle, à 10 heures.

— M. et Mme Georges DUPUY, son épouse, Mme André DUPUY, sa mère, Anne et Edouard, Pierre DUPUY, ses enfants, ont la douleur de faire part du décès de :

M. Jean DUPUY, le 19 avril 1981, à l'âge de soixante ans. La levée du corps aura lieu le jeudi 23 avril, à 8 heures, à l'hôtel de la Salpêtrière (22, rue Brune, Paris-13). L'inhumation se fera au cimetière de Montmartre, à l'entrée de la Chapelle, à 10 heures.

— M. et Mme Georges DUPUY, son épouse, Mme André DUPUY, sa mère, Anne et Edouard, Pierre DUPUY, ses enfants, ont la douleur de faire part du décès de :

M. Jean DUPUY, le 19 avril 1981, à l'âge de soixante ans. La levée du corps aura lieu le jeudi 23 avril, à 8 heures, à l'hôtel de la Salpêtrière (22, rue Brune, Paris-13). L'inhumation se fera au cimetière de Montmartre, à l'entrée de la Chapelle, à 10 heures.

— M. et Mme Georges DUPUY, son épouse, Mme André DUPUY, sa mère, Anne et Edouard, Pierre DUPUY, ses enfants, ont la douleur de faire part du décès de :

M. Jean DUPUY, le 19 avril 1981, à l'âge de soixante ans. La levée du corps aura lieu le jeudi 23 avril, à 8 heures, à l'hôtel de la Salpêtrière (22, rue Brune, Paris-13). L'inhumation se fera au cimetière de Montmartre, à l'entrée de la Chapelle, à 10 heures.

— M. et Mme Georges DUPUY, son épouse, Mme André DUPUY, sa mère, Anne et Edouard, Pierre DUPUY, ses enfants, ont la douleur de faire part du décès de :

M. Jean DUPUY, le 19 avril 1981, à l'âge de soixante ans. La levée du corps aura lieu le jeudi 23 avril, à 8 heures, à l'hôtel de la Salpêtrière (22, rue Brune, Paris-13). L'inhumation se fera au cimetière de Montmartre, à l'entrée de la Chapelle, à 10 heures.

— M. et Mme Georges DUPUY, son épouse, Mme André DUPUY, sa mère, Anne et Edouard, Pierre DUPUY, ses enfants, ont la douleur de faire part du décès de :

M. Jean DUPUY, le 19 avril 1981, à l'âge de soixante ans. La levée du corps aura lieu le jeudi 23 avril, à 8 heures, à l'hôtel de la Salpêtrière (22, rue Brune, Paris-13). L'inhumation se fera au cimetière de Montmartre, à l'entrée de la Chapelle, à 10 heures.

— M. et Mme Georges DUPUY, son épouse, Mme André DUPUY, sa mère, Anne et Edouard, Pierre DUPUY, ses enfants, ont la douleur de faire part du décès de :

M. Jean DUPUY, le 19 avril 1981, à l'âge de soixante ans. La levée du corps aura lieu le jeudi 23 avril, à 8 heures, à l'hôtel de la Salpêtrière (22, rue Brune, Paris-13). L'inhumation se fera au cimetière de Montmartre, à l'entrée de la Chapelle, à 10 heures.

— M. et Mme Georges DUPUY, son épouse, Mme André DUPUY, sa mère, Anne et Edouard, Pierre DUPUY, ses enfants, ont la douleur de faire part du décès de :

M. Jean DUPUY, le 19 avril 1981, à l'âge de soixante ans. La levée du corps aura lieu le jeudi 23 avril, à 8 heures, à l'hôtel de la Salpêtrière (22, rue Brune, Paris-13). L'inhumation se fera au cimetière de Montmartre, à l'entrée de la Chapelle, à 10 heures.

— M. et Mme Georges DUPUY, son épouse, Mme André DUPUY, sa mère, Anne et Edouard, Pierre DUPUY, ses enfants, ont la douleur de faire part du décès de :

M. Jean DUPUY, le 19 avril 1981, à l'âge de soixante ans. La levée du corps aura lieu le jeudi 23 avril, à 8 heures, à l'hôtel de la Salpêtrière (22, rue Brune, Paris-13). L'inhumation se fera au cimetière de Montmartre, à l'entrée de la Chapelle, à 10 heures.

— M. et Mme Georges DUPUY, son épouse, Mme André DUPUY, sa mère, Anne et Edouard, Pierre DUPUY, ses enfants, ont la douleur de faire part du décès de :

M. Jean DUPUY, le 19 avril 1981, à l'âge de soixante ans. La levée du corps aura lieu le jeudi 23 avril, à 8 heures, à l'hôtel de la Salpêtrière (22, rue Brune, Paris-13). L'inhumation se fera au cimetière de Montmartre, à l'entrée de la Chapelle, à 10 heures.

— M. et Mme Georges DUPUY, son épouse, Mme André DUPUY, sa mère, Anne et Edouard, Pierre DUPUY, ses enfants, ont la douleur de faire part du décès de :

M. Jean DUPUY, le 19 avril 1981, à l'âge de soixante ans. La levée du corps aura lieu le jeudi 23 avril, à 8 heures, à l'hôtel de la Salpêtrière (22, rue Brune, Paris-13). L'inhumation se fera au cimetière de Montmartre, à l'entrée de la Chapelle, à 10 heures.

ENQUÊTE

Voyage au pays de l'information audio-visuelle

VI. — A Europe 1

par DOMINIQUE POUCHIN

Pour la dernière étape de son voyage au pays de l'information audio-visuelle, Dominique Pouchin nous fait aujourd'hui pénétrer dans les studios d'Europe 1, après avoir parcouru ceux d'Antenne 2, de France-Inter, de Radio-Monte-Carlo, de R.T.L. et de F.R.S. (« Le Monde » des 17, 18, 19-20, 21 et 22 avril).

Pourquoi les laïcs, ces sentiments mêlés, ces idées confuses, ces humeurs contraires qui s'entrechoquent et nous tarabustent en pénétrant dans les locaux feutrés de la rue François-Ier ? Faire le vide et jouer le martien impatient de découvertes ? Oublier, par un acte intérieur, un choix qu'on n'explique pas puis-que, établi de longue date, il est devenu d'usage ? Pensez-y : il y aurait simple hypocrisie à vouloir effacer des années d'habitudes. L'habitude de nos petits matins, entre réveil et café-crème, à l'écoute d'Europe 1.

Alors, c'est vrai, on n'est pas entré là, comme on l'a fait ailleurs, seulement curieux de voir et d'écouter, sûr au sortir d'un savoir plus, car on en savait peu. Non, ici, tout ou presque semblait familier : les noms, les voix, le rythme. Comme si, finalement, de changer que le décor de nos petits déjeuners. Rien de neuf, sauf les coulisses du transistor.

Fallait-il craindre à tant d'intimité compliquée ? Non, l'étape de notre voyage se réalisait en terrain défriché, et l'on devenait d'autant plus critique que l'on était, elle, était aguerrie.

Lundi, 9 heures... Etienne Mougeotte n'est pas d'abord facile. Et le tutoiement, préliminaire passé, n'y change rien. Massif, un peu Louis-Philippe, il a l'air malade d'être des timides. La pipe fait comme partie du masque et il mesure chaque mot au poids du risque d'en dire trop. Il a, à l'instar de la maison, l'air de son image. Il la cherche, l'entretient, la peaufine, entre prudence et dynamisme, l'apparence détachée et le désir discret de s'afficher grave et important.

Il était ce jour-là un tantinet crispé. Expliquer, raconter, Europe 1, s'assimile d'instinct à une chose de la vie, un répertoire de variétés diverses comme s'il convenait d'abord de justifier et de défendre. Et, au bout, de mieux vendre.

Vendredi, d'abord l'image. Car Europe 1 y tient à son image : celle de la qualité et de la compétence, celle du prestige et de grandes signatures, celle d'une grille où rien ne manque, ni la vie de tous les jours, ni l'analyse complexe, ni le grand coup d'éclat, ni le service au public. L'image notée et consignée d'une chose de la vie, un répertoire de variétés diverses comme s'il convenait d'abord de justifier et de défendre. Et, au bout, de mieux vendre.

Mardi, 5 heures... L'équipe du matin, dirigée par un « brigadier » (sic), s'est répartie les bobines (enregistrements) du jour dans un brouhaha plutôt bon enfant, entre coups de plume et de l'écriture. Philipe Gildas, n'arrive qu'un peu plus tard.

Il survolera, l'œil moins indifférent qu'il n'y paraît, les choix déjà faits et construira l'essentiel de son propre journal : celui de 7 h 30 — avant d'entamer un étonnant « one-man-show », à la fois salimbanque, prestidiviseur et rédacteur en chef, qui le verra courir, pendant près de trois heures entre bureau et studio.

Tout est parfaitement huilé. Et Gildas tient son affaire en main, sans y laisser paraître, explique l'un des jeunes de l'équipe. Ni consignes ni pressions. S'il y a des problèmes, ce se passe et se règle à la manière Europe 1 : on feint, tout en nuances, l'absence de chercher le moindre flaqueur d'huile. La maison est bien plus habile.

Europe 1, comme la plupart de ses concurrents, révèle la France dans l'ordre, immuable et hié-

rarhisé, de ses catégories INSEE. Mais chaque étape est ici mieux « ciblée », à part, peut-être, le « 5 heures » qui, à l'ouverture de l'antenne, fleurit encore les bords de nuit.

Au diable les lève-trop-tôt, leur uniforme mal défini leur vaudra, un menu sans dosage, préconçu. Pêle-mêle, ce jour-là, la météo et la Pologne, le Pays basque et l'affaire de Montigny, les facéties de Coluche (encore candidat) et les propos de M. De Gaulle, la veille à la télé. Le soir, outre des trains et des métros viendra tout juste avant la mort de Bill Haley et les exploits de Noah aux Amériques.

La vraie grille commence à 6 heures. A l'écoute, des biens de chauffe : l'ordre est mis. Le grenouille de M. Simon fait encore l'ouverture mais l'étranger, s'éloigne et cède la place au vau, enfin promis sans hormones, et six grèves dans le métro. Une demi-heure plus tard, on s'ajoute simplement un commando de M. Wood contre la calise des artisans.

Le 7 heures, « grand public », dit-on, « même et quelques cadres », met le vau à l'honneur, le métro en second et le reste sans changement. Le 7 h 30, innové : Philippe Gildas, oubliant pour un temps de distribuer « au juste prix » des repasseuses ou des congélateurs, s'adresse aux « coles blanches » d'entreprise, donne dans l'économie et cherche à « concerner ».

Ouverture spécifique, hors des sentiers battus depuis déjà deux heures : « Décidément, le P.S. veut que les choses soient claires ». Suit la présentation succincte des conclusions d'un colloque socialiste sur la politique industrielle et les nationalisations. Les Echos, poursuit Philippe Gildas, notent que, malgré la rupture de l'union de la gauche, les socialistes n'abandonnent pas leur programme. L'information spéciale 7 h 30 ne réapparaît plus de la journée.

Mardi, 8 heures... Nec plus ultra du prestige et de l'image de marque, le « grand 8 heures » est confié à Christine Cockent. Journal planétaire, serré, sans faux sourires ni aires de repos, doctoral et un brin acide.

Gildas a les pieds dans la glaise, explique Etienne Mougeotte, mais Christine elle, nous fait dans le Herald Tribune et costume trois-pièces. Une femme pour une

telles missions ? La maison n'a pourtant guère réputation de hardiesse en ce domaine. « Leur misogynisme rompu n'a pas dit », comme Christine Cockent. Mais ils ont peut-être compris que parmi leurs « actifs, dynamiques, informés », il y avait aussi des femmes. « Je fais d'une pierre deux cibles ».

La maison paraît étonner encore de sa propre audace. La sacro-sainte image ne risquerait-elle pas de ternir ? On s'empresse de réaliser un petit sondage parmi les auditeurs. Rassurant : ils apprécient le contenu. « C'est le journal du club des intellectuels », lit-on parmi les réponses — même s'ils regrettent la « sécheresse » de sa présentation. Sûrement, cette parolonne d'autant qu'on s'emploie à la corriger et qu'il se trouve aussi de véritables enthousiastes : « Elle est vraie », « elle est marquée », « elle est vraie », « elle est vraie ».

Phare matinal de l'autonne, le journal de 8 heures révèle pour- sa couleur, mais surtout, certaines faiblesses de la maison. La volonté manifeste de Christine Cockent d'éclairer l'actualité, de détecter les graves lignes de force, « de souligner, dit-elle, les cohérences ou de faire sentir les incohérences », mériterait d'être autrement illustrée. Pour une telle approche, moins institutionnelle, il faut du son, comme la télé a besoin d'images. « Mais des qu'on se lance sur ce terrain, affirme un reporter, on ne répond pas, c'est du magazine. Comme s'il fallait exorciser le diable ! ».

Entre 8 et 9, lâche enfin la présentatrice, Europe a choisi le discours pas la son... Discours non-seulement en effet que ces chroniques successives qui, une fois encore, doivent servir l'image et, en fin de compte, contribuent surtout à lui donner sa couleur : judicieusement pastellisée, fondue au « juste milieu » par une saine aversion des extrêmes. Bref, le ton convenable pour gouverner un monde trop d'alignement suscite parfois quelques remous. Ne vit-on pas quelques chefs offusqués — on dit les « capitaines », rusés François-... ?

Pétitionner quand Etienne Mougeotte explique l'intérêt bien compris de la France à participer aux Jeux olympiques, troupe fit le chef, les chefs, un instant rebelles, ne trouvant guère de troupes. Il est vrai, en effet, que les ardeurs combattives se sont, dans la rédaction, de longue date éteintes.

Mardi, 9 h 30... La conférence ressemble à un pensum. Morné cérémonial dans un bureau ovale aux murs tapissés de fristette. Les chefs des différents services ou leurs représentants annoncent tour à tour leur part du menu, ponctués à mi-voix par un rédacteur en chef qui « ça ne s'intéresse pas ». La Pologne ce jour-là « commence à faire feu de tout bois ». Le vau sans hormones, « son vieux boucher de la rue Saint-Jacques a depuis longtemps un label de qualité ». On apprend un bref perisage — que M. De Gaulle « manque d'épaisseur » ou que la police, à Montigny, ne doit pas « avoir les fesses propres » car « le P.C. ne se lance jamais sans bécot ».

La plupart des présents tendent les quotidiens. Un chef se coupe les ongles, un autre se plaint d'une chaise qui grince dans le studio. Un papier sur les redettes de la télé américaine ? On avait Network, le soir même, aux « Dossiers de l'écran ».

« J'ai pas sûr que ça fasse réper », les muses laborieuses, lance, sans lever le nez de Newsweek, le rédacteur pressenti. « Tout de même », rétorque Etienne Mougeotte, « j'ai pensé, 600 000 francs de salaire, ça fait réper, non... ».

On allait presque en rester là, quand quelqu'un, derrière, suggère qu'« on n'en avait peut-être pas fait assez sur la mort de Bill Haley ». Un fantôme vient soudain hanter la petite salle enfumée. Comme un flash-back sur l'Europe des « sixties » André Armand, vingt-trois ans de maison, aujourd'hui présentateur du journal de la mi-journée, revient

Restent pourtant un style, un rythme, une imagination parfois, qui, c'est vrai, font la différence. « On a l'impression que l'instrument est plus au point qu'il y a », admet un journaliste. « Alors, pourquoi partir ? » Reste aussi que la « grille » — ultime sophistication ? — sait aussi se « décanonner » le temps d'un instant d'air. Ça dure un quart d'heure chaque jour. Ça permet de dire ce qu'on ne veut pas dire en l'insérant dans les autres : c'est une revue de presse habituellement incisive. Suivent quelques piques en forme de questions, une chaleur agressive. M. Leval finit l'heure. Alibi bienvenu, cet homme qui, « splendidement soigné », dans un mini-bureau caparnaudin, parle de la maison en disant « leur radio » ? Il ne fera pas trembler M. Lagardère, qui, dit-on, ne veut pas « de vmaigre dans le café au lait des cadres ». Minute, le perisage a du bon.

Est-ce donc cette volonté affichée de rester « positif » qui conduit à « couvrir » Kolwezi le jour d'un beau sauvetage, et à oublier Bangui le jour d'un coup d'Etat ? Europe 1 a créé son image en imposant ses reportages sur l'actualité encore en maints points chauds du globe. Mais la tenté dans ce genre de choix.

Restent pourtant un style, un rythme, une imagination parfois, qui, c'est vrai, font la différence. « On a l'impression que l'instrument est plus au point qu'il y a », admet un journaliste. « Alors, pourquoi partir ? » Reste aussi que la « grille » — ultime sophistication ? — sait aussi se « décanonner » le temps d'un instant d'air. Ça dure un quart d'heure chaque jour. Ça permet de dire ce qu'on ne veut pas dire en l'insérant dans les autres : c'est une revue de presse habituellement incisive. Suivent quelques piques en forme de questions, une chaleur agressive. M. Leval finit l'heure. Alibi bienvenu, cet homme qui, « splendidement soigné », dans un mini-bureau caparnaudin, parle de la maison en disant « leur radio » ? Il ne fera pas trembler M. Lagardère, qui, dit-on, ne veut pas « de vmaigre dans le café au lait des cadres ». Minute, le perisage a du bon.

« Particulièrement brillant... La maestria d'un homme dont on ne peut, sans tomber dans le sectarisme, nier la très haute tenue intellectuelle. La gauche devrait se féliciter d'avoir trouvé, enfin, en face d'elle un adversaire qui le combat sur le terrain de l'intelligence. »

JEAN-MARIE ROUART (Le Quotidien de Paris)

« Intellectuel et homme d'action : tel est Alain Peyrefitte, superbe mécanique dont le ne me lusse pas, depuis trente ans, d'admirer le fonctionnement... A coups d'anecdotes significatives, un portrait sois-disant de notre système judiciaire. Un maître-livre. »

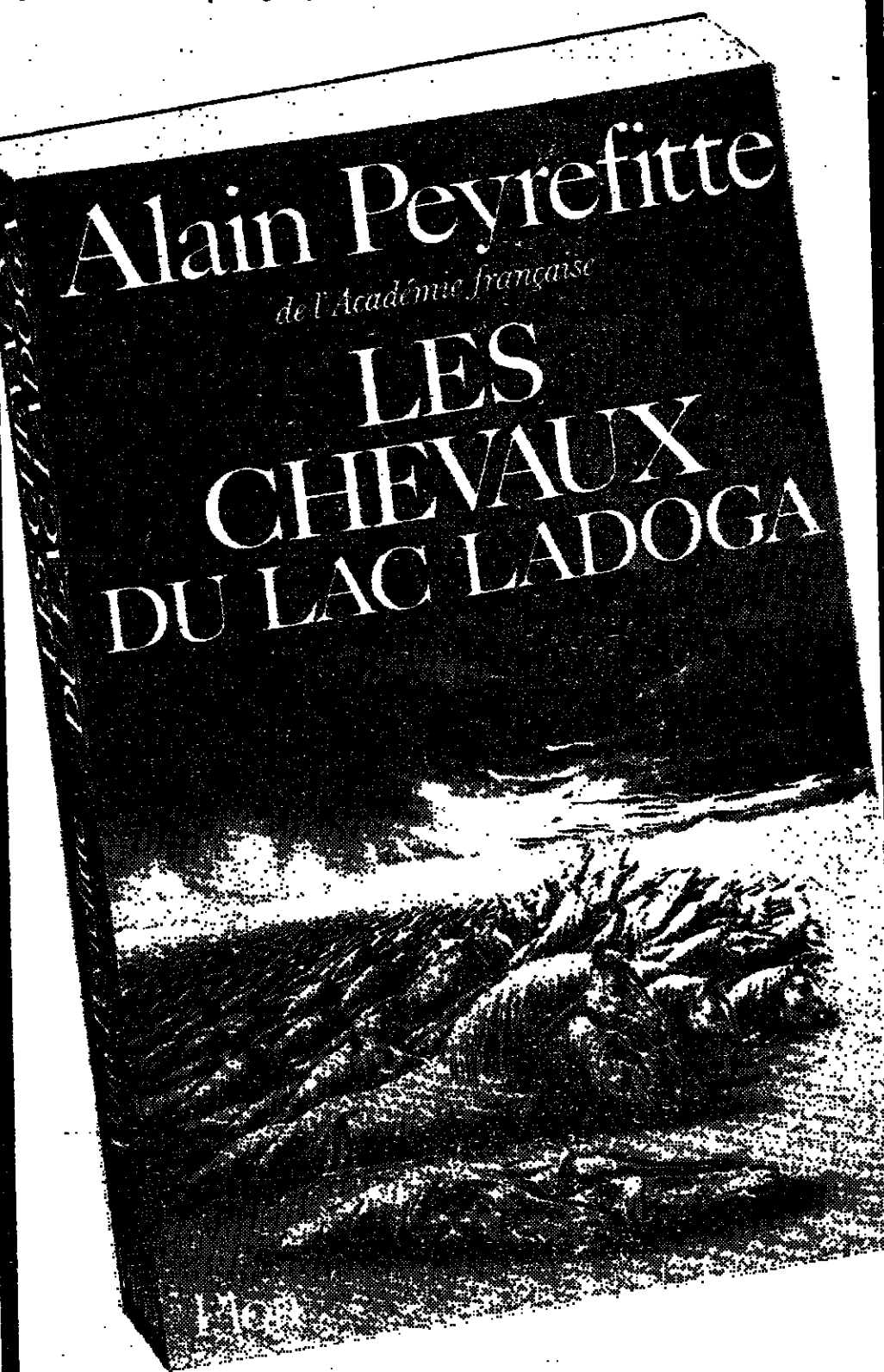
PIERRE DE BOISDEFRE (Le Figaro)

« Le livre d'Alain Peyrefitte constitue, l'ossé l'écrire, l'événement le plus important dans la philosophie pénale depuis plus de deux siècles. Avec un bonheur d'expression inégalé, il arrache aux « idées dominantes » leur masque d'humanisme. »

Doyen ANDRÉ DECOCO, Professeur de droit pénal à Paris II (La Semaine Juridique)

« On découvre que, loin d'être seulement un projet de circonstance, la loi Sécurité et Liberté correspond à une orientation fondamentale. Cette philosophie, car c'en est une, est cohérente. »

MAX GALLO (L'Express)



« Le génie de l'auteur jaillit à chaque page. Une culture étincelante, le mot précis, une longue clarté, des références mouillées étroitement ou rêlé, un souffle remarquable. Comme il doit être passionné, cet homme raisonnable ! Quel sois-disant tableau dressé pour les générations futures ! Alain Peyrefitte s'affirme comme le Tocqueville de notre temps. »

Doyen CHARLES DEBRASCH (Lu)

« Il a réfléchi et il nous oblige à réfléchir... Ce livre nécessaire, il faut vraiment le lire. »

CLAUDE YELNICK (France-Soir)

« C'est vivant, parfois cocasse... Une philosophie sereine, du recul et de la hauteur. Le tour de force était risqué ; il est réussi. »

GABRIEL DUPIRE (La Croix)

« Un ouvrage capital. »

BERNARD GEORGE (Jours de France)

« Son livre qui, écrit par d'autres, aurait pu être un rapport pour la Documentation française, folsonne d'histoires, de références littéraires et historiques. La justice selon Peyrefitte se lit comme un roman. »

DANIELE GRANET (Le Nouvel Economiste)

« L'exploit n'est pas mince. Passionnant récit ; fermes et sereines réflexions... Peyrefitte a remis de l'ordre là où on n'entendait trop souvent que tumultes sectaires et revendications corporatistes à courte vue. Il fait donner tous ses dons, tous ses canons chargés d'arguments, d'analyses, de réflexions et de lucidité. »

JEAN CAU (Paris-Match)

« Une réflexion subtile et profonde. On ne souhaitera pas à M. Peyrefitte d'être condamné à ce ministère de la justice. Mais on souhaitera à la justice qu'y vivent longtemps sa ligne d'action et ses principes. »

FAYLLA (Les Echos)

« Impossible de résumer en quelques pages un ouvrage aussi dense et aussi riche. Puissent ces brèves observations inciter à lire « Les chevaux du Lac Ladoga », et à choisir la voie de la mesure et de l'équilibre. »

Professeur HENRI MAZEUD, de l'Institut (Les Dernières Nouvelles d'Alsace)

« Quiconque s'intéresse de près ou de loin à l'univers de la justice lira le livre d'Alain Peyrefitte, ministre singulier qui trace imperturbablement sa route sous les clameurs, à coups de livres. »

GEORGES SUFFERT (Le Point)

« L'analyse la plus lucide de la justice au XX^e siècle. Pour le grand public, l'occasion de découvrir la justice et de chasser les idées reçues qui circulent à tort. »

Béatnnier ANDRÉ DAMIEN (La Gazette du Palais)

« Les spécialistes ne peuvent se défendre d'un sentiment d'agacement devant cet « étudiant » trop brillant et trop perspicace qui expose de façon lumineuse plus d'un problème qu'ils ressentent eux-mêmes depuis longtemps sans avoir jamais réussi à le formuler avec une telle clarté. Il étouffait par son talent inné pour le mot, la formule, la maxime... La réflexion publique contemporaine ne pourrait plus se passer de Peyrefitte. »

MICHELE LAURE RASSAT, Professeur de droit pénal à Paris XII (Valeurs Actuelles)



A la Foire de Paris, vous découvrirez 3000 réalisations en Espagne et 2500 en France.

FOIRE DE PARIS
SAISON DU LOGEMENT
 Du 30 avril au 10 mai.

INFORMATIONS « SERVICES »

PAQUES

LES OFFICES DE LA SEMAINE SAINT ET DU JOUR DE PAQUES ORTHODOXES EN FRANÇAIS

**Crypte de la cathédrale
Saint-Alexandre-Newsky**
12, rue Darc, Paris (8^e)

JEUDI 23 AVRIL. — 12 h. Vêpres
et Liturgie de la Sainte Cène (litur-
gie de saint Basile) ; 19 h. Matines
avec lecture des Douze Évangiles de
la Passion.

VENREDI 24 AVRIL. — 12 h. 30.
Vêpres, office de l'Épiphonie ;
19 h. Matines, office de l'Épiphonie.

SAMEDI 25 AVRIL. — 10 h. Vêpres
avec lecture de l'ancien Testament ;
liturgie de saint Basile ; 19 h. 30.
Office de minuit, Procession et ma-
tines de Pâques.

DIMANCHE 26 AVRIL. — 9 h. 30.
Liturgie de saint Jean Chrysostome ;
18 h. Vêpres de Pâques.

EN GREC

Cathédrale Saint-Étienne
7, rue Georges-Bizet, Paris (18^e)

**Eglise Saint-Constantin
et Sainte-Hélène**
2 bis, rue Lafayette, Paris (9^e)

JEUDI 23 AVRIL. — 10 h. Divine
Liturgie de saint Basile ; 18 h. 30.
Office de la Passion, les Douze
Évangiles.

VENREDI 24 AVRIL. — 9 h. à
11 h. Heures Royales ; 11 h. Des-
cente de la croix.

SAMEDI 25 AVRIL. — 10 h. La
Divine Liturgie de saint Basile ;
22 h. 15. L'Office de la Résurrection ;
23 h. La Résurrection. « Christos
Anesti ».

DIMANCHE 26 AVRIL. — 10 h. 30.
Office de l'Épiphonie, l'Évangile en
plusieurs langues ; 17 h. « Christos
Anesti » au Foyer hellénique des
villards de Sartrouville (100, avé-
nue Maurice-Berteaux), présidé par
Mgr Méliès.

EN SLAVON

**Cathédrale
Saint-Alexandre-Newsky**
12, rue Darc, Paris (8^e)

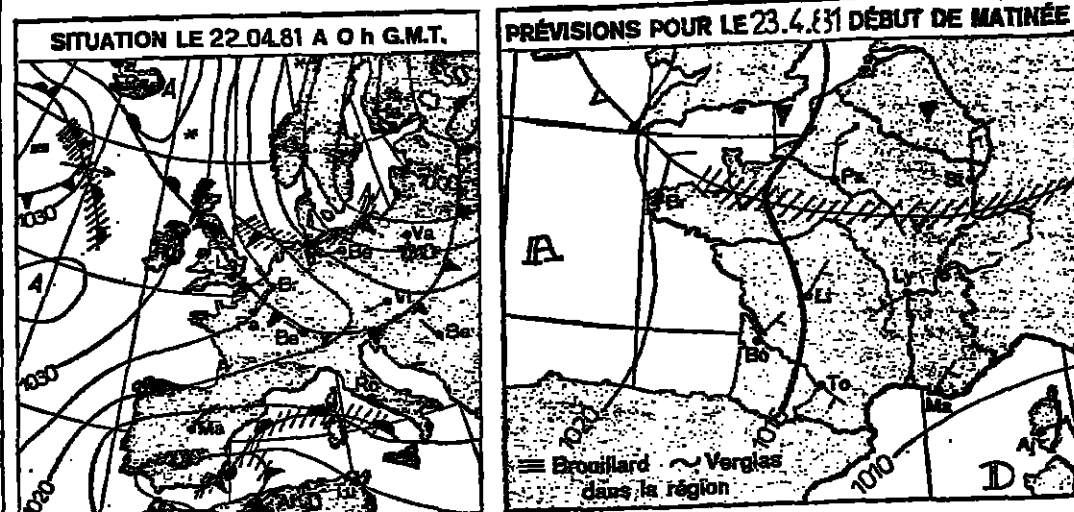
JEUDI 23 AVRIL. — 9 h. 30. Vêpres
et liturgie de saint Basile ; 18 h. Ma-
tines et lecture des Douze Évan-
giles de la Passion.

VENREDI 24 AVRIL. — 9 h. 30.
Heures Royales ; 14 h. Vêpres avec
service de l'Épiphonie ; 19 h. Ma-
tines de l'Épiphonie.

SAMEDI 25 AVRIL. — 9 h. 30.
Heures Royales, Vêpres, Liturgie de
saint Basile ; 22 h. 30. Matines pas-
cales ; 23 h. 15. Procession ; 23 h.
Matines pascales.

DIMANCHE 26 AVRIL. — 10 h.
Liturgie pascale ; 18 h. Vêpres.

MÉTÉOROLOGIE



SITUATION LE 22.04.81 A 04 h GMT.
PRÉVISIONS POUR LE 23.4.81 DÉBUT DE MATINÉE

— Lignes d'égalité hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb) (au-dessus 1000 mb)
— Zone de pluie ou neige — Vagues — Orages — Brouillard — Verges
— Flèche indiquant la direction d'où vient le vent — Force du vent : 5 nœuds / 10 nœuds / 50 nœuds
— Sens de la marche des fronts — Front chaud — Front froid — Front occlus

Évolution probable du temps en France entre le mercredi 22 avril à 0 heure et le jeudi 23 avril à 24 heures :

Des masses d'air froid et instable venues de mer du Nord continueront de s'avancer sur une grande partie de la France, alors que de l'air doux et pluvieux stagnera en Méditerranée et dans l'arrière-pays.

Au cours de la journée, le temps deviendra plus variable avec des éclaircies et quelques averses sur la moitié Nord, plus nombreuses et parfois de la Flandre à la région parisiennaise et aux Vosges, où elles prendront un caractère de giboulées. Ailleurs, le temps restera nuageux, mais il ne se produira plus que quelques averses près de la Corse.

Les vents seront modérés et variables sur la moitié Sud, mais ils resteront assez forts de secteur est en Méditerranée ; par contre, ils se renforceront sur la moitié nord au début du jour.

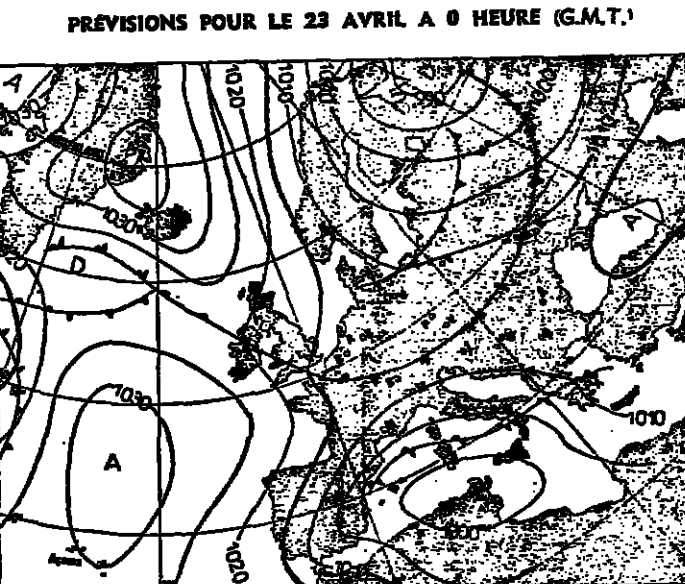
Les températures minimales se relèveront dans le quart nord-est, où les gelées cesseront.

Mercredi 22 avril, à 0 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris de 1024 millibars, soit 784,1 millibars de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 21 avril ; le second, le minimum de la nuit du 21 au 22) : Ajaccio, 20 et 9 degrés ; Biarritz, 15 et 9 ; Bordeaux, 16 et 3 ; Bourges, 14 et 1 ; Brest, 14 et 3 ; Caen, 9 et 5 ; Cherbourg, 8 et 3 ; Clermont-Ferrand, 15 et -2 ; Dijon,

5 et 4 ; Grenoble, 16 et 1 ; Lille, 9 et 4 ; Lyon, 16 et 1 ; Marseille, 18 et 10 ; Nancy, 13 et -2 ; Nantes, 14 et 3 ; Nice, 18 et 6 ; Paris, 14 et 3 ; Pau, 13 et 7 ; Perpignan, 18 et 10 ; Rennes, 13 et 3 ; Strasbourg, 15 et 6 ; Tours, 14 et 3 ; Toulouse, 14 et 3 ; Poitiers-A-Père, 20 et 22.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 17 et 12 degrés ; Amsterdam, 8 et 3 ; Athènes, 20 et 13 ; Berlin, 10 et 2 ; Bonn, 8 et 4 ; Bruxelles,



5 et 4 ; Le Caire, 38 et 20 ; Las Canaries, 26 et 11 ; Copenhague, 10 et -2 ; Genève, 15 et 6 ; Jérusalem, 30 et 22 ; Lisbonne, 15 et 9 ; Londres, 11 et 2 ; Madrid, 23 et 8 ; Mexico, 8 et 2 ; Moscou, 24 et 15 ; New-York, 8 et 3 ; Palma-de-Majorque, 17 et 13 ; Rome, 19 et 8 ; Stockholm, 6 et -5.

(Document établi avec le support technique spécial de la météorologie nationale.)

LA MAISON

Les stores-rideaux

Pour changer du traditionnel duo « voilages-rideaux », les stores d'intérieur représentent une manière différente d'habiller les fenêtres.

Les stores dits « automa-
tiques » ont une surface lisse.
Leur tissu s'enroule sur une
barre munie d'un mécanisme qui
permet l'arrêt à la hauteur vou-
lue, en tirant sur un ordon fixé
à la base du store. Sur une
telle, on peut poser un seul store
ou, mieux, deux petits, un sur
chaque vitre. Pour une large baie
coulissante, il est conseillé
d'installer plusieurs stores, de
60 à 80 cm de large, afin de
pouvoir les remonter à des hau-
teurs différentes, ce qui assurera
le décor de la fenêtre.

Tony Burrows, de la boutique
de tissus « Tania », située près
de la place Maubert, diffuse les
stores automatiques scandinaves
Tampella. Montés sur rouleau
en métal, ils ont 1,80 m de haut
et des largeurs allant de 0,40 m
à 3 m. Cinq finitions sont propo-
sées : droite, à bande feston-
née, à bordure de dentelle, avec
décor dans le tissu, formant
soit une poignée soit trois « fe-
nêtres ». Ces stores sont réali-
sés en coton enduit, d'aspect
opacifié, à choisir dans deux
collections. Dans la finlandaise :
des rayures, des oiseaux ou des
fleurs en blanc sur blanc, des
petits motifs (plantes sur fond
couleur ou vice-versa) en bleu
clair, rose, cannelle, vert ou
bordeaux.

Dans la collection scandinave,
beaucoup d'unités (dont un violet
et un jaune lumineux), un bleu
nuit constellé d'étoiles et, pour
les chambres d'enfants, des
autos ou une rue bordée de mai-
sons de toutes les couleurs. Des
exemples de prix : un store de
70 x 150 cm, en uni, 198 F ;
238 ou 261 F selon les impres-
sions, en finition droite. Il existe
aussi un store spécial pour fe-
nêtre de toit, qui descend le long
de la pente, maintenu par des
vitrines latérales.

Dans les boutiques de tissus et
pepiers points — les Domini-
ciers — les stores automatiques
sont en toile gommée et à
rayures, en positif ou négatif,
dans un bleu pervenche, un
rose doux, un beige, un marron.
Ces couleurs sont coordonnées
aux papiers points Dore. Les
stores ont de 0,82 à 2,12 m
de large et 1,20 à 2,50 m de
hauteur (en 0,82 x 2 m, 355 F).

JANY AUJAME

* Tania, 24, rue de Buzare-
ville, 75005 Paris. Les Domini-
ciers, 4, avenue du Maine,
75015 Paris ; 4, rue Eugénie,
à Bordeaux ; 21, allée Eugène-
Delacroix, à Rouen ; 5, rue des
Jules, à Strasbourg ; 5, rue Ra-
mond, à Toulouse ; 11, rue de
Mauréland, à Tours.

* Maintenez, l'Indienne, 34, rue
François-Miron, 75004 Paris.
Jany Aujame, 23, rue Grasse,
75015 Paris.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 2914

1 2 3 4 5 6 7 8 9

II

III

IV

V

VI

VII

VIII

IX

X

XI

HORizontalement

I. Plus souvent brisées sur
les convexités de la divette que
sur le ventre bedonnant du té-
né. — II. Somnolence d'autant
plus puissante qu'il est mauvais.
— III. Qui n'est plus à lier, mais
allie : élément noble de même
extraction que le baron. — IV.
Demi-parcours de zèbre : On
le domine par souci de bonne
harmonie. — V. Dentelle pour
bagatelle : Personnel. — VI. Té-
moign principal dans une affaire
de fuite : Participe d'un verbe
accl. — VII. Éléments turbulents

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel
du mercredi 22 avril 1981 :

DES DECRETS

● Fortant publication de la
modification de l'annexe IV
(R.I.P.) à la convention interna-
tionale concernant le transport
des marchandises par les chemins
de fer (C.I.M.) du 7 février 1970,
adoptée le 14 septembre 1979 ;

● Modifiant l'imposition de
certaines sociétés d'exploitation
d'hydrocarbures ;

● Modifiant le décret du
19 août 1970 portant déconcentra-
tion en matière de gestion de
certains personnels des postes et
télécommunications.

DES LISTES

● Des auditeurs de la 31^e ses-
sion (1981-1982) du centre des
hautes études militaires ;

● Des candidats et candidates
autorisés à prendre part aux
concours ouverts en 1981 pour
l'entrée à l'École normale supé-
rieure et à l'École normale supé-
rieure de jeunes filles (section
des lettres et section des
sciences).

à l'origine de certains mouve-
ments de grève : Passa
d'un excès de vin à un excès de
vins Possessif ; On le vide avec
soulagement et le remplit avec
satisfaction. — IX. Bénédiction
ou charisme : Tout un bâtiment
ou partie d'un édifice. — X. Per-
sonnel : Oxyde. — XI. Banos
sur lesquels s'allongent certains
corps.

VERTICALEMENT

I. S'il fait des feuilles de chou,
il risque d'aller planter les siens.
— 2. Reste sans voix après avoir
été dépourvu : Unité révolution au
33 de la révolution culturelle :
Coup long exécuté en court. — 3.
Pour la classe des petits et la
récréation des grands : « Co-
pulative ; Peut être roqueté ou
grand duc quand il n'est pas
cardinal. — 5. Plus grosses sont
généralement aisées et les gros
souvent dans la pureté ; La ga-
lanterie n'y est pas toujours un
acte de courtoisie. — 6. Se mon-
trer brillant ; Lit de milieu
champêtre. — 7. Belle carrière
offerte à des gens talentueux :
l'aventure africaine ; S'embarque
souvent à Fort-de-France. — 8.
De nombreux lustres au cours
desquels le genre humain n'a
guère brillé. — 9. Juin s'y illustre
au cours d'un certain mois de
mai ; La ville aux cent mosquées.

Solution du problème n° 2913

Horizontalement

I. Ménage : Ma. II. Orage ;
Ban. III. Note : Banc. IV.
Ses : Rigueur. V. Eraculé.
VI. Ac : Ethère. VII. Sobriété.
— VIII. Que : Têt. — IX. Ur-
gente. — X. Nasse. — XI. Sté-
ras ; II.

Verticalement

1. Montgasques. 2. Eros ;
Cour. 3. Nette : Bégué. 4.
Age : Ver. 5. Cé ; Rationne.
6. Bûche : Tas. 7. Baguet-
tes. 8. Manière ; SI. — 11.
Ancres ; Tael.

GUY BROUTY.

Le Monde
PUBLIE
CHAQUE LUNDI
(numéro daté mardi)
UN SUPPLÉMENT
ÉCONOMIQUE

BREF

EXPOSITIONS

**MILLE JOUETS D'AMÉRIQUE LA-
TINE.** — Du 23 avril au 28 juin,
le musée de Poissy présente mille
jouets découverts par Michèle et
Jean-Paul Grenaud, au Pérou, en
Bolivie, en Argentine, au Véné-
zuela, au Mexique, au Brésil et aux
États-Unis. Jouets tous contem-
porains, fabriqués par les enfants,
leurs parents ou des artisans.

* 2, enclos de l'Abbaye, 75390
Poissy. Tél. : 965-06-06.

**DEUX SIÈCLES DANS LES HAUTES-
DE-SEINE.** — L'exposition orga-
nisée par la direction des services
d'archives des Hauts-de-Seine, in-
titulée « Panorama 1750-1850 », est
prolongée jusqu'au 30 juin prochain.

Elle présente l'évolution de la
vie quotidienne dans cette banlieue
de Paris qui est longtemps restée
une campagne : transformations
du paysage, des grandes propriétés
aux lotissements et à l'urbanisa-
tion intensive, évolution des
moyens de transport et de la vie
économique.

• Du lundi au vendredi, de
9 h. 30 à 16 h. 30, 137, avenue
Joliot-Curie à Nanterre (Hauts-
de-Seine).

LOISIRS

**POUR LES HANDICAPÉS D'ÎLE-DE-
FRANCE.** — Le comité régional
Île-de-France de la fédération
Handisports recherche, pour ses
associations et clubs de non-
voyants pratiquant le tennis, des
équipiers aimant la compétition,
le cyclo-tourisme, la randonnée,
etc., etc.

Pour tous renseignements,
s'adresser à M. Serge Quéraud,
conseiller technique fédéral régional,
122, boulevard de l'Hôpital,
75013 Paris, tél. : 331-05-67, ou à
M. Bruno Smeblin (organisateur
du championnat d'Ile-de-France
cycliste réservé aux handicapés)
« solo » et aux tandems des non-
voyants, 915 mai, au Perreux,
140, avenue du Général-de-Gaulle,
94700 Le Perreux, tél. : 324-24-12,
seul le lundi.

STAGES

**ÉCOLOGIE EN PROVENCE ET EN
BRETAGNE.** — L'association Éco-
logie et artisanat organise, à
Manosque, à Villeneuve (Alpes-de-

Haute-Provence) et à Lizio (Mor-
bihan), de juin à septembre, des
stages d'initiation à l'artisanat, la
cuisine écologique, l'apiculture, la
danse, la yoga, l'énergie solaire,
la forge, etc. Le calendrier des
stages est disponible au siège de
l'association.

* 64100 Manosque. Tél. : (02)
72-48-24.

VACANCES

LES PISTES DE L'ÉTUDIANT. —
Le n° 20 de la revue « l'Étudiant »
est consacré aux vacances et aux
voyages. A côté des rubriques
déjà classiques, notamment
les tests des meilleurs tarifs d'avion
sur près de cent destinations et
le recensement de plus de mille
cinq cents stages dans tous les
domaines, une grande carte du
monde « pour rêver en préparant
son voyage ».

* 20 F, 11, rue de la Ville-
Neuve, 75002 Paris. Tél. : 508-02-42.

VIVRE A PARIS

PHOTOS INSOLITES. — Daniel
Gusant organise, du 21 avril au
8 mai (du lundi au vendredi, de
17 heures à 20 heures, et le samedi,
de 12 heures à 20 heures), une
exposition photo sur le thème
« Paris insolite », dans les locaux
de l'association H.E.C., 164, rue du
Faubourg-Saint-Honoré, 75008 Paris.

LE TARIF DES AMBULANCES. —
Les tarifs des ambulances munici-
pales viennent d'augmenter, ils
sont fixés forfaitairement à 170 F
pour les personnes prises ou
reconduites à leur domicile à Paris
et dans les communes des départe-
ments des Hauts-de-Seine, de la
Seine-Saint-Denis et du Val-de-
Marne. Au-delà des limites de ces
trois départements, le tarif kilomé-
trique est porté à 250 F retour
payé.

NOUVEAU MARCHÉ. — Le maire de
Paris ouvrira le marché Cervantes,
situé entre la rue Barque et la rue
de la Procession (quatrième arron-
dissement), le mercredi 22 avril. Ce
marché, qui comporte quarante-
deux places de vente de 8 mètres
carrés, se tiendra les mercredi
et samedi de chaque semaine, de
7 heures à 13 h. 30.

RESTAURATION ARTISTIQUE

— Le premier Salon de la restauration
des objets d'art et des bâtiments
va avoir lieu à la Défense, sous le
nom de Art-Biz. Les amateurs
d'art pourront y rencontrer les
professionnels de la restauration
en ébénisterie, ivoire, tapis, pou-
pées, livres, etc. Ces médiateurs
de la restauration, qui pourront
apporter leurs objets
ou documents à restaurer, un
centre d'information, animé par des
architectes des monuments histo-
riques, permettra également d'avoir
des conseils d'ordre financier ou
administratif pour restaurer un
bâtiment classé.

* Du 22 au 26 avril, Art-Biz,
hall de la Copole, tour Fiat,
Paris-La Défense. Entrée : 14 F.
De 10 h à 19 h. Le jeudi 23, jus-
qu'à 22 h.

GIROUETTE. — Pour savoir d'où
vient le vent, la girouette joint
l'utilité à la beauté de sa silhouette.
Une boutique parisiennaise propose
— pour les toits campagnards —
des girouettes en zinc, réalisées
à la main (590 F). D'une hauteur
de 75 centimètres environ, elles
sont décorées en forme de coq,
de cheval, de chasseur et son
chien ou de pêcheur.

* « Muséum », 51 rue du Petit-
Musée, 75004 Paris, tél. : 723-15-35.
Expédition en province.

TABLES DE 1922. — Une galerie de
la rue de l'Université a réuni une
trentaine de tables d'appoint
créées par les décorateurs et
architectes des années 20. Ces
guéridons, tables de chevet ou de
bout de canapé sont signés de
notre prestigieux (Ruhlmann, Che-
res, Adnet...) ou simplement ano-
nymes. Les prix, allant de 100 à
la courbe de la notoriété !

* Galerie Raymond-Breton, 36,
rue de l'Université, 75007 Paris.
Tous les jours, de 14 h à 19 h.

PARIS EN VISITE

VENREDI 24 AVRIL

• La manufacture des Gobelins, 14 h. 30, 42, avenue des Gobelins,
Mme Zolotarev.

• L'église de Saint-Denis, 14 h. 45,
façade, Mme Allier.

• Château de Vincennes, 15 h.
entrée, avenue de Paris, Mme Guil-
lier.

• Le Marais, 16 h. 15, musée Fon-
taine, Mme Pelin (Calme nation-
nale des monuments historiques).

• Pignarre, 15 h. 30, Grand Palais
(Approche de Paris).

• Saint-Germain-des-Près, 15 h.
15, musée Mablillon (Connaissance
d'ici et d'ailleurs).

• Saint-Germain-des-Près, 15 h.
15, musée Mablillon (Connaissance
d'ici et d'ailleurs).

• La cour des miracles, 14 h. 30,
portail de Notre-Dame-de-Bonne-
Nouvelle (Paris pittoresque et insou-
lité).

• L'art du Japon éternel, 15 h.
15, Petit Palais (Paris et son
histoire).

• Le Marais, 15 h. 15, musée Saint-
Paul (Restauration du passé).

• La manufacture des Gobelins, 15 h.
15, musée Saint-Paul (Restauration du passé).

COURRÈGES DANS LE BAIN

— Le coureur André Courrèges fait son
entrée dans le milieu par la ré-
édition d'une série de bains, fabri-
quée par Alfa. La ligne des appa-
reils (lunettes, simple ou double,
monté sur colonne, bidet, W.C.)
est tout en rondeurs. La baignoire,
à encastrer, est très large et de
forme ovale. Les couleurs — un
rose et un bleu — sont à la fois
douces et lumineuses. Courrèges
a également créé deux décors de
curelages muraux (fabriqués par
Courrèges) l'un blanc à motifs
linéaires roses, l'autre bleu à fines
rayures blanches ou dessins de
nuages.

* Alfa, « ligne Courrèges »,
salle d'exposition, 44, rue Berge-
re, 75001 Paris, tél. : 508-55-57. In-
dication des dépositaires région-
aux par téléphone.

**Galerie Raymond-Breton, 36,
rue de l'Université, 75007 Paris.
Tous les jours, de 14 h à 19 h.**

CONFÉRENCES

10 h. Bibliothèque Buffon,
15 bis, rue Buffon, Mme R. Ver-
meulen : « La place du conte à
l'école ».

15 h. 21, rue Notre-Dame-des-
Victoires, Mme C. Trubaut : « La
Flandre des aristocrates espagnols et
le rôle de Rubens ».

19 h. 14, cours Albert-le-
Grand, M. Henri-Louis de La Grange :
« Variations autour de Gustav
Mahler » (Les amis de Richard
Wagner).

19 h. 30, 26, rue Bergère, M. Guy
Wattings : « Philosophie des condi-
tions multiples de l'être » (l'Économie
et la Connaissance).

19 h. 30, Amphithéâtre Bacheland,
1, rue Victor-Cousin, M. F. Liouet :
« Traumatismes et thérapies »
(Université populaire de Paris).

20 h. 15, 13 bis, rue Copernic :
« Karma, loi de justice » (Loge amie
des théosophes) (entrée libre).

40100150

150

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

« Peer Gynt »

Les 4 et 5 mai à Neu au T.N.P. la création de « Peer Gynt » dans sa version intégrale. La mise en scène est de Patrice Chéreau, les décors de Richard Peduzzi, les costumes de Jacques Schmidt, les lumières d'André Diet, la traduction française de François Regnaud.

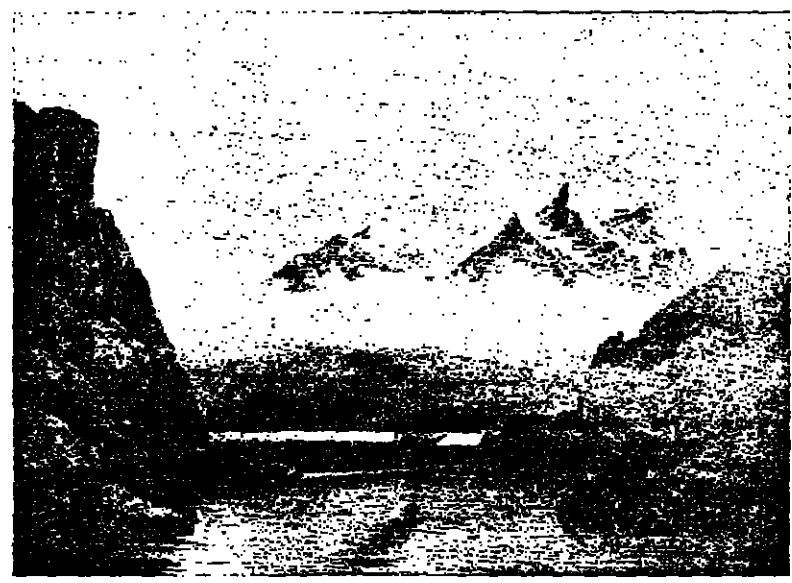
« Peer Gynt », paranthèse dans l'œuvre d'Ibsen, est directement inspiré par les aventures d'un héros de contes populaires norvégiens, pas très courageux mais fêté, qui se joue du diable, des trolls, des monstres invisibles, tel ce Grand Courbe, dont il n'entend que la voix dans la nuit.

Le Peer Gynt d'Ibsen se lance dans une épopée picaresque et ésotérique, terrain fertile en rêves. La pièce inter-

prête les rêves de chacun, et Michel Cournot imagine l'homme et une mère qui est aussi la jeune fille.

Un livre « Peer Gynt » — aux Éditions Bédaride — réalisé par Sylvie de Nassac et François Regnaud, à qui l'on doit déjà le splendide « Ring », chez Laffont, rassemble, en un seul volume, des poèmes, des écrits d'Ibsen lui-même, de Claudel, de Michaux et aussi de Rilke, de Van Gogh, de Flaubert, des légendes, des textes de l'équipe qui a travaillé au T.N.P., et de Patrice Chéreau. Quelques extraits en sont donnés ici en avant-première. — C.G.

★ Le livre sort au début du mois de juin afin de pouvoir inclure les photos du spectacle. On peut dès à présent le retrouver en souscription (36 francs) au T.N.P., 8, place Lazare-Goujon — 69100 Villeurbanne.



Le voyage d'une vie entière

par PATRICE CHÉREAU

Quel était le projet de Peer Gynt ? Que sait-on en général du Peer Gynt d'Ibsen ? Que Grieg écrivit pour le poème dramatique une musique jouée par des jeunes filles d'autrefois dans les salons. Que la dernière partie se passe en Orient, que Peer Gynt en a établi il y a dix ans une mise en scène célèbre, que la mort de la mère est une scène époustouflante, comme on dit, mais quel d'autre ?

Je l'ai lu, je l'ai choisi. J'ignorais, il y a un an encore, qu'il y avait là comme une planète, un continent perdu, et que derrière la réputation de la féerie inouïable se dissimulait un monument coché, un texte profond, lumineux, une œuvre célébrée par ses contemporains, les grands contemporains, que ce soit Freud, Reich, Joyce ou Rilke.

Je l'ai lu, je l'ai choisi, et voici maintenant que tous, comédiens, metteurs en scène, décorateurs, costumiers, musiciens et techniciens, travailleurs à ce grand œuvre et apprenons à y décoller tout ce qu'il contient d'exigence morale, voici que nous suivons pas à pas le jeune Ibsen qui nous fascine et se fascie, nous réclame avec tant d'injuste violence, pour être, l'accomplissement de soi et nous pousse à la connaissance des souffres qui nous traversent. « Je regarde au-delà de moi, écrit-il quel que part : là est le champ de bataille où je suis tantôt vainqueur, tantôt vaincu. »

Qu'est-ce que Peer Gynt ? Une vie entière, l'histoire d'un homme qui ne fait rien de sa vie et

pourrait ne cesser de faire, qui pose l'existence d'être toujours soi-même, comme il dit dans ses galvaudages pathétiques, qui n'est jamais lui et toujours quelqu'un d'autre, et pourtant toujours lui, lui dans son rêve d'être empereur (empereur de soi, enfin couronné à l'instant où le rêve oriental du dix-neuvième siècle finit sa carrière à l'asile de tous du Caire), lui dans son énergie gaspillée, lui jusqu'au bout à tisser le grand poème de la lâcheté et du courage, lui-même livré à sa propre liberté, « remuant devant sa propre destination », lui-même dans la grande poésie qu'il habite, qu'il perd, qu'il retrouve et dont il ne fait rien. Une vie, toute une vie, une vie entière, une vie ratée, la plus ratée des vies, une vie travaillée, un apprentissage, une initiation.

On va dire : cinq actes, une pièce immense et deux journées ! Voilà encore un gros spectacle. Et qu'importe ? Le plus lourd sera le plus léger, le récit de voyage se fera épopée aérienne, la métaphysique sera clownesque et tragique, les montagnes s'envoleront et l'on verra s'affaïsser les nuages ; les cascades, les lacs et les brouillards envahiront ce plateau de théâtre, ces murs nus où ne jouent nos déités. Nous monterons les rêves, les paysages, la pauvreté, les histoires, un monde sans dieu ni diable, un monde dur et obscur, une terre vide et glacée où l'enfant Peer sera minuscule et l'homme Peer

écrasé, nu. Nous verrons ses combats, son combat avec l'ange, le dragon, la « voix de sa propre parole », le monstre qui est en lui, en nous, telle la confrontation avec la peur qui est au-delà de nous, comme dit Nicholas Ray, au sein du grand passage, dans le film admirable de Wim Wenders, sa lutte contre la refonte universelle, ses torts et ses raisons, tous les êtres qu'il croise et ne rencontre pas, lui, Peer Gynt, qui fuit la douleur, fuit le remord affrontant les risques de cette liberté terrible qui nous fait sourds aux autres et aveugles à nous-mêmes, lui, un homme, qui connaît et ne veut pas connaître la solitude, son angoisse, sa fragilité et sa mort.

Ce récit est extrait de Chasses aux rennes dans les Roudanes, où des chasseurs, après une longue journée de marche, causent en attendant de se coucher. Il y avait autrefois, à Kvern, un chasseur qui s'appelait Peer Gynt. Il était tout le temps au fjeld (1) et y tuait ours et élans, car, en ce temps-là, il y avait plus de forêts au fjeld, et c'est là que se tenaient les bêtes sauvages. Un jour, tard dans l'automne, longtemps après le temps du passage, Peer devait aller au fjeld. Tous les gens en étaient revenus sans trois vaches. Lorsqu'il fut parvenu à la hauteur de Hovringen, où il devait passer la nuit dans un chalet, il faisait si sombre qu'il ne pouvait voir

Conte

son poing devant lui, et les chiens se mirent à aboyer si furieusement qu'il était à faire peur. Tout à coup, il buta contre un obstacle, et lorsqu'il y toucha, c'était froid et glissant, et grand, et comme il pensait bien ne pas s'être trompé de chemin, il ne pouvait savoir ce que c'était ; mais c'était fort déplaisant.

— Qui est-ce ? dit Peer, car il sentait que ça remuait.

— Hé, c'est le Courbe, fut la réponse. Peer Gynt n'en fut pas plus avancé : il fit quelques pas au long de cet être, car il se disait qu'il pourrait bien passer quelque part. Tout à coup, il rencontra de nouveau une résistance, et lorsqu'il y toucha, c'était encore grand et froid et glissant.

— Qui est-ce ? dit Peer Gynt.

— Hé, c'est le Courbe, fut de nouveau la réponse.

Bon, que tu sois bon ou droit, il faut que tu me laisses passer, dit Peer, car il comprenait qu'il tournait en rond, et que le Courbe s'était enroulé autour de la cabane. Alors, le Courbe s'écarta un peu, et Peer arriva au chalet. Lorsqu'il entra, il n'y faisait pas plus clair que dehors, et il allait, tâtant les murs, et voulait déposer son fusil et son sac ; mais, soudain, comme il avançait à l'aventure, il sentit de nouveau cet obstacle froid, et grand et glissant.

— Qui est-ce donc, voyons ? cria Peer.

— Hé ! c'est le grand Courbe, fut la réponse, et Peer ne pouvait faire un pas et ne pouvait rien toucher sans rencontrer le cercle

du Courbe. L'endroit n'est pas bon, se dit Peer, puisque ce Courbe est à la fois dehors et dedans, mais je viendrai à bout de cette mauvaise tête. Et il prit son fusil et ressortit, et il tâtonna jusqu'à ce qu'il eût trouvé le crâne.

Repères

- 1828. — Naissance à Skien, petit port au sud-ouest de Christiania (aujourd'hui Oslo).
- 1849. — Première pièce, « Catilina », refusée par le théâtre de Christiania.
- 1850. — Ouverture à Bergen d'un Théâtre national, en réaction contre l'influence danoise.
- 1852. — Ibsen obtient une bourse de voyage pour récolter chants et coutumes populaires, mais il la garde pour assister à plusieurs situations financières.
- 1854. — Muni d'une bourse de séjour d'un an à Rome et à Paris pour étudier l'art, l'histoire et la littérature, Ibsen quitte son pays. Ce sera pour vingt-sept ans.
- 1857. — « Peer Gynt », commencé à Rome et à Paris, est achevé en 1867 à Ischia et à Sorrente.
- 1874. — Ibsen demande à Grieg d'écrire une musique de scène pour « Peer Gynt ».
- 1876. — Création de « Peer Gynt », Christiania.
- 1898. — Antoine monte « Les Revoltés », à Paris.
- 1899. — 25 ans Norvège. Ibsen décide de se réinstaller à Christiania.
- 1900. — Première attaque d'apoplexie, qui laisse Ibsen incapable de continuer à écrire.
- 1904. — Mort, le 23 mai. Cette saison-là, deux cent trente-deux représentations de ses pièces ont lieu en Allemagne. Le soir de ses funérailles, le Théâtre national de Christiania donne une représentation de « Peer Gynt ».

SUR LE CHEMIN DE LA MORT

Sur le chemin de la Mort,
Ma mère rencontrait une grande banquise ;
Elle voulait parler,
Il était déjà tard.
Une grande banquise d'ouate.
Elle nous regardait mon frère et moi,
Et puis elle pleura.
Nous lui dîmes — mensonge vraiment absurde — que nous [compréhensions bien].
Elle eut alors ce si gracieux sourire de toute jeune fille,
Qui était vraiment elle,
Un si joli sourire, presque espiègle ;
Ensuite elle fut prise dans l'Opacité.

HENRI MICHAUX.

QUAND la maman de Peer Gynt va mourir, parce que ses forces sont usées, sa maison est vide : les huissiers de justice ont saisi presque tout. La maman s'est couchée dans le petit lit d'enfant qu'occupait autrefois son fils. Elle est repliée sur elle-même, mais, malgré tout, ses pieds, sa tête, dépassent. Les huissiers lui ont laissé pourtant son lit à elle, comme le veut la loi. Peer Gynt entre en coup de vent. Il est interdit de séjour dans le village, et, de toute façon, des gens du village veulent le tuer. Personne ne l'a prévenu. Mais sa mère va mourir, alors il est là, c'est simple. Il est descendu de la forêt, où il se cache. Quand Peer Gynt était petit, quand sa maman était encore presque une jeune fille, la jeune fille qu'est à présent Solveig, la mère et l'enfant se tenaient seuls à la maison. Le père n'était pas là. Il courait un peu partout, il jetait par la fenêtre le peu de sous du foyer. La mère et l'enfant n'avaient rien pour les repas. Ils vivaient dans la peur tout court. Ils évitaient de s'entretenir, en se racontant à des contes, en se racontant des histoires. Ils se faisaient tous les deux un presque théâtre.

Dans ce petit lit, où la maman est aujourd'hui étendue, Peer Gynt alors se tenait assis, ou debout, rouge de fièvre, comme dans un traineau. La maman prenait place sur un tabouret, devant. Elle tenait les rênes. Ils imaginaient tous les

deux la neige, les bêtes. Ils filaient grand train. La mère, par-dessus le bruit du vent et des gélols, criait des lambeaux de légende. Ce soir, c'est Peer Gynt qui s'assied à califourchon sur une vieille calèche que les huissiers n'ont pas prise. Il fouette les chiens. Il décrit la piste glacée, les étoiles, les lumières du château. Sur le perron, il y a un monsieur, l'air très gentil, qui les attend pour la fête, c'est saint Pierre. Peer Gynt est très inspiré, il est pris par le conte, il emporte dans cette ivresse le lit d'enfant si léger, la maman si légère, il ne voit pas à quel moment juste elle quitte ce monde, et elle ne le sent pas non plus, peut-être. Peer Gynt tourne la tête en arrière, vers le traineau. Il voit que sa maman n'est plus. Lorsqu'il était entré tout à l'heure dans la chambre, la mère avait essayé, à deux reprises, de lui donner ou de lui demander des nouvelles de Solveig, la fiancée. Peer Gynt n'a pas relevé, comme on dit. Sa mère était devant lui, mourante, et il y a une différence que Peer Gynt ne fera jamais entre Solveig et sa maman. Toutes deux sont l'être que l'on quitte et l'être dans qui l'on se confond, l'on se perd.

Un matin, Peer Gynt était déjà hors la loi, traqué, et il passait en courant devant la cabane de sa mère, dans la prière. La mère n'est pas là. La maison seule est là, mais de derrière la maison s'élève la voix de Solveig, qui ne veut

L'éclat de soleil dans une vitre

pas être vue, qui se sauve. La demeure, vide, close, dans laquelle Peer Gynt n'entre pas, forme une présence, une figure, en laquelle la maman et la fiancée se marient.

Lorsque le petit garçon Peer Gynt et sa maman attendaient un signe du père, ils n'osaient pas s'éloigner, ils se tenaient dans cette maison d'où ils ne cessaient de se sauver par les contes, par le traineau inventé. Et plus tard Peer Gynt aura un penchant à envisager une maison que vue du dehors. Quand il est condamné à la réclusion dans la forêt, il coupe des arbres pour se construire une maison, et il se dit qu'il lui faudrait se procurer du verre, des vitres. Mais ce n'est pas pour faire entrer du jour dans la maison : il songe qu'une personne perdue dans la montagne pourrait voir une fois, de loin, le reflet du soleil qui cogne sur une vitre, à travers les arbres. La mère et l'enfant formeraient le couple uni d'une femme et d'un homme, couple perdu, naufragé, qui lancerait des signaux au moyen d'un éclat de miroir, sur l'océan.

Aussitôt après avoir emporté, dans une course folle en traineau, sa mère dans la mort, Peer Gynt nous apparaît en exil au-delà des océans. La côte d'Afrique, la jungle, le désert, un hospice de fous en Égypte. Le Cap, Panama, le haut mer... Un demi-siècle a passé, Peer Gynt revient dans sa montagne, et là, devant une cabane toute semblable à celle de sa mère, il voit Solveig, dans une robe du dimanche, tenant un livre de contes, toute semblable à la jeune fille inconnue qu'il avait vue la première fois. Il lui demande : « Où étais-tu ? » Elle n'est pas surprise, elle lui répond : « Dans ma foi, dans mon espérance, dans mon amour. » Pour Peer Gynt, ces mots ne peuvent être que les mots d'une mère, et il a un réflexe de refus, parce qu'il avait, avec sa mère, avec Solveig, tout senti, il n'avait presque rien compris. Mais il cède. Il se mêle à Solveig, qui commence à le bercer. Il disparaît en elle. Ainsi s'achève la pièce d'Ibsen, alors que dans les premières minutes du pre-

mier acte Peer Gynt berçait d'illusions sa mère, en lui racontant un conte.

La vérité de cet ultime instant entre Peer Gynt et Solveig, ce n'est pas tant que la femme prouve en elle l'homme qu'elle aime, comme son propre enfant, ce n'est pas tant que Solveig, dans sa solitude et sa fidélité, préfigure les « aimantes » de Rainer Maria Rilke, c'est que lorsque lui et elle se retrouvent, sur le seuil de cette cabane, après cinquante ans de séparation, aucun temps n'a passé. Les actes de la vie de Peer Gynt, la traite des nègres, le commerce avec la Chine, la royauté, la folie, tout cela n'a pas eu plus d'existence que si ses yeux avaient effleuré, au passage, des « baigneurs de divers pays ». Pour Peer Gynt comme pour Ibsen le fil n'a tenu qu'à « un sentiment de vie ».

Peer Gynt a ressenti quelque chose lorsque, dans les premiers temps de la pièce, il portait sa mère dans ses bras pour lui faire traverser un torrent. Elle avait un peu peur, mais il la tenait très fort. Quand, un peu plus tard, il porte Solveig dans ses bras, il lui dit qu'il la portait comme cela, dans ses bras, sans cesse, il pourrait aller en avant sans fatigue, à jamais.

« Ce que j'ai écrit de plus fou », disait Ibsen de cette pièce qui est avant tout l'histoire de ces trois êtres qui n'en font qu'un, la mère, l'enfant, la fiancée. Quant à la philosophie de « Peer Gynt », à la damnation éternelle d'un homme qui traitait en enfer parce qu'il n'a pas « été lui-même », cela a dû émettre beaucoup de poids, mais cela reste assez obscur d'autant plus qu'Ibsen règle aussi des comptes privés qui nous échappent. Et puis ce n'est pas si grave. Ibsen, comme d'autres Norvégiens de son temps, a l'air de croire que la damnation n'est pas un drame, que l'enfer est un séjour après tout plutôt confortable, sinon douillet, que d'ailleurs, lorsqu'on y débarque, on est étonné d'y retrouver tous ses amis, tous ses parents. Et tous les acteurs de théâtre, qui jouent tous les soirs, très bien.

MICHEL COURNOT.

Cinéma

Quelle France sera cette année au Festival de Cannes? Que décidera la commission chargée de cette sélection? On parle de « Beau-père » (Bertrand Blier), de « Malevil » (Christian de Chalonge), des « Altes de la colombe » (Benoît Jacquot). On dit que « Les Uns et les Autres », de Claude Lelouch, pourrait remplacer un de ces trois noms. Et il y

a aussi Juliet Berto et Jean-Henri Roger qui ont réalisé « Neiges ». « Neiges » est prévu pour la Semaine de la critique, mais pourquoi ce film ne représenterait-il pas la France au sein de la compétition? Coline Serreau, elle, est dans une autre commission, celle qui décide de la section « Perspectives du cinéma français ».

Coline Serreau n'a pas de film à Cannes, mais « Pourquoi pas ? » (prix Sadoul 1977) sort à nouveau le 8 mai. Le 8 mai, c'est également la sortie des « Altes de la colombe », distribué par la société Gaumont, dont le directeur général, M. Daniel Toscan du Plantier, donne les grandes lignes d'une philosophie du libéralisme en matière de cinéma.

Juliet Berto va à Cannes

Le jugement de Pépé

POUR quelles raisons une comédienne, au lieu d'attendre ou de chercher des rôles — peut-être même les choisir — devient-elle cinéaste, c'est-à-dire pourquoi s'engage-t-elle sur un chemin très long, envahi d'obstacles sans cesse renaissants. Dans le cas de Juliet Berto, la raison première est qu'elle a débuté avec Jean-Luc Godard (1), et que, dit-elle, « travailler avec lui, c'est regarder le cinéma se faire. L'idée de mise en scène date de cette époque. Je lui en avais parlé. Il m'a seulement dit : « Filme ta concierge. » Je lui ai répondu : « Je n'ai pas de concierge. » Ça s'est arrêté là. »

Jean-Luc Godard, Juliet Berto l'appelle « Pépé » avec une tendresse, toujours fascinée. Il lui a inculqué une façon d'être et de voir qui lui a servi sinon à guérir, du moins à accepter « certaines choses tristes de l'enfance ». Après quoi, se confrontant à des metteurs en scène « normaux », dit-elle en dessinant des guillemets avec sa voix et ses mains — devenant un nid de malentendus.

« Ils me demandaient une image qui ne m'appartient pas, qui est celle découverte par Jean-Luc. Ils me demandaient le « naturel », comme si ça existait. Jouer, c'est toujours jouer. J'avais joué, jonglé avec lui. Ce qui représente une force, mais elle ferme les portes parce qu'elle flaque la trouille. J'ai dû apprendre, ajoute-t-elle, à être comédienne. »

Elle apprend. Traverser la période Rivette (2), s'habituer à s'emparer d'un personnage, à le construire — « En définitive, dit-elle, le metteur en scène en fait ce qu'il veut ». — à trouver en tout cas, bonne ou mauvaise, sa place face à la caméra. L'angle sous lequel elle est vue, il ne lui reste plus qu'à trouver ou à placer la caméra et comment la faire bouger pour aborder la mise en scène... Mais, avant, intervenient une série de décisions sans rapport apparent avec la raison



raisonnable. En premier, la conscience d'un malaise l'amène à des questions sur sa difficulté à supporter le regard des autres, et le besoin de se fuir, que le travail de comédienne — qu'elle admet, précède-t-elle — ne résout pas.

« Je me montre terriblement agressive », dit Juliet Berto, et comment ne pas l'être? L'agressivité n'est jamais gratuite, elle exprime le besoin de s'arracher à quelque chose, une provocation qui mettrait la dalle dans votre camp, un élan d'où jaillit ce qui fait vivre les visages. L'agressivité, pour moi, passe par le cinéma, et peut-être qu'un bout il y a Neiges. Tout au moins un film que je devais réaliser. J'avais déjà essayé, mais sans obtenir l'avance sur recettes, et le projet avait échoué. Tant mieux. Je ne me rendais pas compte du degré de responsabilité que cela impliquait. Ce n'était pas de l'inconscience, plutôt de la mal-conscience. Je n'avais en tête que les théories des autres, rien qui soit

né de moi. Je pensais selon Godard, et j'avais peur de son jugement. Je travaillais pour qu'il m'approuve.

« J'écrivais. Quand on écrit, on est seul, ça ne regarde ni l'engagement personnel, ça ne regarde pas d'argent. Seulement, le désir vient de faire partager. C'est comme de découvrir des couleurs dans un paysage uniforme, on a envie de les montrer. Et puis, on ne peut pas perpétuellement se borner à porter les paroles des autres. Il y a toutes ces images qu'on accumule et qu'il faut bien donner... »

Des images qu'il faut d'abord transformer en écriture. L'écriture se présente de reconnaître celui qui les démontrent, leur donner une forme, propre à être vendue — il s'appelle Marc Villard.

« Comment on fait pour faire un film ? dit Juliet Berto. Comment met-on une idée en vente, puisque le film n'existe pas encore ? » On attend le miracle,

l'avance sur recettes, qui se produit à Noël. Il faisait froid, le film s'appelle Neiges. À la radio, Jeanne Moreau chantait « Plein d'amour ».

Pour Juliet qui « adore vivre un mio », le plaisir est complet. Elle ne doute pas que le reste va suivre : la production, la réalisation. Et le succès? L'interview, brusquement, la ramène à une autre réalité que celle du tournage, du montage, du mixage et elle a peur.

Jusqu'à là, elle est simplement entrée dans le jeu. Elle a fondé, en compagnie de Jean-Henri Roger, comme elle « bâtarde de Jean-Luc ». Comme elle, il craint le « jugement de Pépé » et a longtemps tourné le problème en se passionnant pour l'aspect technique des films, en donnant des cours de cinéma.

Un « port »

Bien qu'un double metteur en scène n'inspire pas a priori confiance, les deux enfants se sont unis, s'épaulant pour franchir le cordon ombilical. Ils ont fait un film qui n'est pas à eux deux, mais à l'un et à l'autre. Le film de ce qu'ils aiment chacun, et qu'ils connaissent. Ils sont allés dans le pays qui se trouve tout près du quartier. Le habite Juliet Berto : entre Pigalle et Barbès, le « Boulevard », occupé l'hiver par une fête frileuse, et toujours, par la course à la drogue que la mort stoppe net. Le boulevard des immigrés, des furaxés, des apatrides. Un autre pays, pays de bruits, « un port » dit Jean-Henri Roger, qui est né à Marseille. Le « Boulevard » : une scène où la misère brille comme une couronne royale, où s'accumulent des identités hasardeuses, où se masquent des vies comme en cage, où se soir, comme au théâtre.

Parce qu'elle est comédienne, Juliet Berto comprend « viscéralement », ce no-man's land auquel elle n'appartient pas, mais qui lui ressemble : un tourbillon d'audaces et d'angoisses autour d'une flamme rebelle au malheur. Elle dit :

« Ces gens sont pathétiques, mais ils ne portent pas la tristesse. Leurs regards brûlent d'espoir comme chez tous ceux qui ne possèdent rien d'autre que la vie. »

COLETTE GODARD.

(1) Le Chinois (1967), Week end, le Gai savoir.
(2) Qui, une, Coline et Juliette ont écrit, écrit.

POINT DE VUE

L'exercice du libéralisme

par DANIEL
TOSCAN DU PLANTIER (*)

QUELQUES caractéristiques propres au cinéma me paraissent prendre une signification particulière dans la conjoncture politique actuelle.

— La public du cinéma est jeune : plus de la moitié des spectateurs ont entre quinze et vingt-cinq ans. Dans cette classe d'âge, ils sont des clients réguliers, assidus même, et c'est un élément majeur de leur culture.

— Si le cinéma a moins de deux cents millions de spectateurs par an dans les salles, il a plus de cinq milliards de clients à la télévision, représentant plus de la moitié de l'audience totale en une année. Contrairement à ce que pensent beaucoup de responsables politiques, le monde de la fiction, en particulier dans le public jeune, est plus important que celui de l'information, et le cinéma porteur de rêves touche fondamentalement aux réalités et à ce qu'on pourrait appeler la politique « profonde ». Qu'on le regrette ou non, il est certainement aujourd'hui le facteur le plus puissant dans l'évolution des mœurs. S'inscrivant dans l'univers de la fiction, il pénètre à l'intérieur des caractères, en dedans et au-delà de toute conscience intellectuelle.

— Une caractéristique fondamentale du cinéma tient à sa nature économique. Il ne s'est développé et ne s'étendit encore que dans le système libéral. Les pays socialistes, malgré d'immenses moyens, n'ont pu véritablement « accoucher » d'un cinéma accepté par le public, et leurs plus grands cinéastes actuels appartiennent à l'univers de la dissidence. Pour le rôle d'Andréj Vajda dans la « révolution » polonaise, la mise sur pied d'une industrie d'Etat n'a abouti nulle part à un cinéma populaire, et leurs plus

grands cinéastes cherchent leur public et même maintenant leur production vers l'Europe occidentale, et en particulier la France. Pendant ce temps-là, il faut bien constater l'extraordinaire succès dans le monde du cinéma américain, qui n'est, pour autant, aucunement favorisé par une politique spécifique du gouvernement américain. Les simples fonctionnements du marché, et en particulier ceux de la télévision commerciale lui assurent un développement exceptionnel, fondé avant tout sur sa reconnaissance par le public mondial.

— Contrairement à ce que beaucoup pensent, le deuxième cinéma du monde, et de loin après l'américain, est le français au VII. Objectivement, une phase de renaissance dont on ne peut trouver l'équivalent qu'avant la guerre. Une politique de marché, encouragée par les pouvoirs publics, a abouti à une réconciliation spectaculaire entre les structures industrielles et commerciales du cinéma et ses créateurs : les quatre films nommés aux Oscars pour l'année 1980, des cinéastes Français Truffaut, Alain Resnais, Maurice Pialat et Jean-Luc Godard, sont tous les quatre le fruit de cette nouvelle tendance venant de quatre auteurs pourtant longtemps symboliques d'une violence hostile au système commercial du cinéma français et, en général, à l'économie de marché. En particulier le succès extraordinaire, en France et dans le monde, des films de Truffaut et de Resnais n'a pas d'équivalent dans l'histoire récente du cinéma français. Ainsi se comble le fossé entre une

création intellectuelle longtemps tournée vers un système d'organisation du cinéma (l'Etat de modèle socialiste et une industrie refusant d'assumer le caractère culturel de la création cinématographique) On peut dire que, aujourd'hui, la France second marché du cinéma mondial bien avant l'Italie et l'Allemagne (rappelons que le plus grand producteur italien est actuellement Gaumont, société française), est le premier dans le développement d'une relation dialectique saine entre l'art et le commerce. Les plus grands metteurs en scène américains : Coppola, Woody Allen, font appel, en permanence, au modèle français.

— Au moment où, une fois de plus, les partisans de chaque bord revendiquent l'appropriation du fait culturel, il me semble donc nécessaire de rappeler que la puissance du cinéma tient, essentiellement, à l'exercice du libéralisme.

Faudrait-il encore que la volonté libérale s'applique à l'ensemble du système audiovisuel? Tout le monde le sait aujourd'hui, les révolutions technologiques à venir posent des problèmes que les anciens concepts juridiques et politiques ne peuvent plus assumer. La notion même de service public audiovisuel est en crise, et nous sommes de plus en plus nombreux à penser qu'il faut lui substituer le service du public. Là aussi, les représentants d'un Etat moderne se doivent d'évaluer l'impact économique de leurs décisions, tandis que les industriels « évolués » ne peuvent plus ignorer la réalité d'un pays, on voit beaucoup de vieilles notions qui rendent le langage politique usuel à dépassé.

(*) Directeur général de la société Gaumont.

Entretien avec Coline Serreau

Un film comme une course de fond

J E n'ai jamais pensé, dit Coline Serreau, que mes films devaient avoir un grand succès, tout de suite, puis disparaître. Ce ne m'intéresse pas, je les vois plutôt comme des courses de fond, je les fais pour une longue durée, pour quelque chose qui se bâtit lentement, qui repose sur une accumulation, les films s'éclaircissent les uns les autres.

La système, celui qui consiste à ramasser le maximum en un coup de poker, n'est pas, dit-elle, est contraire à l'art. Il faut savoir que dans l'avenir, on ne va plus compter seulement avec les salles, mais le seul capital, c'est un négatif de film, que les gagnants, c'est nous, nous qui avons les scénarios dans nos têtes, même si nous nous faisons exploiter. Nous sommes gagnants, car ce qui se consomme, sera toujours fabriqué avec nos normes, ceux du cinéma, pas ceux de la télévision.

Ce qui est difficile, c'est d'arriver à produire, à réaliser un film qui vaille quelque chose, et touche. Un film n'existe pas dans un absolu idéaliste, il existe dans le mouvement qu'il suscite chez les gens qui le voient, et par rapport aux autres films, avant et après lui.

Pourquoi pas ? a provoqué des mouvements de peur, de rejet, d'amour, de libération. Si le film reste, on ne le résume plus en racontant qui couché avec qui : ce dont je parle, dans Pourquoi pas ? c'est d'un autre scandale, celui de vivre avec les règles d'une société future (pas utopique, future), ce que je montre, ce sont des rapports comme il faudra qu'ils soient, dans une société qui n'est pas très loin.

Les gens, dans ce métier, ne sont pas philanthropes. Ils ont vu que Pourquoi pas ? était finalement « une bonne affaire commerciale, et ils se sont intéressés à moi. Certains, y compris des acteurs, m'ont fait savoir qu'ils seraient partants pour un autre sujet, n'importe quoi. J'écris, donc, je retourne voir ces gens de l'establishment, ne crachons pas dans la soupe. La même chose s'est passée qu'avec Pourquoi pas ? : ils ont vu que Pourquoi pas ? était violent, il ne parle pas des femmes, il ne parle pas de ce dont j'ai parlé jusqu'à présent, il parle des petits gens, et, en ce qui concerne les acteurs, de ringards. Résultat : ce n'est pas dans l'establishment que je vais travailler.

Je vais avoir moins d'argent, ce sera plus compliqué, mais je l'ai déjà fait, et rien ne m'empêchera de tourner. De toute façon, si on me refuse un scénario, j'en ai quarante millions d'autres, et si on veut m'empê-

cher de tourner, je prendrai une caméra, je filmerai quand même. Tout cela ne m'attire pas. Si les choses étaient plus faciles, on prendrait des tics d'enfant gâté, ce n'est pas mauvais, qu'il faille se bagarrer : ça renforce l'envie de faire le film, ça aide à savoir si c'est vraiment important.

Ce scénario que je vais tourner est, sous forme allégorique, l'examen minutieux du processus de la révolution. Si les producteurs ont eu peur, c'est qu'ils sont très loin de tout. Moi, je prends le métro, j'ai un quartier, je sais bien de quoi ils ont envie, bien sûr, qu'il faut aussi dévoter, mais moi que ceux qui vivent dans les sphères du pouvoir, des privilèges, sous une énorme couche de custe, et perdent de vue la vie quotidienne. Ils sont pris dans leurs propres contradictions : car s'ils étaient avec les gens, ils gagneraient bien plus d'argent.

Coups au cœur

Il ne faut pas lâcher le public dans ses coups au cœur ancestraux : ces comportements se font simplement les renverser, voler ce qu'il y a dans la culture dominante — la comique, la science du jeu des acteurs, par exemple.

Je crois qu'il est très important de raconter des histoires que n'importe quelle personne, de n'importe quelle éducation puisse suivre clairement. Je crois, bien sûr, qu'il faut aussi développer une forme de cinéma, comme la musique ou la peinture contemporaine, qui se servent d'un langage plus poétique, plus symbolique, plus libre vis-à-vis de la narration. Et il faut être très fort, très humble pour y arriver, pour ne pas tomber dans l'intimidation ou le charlatanisme, pour ne pas, au bout du compte, être les mêmes vieilleries sous des allures apparemment neuves.

Le travail sur la forme, je ne l'ai pas négligé : mais qu'est-ce qu'elle veut ? Dans Pourquoi pas ? Mais pour réellement changer quelque chose dans ce domaine, il faut être très costaud idéologiquement.

Lorsqu'on fait des films dépressifs, et seulement dépressifs, ça profite à qui ? Comme les dépressions économiques, ça profite aux mêmes. Je préfère les films qui essaient de donner une petite semence d'espoir et de révolte, et disent aux gens : « vous n'êtes pas comme on vous dit que vous êtes ». C'est difficile à faire passer, car ça ne profite pas aux « gros », ça non.

Propos recueillis par CLAUDE DEYARRIEUX.

THEATRE MODERNE

15, rue Blanche, 75009 Paris
Métro : Trinité

LE CHANT
DU PEUPLE
JUIF
ASSASSINÉ

POÈMES ET CHANTS DES
GHETTOS ET DES CAMPS
Réalisation Eva GRILQUEZ

Avec
Robert DARAME
Eva GRILQUEZ
TALILA

Avec la collaboration de

Tous les soirs : 20 h 45
Matinée : dimanche 15 h
Relâche le lundi
et le dimanche soir
Location : 280.09.30
et Agences
Collectivités : 874.16.51

ODEON
THEATRE NATIONAL

direction Jacques TOU
tel. 325.70.32

du 23 avril au 24 mai

en co-réalisation avec la Comédie-Française

A MEMPHIS
IL Y A
UN HOMME
D'UNE FORCE
PRODIGIEUSE

de Jean AUDUREAU
mise en scène de Henri Ronse

LE MARRAIS CAGE a maintenant 12 ans d'existence. Si vous aimez la très savoureuse cuisine de nos îles d'outre-Atlantique, sans pour autant tourner le dos à la classique mais sûre gastronomie française, vous serez aux anges. Rien ne vous manquera, assuré que vous serez de bonne chair, de bons vins, d'amabilité, de service diligent, le tout pour un prix honnête auquel il ne manquera même pas la remarquable courtoisie du Patron. Cocktails maison, crabe farci flamboyant, boudin criole, rinde antillaise, Colombo antillais (porc ou mouton) c'est tout pour le dessert, coupe de sorbet exotique. On sert jusqu'à 23 heures. Fermé dimanches et jours fériés. LE MARRAIS CAGE - 8, rue de la Source 75003 PARIS - 857-31-20.

صلى الله عليه وسلم

Cinéma

Hollywood et les syndicats

I — LE MONOPOLE DES CINQ

Si l'on veut saisir les racines du mouvement syndical à Hollywood, il faut remonter jusqu'aux années 10, marquées par l'apparition du long métrage (en 1911) et le développement du star-system, décisif à bien des égards.

Quand le public commence à identifier les visages sur les écrans, les producteurs sont contraints d'en révéler les noms. Les Mary Pickford, Charlie Chaplin, Douglas Fairbanks connaissent rapidement une formidable popularité, cependant réservée à quelques rares vedettes. Un tel phénomène ne contribue pas à créer un esprit de corps et ce sont d'abord les modestes artisans et techniciens qui dès 1906 fondent un syndicat.

La clef de la maturité syndicale pour les ouvriers du cinéma est le contrôle exercé sur la diffusion, par l'intermédiaire des projectionnistes qui en majorité se sont joints au I.A.S.T.E. (International Alliance of Theatrical Stage Employees). Les compagnies les plus riches Paramount, Warner, M.G.M., Fox, etc. — se livrent une guerre acharnée pour l'achat de salles sur tout le territoire des États-Unis. En 1926, le I.A.S.T.E. qui a recruté suffisamment d'adhérents pour bloquer les projections sur l'ensemble du réseau, signe un accord de base.

Avant de parvenir à semblable victoire, les « créatifs » doivent

surmonter de nombreux handicaps, à commencer par leurs dimensions internes, dues aux intérêts divergents entre les stars et les autres.

Seuls les grands noms sont en mesure d'affronter la tyrannie des chefs de studio. Contrairement aux « mannequins » qui savent immédiatement définir leur situation, les artistes se voient comme appartenant à la belle et grande famille des studios, à la rigueur comme des collaborateurs indépendants. Il a fallu une série d'événements majeurs et d'abus pour que leurs yeux s'ouvrent. Et encore, face à la résistance opiniâtre des patrons, beaucoup s'opposent au mouvement syndical ou bien le trahissent. Preuve de leurs réticences, au mot « union » (syndicat) ils préfèrent celui de « guild », qui évoque les groupements corporatifs et qui subsiste aujourd'hui. Pour la plupart, ils viennent des années new-yorkaises, où les conditions de travail ne sont pas des plus agréables, bien qu'en 1919 leur syndicat (Actor Equity Association), ayant entrepris une grève dure, ait été reconnu par les directeurs de Broadway. Tout naturellement, Equity décide alors de prendre en main les intérêts des Hollywoodiens. Il rallie une relative majorité, qui lui permet d'obtenir en 1924 divers avantages concernant les licenciements sans indemnités, les horaires, etc.

Batailles...

Pendant ce temps, tranquillement, les écrivains fondent la Screen Writers Guild of America (S.W.G.). Seule une petite minorité pense qu'elle a un rôle à tenir. Pour les autres, il s'agit d'un club de bonne compagnie. En 1922, la proportion s'inverse. L'avènement du parlant accroît considérablement le pouvoir des auteurs. L'arrivée en masse des écrivains new-yorkais, que les producteurs — terrifiés par une innovation à laquelle ils sont mal préparés — appellent en renfort, est un facteur déterminant. Les nouveaux venus, même s'ils estiment qu'ils se prostituent un peu en venant travailler à Hollywood, connaissent la valeur de leur art. Ils affichent, d'autre part, des opinions politiques. Rien d'étonnant à ce qu'ils aient constitué le noyau du seul syndicat actif.

Les producteurs comprennent rapidement qu'ils ont désormais affaire à forte partie. Ils parent au danger en usant de la tactique patronale classique : un syndicat contrôlé par les studios. Ainsi, le cerveau de Louis B. Mayer, chef de la M.G.M., naît en 1927 l'Académie. À la fin des années 20, les différences branches de l'industrie y sont représentées — producteurs, acteurs, écrivains, techniciens. Tout comme aujourd'hui, on y est admis par cooptation.

Les producteurs font juste assez de concessions pour donner à l'Académie un semblant d'indépendance. Ils émettent pendant quelques années à empêcher toute concurrence réellement dangereuse. Equity tente bien de se mesurer avec l'Académie, s'efforce même, en 1929, de provoquer une grève — rapidement désamorcée — et disparaît à jamais des plateaux hollywoodiens.

La répression de 1929, dans un premier temps, sert les intérêts patronaux, car les artistes sont enclins à la docilité. Puis la situation se retourne. En mars 1933, au plus noir de la crise économique, les producteurs annoncent qu'ils sont contraints, pour éviter la faillite, de diminuer les salaires de moitié. Ils prétendent qu'ils ont l'approbation de l'Académie. On ne saurait dire aujourd'hui avec certitude si leur position est ou non justifiée. Toujours est-il qu'en l'approuvant l'Académie perd toute crédibilité. C'est le signal du ras-le-bol pour les créatifs, y compris les cinéastes, qui jusqu'alors n'avaient pas éprouvé le besoin de s'organiser.

King Vidor, quatre-vingt-sept ans aujourd'hui, se rappelle fort bien les péripéties qui ont accompagné la naissance du syndicat des metteurs en scène dont il a été le premier président. « Les chefs de studio avaient organisé une meeting à l'initiation des membres de l'Académie, dans une salle du Roosevelt Hotel à Hollywood. Louis B. Mayer, Jack Warner et Jules Schenk (qui ve-

naient de prendre la direction de la Fox) nous annoncent leur décision. Alors se lève un coiffeur — sans doute ne travaillant pas et s'étant-il risqué à perdre son emploi — qui demande s'ils comptent également réduire leur propre salaire. Vous les auriez vus s'agiter, se tourner vers leurs collègues, demander « Comment s'appelle ce type ? », ordonner « Notes son nom ! ». Il faut savoir qu'à cette époque cinq hommes — les chefs des cinq grands studios — tiennent en mains toute l'industrie et le sort de chacun.

Néanmoins, à la minute où le meeting s'achève, quelques-uns d'entre nous se regroupent sur le trottoir devant la porte de l'hôtel. Nous décidons de ne plus tolérer cette façon de faire, de nous organiser.

Les écrivains passent plus rapidement à l'action, puisqu'ils ont suffi de redonner un second souffle à leur guilda démantée. Un mois après l'annonce de la réduction de salaires, ils ont élu de nouveaux leaders, élaboré une nouvelle constitution, rallié quelque deux cents membres, pour la plupart transfuges de l'Académie. En octobre 1934, le nombre de leurs adhérents atteint sept cent cinquante.

Quant aux acteurs, ils tiennent, le 12 juillet 1933, leur première réunion officielle chez un des leurs, Ralph Morgan. Dès la fin

octobre, ils comptent dans leurs rangs des noms prestigieux : entre autres Groucho Marx, James Cagney, George Raft, Robert Montgomery, Gary Cooper, Spencer Tracy, Paul Muni, dont le soutien marque une étape capitale. Seules des stars de cette envergure sont susceptibles de rééquilibrer le rapport de forces, face au monopole des Cinq.

...Et puis la guerre

Bien entendu, les producteurs réagissent à cette triple offensive par tous les moyens connus de pression et de chantage. Irving Thalberg lui-même, directeur de production à la M.G.M., et que l'on dit plus cultivé, plus sensible que ses pairs, se révèle un adversaire fanatique des syndicats. Finistère que de traiter avec eux, il menace un moment de dissoudre le studio. « Les producteurs », dit King Vidor, « ont jusqu'à répondre que nous sommes communistes. Et puis ils ont été forcés de modifier leur attitude. Rappelez-vous qu'à cette époque les studios avaient besoin d'une main-d'œuvre permanente pour diriger leurs grands films. Quand la guerre a commencé, nous avons représenté une véritable force. »

La harpie patronale peut se donner libre cours à l'égard des écrivains, dans la mesure où leur syndicat est le seul à avoir une couleur politique. Depuis sa formation, trois factions rivales se disputent le pouvoir : la gauche militante, la droite qui veut se borner au rôle d'association indépendante, et le centre qui souhaite une organisation professionnellement agressive et politiquement neutre, à l'image de ce qu'elle est devenue aujourd'hui. Horrifiés par les agissements des studios, les écrivains excommuniés avec les écrivains membres de l'Académie (en 1935 ils ne sont plus que trente-huit) et valant les discussions des autres à leur profit. À l'issue d'un affrontement au cours duquel la gauche l'emporte, quelques conservateurs se rallient à Irving Thalberg, et selon la tactique éprouvée forment un syndicat contrôlé par les patrons.

Ce nouvel organisme, baptisé « The Screen Playwrights », bénéficie de l'appui législatif de la M.G.M. : bureaux, secrétaires, avec des contrats fabuleux pour ses fondateurs, sans compter le soutien de la bande des Cinq, déterminés à mener ensemble une campagne d'intimidation sans merci. Allen Rivkin, prolifique auteur dramatique, évoque leur chantage incessant : « Irving Thalberg, Darryl Zanuck (Fox) Jack Warner, Harry Cohn (Columbia), nous traitaient de faiseurs de troubles, nous accusaient de tuer la poule aux œufs d'or, et par ailleurs nous offraient d'excellents contrats à condition de quitter notre syn-

drat. Une dizaine de cinéastes, dont Howard Hawks, Henry King et Rouben Mamoulian passent à l'action. Ils se réunissent chez King Vidor et décident chacun cent dollars pour fonder la « Screen Director's Guild ». Le mot « screen » est abandonné en 1960 quand les metteurs en scène de radio et de télévision se joignent au syndicat.

Le fameux scénariste Dalton Trumbo apporte également son témoignage : « L'association des producteurs nous a mis devant une alternative simple : quitter la Guilda ou ne plus remettre les pieds au studio. » Rien d'étonnant, donc, à ce que, fin 1936, la S.W.G. soit moribonde. Le nombre de ses adhérents actifs est tombé à moins de quarante, qui en sont à tenir des meetings clandestins. Seul un miracle peut la sauver, et le miracle a lieu.

Il s'agit pour nom le National Labor Relations Act (N.L.R.A.), plus connu sous celui de Wagner Act, voté par le Congrès américain en 1935, dans la foulée du New Deal — ensemble de mesures économiques libérales préconisées par le président Roosevelt. Le N.L.R.A. établit avec précision la procédure administrative par laquelle un syndicat est reconnu comme unique représentant d'un groupe de travailleurs. Contre toute attente, l'acte est entériné par la Cour suprême le 12 avril 1937. La perspective d'un vote à bulletin secret — recommandé par le décret — conduit nombre de scénaristes à rallier la Guilda. Pendant l'été 1936, à la suite d'un vote organisé dans chaque studio, la Screen Writers Guild l'emporte sur le Screen Playwrights par cent soixante-sept voix contre cinquante-sept : c'est également grâce au N.L.R.A. qu'acteurs et metteurs en scène obtiennent leurs premières conventions collectives — en 1937, puis en 1940.

Pour les écrivains, une bataille décisive vient d'être gagnée. Mais le combat continue. Quatre années — et une grève votée à l'unanimité en mai 1941 — sont nécessaires pour que les « monogues » consentent à signer un premier contrat avec la Guilda.

À vrai dire, la deuxième guerre mondiale, plus que toute autre chose, est venue en aide aux écrivains. Comme l'a résumé, en termes lapidaires, Roddie Mannix : « Les gens, nous avions besoin de tractions avec ces gens. »

LISE BLOCH-MORHANGE et DAVID ALPER.

Prochain article :

LISTES NOIR



EN FRANCE

Si la France n'est pas aussi près des États-Unis de la « révolution audiovisuelle », ses artistes n'en sont pas moins touchés par le développement des techniques de reproduction et de diffusion. Et bien que les syndicats français ne soient pas organisés sur le modèle américain, ils ont pour tâche de sauvegarder les droits au travail et à la création.

Dans les textes administratifs, les artistes sont désignés sous les termes de « travailleurs indépendants », à employer multiples. Ce rythme nécessairement fragmenté du métier laisse imaginer les difficultés d'une action syndicale. Le groupement le plus important, le S.F.A. (Syndicat français des artistes interprètes), connaît toutefois un taux d'adhésion relativement élevé (30 % des artistes y sont syndiqués, d'après ses estimations). En 1976, le Syndicat avait lancé une grève qui dura trois mois, du 15 novembre 1976 au 16 février 1977, lors de l'élaboration de l'O.R.T.F. en sociétés concurrentes. Le Syndicat protestait contre l'établissement de cette concurrence qui sacrifierait, disait-il, la qualité des émissions à des impératifs commerciaux, et contre une situation toujours actuelle : le développement des techniques de diffusion menace une culture qui se condamne elle-même, si elle privilégie la reproduction et la redistribution

d'œuvres étrangères ou anciennes, au détriment de la création. Il y a également un danger pour les artistes, qui risquent de perdre du travail (c'est-à-dire les moyens de vivre, mais aussi les occasions de créer), plus le bénéfice et le contrôle de leur travail antérieur, souvent réutilisés sans leur accord. En février 1977, la grève avait conduit à un demi-succès au moins sur deux points : en obtenant d'abord la garantie d'un « volume de production » qui aurait dû envier une certaine dimension culturelle et éviter un recours trop systématique aux productions étrangères, et, d'autre part, le droit pour l'artiste de toucher 25 % de son cachet lors de la redistribution d'une émission.

Or actuellement, quand on « passe » un disque à la radio ou quand on programme un film, les producteurs reçoivent un pourcentage, mais les artistes n'ont aucun droit sur ces utilisations secondaires de leur travail enregistré. C'est ce droit que le Syndicat cherche aujourd'hui à faire reconnaître. D'une part, dans les faits, lors de la signature de chaque contrat de travail, et d'autre part, dans une action juridique : une pétition, qui a recueilli de nombreuses signatures, a récemment demandé au président de la République l'élaboration d'un projet de loi. La France, en effet, ne fait pas partie des vingt-six pays qui ont signé, à Rome, en 1961, une convention internationale qui réglementait les droits sur les utilisations secondaires.

LAURENCE CORNU.

Signé FURAX

LA CANNE
A SUCRE
BAB 23.25
DINER-SPECTACLE

ELYSEES LINCOLN - STUDIO LOGOS

LES NOCES WAJDA
Les cris et les chuchotements polonais vus par un très grand cinéaste. TELERAMA.

RACINE - 14 JUILLET BASTILLE - 14 JUILLET BEAUGRENELLE

NEF DIFFUSION présente
LUCCHINO VISCONTI
LA TERRE TREMBLE
LA TERRA TREMA

Che Francis
Le restaurant de la vie parisienne
7, rue de l'Assommoir
Tél. 01 42 55 55 55

Louis Coppaloni
CAFÉ DE LA GARE 41, Rue du Temple
LES 23-24 AVRIL A 20h.

SEUL ou ENTRE COPAINS
BAR FEMINA DISCOTHEQUE
RESTAURANT
De 16 h. à l'aube. Réception par de charmantes hôtes.
Tous les jours sauf le dimanche.
6, r. Arsène-Houssaye, PARIS-8° - 561-07-32

DE ON
NITE

MEMPHIS
IL Y A
UN HOMME
UNE FORCE
RODIGIEUSE

SELECTION

Une semaine

Le choix des

« Cahiers du cinéma »

Le choix est plus resserré cette année, avec sept reprises, et sept programmes seulement de nouveautés. Pour la France, inédits, *Merry Go Round* de Jacques Rivette, *Lois de Manhattan* de Jean-Claude Biette et *Les Photos d'Alain* de Jean Eustache (moyen métrage), accompagné de *Trop tôt*, *Trop tard* de Jean-Marie Straub et Danielle Huillet, et de *Ciné Mafia* avec Jean Rouch, Joris Ivens et Henri Storck. Également deux œuvres expérimentales que veulent défendre les *Cahiers* : *Âge de la terre* de Claude Roca et le *Mystère d'Obertop* d'Antonioni, ainsi qu'un inédit de Minal Sen, *les Marginaux* (Inde), qui sort dans une salle le 24 avril. Un choix, une politique du cinéma. (*Studio Action République*, jusqu'au 28 avril. Lire notre article page 25.)

Une exposition

La linogravure de Picasso



Tout l'œuvre linogravé de Picasso — une centaine de pièces — au musée Granet, d'Alsace-Provence, qui célèbre ainsi le centenaire de la naissance du peintre. La « Haus der Kunst », de Munich, a évoqué l'événement en présentant la collection de l'une des héritières, Marina, que le Palais Grasse exposera à partir du 3 mai.

Un salon

Les « chers maîtres »

Orientalisme, antiquité, odalisques, pillages et massacres des innocents, la peinture des « chers maîtres », férus d'illustration historique et exotique, est au Grand-Palais, au Salon des artistes français, qui fête son centenaire.

C'est Jules Ferry qui, en 1881, supprima la tutelle de l'État sur l'organisation du Salon, de naissance royale (sous Louis XIV), et rendit leur liberté aux artistes. Un anniversaire qui nous donne l'occasion de voir quarante tableaux de Bouguereau, Rochegrosse, Carolus-Duran, Gérôme, Henner, Gervex, Jamin, Moreau, cinq sculptures dont *L'homme qui marche*, de Rodin, et quelques médailles qui avaient figuré à ce premier Salon républicain. À l'honneur des cinéastes, succéderont l'intervention de la ville, d'un long oubli, dont le musée d'Orsay sera la revanche.

Un livre

une émission

« Hollywood »

de Kevin Brownlow

En liaison avec les treize émissions de FR 3 programmées depuis le 5 avril et jusqu'au 28 juin, Kevin Brownlow publie, 26 de la même recherche et sous le même titre, un *Hollywood* bien distinct, le plus beau livre, peut-être, paru à ce jour sur ce que beaucoup considèrent, encore aujourd'hui, comme l'âge d'or du cinéma américain, « le muet ». À l'aide de photos rares et la plupart inédites, grâce à des textes fondés puisés aux sources, Kevin Brownlow fait revivre une époque mal connue, un Hollywood proche des origines, quand le cinéma était une aventure. Un ouvrage de collectionneur.

★ Calman-Lévy éditeur, 272 pages. Prix suggéré : 140 F.

Deux festivals

Les arts traditionnels à Rennes

On parle beaucoup de la renaissance des arts traditionnels. C'est un peu vite dit : bien sûr, les arts traditionnels réapparaissent surtout sur la scène, ce qui représente un changement de nature profond. Des hommes tentent, cependant, de les montrer avec respect, au plus près de leur vérité. Les concerts de « musiques traditionnelles » de Radio-France présentent ce mois-ci un extraordinaire groupe de musiciens japonais Yonin no kai (jeudi 23 avril, 20 h. 30, salle Gaveau) et le Festival des arts traditionnels de Rennes, qui nous fait découvrir, depuis huit ans, les cultures de l'Orient, de l'Afrique et de l'Amérique du Sud. Cette année, parmi les vingt groupes de musiciens et de danseurs, dont la moitié viennent pour la première fois en France, citons les tambours des bergers royaux du Burundi, les chanteurs diphoniques de Mongolie, les faiseurs de nœcs de Hongrie, les pleureuses de Finlande, les musiciens Kawwali du Pakistan (jusqu'au 29 avril, à Rennes).

La culture juive à la Carliouche

Renaissance (ou reconnaissance) aussi de la culture juive : après la Quinzaine sur la culture yiddish organisée par la maison de la culture de Grenoble, le Festival international de la culture juive tente, pour la première fois, une confrontation de l'héritage et de la créativité contemporaine en proposant pendant un mois du théâtre, des films, de la musique, de la poésie, du mime, de la danse, de la peinture, des séminaires (vingt-deux), des ateliers, des stages : une programmation énorme, riche et folle (du 26 avril au 25 mai, Atelier du Chaudron, Carliouche de Vincennes, tél. : 805-41-20). Notons aussi, parallèlement, le festival de chants yiddish, judéo-espagnols et argentin de Jacinta (Théâtre Essalon, 18 h. 30) et le « Chant du peuple juif assassiné » (à partir du 23 avril, au Théâtre Moderne, 21 h.).

Un pianiste

Zoltan Kocsis,

Quand il apparut, il y a dix ans, avec son compère Ranki, ce fut le coup de foudre de Paris pour Zoltan Kocsis ; à dix-neuf ans, ce grand garçon dégingandé au visage fin et rudi d'un Watteau des Carpathes, souriant de malice sous son épaisse toison en désordre, semblait sorti en droite ligne de la musique comme Mozart ou Chopin. Il en humait les parfums, en transmettait toutes les profondeurs avec des doigts d'elfe bondissants qui avaient miraculeusement la vélocité, le toucher, le poids, la poésie native de toutes les musiques.

On l'a revu à la télévision, toujours comme un adolescent génial qui réinvente le piano, transcrit sans effort les timbres des plus subtiles partitions d'orchestre. Il jouera cinq jours de suite au Théâtre de la Ville : allons vérifier si le miracle est toujours de ce monde. (Du 28 avril au 2 mai, à 18 h. 30.)

Un disque

Concerts pour le peuple du Cambodge

Plus de huit ans après le fameux concert pour le Bangladesh, qui, en août 1971, rassembla à Madison Square Garden de New-York, à l'initiative de George Harrison, Eric Clapton, Billy Preston, Léon Russel, Ravi Shankar, Ringo Starr, et marqua le retour sur scène de Bob Dylan, un autre ancien Beatle, Paul McCartney, a réuni dans un autre même but charitable — mais pour le peuple du Cambodge dévasté par la famine et la tragédie — au théâtre Hammersmith Odeon de Londres, un certain nombre de vedettes du rock, dont certaines font, à cette occasion, leur rentrée : les Who, et aussi Robert Plant, le leader de Led Zeppelin. Participaient aussi au concert : The Clash, Queen, Elvis Costello, The Pretenders, Ian Dury, et, bien sûr, Paul McCartney et les Wings.

Le double album enregistré en public et distribué au profit de l'UNICEF et de la commission pour les réfugiés des Nations unies est un document fidèle de cet événement, qui s'est déroulé les 26, 27, 28 et 29 décembre 1979. C'est aussi un bon document musical où chacun offre une part de lui-même et de ce qu'il a de mieux dans sa musique. (Double 33 t. Dist. WEA Fut-pacchi Music.)

Une maîtresse de ballet

Birgitt Cullberg

Une troupe suédoise de danse contemporaine marquée par la forte personnalité de Birgitt Cullberg. Disciple de Kurt Jooss, âgée de soixante-trois ans, elle allie l'expressionnisme à des techniques modernes (Graham, Cunningham), dans des chorégraphies à tendances psychologiques. Son travail est très théâtral. Deux danseurs présentent la relève : son fils Mats Ek, véhément, et Luc Bouy, plus lyrique. (Théâtre de la Ville, à partir du 27 avril.)

Une photo d'Henri Cartier-Bresson



HENRI CARTIER-BRESSON. Ce jour-là, le soleil passait derrière le rideau au défilé de l'ombre du peloton, qui faisait tranquillement son travail. Cartier-Bresson prit son Leica, fit la photo, et appela un ami pour lui dire que son appareil avait des fuites. Le soir même, la photo était choisie sur planche-contact ; le lendemain, elle était tirée ; le surlendemain, Cartier-Bresson l'avait apportée encadrée au musée pour l'exposition dans son exposition. Le Musée d'art moderne doit exposer ses dessins à partir du mois de mai.

CINEMA : Rétrospective James Ivory, à la Cinémathèque française (à partir du 24 avril). Reprise de la Terre tremble, de Luchino Visconti. *Mater Ammatissima*, de José A. Saisot. *L'Homme fragile*, de Claire Clouzot. *Lili Marleen*, de Rainer Werner Fassbinder. *Elephant man*, de David Lynch. Reprises de *Viva Zapata*, d'Elia Kazan ; d'*Araki Bobo*, de Manoel de Oliveira.

THEATRE : *L'Amour de l'amour*, et *Le Soulier de satin*, version intégrale pendant les week-ends au Théâtre du Rond-Point. *La Locandiera*, par Jacques Lassalle à la Comédie-Française. On attend : *Têtes rondes et têtes pointues*, de Brecht, par Philippe Van Kessel au T.E.P. *Derniers détails*, la première pièce de Gildas Bourdet, à Tourcoing, par la Salamandre, Centre dramatique du Nord.

Et aussi...

MUSIQUE : Printemps musical de Poitiers (22-29 avril). *Société 1 ou le Pouvoir déshabillé* par les écrits perdus, de Luc Ferrari (Musée d'art moderne, du 22 au 24, du 23 au 30 avril, du 4 au 6 mai). Musiques traditionnelles du Japon (Gaveau, le 23). *L'Or du Rhin* (Lyon, les 24, 25, 26). *Rigoletto* (Strasbourg, les 24, 25 avril, 2, 4 et 6 mai). Musique vivante, programme choisi par C. Akins (Saint-Denis, le 24). *Titus avec cor et avec clarinette de Brahms* (Théâtre du Rond-Point, le 26, à 10 h. 45). *Aida* (Toulouse, les 26 et 29 avril, 2 mai). *Wozzeck* (Marseille, les 26, 28 et 30). *Bartók et Tallis*, par l'Orchestre de Paris, dir. D. Sarenboim (Notre-Dame de Paris, les 28 et 29).

DANSE : *Kilina Crémone* au Théâtre 18. *Le Théâtre du Silence* à la Maison de la danse de Lyon : création de *Pas et par*, de l'Américain David Gordon.

EXPOSITIONS : La civilisation de Sumer, au Petit Palais. Les chevaux de Saint-Mar et les effigies de Cappello, au Grand Palais. Une rétrospective Modigliani, au Musée d'art moderne de la Ville de Paris. Rauschenberg photographie, au Centre Georges-Pompidou.

T.B.B.
THEATRE DE BOULOGNE-BILLANCOURT • 603.60.44
DIRECTION : JEAN-PIERRE GRENIER

GILLES SERVAT
récital
du 22 au 28 Avril

60, R. DE LA BELLE FEUILLE (Métro Mairie St Denis)
LOCATION AU THEATRE ET DANS TOUTES LES AGENCES

(Publicité)

JEAN-PAUL BELMONDO
Jean-Claude ZANA

Il y a vingt ans, un jeune acteur épris de théâtre tentait l'aventure au cinéma sans trop y croire. Il avait nom Jean-Paul Belmondo.

Aujourd'hui, qui ne connaît « Bébel » ? Sérieux, tendre, drôle, naturel, il a su captiver le public qui le classe parmi les acteurs les meilleurs et les plus populaires.

Grâce à Jean-Claude Zana, c'est le vrai Jean-Paul Belmondo — le héros du *Guignolo* et de *L'homme de Rio*, mais aussi de *Léon Morin*, prêtre du 20^e A bout de souffle que vous allez découvrir tout au long de ces pages.

Collection SOLARSTAR Editions SOLAR

OLYMPIC BALZAC ELYSEES - OLYMPIC ENTREPOIT
OLYMPIC SAINT-GERMAIN

MARIGNAN - BERLITZ - MONTMARNASSE 83 - QUINTETTE
FAUVETTE - SAINT-LAZARE PASQUIER - MOVIES LES HALLES
ALPHA Argenteuil - TRICYCLES Asnières

Un film de LUCHINO VISCONTI

Bellissima
Magnani

avec ANNA MAGNANI

RICHARD BERRY
FRANCOISE LEBLANC
DIDIER SAUVEGRAN

L'HOMME FRAGILE

Un film de CLAUDE CLUZOT

Un film de demain sur les sentiments d'aujourd'hui

musique originale de JEAN-PAUL SERVAT
scénario de JEAN-PAUL SERVAT
réalisé par CLAUDE CLUZOT
coproduit par JEAN-PAUL SERVAT
distribué par PLATINUM

SALLES CLASSÉES
CINÉMAS d'ART
et d'ESSAI
(A.F.C.A.E.)

PANTHÉON 13, rue Victor-Cousin
92015 94

LE RISQUE DE VIVRE
de Gerold CALDERON

CENTRE CULTUREL PORTUGAIS
FONDATION GULBENKIAN
51 avenue d'Iéna - 16^e

du 24 avril au 15 mai
EXPOSITION

SÃO
MARIA DA CONCEIÇÃO
art parure

(Publicité)

JEAN GABIN
Sylvie MILHAUD

Une « gueule », comme on dit dans l'argot du cinéma. Menton carré, yeux bleus froids comme l'acier ou chargés de toute la tendresse du monde, voix gouailleuse du Parisien pur sang qu'il était. Un abattage énorme. Un « métier » capable de transformer en triomphe populaire telle œuvre médiocre (il y en a eu), mais aussi de transcender un chef-d'œuvre. C'était cela Gabin, monstre sacré de l'écran, qui, de la *Bandera* au *Claud des Stollens* en passant par *Quel des Brumes* ou la *Traversée de Paris*, marque de son empreinte un demi-siècle de cinéma français.

C'est cet homme que, derrière la superstar, derrière le mythe qui l'entoure, Sylvie Milhaud vous invite à découvrir.

Collection SOLARSTAR Editions SOLAR

che 100150

FRANCE-MUSIQUE**FRANCE-MUSIQUE**[illegible]

• **Nome contratto:** M

● Deux portraits : W. Jean, Gérard Meneghetti, « L'Espresso », 12 mars 1983, p. 102.
modèle de France-Culture grande émission, par Patricia Konigsberger Dava, et consacré à cet admirable critique philosophe que le Français temps méconnu — a fait qu'une grande partie de l'œuvre est attachée à la française (14 b 6).

Un peu plus tard, à midi, le Père Jean (traducteur de Hopkins) lauréat Jean Rollin proposent de découvrir un autre redécouvert du public français du poète anglais Hopkins on s'accorde à dire, contribué, au dix-neuvième, à son renouvellement, gage poétique dont le modernes portent ces marques. — B.A.

(soprano). F. Dvorak, J. Mraz (ténor), J.-L. J. Fret (basse), 22 et 23. C'est la trilogie suspendu, œuvres de tnl.

● **Sgt. Franco-Musiel**

On note un peu plus de ce même dimanche, la mission en direct du T.R.M. pour le Champ d'un concert Brahms : opus 40, pour piano (Daubert), violon (Pierrot) et cor (P. Del Vesco). trio opus 114 pour flûte (Michel Portail) loncelle (Frédéric Lodé).

« Une manière originale des résultats du tour des élections, à 20 heures France-Culture, est l'analyse de la lettre que proposait la presse d'une soirée sur les « 5, 4, 3, 2, 1... dis-moi ton chiffre ? », au cours du quelle des mathématiciens, peintres, des éboueurs, etc., ont pu donner leur point personnel qu'ils ont mis au chiffre choisi par eux, une sorte de tarification radiophonique, satirique et poétique, qui s'éternement interrompu commentaristes des résul-

Musées : « Trio opus 9, violon et cor » à 20 heures, chambre à coucher de Strauss, piano (F. M.), violon (F. L.) et cor (D.).

12 h 5, Le jeu des F. Dewaire.

12 h 45, Tons en scène

12 h 35, Jeunes solistes

Chœurs de Schœuber,

12 h 15, Les après-midi concert : Les débuts du chœur de Berlin, St Wagner.

12 h 15, La tribune de quinze : « Parais-tu encore à Paris ? » de P. Boulez, G. Solti, H.

12 h 2, Concert : Jazz de W. Shaw.

20 h 5, Concert : B. E. musique concertante, « Concerto pour violon et cor majeur, Beethoven », « Concerto symphonique », dir. R. Hamann.

20 h 35, Violon : « Concerto », dir. R. Hamann.

22 h 4, Ouvert la nuit violente : 23 h, Sauter.

١٥٠٠

مكتبة من الامم

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	65,00	78,44
DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,00
IMMOBILIER	43,00	50,57
AUTOMOBILES	43,00	50,57
AGENDA	43,00	50,57
PROP. COMM. CAPITAUX	120,00	141,12

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	37,00	43,52
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,76
IMMOBILIER	28,00	32,93
AUTOMOBILES	28,00	32,93
AGENDA	28,00	32,93



emplois internationaux (et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux (et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux (et départements d'Outre-Mer)

Ministère des Travaux Publics et des Transports Ecole Nationale Supérieure des Travaux Publics de YAMOUSSOUKRO (en Côte d'Ivoire)

recrute

- 1 CHEF DE DEPARTEMENT, SCIENCES PHYSIQUES
chargé de la coordination des Enseignements de physique et chimie (24 enseignants).
Niveau : professeur, maître de conférences ou équivalent.
- 1 CHEF DE DEPARTEMENT, SCIENCES ECONOMIQUES ET SOCIALES
chargé de la coordination des enseignements d'informatique, économie, gestion, organisation, droit, anglais, technique d'expressions.
Niveau : professeur, maître de conférences ou équivalent.
- 2 ADJOINTS AU DIRECTEUR DES ETUDES DE L'ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'INGENIEURS (ENSI)
A) L'un chargé de la coordination des classes préparatoires (Math Sup, Math Spé.).
Niveau : professeur agrégé 5 ans au moins d'expérience.
B) L'autre chargé de la coordination des classes d'ingénieurs (1ère, 2ème, 3ème année).
Niveau : ingénieur Grande Ecole/Génie Civil - expérience d'enseignement.
- 1 ADJOINT AU DIRECTEUR DES ETUDES DE L'ECOLE NATIONALE D'INGENIEURS DES TECHNIQUES (ENIT)
Niveau : Ingénieur Grande Ecole de Génie Civil - expérience d'enseignement.
- 1 ADJOINT AU DIRECTEUR DES ETUDES DU CENTRE DE FORMATION CONTINUE
chargé des relations avec le secteur privé.
Niveau : ingénieur Bâtiment ou architecte + expérience professionnelle chantier et bureau d'études et ayant participé à des actions de formation.
- 1 RESPONSABLE DE L'ORGANISATION DES STAGES
attaché au centre de formation continue.
Niveau : ingénieur + expérience contacts professionnels.

Ces postes sont à pourvoir pour la rentrée d'Octobre 1981.

CONTRATS DU MINISTRE FRANCAIS DE LA COOPERATION.

Possibilités de détachement pour les fonctionnaires.

Ecrire en joignant CV détaillé à CESTP 12, rue Brancien 75737 PARIS CEDEX 15.

ORGANISATION INTERNAT. EN HAUTE-VOLTA

recherche spécialistes en systèmes informatiques et en conseil de gestion pour install. syst. de comptabil. et former personnel local. Expérience Afrique-Occident. et connaissance anglaise nécessaires. Envoyer carte, photo 4/4 et 8/262 le Monde Pub., 5, rue Tolstoy, 75008 Paris, qui transmettra.

LE BUREAU DE RECHERCHES GEOLOGIQUES ET MINIERES

recherche pour relations de prospection hydrogéologique à l'étranger.

DES INGENIEURS HYDROGEOLOGES

(ENSG ou docteurs 3^e cycle) présenter une expérience professionnelle de 2 ans au minimum en zones arides ou semi-arides.

- Les candidats doivent en outre posséder une bonne expérience :
 - de la recherche d'eau souterraine en zone de saut;
 - de la supervision de forages au marteau foré de trou;
 - de la mise en œuvre de campagnes géophysiques (méthodes électriques).
- Les tâches qui seront confiées aux candidats retenus impliqueront :
 - une grande mobilité physique.
 - une bonne connaissance de l'anglais.
 - et également demandées.

Adr. lettre de candidature avec C.V., références et photographies à B.R.G.M./D.P.E.L. P.O. 6009 45080 ORLÉANS CEDEX.

ENGINEERING AND OTHER OPPORTUNITIES IN THE UNITED ARAB EMIRATES

شركة أبوظبي للعمليات البترولية البرية

ABU DHABI Company for Onshore Oil Operations

Salaries Paid in ABU DHABI Free of Local Taxation

We can offer challenging opportunities for professionals who have experience, preferably in the oil industry.

3 posts at equivalent of U.S. \$36,600 per annum:—
SENIOR ELECTRICAL ENGINEER (POWER) Ref: S.9/81
SENIOR INSTRUMENT ENGINEER Ref: S.7/81

To lead specialised teams in their disciplines to provide Engineering expertise in the design and development of multi-discipline projects. To prepare and participate in the preparation through Consultants of Tender and Contract documents. To ensure that correct standards, specifications and procedures are followed throughout a project life. To approve all plans, drawings or any other technical documents related to this field of activity. To assist Site Engineers during the construction phase, whenever required.

REQUIRED Minimum of 10 years' experience — preferably in the oil industry.

PROJECT ENGINEER Ref: S.11/81

To be in charge of one or more projects from the earlier stages of the design engineering to the commissioning of the facilities, acceptance by Production Operations and settlement of all possible claims from any of the contractors or suppliers. To organise, direct and supervise the activities of a multi-discipline project team.

REQUIRED M.Sc. or B.Sc. in Engineering with 10 years' experience of Project Co-ordination, of which 2 years will have been in the oil/gas industry.

10 posts at equivalent of U.S. \$33,000 per annum:—
COMPUTER ANALYST Ref: S.30/80

To maintain, update and develop in-house capability for technical computer work required by Petroleum Engineering and Geological professionals.

REQUIRED B.Sc. in Mathematics, Science or Engineering or Computer Technology with a minimum of 5 years' experience in technical programming, with detailed knowledge of Fortran IV.

SOFTWARE SUPPORT ENGINEER Ref: S.22/80

To maintain, update and modify existing reservoir engineering simulation, programming and develop additional reservoir analysis software as required. To advise the Reservoir Engineers on the use of in-house petroleum engineering software.

REQUIRED B.Sc. in Science or Engineering with a minimum of 5 years' post-graduate experience in the petroleum industry, with periods in Reservoir Engineering and detailed knowledge of Fortran programming.

PETROPHYSICIST Ref: S.95/80

To provide expert advice and technical interpretation of open and closed hole well surveys and to establish basic parameters for this interpretation. To recommend and ensure effective and appropriate surveys are taken.

REQUIRED B.Sc. in Mathematics, Physics, Engineering or Geology, with not less than 5 years' postgraduate experience in the oil industry. At least 2 years as a practicing log analyst.

LOG ANALYST Ref: S.42/79

To provide expert advice and technical interpretation of open and closed hole well surveys and to establish basic parameters for this interpretation. To recommend and ensure effective and appropriate surveys are taken.

REQUIRED B.Sc. in Mathematics, Physics, Engineering or Geology, with not less than 5 years' postgraduate experience in the oil industry. At least 2 years as a practicing log analyst.

3 PETROLEUM ENGINEERS Ref: 105/106/80

To carry out planning studies of a technical and economic nature and to develop work programmes.

REQUIRED M.Sc. in Petroleum Engineering or Science with at least 5 years' experience in Reservoir Drilling and Production.

3 PETROLEUM ENGINEERS Ref: 107/108/80

To conduct studies for optimisation of Gathering and Water Injection systems. To investigate new technology and formulate concept design for Production and Surface Facilities.

REQUIRED M.Sc. in Petroleum Engineering together with at least 5 years' related experience in the oil industry.

Agency in Arabic and English spoken and written is essential for all vacancies.

The climate in the area is hot and humid in summer, temperate in autumn, but moderate and pleasant during the rest of the year. Abu Dhabi is a modern city with good shopping, communications and recreational facilities. Primary and Secondary Schools are available. The Company provides free furnished rented or bachelor, air-conditioned accommodation and air passages to home country with annual leave of 30 days after 10 working months, for married staff and 20 days after 4 working months for bachelors.

In addition to attractive salaries and free medical care, the Company also extends financial assistance to dependants attending school, up to completion of Secondary Schools.

Clear handwritten applications (2 copies) in ENGLISH, giving full details of qualifications, training and experience, as well as membership of professional associations and supported by copies of relevant testimonials, should be submitted to the following address:

SENIOR PERSONNEL OFFICER (RECRUITMENT)
ABU DHABI COMPANY FOR ONSHORE OIL OPERATIONS
P.O. BOX 270, ABU DHABI, U.A.E.
DEPARTMENT OF PETROLEUM
P.O. BOX 9, ABU DHABI, U.A.E.

RÉPUBLIQUE DE CÔTE-D'IVOIRE

DIRECTION ET CONTRÔLE DES GRANDS TRAVAUX (Établissement Public)

recrute
pour d'importantes opérations

INGÉNIEURS DE HAUT NIVEAU très expérimentés en contrôle de :

- travaux de bâtiment
- travaux routiers
- prix et marchés de travaux routiers
- travaux d'ouvrages d'art

CONDUCTEURS DE TRAVAUX D'ÉLECTRICITÉ

couverture sociale assurée

Adresser demande manuscrite + C.V.
+ photo récente et prétentions à :

Direction et Contrôle des Gds Travaux
04 B.P. 945, ABIDJAN 04
Côte-d'Ivoire.

Téléphone : (19-225)
31-15-73 - 31-16-49
31-10-69 - 31-26-79

DIRECTEUR DU PERSONNEL

CONTRAT DE DEUX ANS — ALGERIE

Une importante SOCIÉTÉ CANADIENNE DE FORAGE cherche un PROFESSIONNEL CONFIRMÉ et expérimenté pour ses activités en ALGERIE.

Les principales responsabilités comprendront :
- recrutement et organisation du personnel
- coordination des relations de travail entre la Direction et le personnel
- représentation de la société auprès des différentes organisations (gouvernement, autres agences, etc...)
- gestion du personnel.

Le candidat devra être parfaitement bilingue Français/Anglais. C'est un homme ouvert qui a le goût des relations humaines.

De formation universitaire il a si possible une bonne expérience dans la gestion des ressources humaines.

Cycle de travail de 2 semaines sur le chantier suivi d'une semaine de congé à Palma de Majorque ou sur le continent.

Ce contrat de deux ans est assorti d'une rémunération globale comprenant un excellent salaire de base, indemnité de séjour à l'étranger, prime de fin de contrat et avantages divers de la Société.

Les entretiens auront lieu à Paris entre le 18 et le 22 Mai 1981.

Envoyer lettre, C.V. avec références, en Anglais, à No 94.686 - Contessa Publicité 20, Avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Entreprise de tuyauterie et chaudronnerie recherche pour ARABIE SAOUDITE INGENIEUR A.M. (ou équivalent) chargé de :
- prospection commerciale,
- suivi technique et financier des affaires.
Anglais courant indispensable. Réponse manuscrite avec C.V. et prétentions, à Havas 47.948 Marseille.

MANAGER, COMPUTER AUDITING

Brussels based position with leading U.S. pharmaceutical firm

The successful candidate will be the European based member of a corporate team performing computer installation and computer application audit reviews. These reviews are undertaken to assure corporate management that subsidiaries effectively use computers and computer related technologies and employ adequate controls. Approximately 50% travel — primarily to the capital cities of Europe — is involved.

To qualify, you should possess a University Degree and minimum five years data processing experience, preferably on IBM equipment. Working knowledge of COBOL and RPG II as well as fluency in at least one European language in addition to English is essential. Accounting/financial background is preferred.

Primary interviews will be conducted in London and Brussels. Send resume with salary requirements to Mr. F. Vandewalle, Personnel Dept., Merck Sharp & Dohme, Chaussée de Waterloo 1135, 1180 Brussels, Belgium. An equal opportunity employer m/f.

MSD
MERCK
SHARP
DOHME
INTERNATIONAL
Division of Merck & Co. Inc.
Rensselaer, N.Y. 12150 U.S.A.

LES EMPLOIS INTERNATIONAUX

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

Un des tout premiers Groupes Commerciaux d'AFRIQUE NOIRE FRANCOPHONE recherche

INGENIEUR TEXTILES

(Epiplu, Mulhouse, Roubaix, ITF Basloigne)

intéressé par le commerce des tissus, notamment imprimés et articles d'habillement.

Le candidat retenu, âgé de 35 ans environ, justifiera d'une expérience professionnelle de plusieurs années dans le textile.

Un séjour antérieur Outre-Mer serait apprécié.

Envoyer CV détaillé, photo et rémunération souhaitée sous référence 5808 à L.T.P. 31, Bd Bonaparte Nouvelle 75008 Paris.

Cedex 02 - qui transmettra

GROUPE COFLEXIP FLEXSERVICE

Entreprise multinationale française spécialisée dans la production et la pose de pipes flexibles et câbles.
Leader mondial de son marché recherche.

operations managers confirmés

30 ans minimum - Bilingues Anglais - Ingénieurs de formation

Ils sont destinés à diriger des chantiers offshore complexes en utilisant en particulier les navires à positionnement dynamique appartenant au Groupe.
Les candidats, ingénieurs diplômés auront une grande mobilité, du réalisme pratique, de l'autorité et une solide expérience des travaux offshore.

* Avant de faire acte de candidature, prière de contacter par téléphone du descriptif détaillé de cette offre contre pour vous par SVP Information Carrière. Vous serez informé immédiatement en toute discrétion et notre réponse s'en trouvera accélérée.
Appelez le 763.11.15, référence 1063

SVP Information Carrière
7 rue de Logelbach 75017 Paris.

27/11/80

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux

emplois régionaux

Une jeune Société française d'équipements électroniques
Sud-Ouest de la France
crée un poste de

directeur des achats

Négociateur de talent, il lui sera confié la totalité des achats (depuis les composants jusqu'aux équipements).
Parmi ses fonctions, il lui faudra aussi mettre en place des procédures et renforcer son équipe.
C'est un POSTE CLE qui demande une personnalité alliant à la fois des qualités de fermeté et de diplomatie.
Une expérience de 10 à 15 ans dans la fonction, une connaissance si possible du milieu électronique seront très appréciées. La pratique de l'anglais est obligatoire.
Adresser C.V., manuscrit, photo et prétentions à No 94956, CONTEXTE Publicité 20, Av. de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

GRUPE MULTINATIONAL FRANÇAIS
recherche pour une de ses usines

UN RESPONSABLE ENTRETIEN ET TRAVAUX NEUFS

Sous l'autorité du directeur il devra :

- assurer au moindre coût, l'entretien de l'usine,
- réaliser et concevoir les modifications d'appareillage,
- gérer un budget d'investissements et animer une équipe de 50 personnes.

Le candidat idéal :

- Ingénieur diplômé type Arts et Métiers ICAM, etc.
- 5-10 ans d'expérience
- Homme de terrain avec le goût des contacts humains.

Le poste est à pourvoir dans une ville du Centre-Est.
Larges perspectives d'évolution de carrière au sein du groupe.

Adresser CV, photo, sous réf. A 233

à TELEX P.A.

34, bd Haussmann - 75009 PARIS qui transmettra

THOMSON-BRANDT

recherche pour son Usine de CHAUNY
(650 personnes) SON

CHEF des SERVICES TECHNIQUES

Agé de 35 ans minimum, nécessairement de formation scientifique supérieure (école d'ingénieurs, université, etc...), il a une expérience industrielle approfondie acquise en usine, avec une dominante mécanique ou électromécanique.

C'est un gestionnaire rigoureux et exigeant, alliant le bon sens et l'énergie, sachant animer une équipe et soucieux de mener ses réalisations jusqu'à leur terme.

En relation directe avec la direction, il aura pour mission de superviser et de coordonner les activités du Bureau d'Etudes, le service de mise au point de certains matériels et le Service Entretien (environ 70 personnes).

Ce poste est situé dans une petite ville animée et possédant une bonne infrastructure locale (logement, scolarité, etc...).

Les candidatures avec C.V., photo et prétentions sont à adresser sous No 93960 à CONTEXTE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

NEYRPC - GRENOBLE
Filiale du Groupe CREUSOT-LOIRE

recherche

2 INGENIEURS

pour son service

ETUDES HYDRAULIQUES DES TURBOMACHINES

- CARACTERISTIQUES COMMUNES AUX POSTES :
 - Formation de base type ECP, MINES, ENSI avec option mécanique des fluides.
 - Solides connaissances dans le domaine, renforcées par de bonnes capacités de calcul et de programmation.
 - Goût pour, à partir d'approches théoriques, analyser et interpréter les essais sur modèles réduits.

- 1er POSTE : outre les aspects ci-dessus, comporte une part importante de conception de tracés des composants. Ce poste ne peut convenir qu'à un ingénieur confirmé qui sera amené rapidement à travailler de façon autonome.

- 2ème POSTE : convient à jeune ingénieur éventuellement débutant.

Envoyer C.V., au Service GESTION DES CADRES, B.P. 75
Centre de Tri - 38041 GRENOBLE CEDEX.

groupe

école supérieure de commerce de lyon

recherche dans le cadre de son plan de développement

DES PROFESSEURS-CONSULTANTS

- une formation supérieure française ou étrangère du niveau doctorat et une bonne maîtrise de l'anglais ;
- plusieurs années d'expérience professionnelle réussie en entreprises ou dans un cabinet-consultant ;
- un goût et une aptitude pour l'animation attestée par une expérience de formation d'étudiants ou de cadres d'entreprises,

dans les domaines suivants :

1) LA GESTION FINANCIERE

Analyses et contrôle de gestion, gestion de production, études de rentabilité, conception et gestion de projets industriels.
(Une expérience d'ingénieur-consultant serait appréciée).

2) LE MANAGEMENT

Il s'agit de monter et d'animer un enseignement inséparable de l'ensemble des activités de l'entreprise avec l'aide d'une équipe de professeurs et s'appuyant sur une expérience de simulation de gestion.

Le groupe E.S.C. LYON offre des possibilités variées d'intervention grâce à :

- ses programmes de formation d'étudiants (E.S.C. et C.E.S.M.A.), perfectionnement de cadres ou dirigeants d'entreprises françaises et étrangères (C.F.P. et Coopération Internationale), d'études et recherches appliquées (C.A.R.E.C. et R.E.) ;
- sa participation au programme Doctoral de Gestion de Lyon ;
- ses liens privilégiés avec les entreprises ;
- ses échanges avec plusieurs universités aux Etats-Unis, Canada, Grande-Bretagne, Japon...

En plus de l'activité essentielle de formation et de recherche au sein du Groupe, d'une durée moyenne de 2 à 4 jours par semaine, les professeurs sont invités à développer, à titre personnel, des interventions de conseils ou d'expertise dans les domaines particuliers de leur compétence.

Adresser lettre de candidature, C.V. et prétentions à M^{me} COTTIN, Groupe ESC LYON, BP 174, 69130 ECULLY.

Yoplait condia

UCALM

recherche

1 CHEF D'EXPLOITATION

La Société construit à MAYENNE une unité dotée des perfectionnements les plus récents en matière de fabrication de poudre de lait destinée à la consommation humaine - automatisation du processus.

Le candidat retenu devra assurer avec une large autonomie l'exploitation de cette unité.

Les candidatures pour ce poste sont à adresser avec C.V. et attestations à l'attention de M. H. de LAFOREST, B.P. 329, 72007 LE MANS Cedex.

DANS LE CADRE DU DEVELOPPEMENT
DE SA DIRECTION FINANCIERE
Important groupe français du secteur mécanique

recherche

CONTROLEUR FINANCIER DES USINES

Assistent les gestionnaires locaux et responsable vis-à-vis du directeur financier, principal responsable du contrôle de gestion et de la comptabilité analytique du domaine industriel.

Trente ans minimum, expérience similaire très appréciée si possible dans entreprise à méthode anglo-saxonne.

Adresser C.V. et prétentions sous référence 2.725 à SWEERTS, B.P. 269, 75424 Paris Cedex 09.

Pour notre Usine de REIMS
vous cherchez un jeune

INGENIEUR CHIMISTE E.N.S.I.C. NANCY

Ce poste convient à un homme actif et créateur.
Il offre une possibilité de carrière intéressante.
Possibilité de logement.

Envoyer C.V. manuscrit + photo sous n° 94504 à ConTEXTE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

Cherche VENDEURS ambulants
sur places pour saison 4 h.
par jour, nombreux avantages.
Ecrire SUD PLACES 21.
53450 PUGET-SUR-ARDES.

BANQUE TARNEAUD
LYOISES

recherche pour son Agence

D'ANGOULEME ATTACHE COMMERCIAL

CONFIRME

Niveau Classe III ou IV.
Bonne expérience clientèle PME,
PMI et particuliers. Titulaire du
Brevet Professionnel Banque ou
en cours de préparation.

Adresser C.V. et photo au
Service du Personnel
2 et 8, rue Turgot,
87000 LIMOGES

UNIVERSITE
MONTPELLIER II
RECRUTE PROFESSEUR
GENIE ALIMENTAIRE
pour oct. 81. Date limite envoi
dossier candidature : 27 avr.
81. Renseignements : Directeur
Institut Sciences Ingénieur, place
Bachelier, 34050 Montpellier.
Tél. (07) 83-91-44, Doct. Etut
et exp. Génie Chim. induspan.

INGENIEURS
pour SUD-EST FRANCE
Formation INSA - LYON
connaissances physiques
thermiques ou méthodes des
éléments finis. Débutants ou
moins de 2 ans. CRT Industrie,
37, rue Miramont, Paris (81).
Téléphone : 255-28-25.

Bureau d'ingénieurs-consultants
recherche
INGENIEURS
5 à 10 ans d'expérience
en études de routes, bâtiments,
VRD, ouvrages, etc., pour animer
équipes dans le Nord central.
Adresser C.V. et prétentions à/n°
8.250 le Monde-Pub., 5, rue des
Italiens, 75009 Paris, qui transmettra.

OFFRES D'EMPLOIS

MSL international

73, boulevard Haussmann 75008 PARIS - Tél. (1) 266.04.93.
94, rue Servient Le Mercure 69003 LYON - Tél. (7) 862.08.33.
50, boulevard de Paris 59100 ROUBAIX - Tél. (30) 73.71.70.



SOGREAH Ingénieurs Conseils

« L'ETUDE DE L'EAU DANS LE MONDE »

Leader mondial dans son domaine d'activité (aménagement du territoire axé sur les techniques de l'hydraulique) SOGREAH se développe et complète ses équipes pour son siège à GRENOBLE et pour ses implantations à l'étranger.

Directeur du contrôle de travaux génie civil

Moyen-Orient

Basé sur le site, ou à proximité, cet ingénieur sera chargé de la direction du contrôle des travaux de grands chantiers d'aménagements hydrauliques, pour lesquels SOGREAH intervient en tant qu'ingénieur-consultant. Autant une équipe d'ingénieurs et de techniciens il sera responsable de la bonne exécution des travaux (terrassements, barrages en béton, canaux, ouvrages d'art, station de pompage, etc...) aux plans techniques et contractuels. Ce poste conviendrait à un ingénieur diplômé maîtrisant l'anglais et âgé d'au moins 35 ans. Son expérience professionnelle acquise en bureau d'études et en entreprise lui permettra de dominer les problèmes de direction et de contrôle de grands travaux de génie civil appliqués à l'hydraulique et l'aura préparé au rôle d'ingénieur-consultant : il aura ainsi développé les qualités d'animateur que nécessite la prise en charge de travaux importants dans un contexte international. La première affectation est prévue au Nord de l'IRAK pour une durée de deux ans. - Réf. M 12005.

Ingénieur chef de bureau d'études

Moyen-Orient

Pour ce même chantier irakien SOGREAH recherche le chef du bureau d'études. Assisté d'une équipe d'une dizaine de personnes, il fera établir les plans d'exécution des ouvrages à partir des dossiers d'appel d'offres. Il ajustera ces plans aux données du terrain et contrôlera les dessins d'exécution proposés par les entreprises. Le candidat retenu parlera couramment l'anglais et sera ingénieur diplômé spécialité génie civil. Il aura au minimum 5 ans d'expérience en tant que chef de groupe acquise chez un ingénieur-consultant dans les études (conception et exécution) d'ouvrages de génie civil appliqués à l'hydraulique notamment les réseaux d'irrigation complexes. De bonnes connaissances en mécanique des sols et en calcul sont nécessaires. La durée du contrat est de deux ans renouvelable. - Réf. M 12007.

Contrôleurs de travaux génie civil

Moyen Orient

Plusieurs postes sont disponibles pour des contrôleurs de travaux diplômés (D.U.T., B.T.S., option Génie Civil ou équivalent), ayant une sérieuse expérience du contrôle qualité et de la gestion des contrats, acquise de préférence à l'étranger pour le compte d'un ingénieur-consultant ou d'un organisme de contrôle dans l'un des domaines suivants : prises d'eau, canaux, digues, barrages, réseaux d'irrigation, stations de pompage, etc... De bonnes connaissances en anglais sont nécessaires. La durée du contrat est de deux ans renouvelable. Pour ces emplois, les candidatures de jeunes ingénieurs génie civil seront également examinées. - Réf. M 12008.

Pour ces postes basés dans le Nord de l'IRAK, les conditions de rémunération liées à la valeur des candidats et d'expatriation sont particulièrement attrayantes. L'accompagnement familial est possible.

Ingénieur hydraulicien

Grenoble

Le service irrigation et drainage recherche un ingénieur hydraulicien spécialisé en irrigation. Il sera chargé de collecter auprès du client et sur le terrain les données techniques et économiques nécessaires. Il participera, dans le cadre d'équipes pluridisciplinaires, aux études d'aménagement hydro-agricoles comportant la conception de réseaux d'irrigation, de drainage et d'assainissement : il en contrôlera parfois la mise en place sur les sites. Ce poste conviendrait à un ingénieur diplômé d'une grande école ayant une expérience d'au moins 5 ans dans la conduite d'études hydro-agricoles acquise dans un organisme d'aménagement ou un bureau d'études. Son aptitude au travail en équipe lui permettra de développer des solutions techniques réalistes. Une compétence en informatique sera appréciée. L'anglais est nécessaire, l'espagnol est souhaité. Des déplacements à l'étranger sont à prévoir. - Réf. M 12009.

2 Projeteurs génie civil

Grenoble

Le bureau d'études génie civil recherche deux projeteurs, chefs de groupe. Ils participeront à la conception des ouvrages et prendront en charge toutes les phases des projets retenus, effectueront tout ou partie des calculs, réaliseront les plans et descriptifs. Parfois, ils suivront la réalisation des travaux correspondants. Ces postes concernent des diplômés B.T.S. ou D.U.T., option Génie Civil ou équivalent, ayant une solide expérience dans les études de grands ouvrages hydrauliques. Une connaissance parfaite de l'anglais est nécessaire, des déplacements sur les sites sont à prévoir. - Réf. M 12010.

Pour ces postes écrire à Joël Bernard à Lyon.

Discretion totale assurée.

Chefs de département

200.000 +

Groupe International en pleine expansion (+ 40% par an), spécialisé dans le domaine des prestations de services informatiques, renforce la direction opérationnelle de ses unités et recherche

Chef de département Informatique opérationnelle

Marché des Armées

Il développe l'activité de la société au sein de l'unité dont il assume l'entière responsabilité au plan commercial, technico-commercial, de la gestion, du personnel.

Il s'engage sur un budget exprimé en termes de C.A., de rentabilité, l'objectif étant un doublement d'activité dans les trois années à venir.

Il travaille dans le cadre d'une large délégation d'autorité et anime une équipe de 30 personnes.

Pour réussir dans le poste, il faut avoir 35 ans environ, une formation grande école (X, Supélec, Mines, Centrale...), l'expérience des systèmes opérationnels militaires. - Réf. 2738/M

Chef de département Informatique de gestion

Marché de l'Administration

Sa mission est identique à celle du premier, c'est à dire qu'il assume l'entière responsabilité de son département, véritable centre de profit, mais il intervient sur le marché spécifique de l'Administration Civile.

Pour réussir, il faut avoir la connaissance de ce milieu, 35 ans environ, une très bonne expérience de l'informatique de gestion acquise, de préférence, dans le domaine des sociétés de services. - Réf. 2739/M

Ces deux postes sont à pourvoir en région parisienne:

Adresser CV, photo et prétentions en précisant
la référence à Danielle JALBERT
65, avenue Kléber 75116 PARIS

CORT

MEMBRE DE SYNTHEC

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



THOMSON-CSF

LE DÉFI DE LA TECHNOLOGIE FRANÇAISE

Première entreprise française de l'électronique: détection, médical, télécommunications. THOMSON-CSF est présent dans la compétition mondiale et participe au défi de la technologie moderne. Son développement dépend de la qualité des hommes qui en ont la charge. Nous créons de nouveaux postes:

INGÉNIEURS DÉBUTANTS

ECP-ENSAM-ECAM-ECL-IDN ou de formation grande Ecole à dominante Mécanique.

Les candidats retenus seront pris en charge pendant 2 ans par la Direction Industrielle et travailleront successivement dans les services: Développement, Méthodes, Approvisionnements, Essais, Qualité. Ils recevront une formation à la fonction Production et seront ainsi préparés à des postes de Responsables Industriels tant en France qu'à l'étranger. Ces responsabilités impliquent autonomie et encadrement d'équipes opérationnelles.

De réelles opportunités de carrières sont offertes à des candidats à fort potentiel (hommes ou femmes) de contact et de relations aisées. Les postes sont à pourvoir dès le 1^{er} septembre 1981. Votre candidature avec CV et photo sera étudiée des maintenant. THOMSON-CSF, Direction des Cadres - 173, bd Haussmann, 75008 PARIS.

MANPOWER

Dans le cadre de son expansion, recherche pour sa direction du personnel (PARIS 17^e)

Responsable service paye

Statut assimilé cadre

Mission:
- animer et diriger une équipe de 4 personnes
- organiser et suivre la préparation de la paye informatique du personnel permanent (700 personnes) de l'arrivée des éléments jusqu'à leur traitement y compris les tâches annexes qui en découlent.
- effectuer les déclarations légales et assurer la tenue des livres légaux.
- prendre en charge la vérification et le règlement des frais de déplacements ainsi que leur comptabilisation.

Le profil:
- avoir une bonne formation comptable sanctionnée soit par un BTS ou équivalent, soit par l'expérience
- posséder le sens des responsabilités, des qualités d'ordre et de méthode
- avoir une solide expérience tant dans l'élaboration de la paye que dans l'application de la législation du travail.
Adresser votre candidature avec CV, photo et prétentions à J.F. GUITTON Service du Recrutement - 9, rue Jacques Bingen - 75017 PARIS.

DANS LE CADRE DU DÉVELOPPEMENT DE SA DIRECTION FINANCIÈRE
Important groupe français du secteur mécanique recherche

RESPONSABLE COMPTABILITÉ GÉNÉRALE et FISCALITÉ

(Réf. 2723)

35 ans minimum, ayant expérience de gestion d'un service similaire. Connaissances anglaises, méthodes de consolidation et informatique appréciées.

RESPONSABLE TRÉSORERIE

(Réf. 2724)

30 ans minimum, ayant bonnes connaissances sur plans de financement, gestion de trésorerie courante, protection monétaire et expérience des relations bancaires. Anglais apprécié.

Adr. C.V. et prêt. en précisant la réf. choisie à SWEETS - B.P. 269, 75424 PARIS, CEDEX 09.

SFENA



Leader des équipements aéronautiques européens

- Instruments de navigation
- Systèmes de pilotage automatique (Boeing, Airbus, Mirages)

Constructeur de systèmes de Test Automatique recherche

d'études et développement Ingénieurs électronique informatique optique

Grande Ecole d'Ingénieur - Université 3^e cycle.

● Ingénieur d'études pour la conception et la mise au point de systèmes de Pilotage Automatique avion et hélicoptère. Réf. I/081
● Ingénieurs électroniciens, pour le développement de systèmes complexes mettant en jeu les techniques les plus avancées (multiprocesseurs, automates microprogrammés). Réf. I/082
● Ingénieurs électroniciens, pour la conception et

la réalisation d'un moniteur TV. Réf. I/083
● Ingénieurs informaticiens, pour la définition et l'étude de logiciels de base d'une famille de systèmes de Test Automatique de haut de gamme, utilisant des langages de haut niveau. Réf. I/084
● Ingénieurs opticiens, pour l'étude de systèmes à Inertie Sans Plateforme. Réf. I/085

Ecrire sous référence choisie à SFENA - Gestion des Cadres - B.P. 59 - 78141 Vélizy-Villacoublay Cédex.



PARIS recherche

JEUNES DIPLOMÉS ESSEC, H.E.C., E.S.C., I.E.P.

(dégage obligations militaires)

Attrisés par une carrière dynamique au sein d'une grande entreprise, dans des activités faisant appel au sens commercial, à la créativité, aux qualités d'organisation et de gestion.

La personnalité - et notamment l'aptitude aux contacts et au travail d'équipe, le goût des responsabilités et la volonté de réussite - sera prise en considération en tout premier lieu dans l'examen des candidatures.

Dix seront retenues, pour pourvoir, après période de formation, des postes de CADRES dans les fonctions: ACHATS - CONTROLS BUDGÉTAIRE - ETUDES MARKETING - ORGANISAT. et INFORMATIQUE

Ecrire avec C.V. et photo au service des demandes d'emploi des Galeries Lafayette, 25, rue de la Chaussée d'Antin, Paris (9^e)

DIRECTEUR DE ZONE

120.000 F/voiture

Grande distribution Paris

Une des sociétés leaders de la grande distribution (C.A. supérieur à 3.000 millions de F - effectif de plusieurs milliers de personnes) recherche un DIRECTEUR DE ZONE. Sous l'autorité du Directeur Commercial, il sera chargé de gérer 15 à 20 magasins répartis sur un secteur géographique donné (région parisienne). Pour chacun de ces points de vente, contrôler les centres de profit, établir les budgets prévisionnels (ventes, personnel, travaux...) et en assurer la réalisation avec analyse des comptes d'exploitation. Il fera appliquer dans son secteur la politique des ventes définie par la direction commerciale (tarifs, marges, niveau des stocks, organisation des rayons, publicité...). Il veillera au respect des procédures administratives (versement des recettes en banque, établissement de documents et graphiques...). Il sera responsable de la gestion du personnel (140 personnes): définition des activités, suivi du respect des normes de sécurité et de la législation... Le candidat retenu, âgé d'au moins 35 ans, possèdera une bonne culture générale et surtout une expérience professionnelle antérieure de plusieurs années acquise dans la grande distribution mais non obligatoirement dans la distribution alimentaire. Ecrire à/réf. 428/M à

G.R.H. Conseils
3, avenue de Ségur - 75007 PARIS
Discrétion assurée.

SMITHKLINE

Division GEOMETRIC DATA

Leader mondial des systèmes automatiques pour formules leucocytaires engage

biologiste

spécialisé en

HEMATOLOGIE

POSTE:
- Effectuer les démonstrations et les évaluations des systèmes
- Former les utilisateurs et les assister techniquement.

Basé à Paris, ce poste implique de nombreux déplacements de courte durée FRANCE-EUROPE.

PROFIL:
- Biologiste expérimenté (BTS analyses médicales appréciées)
- Bilingue Anglais.

Téléphoner le 24 avril au (16) (1) 775.20.13 poste 328 ou écrire avec CV, photo, desiderata Laboratoire Smithkline & French Direction du Personnel - Réf. JB - 15, rue Jean Jaurès 92807 PUTEAUX CEDEX. Réponse et discrétion assurées.

Vous êtes DIPLOMÉ D'UNE GRANDE ECOLE SCIENTIFIQUE ou INGENIEUR D'UNE ECOLE SPECIALISEE EN ELECTRONIQUE. Vous avez le sens du contact, l'esprit de décision, et le besoin d'action.

R.T.C. LA RADIOTECHNIQUE-COMPELEC un des leaders dans le domaine des composants électroniques peut alors vous confier un poste d'INGENIEUR COMMERCIAL

ou INGENIEUR TECHNIQUE-COMMERCIAL et vous permettre de faire une carrière adaptée à votre personnalité. Bien sûr, la pratique des relations avec l'étranger rend indispensable la maîtrise de l'anglais. Pour nous permettre d'examiner votre candidature, nous vous remercions de faire parvenir votre curriculum vitae avec lettre manuscrite à R.T.C. LA RADIOTECHNIQUE-COMPELEC, Service des Personnels, 130 avenue Ledru-Rollin 75540 PARIS CEDEX 11.

ENTREPRISE JEUNE ET DYNAMIQUE recherche

INGÉNIEURS LOGICIEL ET MATÉRIEL

Libres de suite pour concevoir et mettre au point des systèmes élaborés à base de MICRO-PROCESSEURS, ces ingénieurs très motivés devront avoir une expérience système certaine, une formation complémentaire leur permettra de MAÎTRISER LA FOS MATÉRIELS ET LOGICIELS dans des applications de pointe (280, 28000, Pascal, C, Unix, etc.).

Env. C.V. et prêt. à Micro-Systèmes Communication, 1, rue Félix-Eboul, 94021 Créteil Cedex.



DEPARTEMENT TELEMATIQUE ET COMMUTATION DE DONNÉES

Pour faire face au développement très important de notre ligne de PRODUITS - RESEAUX COMPAC A COMMUTATION DE PAQUETS en particulier à l'EXPORTATION, nous recherchons

un CHEF de PRODUIT

Ce poste TECHNIQUE à responsabilité ouvre un vaste champ d'activités, il conviendrait à un INGENIEUR INFORMATICIEN de haut niveau ayant 5 à 10 ans d'expérience dans le domaine des logiciels temps réel en télécommunications. Anglais parlé indispensable.

un RESPONSABLE des METHODES et de la QUALITE

(GENIE LOGICIEL)
Ce poste est proposé à un INGENIEUR INFORMATICIEN ayant le sens de l'organisation et le goût des contacts. Expérience de 5 années minimum acquise en développement de logiciels sur minis et micros indispensable.

des INGENIEURS INFORMATIENS de REALISATION

Débutants à 2 ans d'expérience en réalisation de logiciels temps réel sur minis et micros. Adresser curriculum vitae à T.R.T. - 5, avenue Réaumur 92350 - LE PLESSIS ROBINSON

Important Groupe d'Assurances recherche

un ingénieur vérificateur de risques

La poste: après formation assurée par l'entreprise le candidat retenu occupera le poste d'Adjoint au Responsable des risques d'entreprises, tris de machines et risques spéciaux.

- Conseil en assurances auprès des entreprises dont il évalue et apprécie les risques
- propositions de tarifications
- négociation et conclusion des affaires.

Basé à Paris ce poste nécessite de courts déplacements en Province.

Le candidat:
- Ingénieur A. et M. ou équivalent il a obligatoirement une première expérience d'environ 5 ans soit de la fonction, soit de l'entretien dans l'industrie
- une grande rigueur, le sens des contacts humains et de la négociation sont des qualités indispensables pour réussir dans la fonction.

Une rémunération motivante ainsi que des possibilités de responsabilités importantes seront offertes à tout candidat de valeur.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle No 94.820 à CONTEXTE PUBLICITE - 20, avenue de l'Opéra, 75004 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

Burmah France s.a.

Filiale du groupe pétrolier BURMAH OIL

renforce sa division



Industrie Lubrifiants industriels (usinage, graissage, protection)

et recherche:

1 attaché de direction commerciale

Homme d'action de formation supérieure ayant l'esprit d'équipe et d'organisation.

Il devra:
- développer le marché de nouveaux produits,
- élargir la clientèle,
- diriger et animer des cadres technico-commerciaux.

1 ingénieur d'application

CHEF DE PRODUITS Diplômé ou autodidacte. Désireux de s'intégrer à une équipe homogène et performante. Possédant de bonnes connaissances dans les lubrifiants industriels (composition ou application des produits). Une expérience dans les produits de protection de surface serait appréciée.

Pour ces 2 postes:
- lieu de travail: LE PECQ (Yvelines)
- déplacements en France
Nous demandons:
- 5 ans minimum d'expérience dans fonction similaire
- une bonne maîtrise de l'anglais courant.

Envoyer C.V. avec photo et salaire actuel à BURMAH FRANCE S.A. - Service du Personnel B.P. 9 - 78230 LE PECQ.

27/11/80

REPRODUCTION INTERDITE

*** LE MONDE - Jeudi 23 avril 1981 - Page 33

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

INSPECTEURS Pièces détachées

Ils seront chargés auprès des concessionnaires de la marque :

- d'assurer la promotion des ventes de pièces détachées ;
- de les conseiller sur l'organisation de leur magasin.

Une expérience de plusieurs années dans cette fonction est demandée.

Ce poste à caractère hiérarchique exige que les candidats soient disponibles pour se déplacer régulièrement en province ou pour s'y installer éventuellement.

Envoyer curriculum vitae et prétentions sous n° 94.774 à Contesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

arianespace

recrute pour
la DIRECTION COMMERCIALE
d'EVRY

UN MISSION MANAGER

(position III A ou III B)

responsable des relations avec les utilisateurs d'Ariane.

Il sera chargé :

- de définir et de vérifier tous les types d'interfaces entre Ariane et les satellites.

Le titulaire pourra s'appuyer sur un bureau technique du Service Utilisateurs.

Expériences souhaitées : de 8 à 10 ans dans le domaine spatial.

Pratique de l'anglais obligatoire.

Envoyer C.V. et prétentions à : ARIANESPACE Direction Administrative et Financière rue Charles Baudelaire 91000 EVRY.

SOCIÉTÉ D'ÉTUDES PARIS

recherche pour développer applications mini et micro-informatiques

INGÉNIEUR

de formation INFORMATIQUE ÉLECTRONIQUE

Pour analyse fonctionnelle et synthèse de logiciel temps réel en commande de processus. Expérience assemblée.

Ecr. avec C.V. à n° 95.056 CONTESSÉ Publicité 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01.

TRES IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL

Construction Electrique - Electronique - Télécommunications recherche

INGENIEUR haut niveau

basé à PARIS pour assister DIRECTION dans animation réseau commercial étranger, notamment en Europe.

ALLEMAND indispensable - ANGLAIS ou RUSSE souhaité.

Ecrire sous No 94909, CONTESSÉ PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01 qui transmettra.

Le développement actuel des applications rationnelles de la microbiologie dans l'industrie alimentaire conduit BONGRAIN S.A. à faire appel à

DEUX INGÉNIEURS DE RECHERCHE

De formation scientifique grande école, ces ingénieurs devront en permanence se maintenir informés de l'évolution de la génétique et de la biochimie en vue d'applications à la microbiologie industrielle. Après un conseil, ils favoriseront l'actualisation des connaissances dans les unités de fabrication et leur développement.

Ces ingénieurs, de préférence initiés à la recherche au niveau du 3^e cycle, ont le désir et le souci de travailler en équipe à tous niveaux. Ils ont, par une expérience professionnelle de une à cinq années, et possible en fabrication, fait valoir leurs aptitudes de créativité, d'initiative, de communication.

La connaissance de l'anglais est indispensable, celle de l'allemand est souhaitée.

Envoyer lettre manuscrite, curriculum vitae, photographies, sous référence 00.273 à Annonce Service, 45, rue Carnot, 78000 Versailles, qui transmettra.

ETUDES COMMERCIALES

100.000 F +
PARIS (17^e)

Une société française de taille moyenne (CA 350 MF) du secteur sidérurgique recherche le chef de son Service Etudes commerciales (4 personnes) : analyse des ventes de la société-mère et de ses filiales de négoce, statistiques, études de marché, budget publicitaire, missions marketing ponctuelles. Ce poste conviendrait à un diplômé SUP. de CO. ou Maîtrise de Sciences Economiques ayant plusieurs années d'une pratique similaire.

Adressez votre dossier sous N° 605 LM.
GABRIEL MARCU
154, bd Malesherbes, 75017 Paris

COMPAGNIE INTERNATIONALE SERVICE TÉLÉCOMMUNICATIONS

Recherchons
pour étoffer notre fonction personnel et juridique

UN JEUNE CADRE

- De formation juridique et relations humaines ;
- Une expérience de 1 à 2 ans serait appréciée ;
- Anglais indispensable.

Tâches :

- 1) Gestion du personnel, suivi formation perfectionnement, étude des relations avec le travail ;
- 2) Contrats clients fournisseurs, assurances et support juridique ;
- 3) Diverses tâches administratives.

Envoyer curriculum vitae et prétentions :
40 bis, rue Paul-Vaillant-Couturier, 92300 Levallois.

etap

4, rue Massenet 75016 Paris

Ecrire en précisant la référence - Discretion absolue

Directeur de filiale

référence FY 488 CM

UN GROUPE FRANCAIS DE PREMIER PLAN en développement constant, recherche le Directeur d'une de ses filiales.

Ce poste conviendrait à un candidat, diplômé d'une grande école, ayant 5 à 10 ans d'expérience professionnelle lui ayant permis d'exercer avec autonomie des responsabilités de gestion d'un centre de profit à caractère industriel et commercial.

Situation intéressante pour candidat de valeur.

Poste : grande ville province Ouest.

Rémunération : 180 000 F.

Directeur des ventes

référence ZP 484 CM

UNE IMPORTANTE SOCIÉTÉ filiale d'un puissant groupe international, produits de grande diffusion marque renommée (CA supérieur à 350 millions) recherche un Directeur des Ventes qui saura rapidement s'intégrer à l'équipe de direction en :

- participant à l'élaboration des stratégies commerciales
- animant une force de vente performante d'une trentaine de commerciaux
- négociant avec les clients importants de la grande distribution.

Ce poste conviendrait à un candidat formation école supérieure de commerce ou équivalent, ayant une expérience réussie de 8 à 10 ans dans le domaine des produits de grande diffusion.

Réelles perspectives d'évolution de carrière pour candidat de valeur alliant la réflexion à l'action.

Poste : ville universitaire proche Paris.

Ingénieur Chef de service prévention conditions de travail

référence DT 487 AM

POUR UNE USINE MODERNE DE 3 000 PERSONNES (rattachée à un des premiers groupes industriels français) nous recherchons un Ingénieur pour lui confier l'importante responsabilité du service "Prévention-Conditions de Travail".

Au sein de la fonction Personnel et Relations Sociales, il s'agit :

- d'une part, d'assurer l'application des dispositions légales concernant l'hygiène et la sécurité et d'impulser des progrès significatifs en ce domaine en sachant obtenir l'adhésion des individus et services concernés ;
- d'autre part, de promouvoir et d'animer une politique d'amélioration des conditions de travail en en faisant partager le souci constant à tous les niveaux de l'entreprise.

Le titulaire devra être à même d'obtenir l'implication étroite du service autonome de Médecine du Travail dans toute son action. Il disposera des moyens et des ressources appropriées.

Ce poste conviendrait à un candidat désireux de valoriser une solide expérience de la production, motivé par les relations humaines et témoignant des qualités marquées d'animateur. Il requiert des connaissances approfondies de la réglementation de la sécurité, des facultés d'autonomie et de gestionnaires.

Poste : ville Nord France.

Rémunération : 150 000 F/an +

Futur chef de service gestion comptabilité

référence AR 485 CM

IMPORTANT GROUPE MÉTALLURGIQUE offre une réelle opportunité de développement de carrière dans l'une de ses unités de production (3 000 personnes, CA 1,5 milliard de nouveaux francs).

Au sein des services gestion et comptabilité (30 personnes), le titulaire du poste devra, dans un premier temps, succéder le Chef de Service. Après quelques années, la réussite à ce poste permettra l'accès à la responsabilité du service sans que les perspectives de développement de carrière se cantonnent au niveau alors atteint.

Une solide formation : ESC, licence ou maîtrise + DECS, une expérience comptable acquise en milieu industriel, de bonnes bases en matière d'organisation et d'informatique sont souhaitées.

Poste région Nord.

4, rue Massenet 75016 Paris

L'UNIVERSITÉ DE COMPIÈGNE
recherche un Enseignant-Chercheur Contractuel

INGÉNIEUR INFORMATICIEN

Le candidat sera susceptible de s'intégrer à une équipe de recherche et d'innovation et sera compétent dans un des domaines suivants :

- informatique graphique et ses applications ;
- conception de systèmes dans un environnement temps réel et contrôle de processus de fabrication.

Adressez vos candidatures à :

UNIVERSITÉ DE COMPIÈGNE, Service du Personnel
B.P. 233, 60206 COMPIÈGNE CEDEX

Ingénieur Technico-Commercial

Filiale française d'un important groupe américain basée près Versailles, recherche pour son département PHYTOSANITAIRE un INGÉNIEUR TECHNIQUE COMMERCIAL AGRO ou EQUIVALENT.

C'est un homme de terrain qui assurera l'entière responsabilité des ventes de pesticides dans sa région. Pour réussir, il lui faudra posséder le goût du commerce international, l'expérience des pesticides et une parfaite connaissance de l'anglais.

Si vous pensez correspondre à ce profil, merci d'envoyer CV, photo et prétentions ss réf. LM 741 à

MEDIA BA
9, bd des Capucins, 75002 Paris
qui transmettra

(Réponse et discrétion assurées)

LA FILIALE FRANCAISE
D'UN GROUPE INTERNATIONAL
DU SECTEUR ELECTRONIQUE
RECHERCHE PARIS ET PROVINCE
CONTROLEURS DE GESTION
H.E.C. - E.S.S.E.C. - E.S.C.

PROFIL :
Débutants ou première expérience. Formation complémentaire appréciée. Anglais courant.

FONCTION :
Les candidats exerceront leurs responsabilités au sein d'une équipe de contrôle de gestion décentralisée.

Ils devront :
- participer à l'élaboration des budgets et plans ;
- contrôler et analyser les déviations par rapport aux objectifs ;
- assister les responsables opérationnels dans leur prise de décision ;
- effectuer des analyses financières spécifiques (investissements).

Formation aux méthodes de gestion du Groupe assurée.

Les possibilités d'évolution, notamment dans les différentes disciplines rattachées à la Direction Administrative et Financière.

Adressez lettre manuscrite et curriculum vitae à N° 94.441 à Contesse Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.



THOMSON-CSF

la Direction Industrielle du groupe THOMSON-CSF
dans le cadre du développement de ses services Approvisionnements
(région parisienne et province)

Recherche :

TECHNICIENS ELECTRONICIENS... futurs ACHETEURS de COMPOSANTS ELECTRONIQUES

Propose une activité motivante :

- suivre l'évolution technique des nouveaux composants (marché international), en particulier microprocesseurs
- recueillir, organiser, exploiter les informations nécessaires à toutes décisions d'achat
- dresser, à partir d'analyses économiques, des bilans et des plans d'action
- participer à la rédaction des contrats d'achats, compte tenu des usages en vigueur chez les fournisseurs.

Dans une perspective opérationnelle, un stage de 10 mois, à temps complet :
- permettra d'acquies le savoir-faire exigé par une profession bien définie
- offrira des perspectives d'évolution de carrière.

Profil :
- BTS/DUT en électronique, électrotechnique ou niveau équivalent
- expérience de plusieurs années au sein d'un service Etudes, Industrialisation, Essais...

- ouvert au dialogue, posséder des aptitudes à la négociation.

Une réponse individuelle et une discrétion totale sont assurées.

Les candidats intéressés sont invités à faire parvenir : curriculum vitae détaillé et prétentions à :

DP AS/Emploi - 23, rue de Courcelles - 75008 PARIS

G. INFO

INGÉNIEUR
d'études en téléphonie.

Connaissances : MOTOROLA/INTEL

INGÉNIEURS PROJETS

Spécialistes de la communication

INGÉNIEURS TEMPS

pour des projets de conception

et développement de logiciel

sur micro-ordinateur.

INGÉNIEURS

pour études et conception de

systèmes d'armes, d'avionique.

Lieu d'affectation : RÉGION

PARISIENNE ET BRETAGNE.

Salaire envisagé 108.000 F/an.

182.000 F/an.

Ecrire Service Recrutement,

7, rue de l'Ély 75008 Paris.

COLLABORATEUR

ht niveau, stand. Egr. M. SIMON.

149, r. St-Honoré, Paris-1^{er}, 4^e ét.

FILIALE FINANCIÈRE GROUPE AUTOMOBILE MULTINATIONAL

recherche

pour travail proche banlieue OUEST

AUDITEUR EXTERNE

de formation supérieure

(ESC - DECS ou équivalent)

Qui sera chargé, entre autres, des analyses financières et comptables.

- Expérience de conseiller de gestion dans société automobile appréciée.

- La fonction requiert de fréquents déplacements en province.

Adressez curriculum vitae, photo et prétentions à n° 94485

CONTESSÉ Publicité, 20, avenue de l'Opéra,

75040 PARIS CEDEX 01.

	Le fige	Le fige T.C.
OFFRES D'EMPLOI	65,00	76,44
DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,00
IMMOBILIER	43,00	50,57
AUTOMOBILES	43,00	50,57
AGENDA	43,00	50,57
PROP. COMM. CAPITAUX	120,00	141,12

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCAISSEES	Le fige	Le fige T.C.
OFFRES D'EMPLOI	37,00	43,52
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,76
IMMOBILIER	28,00	32,93
AUTOMOBILES	28,00	32,93
AGENDA	28,00	32,93

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

THOMSON-CSF DIVISION SIMULATEURS

jeunes ingénieurs

ECP, ENSAE, ENST, ESE, ENSERG, A & M, ESO

débuteurs ou ayant 2 à 5 ans d'expérience,
un monde passionnant s'ouvre à vous

LA SIMULATION

● MODELISATION - INFORMATIQUE - (Réf. IC.81.21-M)

- réalisation de logiciels de base,
- analyse et programmation de systèmes temps réel,
- modélisation de véhicules terrestres, d'avions civils et militaires, de centrales thermiques et nucléaires en vue de leur simulation.

Connaissances MITRA ou SEL 32 appréciées.

● MECANIQUE - AUTOMATIQUE - (Réf. IC.81.22-M)

- études et mise au point de dispositifs mécaniques, électromécaniques, électrohydrauliques, optomécaniques.
- Connaissance des commandes de vol d'aéronefs appréciée.

● OPTIQUE - (Réf. IC.81.23-M)

- études et mise au point de dispositifs optiques de génération, de traitement et de restitution d'images.
- Expérience de l'optique instrumentale souhaitée.

*COORDINATION TECHNIQUE - (Réf. IC.81.24-M)

- préparation de propositions techniques et de devis,
- coordination d'études et de réalisations faisant appel à des connaissances pluridisciplinaires : électronique, informatique, mécanique, optique,
- conduite de projets dans des domaines variés, selon vos goûts et compétences : simulateurs de centrales thermiques et nucléaires, de chars, d'avions,
- relations techniques avec le client.

Pratique de l'anglais nécessaire
ou appréciée selon le poste.
Adresser C.V. et photo en précisant le poste et la rémunération
THOMSON-CSF DIVISION SIMULATEURS Etablissement de CEROY
26, Chaussée Jules César, Z.I. Les Beaux Soleils, CSNY
B.P. 226 - 95523 CEROY (Seine-Saint-Denis) CEDEX

GROUPES INDUSTRIEL INTERNATIONAL

Chiffre d'affaires 3 milliards de francs - 5000 personnes
recherche son

RESPONSABLE DE LA COMMUNICATION

(HOMME OU FEMME)

Rattaché à la Direction Générale, il est chargé de concevoir et mettre en œuvre la politique de communication du Groupe. Son objectif prioritaire est de créer et promouvoir l'image institutionnelle du Groupe tant en France qu'à l'étranger.

Ses missions spécifiques couvrent notamment :
- la définition d'une politique d'information,
- la mise en œuvre des moyens et systèmes appropriés,
- l'élaboration d'un plan d'actions concrètes auprès des actionnaires, banquiers, investisseurs, grand public,
- la conception et la réalisation d'un programme de relations extérieures.

De formation supérieure, à caractère économique, il a un standing personnel indiscutable. C'est un professionnel de la communication, qui connaît les techniques et les outils. Il dispose d'un solide réseau de relations dans le monde des affaires. Il a exercé des responsabilités analogues tournées vers les relations extérieures, la publicité financière, la communication, l'information.

Envoyer C.V. détaillé et rémunération actuelle sous N° 94880, CONTESSÉ
Publicité 20, avenue de l'Opéra 75004 Paris Cedex 01, qui transmettra.
Toutes les candidatures seront traitées confidentiellement.

SSCI spécialisée INFORMATIQUE DISTRIBUÉE ET RESEAU

chef de projet

- Formation supérieure grande école ou université
- 3 à 5 ans d'expérience dans le domaine des mini-ordinateurs appliqués au télé-traitement
- Pratique de l'assembleur appréciée

Les projets concernés mettent en œuvre des matériels de péri-informatique et utilisent les techniques de télécommunication les plus avancées.

Adresser C.V. photo et prétentions sous
réf. 04271 à Média System.

104 rue Réaumur 75002 Paris.
qui transmettra.

BOIP

recherche pour son
DEPARTEMENT ROBOTIQUE
en plein développement

AGENT TECHNIQUE CABLEUR MAQUETTISTE

très expérimenté.
Lieu de travail : EVRY (Seine-et-Marne).

DESSINATEUR ETUDES

charge de l'étude de sous-ensembles
- électroniques,
- circuits imprimés,
- plomberie fine.

Lieu de travail : EVRY (Seine-et-Marne)

Adresser C.V. et prétentions
sous la référence du poste choisi à :
A.O.I.P.

1 Bd Hippolyte Marquis - BP 301
75624 PARIS Cedex 13

OPÉRATION

2000 INFORMATIENS

sur emplois et formations

Centre
International
de Traitement
Informatique

Tél. : 206-24-63 / 238-14-66.

Imp. Société Rech. d'urgence

ANALYSTE-PROGRAMMEUR

MISE EN ROUTE

d'un service informatique complet,
en temps réel. Ce service
débouche rapidement sur la
création d'un important service
de bureautique et traitement de
textes.

Situation d'environ pour candidat
ambitieux. Connaissances en
algèbre, 3 ans d'expérience en
analyse programmation
COBOL ET BASIC. Si possible
connaissances DATA SHARE
série, formation assurée.

Métier 28 ans.

Appliquez
vos relations commerciales.

Env. C.V. photo et prétentions à :

Sté JOBEL, référence 123/AV

5, rue Alexandre-Dumas,

75011 Paris qui transmettra.

Niveau PUBLIC RELATION stp.

Entre M. VOISIN, 149, rue Saint-

Hippolyte, Paris-17, qui transmettra.

Lycée technique privé recherche

ELECTRONICIEN

Titulaire BTN F3 + BTS + 2 ans

d'expérience professionnelle

pour triage et montage

en classes de CAP - BEP.

Mécanicien

titulaire BTN F1 + BTS ou FM +

2 ans d'expérience professionnelle

pour enseignement professionnel

en classe de lycée (secondaire).

Tél. : 255-22-40.

INGÉNIEURS MG

Ecrite SOPRAS, 100, bd Voltaire,

75011 Paris. Tél. : 355-36-60.

L'INSTITUT NATIONAL DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE PARIS

recrute

Ingenieurs ou Universitaires Diplômés

pour examen des demandes de brevets d'invention
compétences étendues et traduction de documents
anglais et allemands.

SPECIALITES DEMANDEES :

- Mécanique générale
- Mécatronique
- Travail des métaux
- Mécatronique et construction
- Infection
- Impression
- Travaux
- Optique
- Mécatronique
- Machines à emballer

Bonne expérience professionnelle appréciée.

Adresser demande et C.V. à :

I.N.P.I. (Recrutement)

26 bis, rue de Valenciennes - 75004 Paris.

BIOTEST

pour renforcer son équipe de
vente en diagnostic
microbiologie et transfusion.

UN PHARMACIEN

Bonne connaissance allemand ou
néerlandais.

Déplacements fréquents France
et étranger.

Ecrite C.V. + photo s/réf. 83

à BIOTEST, 16, rue Grange-

Dame-Rosa, 75140 Villiers.

SOCIÉTÉ DE TRAITEMENT DE L'INFORMATION

recherche

INFORMATICIEN STATISTICIEN (ISUP)

Commission Form. Ind. C.V. et A.I.D.

12, r. Menars, 75000 Versailles.

SOCIÉTÉ DE CONSEILS D'ENTREPRISES

s'agissant d'un poste d'expert

international

recherche

ASSISTANT FISCALITÉ

Métier en droit,
ayant également de bonnes
connaissances du droit des
sociétés, anglais courant.

Indispensable, allemand souhaité.

Envoyer curriculum vitae, photo
et prétentions s/réf. 75000 Paris.

Région-Paris.

85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

URGENCE INFORMATIQUE

recherche pour renforcer ses
équipes.

ANALYSTE-PROGRAMMEUR

H.P. 250-3000

IBM-CICS-DL-IMS

BASIC-COBOL

INGÉNIEURS

POP 11

MITRA

SOIR

Projet intéressant.

Très haut salaire.

Tél. : 525-82-06 ou 5011

1,011 Publicité Réunion,

112, bd Voltaire, 75011 Paris.

Société Industrielle de Tournier

recherche pour renforcer ses

équipes

CHEF D'AGENCE

(formation ou expérience)

pour responsabilité commerciale,

fonction technique-commerciale.

Expérience minimale indispensable

dans la branche 5 ans.

Réponses manuscrites avec

curriculum vitae et prétentions à

HAVAS 47545 MARSEILLE

SOCIÉTÉ BATIMENT

Proche banlieue PARIS-OUEST

recherche

TECHNICIEN D'EXECUTION

en plomberie (non débiteur).

Adresser C.V. et prétentions à

A.M.P., référence n° 2.790 AL,

40, rue de Valenciennes,

Paris-17, qui transmettra.

LE CENTRE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE DU BATIMENT

recherche, pour particulier,

à son siège de PARIS,

8 rue de Valenciennes

et de recherche

dans le domaine du gros-œuvre

lourd et des cloisons.

UN INGÉNIEUR

GRANDE ÉCOLE SCIENTIFIQUE

Une bonne aptitude à l'analyse

et à la synthèse,

ainsi qu'à la rédaction

de notes techniques,

est nécessaire.

de quelques années

dans le bâtiment apprécié.

Adresser C.V. à C.S.T.S.,

4, avenue de Valenciennes,

75015 Paris.

INGÉNIEURS

Électronique, études. Grande

école, débiteur apprécié.

Ecrite SOPRAS, 100, bd Voltaire,

75011 Paris. Tél. 355-36-60.

JEUNES DIPLOMÉS

École de Commerce,

ayant 2 années d'expérience.

Envoyer C.V. et prétentions

à M. JONDEAU, 200, rue de la

Convention, 75015 PARIS.

capitaux propositions commerciales

PARIS, affaire de premier ordre,
objets publicitaires, C.A. de
2.500.000 F. avec 2 pourcentages
3300 le Monde Pub. 5, r. des
Laines, 75003 Paris qui transmettra.

information divers

Pour connaître les emplois offerts
à l'étranger (Amérique, Afrique,
Amérique, Asie), demandez le
revue spécialisée MIGRATIONS
n° 11, 3, rue de Valenciennes,
75428 Paris Cedex 08.

DEMANDES D'EMPLOIS

Secrétaire, exp. 15 ans, rétro,
anglais, néerlandais, 4/5
s/m, 2000 F. semaine, 737-20-22.

Gérant de société, retraité,
très bonne référence recherche
particulièrement dans ville ou
domaine, loge, sans contrainte.
Ecrite s/réf. 8239 le Monde Pub.,
5, rue des Laines, 75003 Paris.

JEUNE COUPLE AVEC
EXPERIENCE ET EXCEL-
LENTE REPUTATION. CHER-
CHENT EMPLOI DANS PETIT
MARAS PUR-SANG. Adr. prop.
à l'attention de Mme DAOUT,
105, r. Joffroy 75017 Paris.

Forme, 33 ans, coll., attachée
de direction, gouvernement gé-
néral, 2000 F. semaine, 4/5
s/m, 2000 F. semaine, 737-20-22.

Gérant de société, retraité,
très bonne référence recherche
particulièrement dans ville ou
domaine, loge, sans contrainte.
Ecrite s/réf. 8239 le Monde Pub.,
5, rue des Laines, 75003 Paris.

JEUNE COUPLE AVEC
EXPERIENCE ET EXCEL-
LENTE REPUTATION. CHER-
CHENT EMPLOI DANS PETIT
MARAS PUR-SANG. Adr. prop.
à l'attention de Mme DAOUT,
105, r. Joffroy 75017 Paris.

Forme, 33 ans, coll., attachée
de direction, gouvernement gé-
néral, 2000 F. semaine, 4/5
s/m, 2000 F. semaine, 737-20-22.

Gérant de société, retraité,
très bonne référence recherche
particulièrement dans ville ou
domaine, loge, sans contrainte.
Ecrite s/réf. 8239 le Monde Pub.,
5, rue des Laines, 75003 Paris.

JEUNE COUPLE AVEC
EXPERIENCE ET EXCEL-
LENTE REPUTATION. CHER-
CHENT EMPLOI DANS PETIT
MARAS PUR-SANG. Adr. prop.
à l'attention de Mme DAOUT,
105, r. Joffroy 75017 Paris.

Forme, 33 ans, coll., attachée
de direction, gouvernement gé-
néral, 2000 F. semaine, 4/5
s/m, 2000 F. semaine, 737-20-22.

Gérant de société, retraité,
très bonne référence recherche
particulièrement dans ville ou
domaine, loge, sans contrainte.
Ecrite s/réf. 8239 le Monde Pub.,
5, rue des Laines, 75003 Paris.

JEUNE COUPLE AVEC
EXPERIENCE ET EXCEL-
LENTE REPUTATION. CHER-
CHENT EMPLOI DANS PETIT
MARAS PUR-SANG. Adr. prop.
à l'attention de Mme DAOUT,
105, r. Joffroy 75017 Paris.

Forme, 33 ans, coll., attachée
de direction, gouvernement gé-
néral, 2000 F. semaine, 4/5
s/m, 2000 F. semaine, 737-20-22.

Gérant de société, retraité,
très bonne référence recherche
particulièrement dans ville ou
domaine, loge, sans contrainte.
Ecrite s/réf. 8239 le Monde Pub.,
5, rue des Laines, 75003 Paris.

JEUNE COUPLE AVEC
EXPERIENCE ET EXCEL-
LENTE REPUTATION. CHER-
CHENT EMPLOI DANS PETIT
MARAS PUR-SANG. Adr. prop.
à l'attention de Mme DAOUT,
105, r. Joffroy 75017 Paris.

Forme, 33 ans, coll., attachée
de direction, gouvernement gé-
néral, 2000 F. semaine, 4/5
s/m, 2000 F. semaine, 737-20-22.

Gérant de société, retraité,
très bonne référence recherche
particulièrement dans ville ou
domaine, loge, sans contrainte.
Ecrite s/réf. 8239 le Monde Pub.,
5, rue des Laines, 75003 Paris.

JEUNE COUPLE AVEC
EXPERIENCE ET EXCEL-
LENTE REPUTATION. CHER-
CHENT EMPLOI DANS PETIT
MARAS PUR-SANG. Adr. prop.
à l'attention de Mme DAOUT,
105, r. Joffroy 75017 Paris.

Forme, 33 ans, coll., attachée
de direction, gouvernement gé-
néral, 2000 F. semaine, 4/5
s/m, 2000 F. semaine, 737-20-22.

Gérant de société, retraité,
très bonne référence recherche
particulièrement dans ville ou
domaine, loge, sans contrainte.
Ecrite s/réf. 8239 le Monde Pub.,
5, rue des Laines, 75003 Paris.

JEUNE COUPLE AVEC
EXPERIENCE ET EXCEL-
LENTE REPUTATION. CHER-
CHENT EMPLOI DANS PETIT
MARAS PUR-SANG. Adr. prop.
à l'attention de Mme DAOUT,
105, r. Joffroy 75017 Paris.

Forme, 33 ans, coll., attachée
de direction, gouvernement gé-
néral

Purificateur d'eau SEB

Nous avons reçu de M. Pierre Fauchon, directeur de l'Institut national de la consommation, le texte suivant en vertu du droit de réponse ; la loi nous contraint de reproduire cette réponse dans les mêmes caractères que le texte qui l'a provoquée.

La réponse de l'INC à SEB.

La page publicitaire de SEB, publiée par LE MONDE du 7 mars, se réduit à une série d'affirmations gratuites.

Sans entrer dans la polémique avec ce fabricant, l'INC limitera sa réponse au simple rappel des analyses de laboratoire auxquelles il a fait procéder.

1 Octobre 1980. - Rapport du Laboratoire de chimie minérale et d'hydrologie de Tours sur le purificateur SEB : « Le filtre peut constituer un véritable piège à micro-organismes aériens ambiants banaux, voire pathogènes »... « appareil présentant plus de risques à long terme que d'avantages, pouvant même s'avérer dangereux par une utilisation inconsidérée n'offrant pas des garanties d'hygiène suffisantes ».

2 Janvier 1981. - Vérification dans des conditions normales d'emploi, en milieu familial, par le Laboratoire central d'alimentation qui conclut : « Cet appareil ne semble réellement purifier l'eau qu'au point de vue de son goût. Au point de vue bactériologique, il aurait un effet inverse, en chargeant peu à peu l'eau filtrée avec les germes existant dans l'atmosphère de la pièce d'utilisation. »

3 27 janvier 1981. - L'INC communique à la société SEB cette analyse, avec demande de cessation de vente du produit.

4 11 février 1981. - SEB rejette cette demande, sans apporter aucune critique précise des études produites par l'INC.

5 L'Institut national de la consommation, qui a pour mission d'informer et de protéger les consommateurs, ne peut dès lors que maintenir ses avertissements fondés sur des analyses publiées et donc vérifiables.

6 L'Institut Pasteur n'a publié aucune étude consacrée au purificateur SEB.

Les études de laboratoire sont à la disposition des personnes qui en feront la demande à l'INC, 80, rue Lecourbe, 75732 Paris Cedex 15.

Le Monde

COMMERCE INTER

DES PAYS

Cherchez

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

économie

COMMERCE INTERNATIONAL

LES RELATIONS EUROPE-ÉTATS-UNIS-JAPON

Cherchez l'ennemi

Faut-il combattre la puissance industrielle et commerciale du Japon en renouant les liens économiques et politiques entre pays européens, quitte à s'appuyer pour cela sur les États-Unis, ou bien les pays de la Communauté européenne ont-ils finalement plus intérêt à coopérer avec leur redoutable concurrent asiatique en l'introduisant dans la cité, et d'abord au sein du capital de leurs sociétés ?

À cette question, il n'est pas facile de répondre. On s'en est encore aperçu lors du débat organisé il y a quelques jours par la C.N.P.F. (patronat français), la Revue française de gestion et l'Association de presse Franco-Japon (1).

Pourquoi les Japonais sont-ils si « performants » ? Pourquoi produisent-ils à des prix si bas ? Beaucoup de réponses ont été données ces dernières années, dans l'ensemble, comportant toutes une part plus ou moins grande de vérité. L'ennemi est qu'on connaît mal l'économie japonaise, l'absence de données statistiques. Des spécialistes comme Robert Ballon, professeur à l'université de Sophia, à Tokyo, affirment qu'il n'y a pas de secret : les Japonais épargnent et investissent beaucoup, alors que nous consommons beaucoup. « Eux, dit-il, ont un sens du travail que nous embletons peut-être oublier en Occident. » Travail hautement productif dans une société encore tout imprégnée de la hiérarchie militaire et du sens de la discipline, rappelle Robert Guilford. Mais travail très productif aussi puisque chacun y participe depuis les premières heures du service des derniers boulangers. « La qualité japonaise, c'est l'ouvrier qui est responsable. » En Europe, ajoute en substance Robert Ballon, le produit manufacturé est l'affaire du management. L'ouvrier n'a rien à y voir. Si l'on ajoute à tout cela le fait que les Japonais importent peu (pétrole excepté) parce que leur premier et seul rival est d'origine japonaise, qu'ils peuvent et doivent tout produire eux-mêmes, on aura une première série d'explications structurelles du formidable équilibre japonais.

Faux et vrais problèmes

De ce point de vue, le problème des barrières non tarifaires, des difficultés faites par les Japonais pour accéder aux produits européens se pose-t-il réellement ? Les chocs d'entreprise française ne sont pas unanimes sur ce point. Des sociétés implantées depuis vingt ans au Japon, comme Roussel-Uclaf, ne souffrent pas (ne souffrent plus ?) du protectionnisme japonais. M. Jacques Machizat, président de la firme pharmaceutique française, assure qu'il se félicite de la coopération du partenaire japonais. D'autres industriels — du secteur agro-alimentaire par exemple — disent grosso modo la même chose, ajoutant que des règles existent au Japon qu'il importe de bien connaître. L'exemple de Nestlé introduisant la Nescafé en 1965 sur le marché nippon le prouve. Certains industriels sont plus radicaux dans leurs analyses. Pour eux, le protectionnisme japonais est bien un faux problème, et ils attirent l'attention sur l'extraordinaire différence des prix de revient existant entre les industries européennes et japonaises. C'est ainsi que, lors du débat déjà cité, un représentant de la firme Renault a insisté sur la responsabilité des parties monétaires. Le yen serait largement sous-évalué, ce qui permettrait aux industriels nippons de pratiquer des prix presque toujours inférieurs aux prix européens, tout en bénéficiant de marges extrêmement importantes. Mais le véritable danger pour l'Europe est-il vraiment le Japon ? Des hommes comme Marc

Dupuis, professeur à Paris-VI et qui fut, des années durant, conseiller scientifique à l'ambassade de France à Tokyo, ne le pensent manifestement pas. Auteur d'un rapport extrêmement précis sur les relations commerciales franco-japonaises, il attire l'attention sur deux phénomènes. Le premier est que le déficit français est incontestablement moins important vis-à-vis du Japon que vis-à-vis des États-Unis. Les Japonais inquiètent parce qu'ils concentrent leurs efforts sur quelques secteurs qui, effectivement, souffrent ou souffriront s'ils n'étaient protégés, comme l'automobile et la télévision. Mais que ne partent-ils du déséquilibre commercial vis-à-vis des États-Unis en matière de biens d'équipement ? Deuxième phénomène : le déficit franco-japonais pourrait être réduit car notre industrie a beaucoup d'atouts dans son jeu, qu'il faudrait exploiter. De ce point de vue, l'ancien conseiller scientifique à l'ambassade de France met nettement en cause notre système commercial : dans certains secteurs nous vendons beaucoup plus à l'Allemagne que l'Allemagne ne nous vend, ce qui est la preuve incontestable d'une certaine supériorité. C'est le cas, par exemple, des instruments de géodésie. Or, vis-à-vis du Japon, la France fait moins bien et même beaucoup moins bien dans ce domaine que la R.F.A. Que penser également du fait que beaucoup de vins français sont commercialisés au Japon par des sociétés anglaises. Incontestablement notre appareil de distribution n'est pas à la hauteur de la tâche.

Nous disposons également d'atouts dans les secteurs de pointe, comme la nucléaire, l'aéronautique, l'armement. Mais nous nous heurtons à un préjudice américain, qui est plus qu'un concurrent, puisqu'il est aussi le protecteur du Japon. L'atmosphère, qui est politique, se répercute donc à l'échelle des règlements dans quelques années et si de grandes tensions apparaissent à ce moment-là elles se manifesteront surtout entre l'Europe et les États-Unis. Pour Marc Dupuis, plutôt que de combattre le Japon, mieux vaudrait s'associer à lui. Les sections préparées par les alliés et venues de M. Thatcher à Tokyo ne peuvent être que des mesures de première urgence et doivent se limiter là. Mais à moyen terme la bonne solution serait de multiplier les actions d'association entre firmes françaises et japonaises.

Que deviendrait l'Europe dans cette hypothèse ? La C.E.E. n'y perdrait-elle pas son identité ? Marc Dupuis ne répond pas précisément à cette question. Pour lui, l'essentiel est de contraindre le Japon à sortir de son cadre national, à s'internationaliser en profondeur.

« Délester le Japon », disent les japonais. « Europe, tel-que-bien-souhaitable ? Faut-il privilégier le libre-échange mondial aux ensembles politico-économiques nettement identifiés, ce qui prétendrait être à l'origine la C.E.E., ou qu'elle affirme encore vouloir viser ? Ou bien faut-il penser — et c'est peut-être ce que sous-entend le raisonnement de certains — que le plus grand danger pour l'Europe vient des États-Unis et non pas du Japon ? Un danger qui ne serait pas seulement économique mais aussi et surtout culturel. »

Chefs d'entreprise japonais comme chefs d'entreprise français doivent nécessairement parler anglais. Et n'est-il pas significatif que le seul jeu de mots du débat organisé par la C.N.P.F. et la F.N.E.G.E. ait porté sur le mot *misunderstanding* ? (2).

ALAIN VERHNOLES.

(1) Voir à ce sujet l'excellent numéro publié par la Revue française de gestion, 1980, modes ou modèles ? (numéros 27 et 28). Fondation nationale pour l'enseignement de la gestion des entreprises, 2, avenue Hoche, Paris.

(2) Incompréhension.

Les producteurs japonais d'aluminium s'inquiètent des importations américaines

De notre correspondant

Tokyo. — L'attachement invétéré des Japonais au libre-échange serait-il à sens unique ? La lecture de la presse économique japonaise laisse perplexes les derniers temps. Des voix en effet s'élèvent, ici pour dénoncer le « torrent » des importations d'aluminium et de produits de la pétrochimie en provenance des États-Unis et du Canada. Et cela non seulement en ce qui concerne le marché intérieur mais aussi pour certains marchés asiatiques. On commence à parler d'industries nationales menacées de chômage. On fait appel au gouvernement et on envisage même, si la situation s'aggrave, des mesures de limitation, des quotas, des taxes. Bref, on commence à utiliser l'argumentation des pays qui tentent de limiter les exportations nippones. Désavantagés par le coût élevé de l'énergie, les industries japonaises de l'aluminium et de la pétrochimie sont certainement moins compétitives que leurs concurrents nord-américains, qui ont triplé en 1980 leurs ventes au Japon. Au cours des derniers mois, plus de 50 % de la demande nipponne d'aluminium a été satisfaite par les États-Unis, le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Sur les marchés asiatiques on constate le même phénomène au détriment des Japonais. Comme dans le cas de l'automobile japonaise en Europe, le problème se résume à cette constatation élémentaire : « C'est

moins cher et c'est d'autant meilleure qualité. »

Le grand et influent quotidien économique *Nihon Keizai Shinbun* se trouve ainsi conduit à envisager, pour protéger l'industrie nationale de l'aluminium et celle de la pétrochimie, à recourir aux expédients qu'il n'a pas osés dénoncer, chez les autres en général et chez les Français en particulier. En mars, dans un éditorial sévère sur « le protectionnisme en France », ce journal estimait que l'attitude de Paris à l'égard des exportations d'automobiles japonaises était « incroyablement de la part d'un pays qui est partie prenante aux déclarations de l'O.C.D.E. sur le libre-échange ». Il écrivait cependant en avril, à propos de l'assaut du marché japonais par les États-Unis et le Canada, que « les industries de l'aluminium et la pétrochimie devraient faire des efforts pour protéger le marché intérieur, mais que si ces efforts restent sans effet le gouvernement devrait demander aux États-Unis et au Canada de s'autolimiter ou de prendre des mesures prévues par les règlements du G.A.T.T. tels que quotas, tarifs, taxes, etc. » On ne saurait être plus clair, ni mieux justifier, en l'envisageant pour des raisons d'intérêt national, l'argumentation de ses adversaires.

R.-P. PARINGAUX.

AFFAIRES

American Express prend le contrôle de la seconde maison américaine de courtage

La société américaine American Express, chef de file mondial dans le domaine des cartes de paiement pour le tourisme et principal émetteur de chèques de voyage avec plus de 50 % du marché mondial, a pris le contrôle de la maison de courtage Shearson Loeb Rhoades, deuxième en importance à Wall Street après Merrill Lynch.

L'opération, qui porte sur 800 millions de dollars (4,3 milliards de francs), et s'effectue par échange de titres, est la plus grosse de son espèce aux États-Unis. Elle aboutira à la constitution d'un nouveau géant dans le domaine des services financiers, réunissant la succursale d'American Express dans les affaires de courtage et les activités d'une très prospère maison de courtage en valeurs mobilières américaines : en 1979, Shearson avait racheté et

renfloué Loeb, Rhoades and Hornblower, en situation difficile. Pour American Express, qui n'avait pas réussi, il y a deux ans, à prendre le contrôle du groupe d'investissement américain à la tête de sa filiale d'assurance Freeman Fund, c'est un pas décisif vers une plus grande diversification — cartes de crédit, chèques de voyage et négociation des valeurs mobilières.

Notons que c'est la seconde fois en deux mois qu'une firme de courtage new-yorkaise est rachetée par un groupe extérieur à la profession : en mars dernier, Prudential, la plus grosse compagnie d'assurance des États-Unis, avait pris le contrôle du Bache Group, huitième maison dans la profession pour 385 millions de dollars.

West Driefontein et East Driefontein vont fusionner pour donner naissance au plus grand complexe aurifère mondial

Les compagnies West Driefontein et East Driefontein, deux des plus riches mines d'or d'Afrique du Sud, ont décidé de fusionner. Un protocole d'accord a été signé prévoyant l'absorption de la première société par la seconde, à compter du 1^{er} juillet prochain. Les actionnaires de West Driefontein recevront deux cent quatre vingt-trois actions East Driefontein pour cent actions West Driefontein.

Cette fusion, la plus importante jamais réalisée dans l'industrie minière, donnera naissance à un gigantesque complexe aurifère, qui deviendra le n° 1 mondial dans son domaine d'activité. Son coût est estimé à 1,2 milliard de livres sterling (1,5 milliards de francs). Seul, l'offre d'achat lancée par la Standard Oil of California sur Amstar était d'un montant supérieur (2,5 milliards de francs) ; mais elle n'a pas abouti.

La production du nouvel ensemble minier, qui emploiera vingt-huit mille personnes, dépassera 30 tonnes d'or par an. Jusqu'ici, la mine de Marutan, située dans la province de l'Ouzbékistan (U.R.S.S.), battait le record avec une production annuelle de 28 tonnes de métal jaune.

Cette opération favorisera la mise en valeur à moindre frais de toute la zone minière de Venterdorp, située au sud de West Driefontein, dont la durée de vie est évaluée à une cinquantaine d'années. Elle permettra également d'accroître l'exploitation des gisements situés à l'Est Driefontein.

Ce rapprochement s'est fait en

LES RÉSEAUX COMMERCIAUX DE RENAULT ET D'AMERICAN MOTORS VONT FUSIONNER AU CANADA

La démission anticipée à soixante et un ans de M. William Pickett, président-directeur général de la filiale canadienne d'American Motors, et son remplacement par M. Maurice Farley, président-directeur général adjoint de Renault Canada, vont se traduire par la fusion des réseaux commerciaux des deux firmes au Canada. American Motors, quatrième fabricant d'automobiles des États-Unis, et dont la filiale Renault a racheté 48 % du capital au prix de 350 millions de dollars (1,8 milliard de francs), possède une usine à Brampton dans l'Ontario et emploie 2,37 % du marché canadien. Aux deux, Renault et American Motors contrôlent 5 % du marché québécois de l'automobile et 3 % de celui du Canada. Cette fusion des réseaux commerciaux ne touche pas les fabrications canadiennes d'American Motors. Rappelons que la firme américaine vient d'annoncer des résultats désastreux pour 1980, comme tous ses concurrents d'ailleurs : 197,5 millions de dollars de pertes pour un chiffre d'affaires de 2,6 milliards de dollars (13,5 milliards de francs).

La Corée du Sud et Taiwan acceptent de stabiliser leurs exportations de chaussures vers la France

Les industriels français de la chaussure viennent de conclure avec la Corée du Sud et Taiwan un accord visant à stabiliser les exportations de ces deux pays vers la France au niveau atteint en 1980.

Ces accords, différents pour les deux pays, et sur les termes desquels la Fédération de l'industrie de la chaussure du Nord ne peut donner de précisions, ont pour objet d'empêcher « une nouvelle progression des importations » qui « aurait gravement menacé l'emploi dans l'industrie française, notamment dans la branche des chaussures en caoutchouc et plastique, dans celle des articles chaussants pour la pratique des sports et dans celle de la pantoufle ».

Entre 1978 et 1980, les importations en provenance de Taiwan ont augmenté de 80 % pour atteindre 12,1 millions de paires ; celles en provenance de Corée du Sud ont progressé de 43 % pour atteindre 13,5 millions de paires. Sur un plan plus général, les pays d'Asie

du Sud-Est détiennent de 40 % à 50 % de la part du marché français des chaussures autres que de cuir.

Devant cette progression des importations, le gouvernement français était partisan d'une action communautaire analogue à celle résultant de l'accord multilatéral de ce secteur textile-habillement. Devant les réticences ouest-allemandes, une telle concertation européenne n'a pas été possible. Aussi, explique-t-on à la Fédération de l'industrie de la chaussure, le gouvernement français a engagé les industriels à négocier directement avec leurs homologues de Taiwan et de Corée du Sud, le comme l'avait fait auparavant les fabricants britanniques.

Une faille demeure cependant dans le système mis en place. Les accords conclus par les industriels ne concernent que les importations directes. Faute d'une réglementation communautaire, le détournement de trafic, par un autre pays de la C.E.E. ne peut être exclu.

La Commission européenne suspend les importations de certains produits textiles

La Commission européenne a autorisé la France, ainsi que l'Italie et l'Irlande, à suspendre pour certains produits textiles sensibles les importations en provenance de pays en voie de développement ou de pays de l'Est, qui transitent par d'autres pays européens. Ces importations, dites en « libre pratique », peuvent être momentanément suspendues si la demande d'un État membre, en vertu de l'article 115 du traité de Rome, lorsqu'elles atteignent un montant jugé excessif au regard des quotas d'importations directes autorisées dans ces pays.

Dans le cas présent, la France a été autorisée à suspendre jusqu'au 30 juin 1981 les importations en « libre pratique » (c'est-à-dire transitant par des pays de la C.E.E.) de chemises pour hommes et garçonnets d'origine indienne et d'annonas et blousons à manches originaires de Corée du Sud et des Philippines. De même peut-elle suspendre jusqu'au 31 décembre 1981 les importations en « libre pratique » des chemises pour hommes fabriquées à Taiwan. L'Italie a été également autorisée à utiliser l'article 115 pour les robes originaires d'Indonésie et les pyjamas venant de Chine populaire jusqu'au 30 septembre 1981, et l'Irlande jusqu'au 31 octobre.

pour les peignoirs fabriqués en Corée du Sud.

Le recours à l'article 115 du traité de Rome est une mesure de gestion courante fréquemment demandée et obtenue par les pays membres, notamment la France. En 1980, sur trois cent cinquante recours à l'article 115 déposés auprès de la C.E.E., la France en avait demandé et obtenu environ la moitié. Depuis six mois, la vigilance de la France s'est encore renforcée, et les autorités demandent systématiquement la suspension des importations en « libre pratique », dès lors que celles-ci dépassent sur un produit environ 10 % du quota direct autorisé en provenance d'un pays. Si, par exemple, les importations d'annonas fabriqués en Corée du Sud dépassent 10 % du quota français d'importations directes de Corée du Sud pour ce produit, la France demande alors l'application de l'article 115 pour ce produit.

Le gouvernement australien a décidé de s'opposer au « dumping » sur la viande de bœuf dont il accuse la C.E.E. Canberra pense obtenir le soutien d'autres pays exportateurs notamment l'Argentine, plus touchée encore que l'Australie par les ventes européennes sur le marché mondial. Selon un communiqué du détail d'Australie, qui a inspiré la décision gouvernementale, la C.E.E. aurait versé 4,8 milliards de francs pour soutenir ses productions de viande, et a exporté 570 000 tonnes de bœuf en 1979 contre 260 000 tonnes en 1978. — (A.F.P.)

AÉRONAUTIQUE

NIGERIA AIRWAYS DEVIENT LE QUARANTIÈME CLIENT D'AIRBUS INDUSTRIE

La compagnie aérienne Nigeria Airways a passé sa commande ferme de quatre Airbus A-310 et pris des options sur quatre autres exemplaires du moyen courrier européen. Le consortium Airbus Industrie trouve son quarantième client.

Nigeria Airways recevra les deux premiers appareils d'une capacité de deux cent vingt-cinq sièges, en automne 1983, et les mettra en service sur ses lignes intérieures et internationales.

En comptant cette nouvelle commande, le consortium européen Airbus Industrie a vendu ferme trois cent quinze appareils des versions A-300 et A-310, et a enregistré cent cinquante-quatre options. En Afrique, le moyen-courrier européen déjà été choisi par Air Afrique, South African Airways et par Tunis Air.

MONNAIES

LE FRANC CONTINUE À GLISSER LÉGÈREMENT

Le très léger glissement du franc au sein du système monétaire européen, dû à l'approche de l'élection présidentielle, s'est poursuivi mercredi 22 avril 1981. A Paris, le cours du mark est passé de 2,365 F à 2,366 F contre 2,362 F à la veille du week-end pascal, dans un marché extrêmement calme. Les interventions de la Banque de France ont été fort limitées. Ailleurs, le dollar a légèrement fléchi, revenant de 2,130 DM à 2,128 DM et de 5,16 F à 5,150 F environ. Le cours de l'once d'or, en revanche, qui depuis huit jours stagnait aux environs de 450 dollars, s'est vivement rattrapé à 497 dollars sur la place de Londres : celle-ci a suivi les indications en provenance des États-Unis, où des achats importants de métal ont été enregistrés depuis le début de la semaine.

Vous cherchez un appartement sur la Côte d'Azur ?



Il y en a 200 à St-Maxime, 100 à St-Raphaël, 200 à Nice et 300 au Lavandou.

FOIRE DE PARIS SALON DU LOGEMENT

Du 30 avril au 10 mai.

SALON PERMANENT DU SIEGE
MAJ
57 rue de la République
Paris 12^e — 015-62-92
Cadres à tout échelon

VISITEZ NOTRE ATELIER ARTISANAL DE FABRICATION
EXPOSITION DE NOUVEAUX MODELS
DESIGNERES SEULES D'EUROPE
VOS REQUISITES SONT RESOLUS
PRIX QUALITE CONFORT

Atelier de poterie
« LE CRU ET LE CUIT »
accueille en groupe
les amateurs de 3 à 83 ans
5, RUE LACROIX, PARIS-5
Téléphone, il est ouvert : 707-85-64

URBANISME

DIX ANS DE VILLES NOUVELLES

UN DEMI-MILLION D'HABITANTS A LA RECHERCHE DE LEURS MAIRES

Elles furent — et elles restent — la plus formidable opération d'urbanisme de la France du vingtième siècle. En décembre 1966, de créer de toutes pièces des « villes nouvelles », le gouvernement de Georges Pompidou lançait l'administration française dans une aventure périlleuse. Mais il fallait se battre pour maîtriser la croissance urbaine, tenter de faire face à l'essor démographique et à la vague des ruraux chassés de chez eux par la mécanisation agricole et attirés par les mirages de la ville.

Les objectifs quantitatifs de l'origine ont été réduits. Ainsi, en région parisienne, deux projets n'ont jamais vu le jour : Beauchamp, sur la rive gauche de l'Oise, face à Pontoise, et la cité prévue autour de l'aéroport de Roissy. De même, les capacités d'accueil d'habitants initialement prévues ont été globalement diminuées de 50 %.

Aujourd'hui, il reste neuf « villes nouvelles » : cinq en Ile-de-France : Saint-Quentin-en-Yvelines, autour de Trappes, dans les Yvelines ; Cergy-Pontoise, dans le Val-d'Oise ; Evry, dans l'Essonne ; Melun-Sénart, à cheval sur l'Essonne et la Seine-et-Marne ; Marne-la-Vallée, entre Noisy-le-Grand (Seine-Saint-Denis) et La Garenne (Seine-et-Marne) ; quatre en province : Le Vaudreuil, dans l'Eure, qui devait faire « tampon » entre Rouen et

Paris ; Lille-Est, devenue Villeneuve-d'Ascq ; Lille-Nord, dans la banlieue de Lyon ; et Rives-de-l'Étang-de-Berre, à côté de Marseille. Leur population est passée de 261 807 personnes, en 1968, à 538 488 en 1980, le plus fort taux d'augmentation étant celui de Saint-Quentin-en-Yvelines (3,46), le plus faible celui de Lille-Est (1,53).

Pour que ces nouveaux habitants soient correctement accueillis, il a fallu construire 137 000 logements, 27 731 places de collège, 57 gymnases, 23 piscines, 7 hôpitaux, 1 435 hectares de locaux industriels et 921 350 mètres carrés de bureaux. Un bilan, somme toute, éloquent.

Certes, tout n'est pas parfait. Les emplois (et c'est le point noir) sont insuffisants pour que partout la règle d'or « un logement, un emploi » soit respectée. Si Saint-Quentin-en-Yvelines et Cergy-Pontoise ont atteint, voire dépassé, cet objectif, l'attractivité traditionnelle de l'Ouest y est pour beaucoup. Aussi, les villes nouvelles n'ont pu participer à la réalisation d'un des objectifs prioritaires de l'aménagement du territoire parisien : le rééquilibrage à l'est.

Les villes nouvelles ont réduit le « mitage » des campagnes, freiné le développement anarchique des banlieues (en Ile-de-France 20 % des constructions neuves sont actuellement réalisées en villes nouvelles) et par-

ticipé à la politique de protection de l'environnement. Il est difficile de leur reprocher de manquer d'âme. Si le constat n'est pas discutable, nul ne peut nier qu'il faut au moins deux générations pour créer une vraie vie urbaine. Mais déjà Villeneuve-d'Ascq existe réellement et les habitants d'Evry ou de Cergy n'ont pas tout à fait l'impression de vivre dans une cité-dortoir. Les villes nouvelles n'ont pas succombé au syndrome de Sarcelles.

Un mal administratif

Pourtant, les villes nouvelles souffrent d'un mal administratif. Lorsque leur création fut décidée, il apparut vite que la législation communale en vigueur n'était pas adaptée à une telle innovation. Il fallait inventer. L'Etat aurait pu, comme en Grande-Bretagne, assurer seul de telles réalisations dont l'intérêt est — à l'évidence — non pas local mais national. En France, le gouvernement n'a pas voulu exclure complètement les élus locaux ; il a simplement pris ses précautions pour qu'en cas de désaccord le dernier mot appartienne au pouvoir central.

Faute d'un modèle tout prêt, la structure administrative s'est mise en place en deux étapes, ce qui n'est pas un gage de cohérence. On a d'abord créé des établissements publics d'aménagement dont le directeur est nommé par

le gouvernement. Le conseil d'administration est composé pour moitié de représentants de l'Etat (sauf à l'étang de Berre, où ils sont minoritaires) et pour moitié d'élus locaux. Mais pour assurer un équilibre politique permettant au gouvernement d'assurer sa prépondérance, ces élus sont, certes, désignés par les communes concernées mais aussi par des conseils généraux, en région parisienne par l'établissement public régional d'Ile-de-France. Si le président est nécessairement un élu local, la majorité, de fait, appartient le plus souvent aux « amis » du gouvernement.

Bien vite il est apparu aussi nécessaire d'assurer une forte coordination des politiques des communes constituant chaque ville nouvelle. Ni la formule du syndicat intercommunal à vocation multiple ni celle de la communauté urbaine ne parurent adaptées. L'idéal, pour l'administration, aurait été de créer un ensemble urbain autonome en refusant de voir leur village grandir, tenant à surveiller ce qui allait se faire dans leurs champs. Seuls ceux du Vaudreuil ont accepté la création d'un ensemble urbain.

Après un long débat au Parlement, une loi votée en juillet 1970, dite loi Boscher, du nom de

celui qui était alors député U.N.R. de l'Essonne et qui en fut le père, prévoyait la création de syndicats communaux d'aménagement dont le conseil serait composé de délégués des conseils municipaux.

Principe : les conseils municipaux sont dissolus, au profit du syndicat communaux d'aménagement. Du coup, dans une même commune, les contribuables — selon qu'ils habitent un quartier ancien ou un quartier neuf — sont soumis à des impôts locaux différents.

Plus grave encore, la délimitation des frontières du syndicat communaux donna lieu à des discussions souvent passionnées et finalement à des compromis nécessairement politiques. On inclut une commune ici, on en exclut une autre là, simplement pour assurer une majorité au comité syndical. L'exemple le plus typique est le cas d'Evry. M. Boscher, pour assurer sa présidence (qu'il a perdue par la suite), fit exclure du syndicat Ris-Orangis, dont le maire était communiste, alors que la ville nouvelle devait y occuper la surface d'une commune entière, mais fit inclure Le Coudray-Montceaux, pour une infime partie de sa surface — qui ne touche même pas le périmètre de la ville nouvelle proprement dite. De même Melun ou Pontoise n'ont été intégrées que pour de très faibles parties de leur territoire, ce qui leur donne le droit de siéger au comité syndical.

En matière fiscale, un progrès sensible serait réalisé. Les taxes foncières et la taxe d'habitation seraient votées par les conseils municipaux (le comité syndical pourrait malgré tout ajouter une imposition additionnelle). En revanche, la taxe professionnelle serait de la seule compétence du syndicat intercommunal, quitte à ce qu'il en restitue une partie, selon un système fort compliqué d'ailleurs, aux communes. Avantages : rétablir l'unité des taux d'imposition au sein de chaque commune. Il est vrai que, les constructions neuves n'ayant pas toujours respecté les frontières communales, des habitants d'une même commune pourraient payer des impôts différents.

La création du syndicat intercommunal d'agglomération permettrait donc, enfin, en ville nouvelle, aux maires de recouvrer une responsabilité de gestion. On saurait qui décide quoi et qui impose quoi. C'est manifestement la solution qui a la préférence des fonctionnaires, auteurs du projet de loi. Toutes les difficultés ne seront pas réglées pour autant par cette réforme. Il faudra bien un jour faire coïncider la réalité de l'urbanisation nouvelle avec les ancestrales frontières communales. Mais qui aura le courage de s'attaquer à un nouveau découpage des communes ? Quel que soit le prochain gouvernement, les ministres devront se préoccuper du statut des villes nouvelles. Les conditions de vie de plus d'un demi-million de personnes en dépendent.

THIERRY BRÉHER.

Un projet de loi
Pour remédier à des situations compliquées, le groupe central des villes nouvelles (qui coordonne auprès du premier ministre l'action des différentes administrations concernées) a préparé un projet de loi modifiant la loi du 10 juillet 1970.
Tel qu'il est, ce projet laisse trois options au choix des conseils municipaux des communes membres d'une ville nouvelle, sans que soit encore décidée quelle formule sera imposée et les élus locaux n'arrivent pas à se mettre d'accord :
— La transformation en commune de plein exercice de la zone d'agglomération nouvelle. C'est bien entendu la formule la plus « unitaire » et la plus conforme au droit commun, même si la nouvelle commune continuera à bénéficier des dispositions financières propres aux villes nouvelles. Mais ce projet implique des rectifications de frontières pour tenir compte des communes qui ne sont que partiellement intégrées dans la zone d'agglomération nouvelle. Il paraît donc difficilement applicable, au moins à court terme.

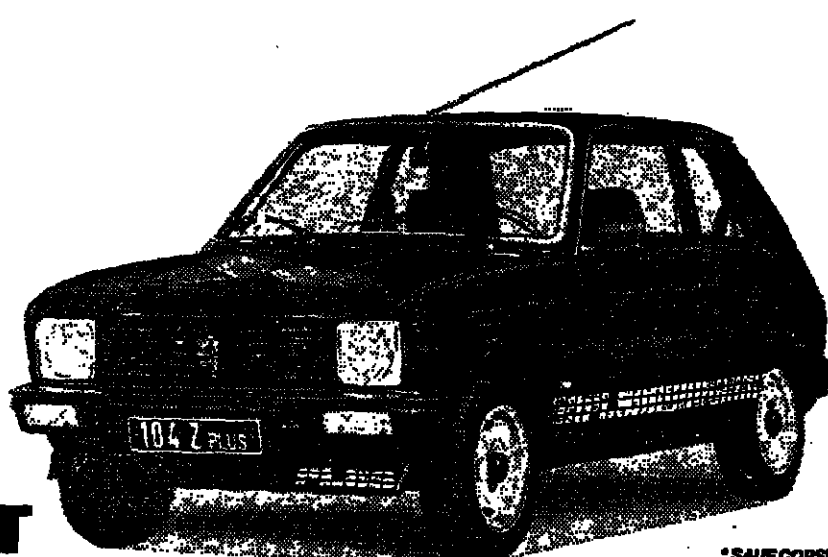
5 vitesses - 8 CV ou Automatique 3 rapports/6 CV
HONDA PRELUDE
Toit ouvrant électrique
JAPAUTO
Concessionnaire exclusif : 27, av. de la Grande Armée - Tél. 502.14.51

TÉLEX PARTAGE
ETRAVE SERVICE TÉLEX / PARIS 345.21.62

L'ANGLETERRE EST NOTRE SALLE DE CLASSE.
... l'Anglais s'apprend sur le terrain. En prise directe sur le monde d'aujourd'hui.
• FORMATION PROFESSIONNELLE
• UNIVERSITAIRE
• ÉLITE
30 CENTRES DE SÉJOUR
Londres, Oxford, Leeds, Brighton, etc.
PRIX : séjour de 4 semaines à partir de 2 200 £ tout compris.
BRITISH EUROPEAN CENTRE
5, rue Richemont
Tél. : 264.1
75008 Paris

SI VOUS AVEZ VU UNE 104 Z PLUS AVEC SPOILER AVANT PLUS 4 PNEUS LARGES PLUS VOLANT SPORT PLUS ESSUIE-GLACE ET DÉGIVRAGE DE VITRE ARRIÈRE PLUS RADIO FM PLUS APPUIS-TÊTE. VOUS NE RÊVEZ PLUS ! C'EST UNE 104 Z PLUS C'EST UNE SÉRIE LIMITÉE PLUS ! ELLES SONT NUMÉROTÉES. DÉPÊCHEZ-VOUS IL N'Y EN AURA PAS PLUS.

CA, C'EST LA 104 Z PLUS POUR 29 200 F* ET RIEN DE PLUS.



PEUGEOT
Peugeot fait confiance à Esso

* SAUF COULEUR

Le nouveau

H. Serge

Histoires

SCHE INTERBANCA

TAUX DES PAYS

PRESSE

COMMERCE

Le nouveau « Libération » paraîtra le 13 mai

Après avoir envisagé de repartir entre les deux tours de l'élection présidentielle, le quotidien « Libération » — qui s'était sabordé le lundi 23 février après une décision prise le 21 en assemblée générale des personnels — doit

publier le premier numéro de sa nouvelle formule le mercredi 13 mai. Le format du journal sera légèrement modifié (celui du magazine « Rolling Stone »), mais son prix demeurera inchangé (3 francs).

Il offrira trente deux pages de lecture et d'illustrations. Au cours d'un entretien, M. Serge July, père du projet et directeur de la rédaction dans l'ancienne équipe, explique les raisons de cet « aggrégement ».

M. Serge July : il faut être quotidiennement hebdomadaire

« Oul, d'accord, on va dire que « Lib » s'est dégonflé, n'a pas pris le risque de repartir entre les deux tours de l'élection présidentielle. C'est vrai, ça n'aurait pas été si simple, et ça pouvait faire simple remède... »

« Serge July est encore assis derrière son bureau de la rue de Lorraine, mais ça ne va pas durer : il préfère de beaucoup arpenter l'après pour exposer ses idées. »

« Notez que le 13 mai, ça ne sera pas sans signification, quel que soit le résultat de la course à l'Élysée. Dans tous les cas, une page sera tournée, pour « Libération » aussi. Ce sera un changement d'époque, pas la même France. Il faudra donc un « Lib » réinventé dans une France nouvelle, même si, selon le résultat, le journal doit tenir un rôle différent. »

« Et puis, le 13 mai, ça n'est pas non plus une date fortuite (1968, 1968...) dans l'histoire de ces dernières années. »

« Pour ce nouveau « Libération », qu'avez-vous retenu des traditions de l'ancien et en quoi allez-vous innover ? »

« La réponse conduit à évoquer rapidement les raisons qui ont entraîné le 23 février dernier, l'arrêt du journal. Tout d'abord, on était en pleine crise thématique. Les choses se modifiaient autour de nous mais « Lib » conservait ses tabous. Il fallait trancher. Prenez l'exemple de l'écologie : au trois ans, le discours lui-même a changé. Hebe dans l'opinion publique n'a plus le même impact. Les choses changent... »

« Après 68, les super-structures semblaient devoir l'emporter sur les problèmes de structures. »

« Aujourd'hui, ce serait une grave erreur que de continuer à se désintéresser des problèmes économiques ou scientifiques. Ces « créneaux » seront parmi ceux qui caractériseront la nouvelle ouverture. « Libération » était devenu un peu trop figé, et ses effectifs, un peu pléthoriques (13).

« Mais n'y a-t-il pas eu aussi une crise idéologique ? »

« Les raisons de faire « Lib » en 1969 sont : il est vrai, devenues opaques. On a dit de notre journal qu'il avait aidé à traverser les années 70. C'est possible, mais on a changé d'époque. Le fait de vivre collectivement cette mutation nous a un peu empêché de la voir et d'y répondre. »

« Pour reprendre une formule qui a déjà servi, il y a un « recentrage » des engagements à opérer sur la définition de la fonction d'un quotidien à notre époque. Il faut « déplacer » la réalité, qui est rarement conforme à ce qu'on voudrait nous faire croire. »

« Ce qui nous anime à la troisième année que nous avons ressentie : celle du média-quotidien. Lorsqu'on regarde, par exemple, un numéro de Paris-Soir d'avant-guerre et qu'on compare avec un qu'on lit d'aujourd'hui, on s'aperçoit qu'il n'y a pas grand changement dans la conception. Or, quarante ans se sont écoulés ! « Libération » n'a pu survivre que parce qu'il s'est forgé une véritable religion du quotidien. L'équipe avait conscience que c'était un mode culturel d'expression de l'époque. Le phéno-

mène culturel de la fin du siècle s'accomplira dans la mesure où le quotidien réinventera sa vision des choses. Il n'y a qu'un moyen : se battre pied à pied avec les hebdomas et les news-magazines qui tiennent le haut du pavé depuis quelques années. Comme eux, il faut être prédictif, annoncer la variété des sujets ; bref, il faut être quotidiennement hebdomadaire. »

« À partir de ce socle de renouvellement, « Libération » va-t-il pas perdre un peu de son âme ? »

« Si vous faites allusion au non-conformisme du journal et à sa dose de propos impertinents, rassurez-vous : le minimum de « Libération » sera assuré à partir du 13 mai. »

« Et quel est votre objectif pour le nombre de lecteurs ? »

« D'ici quelques mois, il nous faudrait avoir « fidélité » notre clientèle irrégulière, qu'on peut évaluer à plus de cinquante mille. Sur les quarante mille numéros que vendait quotidiennement « Lib », l'estime qu'on démontre par un vingt mille fidèles, lecteurs réguliers. Les autres achetaient un jour, et deux jours pas... »

« C'est le pari que nous engageons avec la nouvelle formule. Si nous atteignons assez rapidement une vitesse de croisière de quatre-vingt-dix mille, l'auto-financement sera assuré. Sinon... »

« Sinon, ferez-vous appel à la publicité ? »

« En priorité, nous devons tout faire pour gagner notre part.

Mais si nous échouons, il faudra bien, évidemment, mettre à plat toutes les données du problème. »

« Les structures juridiques et rédactionnelles seront-elles modifiées ? »

« Il y aura deux structures : l'une horizontale (pour assurer la production du journal), l'autre verticale (editoriale). Nous allons mettre en place un corps de secrétaires de rédaction qui n'existaient pas. »

« Nous allons faire en sorte qu'il y ait, d'autre part, adéquation entre les structures juridiques et le fonctionnement du journal. Nous créons quatre sociétés actionnaires qui participeront à la société anonyme à directorat (de cinq membres) et à conseil de surveillance : la société des rédacteurs (qui détient 48 % des parts), celle des fabricants (24 %), la société des administratifs et commerciaux (18 %), et le comité des sages (10 %), qui constituera le recours en cas de conflit. »

« Dans chacune des sociétés, il y aura au moins une assemblée générale annuelle mais nous ne nous priverons pas d'autres moyens de consultation, tels que le référendum dans la cas où une question importante semblera très controversée. »

« Quant au principe du salaire, « le même pour tous » (5 000 F). Il est maintenant, « Lib » ne perd pas ses traditions comme ça... »

Propos recueillis par CLAUDE DURIEX.

M. ÉMILE ARRIGHI DE CASANOVA QUITTE LA DIRECTION DU MARCHÉ DE RUNGIS

M. Émile Arrighi de Casanova doit annoncer ce mercredi 22 avril au conseil d'administration de la Semmaris, la société d'économie mixte qui gère le marché d'intérêt national de Rungis près de Paris, sa démission de président-directeur général de cette société.

Il estime avoir rempli la mission que le gouvernement lui avait confiée en le nommant à ce poste en 1977 : pour la première fois, le compte d'exploitation de la Semmaris a été équilibré en 1980 et devait l'être aussi en 1981 ; le fonctionnement du marché a été amélioré. Forte de cette meilleure tenue des comptes, la Semmaris a obtenu de l'État, qui détient 51 % de ses actions, une amélioration de sa structure financière : le taux d'intérêt d'un prêt du F.D.E.S. a été abaissé, la durée de divers emprunts a été allongée,

et le principe d'une augmentation de capital de 10 millions de francs accepté. Cela devrait permettre de réaliser un certain nombre d'investissements indispensables.

M. Arrighi de Casanova veut maintenant se consacrer à la mission que lui a confiée le gouvernement le 15 décembre 1980 : étudier la manière dont peut être amélioré le rôle international de Paris et de quelques grandes métropoles provinciales.

(Né le 21 octobre 1920 à Bastia (Corse), M. Arrighi de Casanova a été directeur de l'expansion industrielle au ministère de l'Industrie, de 1953 à 1963, directeur général de la chambre de commerce et d'industrie de Paris, de 1965 à 1977. Il est membre du Conseil économique et social de Corse, président de la société d'exploitation du Palais des congrès de Paris. C'est un des animateurs de la campagne de M. Valéry Giscard d'Estaing en Corse.)

SOCIAL

Le mouvement contre l'expulsion des jeunes immigrés

LE DIRECTEUR DES DROITS DE L'HOMME DE L'ONU A REÇU UN DES GRÉVISTES LYONNAIS

Genève. — Le Père Christian Delorme, directeur de la revue Alternatives non violentes, qui a organisé le 9 avril une grève de la faim illimitée à Lyon pour que cessent les expulsions d'enfants d'immigrés ou, tout au moins, pour que les intéressés puissent revendiquer leurs droits (Le Monde du 11 avril 1981) a été reçu le 21 avril à Genève par M. Théodore Van Boven, directeur de la division des droits de l'homme de l'ONU. Devant la presse, le Père Delorme a fait part de sa profonde satisfaction pour la compréhension que lui a témoignée M. Van Boven, ce dernier lui ayant promis, entre autres, de saisir de ce problème les membres de la commission des droits de l'homme (représentant les gouvernements d'une quarantaine de pays) ainsi que sa sous-commission chargée de la défense des minorités et de la lutte contre la discrimination qui se réunira en août à Genève.

Il a enfin manifesté son espoir d'obtenir du ministère français de l'Intérieur une circulaire qui mettrait fin aux expulsions des jeunes gens, de parents immigrés, nés en France ou y ayant passé plus de la moitié de leur vie. — (Correspondant)

Histoires de dragon

Sans bienveillance, sans un seul regard chaleureux, Gérard Guégan a promené sa caméra, pendant trois semaines, sur des visages : quelques-uns de ceux, qui, durant plus de sept ans, ont fait « Libération ». C'était au lendemain de l'assemblée générale du 21 février : le journal venait d'interrompre sa parution.

Le résultat a pour titre Toutes les histoires de dragon ont un fond de vérité (1), bande vidéo de deux heures et demie, où le parti pris de la mort de « Libération » est trop évident pour n'avoir pas quelque relief de vengeance.

Des visages fermés, des voix nouées, disent l'échec et la destruction, n'osant nommer cette mort que, seul, Jean-Luc Hennig, filmé dans un cimetière, célèbre : « A l'assemblée générale, il y a eu une mise à mort. C'était très beau, il y avait une gravité exceptionnelle, la suite pour des morts somptueuses, pas pour des peurs, même scélérates. » Il s'était prononcé pour le sabordage de « Libération ».

Sur fond de gare avec bruits de trains, de cuisine où siffle : « cocotte-minute ou de bulldozers rasant La Villette (procédés chers à Jean-Luc Godard), Gérard Guégan a filmé laborieusement les déceptions, la fin d'un rêve, les attentes vaines d'un coup de téléphone de Serge July, signe qu'on ferait partie de la nouvelle équipe. Jusqu'aux larmes d'Anne Vallays, apprenant son exclusion, et se répétant : « Monsieur, ça ne me fait plus rien. »

Images et paroles racontent le même renoncement, et une certaine complaisance à l'échec. La vie, c'était « avant », du temps

où l'on faisait la naissance de « Libération », au cours d'une partie de campagne dont il reste un court film-souvenir. Les visages étaient plus basés, les cheveux des garçons plus longs ; on riait, on s'embrassait, on s'aimait. Aujourd'hui, peu ont le sourire de Michel Chemin pour affirmer : « L'arrêt de « Libération », c'est la victoire de la vie sur la mort, car la mort, c'était de devenir une institution. »

De l'avenir, on parle le moins possible, de peur sans doute d'y être étranger. Alors la conversation dérive vers celui qui le symbolise : Serge July. Volontairement absent du film, il apparaît au détour de chaque phrase, à la fois « pape » et « frère depuis le début au nom de la raison d'État ». On l'a vu, on l'estime, on le déteste sans cesse de l'aimer. Chacun s'agit sur lui un commentaire à faire, un procès ou même son thème astrologique. Il n'est guère que Christian Hennig pour éluder les questions, leur prêtant un oeil d'œil : « On a mis Serge sous la fonction « pape » dans le numéro mémorial de « Libération ». Il aurait été plus exact de le mettre « homme de ménage. »

Pour être pour Gérard Guégan l'histoire de « Libération » s'achève-t-elle, comme son film, sur ce défilé de photos barrées d'un mot : « Mainstream », « libanais », « démocratiques ». Pour d'autres, il reste à attendre, comme dément à ce mauvais règlement de comptes, que reparaisse « Libération ».

JOSYANE SAVIGNEAU.

(1) Action-République, à 22 h. Forum des Halles, niveau 3, porte Berger, salle 3, à 18 h.

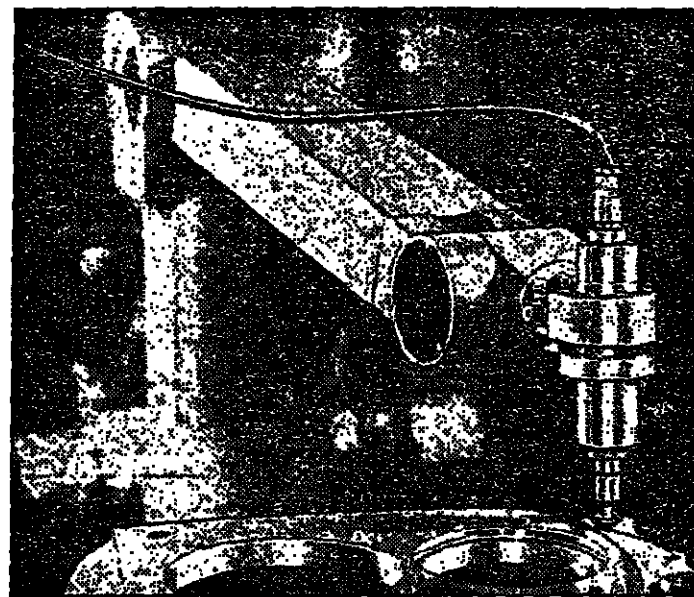
LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ bas + haut	Rep. + ou Dep. —	Rep. + ou Dep. —	Rep. + ou Dep. —
S.R.-U.	3.1460 3.1460	— 100 — 85	— 240 — 100	— 725 — 560
S. can.	3.3955 3.3955	— 100 — 125	— 300 — 240	— 740 — 580
Yen (100)	2.3530 2.3530	+ 135 + 170	+ 245 + 295	+ 660 + 745
D.M.	2.2545 2.2545	+ 5 + 20	+ 12 + 30	+ 30 + 175
Florin	2.1285 2.1285	+ 40 + 60	+ 80 + 115	+ 245 + 320
F.S. (100)	14.4560 14.4560	— 900 — 650	— 1050 — 800	— 1000 — 1000
P.S.	5.5920 5.5920	+ 25 + 110	+ 160 + 200	+ 330 + 650
L. (1 000)	6.7450 6.7450	— 260 — 120	— 520 — 120	— 1450 — 1200
E.	1.1709 1.1709	+ 10 + 100	+ 60 + 230	+ 450 + 570

TAUX DES EURO-MONNAIES

	10 7/8	11 1/8	12 1/8	13 1/8	14 1/8	15 1/8	16 1/8	17 1/8	18 1/8	19 1/8	20 1/8
S.R.-U.	44 1/4	44 1/4	44 1/4	44 1/4	44 1/4	44 1/4	44 1/4	44 1/4	44 1/4	44 1/4	44 1/4
Florin	16 1/2	16 1/2	16 1/2	16 1/2	16 1/2	16 1/2	16 1/2	16 1/2	16 1/2	16 1/2	16 1/2
F.S. (100)	16 1/2	16 1/2	16 1/2	16 1/2	16 1/2	16 1/2	16 1/2	16 1/2	16 1/2	16 1/2	16 1/2
L. (1 000)	17 1/2	17 1/2	17 1/2	17 1/2	17 1/2	17 1/2	17 1/2	17 1/2	17 1/2	17 1/2	17 1/2
E.	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2

Notes données ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.



« A l'ère du microprocesseur la force de l'industrie repose encore et toujours sur les roulements. »

Le micro-ordinateur, c'est la matière grise de l'industrie qui, de plus en plus, fait appel à des composants de précision pour réduire le frottement.

Systèmes de commande linéaire, vis de transmission, paliers lisses et roulements, voici quelques exemples de composants de précision SKF. Des composants musclés au service d'une intelligence programmée.

Des roulements, mais bien plus encore

SKF

Des roulements, des aciers spéciaux, des outils-coupants, des machines-outils, des produits de précision... dans le monde entier.

GC31

ÉNERGIE

En raison d'un contentieux financier La société Technicatome retient en France 80 tonnes d'uranium iranien

Quatre-vingt tonnes d'uranium appartenant à l'Iran sont bloquées en France par la société Technicatome, filiale du Commissariat à l'énergie atomique (C.E.A.), spécialisée dans la construction de réacteurs et de matériel de recherche nucléaire. Cette action est le résultat d'une ordonnance de saisie conservatoire, prise au cours de l'automne 1980 par le tribunal de commerce de Paris, autorisant la société française à prendre un tel geste sur les créances iraniennes.

A la suite de l'accord passé en juin 1974 entre les gouvernements français et iranien, Technicatome s'était vu confier la construction, près de Téhéran, d'un centre de recherches nucléaires pour laquelle elle avait engagé d'importantes sommes d'argent. Cette dette n'ayant pas été réglée après plusieurs années, la filiale du C.E.A. a donc choisi de réclamer le contentieux par voie judiciaire.

Cette affaire n'est pas sans rappeler le différend qui oppose la société Eurodif, propriétaire d'une usine

civile d'enrichissement de l'uranium, près de Pierrelatte (Drôme), à l'Iran, qui décline une participation financière de 10 % dans le capital d'Eurodif. A ce titre, les iraniens sont tenus de verser un certain nombre d'engagements financiers liés à leur fourniture d'acteurs. Ils ne l'ont pas fait. Aussi, le tribunal de commerce de Paris a-t-il ordonné la saisie conservatoire. Depuis, nombre de discussions ont eu lieu entre les deux parties et une nouvelle audience a pour l'instant été reportée à fin septembre. Si aucun accord n'était trouvé d'ici là, l'action judiciaire reprendrait.

● Re prise prochaine des négociations gazières entre l'Algérie et des sociétés américaines. — La Sonatrach va fixer prochainement un rendez-vous aux clients de la société américaine El Paso, pour discuter de la reprise des livraisons de gaz naturel liquéfié aux États-Unis.


NOUVELLE BATAILLE JURIDIQUE AUTOUR DU PROJET DE CENTRALE NUCLEAIRE DE BELLEVILLE-SUR-LOIRE

Orléans. — La bataille juridique menée autour de la construction de la centrale nucléaire de Belleville-sur-Loire (Cher), connaît un nouveau rebondissement. Le préfet du Cher, M. Camille Miché, par une décision en date du 10 avril, vient d'annuler le permis de construire de la centrale accordé à E.D.F. le 5 janvier 1979.

La validité de ce permis de construire devait être examinée dans les prochaines semaines par le tribunal administratif d'Orléans à la suite d'une requête de l'association du Val-de-Loire pour la défense de la qualité de la vie, qui rassemble les antinucléaires de la région de Belleville. Cette association estimait le permis entaché de graves irrégularités et en demandait l'annulation.

Pour expliquer sa décision, le préfet a considéré que l'on avait omis de déclarer une voie qui aurait dû être mise en œuvre, après appel du ministre de l'environnement et du cadre de vie, le conseil d'Etat avait annulé ce sur le 15 décembre 1979.

E.D.F. n'a pas interrompu les travaux qui se déroulent sur le site depuis près de deux ans et demi. — R.G.



OBLIGATIONS DE 5000 F

15,10%

AVRIL 1981

- Ouverture de l'émission : 21 avril 1981
- Intérêt annuel : 15,10%
- Amortissement : 100 %
- Les obligations seront amorties en 12 tranches annuelles sensiblement égales. Le remboursement s'effectuera au pair, le 17 avril de chaque année 1982 à 1993, à la suite de tirages au sort pour la moitié au moins du nombre d'obligations à amortir, la S.N.C.F. se réservant, pour le complément, la faculté de procéder à l'amortissement par rachat.
- Jouissance : 17 avril 1981
- Prix d'émission : 5000 F
- Taux de rendement actuariel brut :

15,13%

Ce chiffre est le taux de rendement annuel avant prélèvement fiscal ou retenu à la source calculé au jour de l'émission sur la durée totale de l'emprunt, en actualisant tous les produits versés sous forme d'intérêt et de remboursement. Ce taux est un taux moyen. Selon la date d'amortissement normal du titre, le taux de rendement actuariel brut d'une obligation varie de 15,12 % à 15,23 %.

Les souscriptions seront servies à concurrence du nombre de titres disponibles à chaque guichet, pour un montant global de 1600 millions de francs. Les obligations seront cotées à la BOURSE DE PARIS.

SOUSCRIVEZ

dans les Banques et chez les Agents de Change, chez les Comptables du Trésor, dans les Bureaux de Poste, les Caisses d'Epargne, les Caisses de Crédit Agricole Mutuel et les guichets de la S.N.C.F. - 8, rue de Londres - 75009 PARIS ou par correspondance à la même adresse.

BALO du 20 avril 1981

L'Arabie Saoudite et le Koweït baissent les prix d'une partie de leur pétrole

L'Arabie Saoudite et le Koweït, deux des principaux pays exportateurs de pétrole, ont décidé de réduire les primes qu'ils réclamaient en sus des prix officiels et de confiner ainsi la tendance à une baisse relative des prix du pétrole (le Monde du 18 avril).

L'Arabie Saoudite a, en effet, réduit de 2 dollars par baril le prix des 600 000 barils par jour qu'elle vendait à certains clients de l'Irak — depuis le début du conflit du Golfe — au prix d'achat de 36 dollars. L'ensemble de la production saoudienne est toujours vendue 32 dollars le baril d'Arabian Light (soit 3 dollars de moins que la moyenne des prix OPEP).

Le Koweït, d'autre part, aurait pratiquement terminé la négociation des contrats avec E.P. Shell et la Gulf. Les trois sociétés, à en croire le Financial Times, auraient finalement obtenu 50 000 barils par jour chacune au prix officiel de 36 dollars par baril. Les compagnies pétrolières verraient

donc baisser les quantités qu'elles enlevaient au Koweït (125 000 barils par jour pour Shell et 75 000 pour E.P. et la Gulf) mais ne paieraient plus une prime qui avait atteint 5,50 dollars par baril sur 50 % des quantités contractuelles.

Puis encore que ce recul du Koweït dans un marché déprimé (l'Allemagne de l'Ouest a réduit ses importations de pétrole de 30 % au premier trimestre), la décision saoudienne est interprétée comme un signe par les milieux pétroliers internationaux. Le prix de 34 dollars par baril demandé désormais par Ryad sur ces quantités supplémentaires pourrait bien être le niveau auquel les Saoudiens voudraient voir s'établir le prix du pétrole de référence lors de la conférence de l'OPEP le 25 mai à Genève. Un tel niveau supposerait cependant que les pays africains (Libye, Algérie, Nigeria) baissent leurs prix pour qu'une réunification soit possible.

FAITS ET CHIFFRES

cinq ans et l'usage gratuit des crèches pour les quelques trois mille employés.

● Mise au point de la direction de la FNAC : A la veille de l'appel à la grève pour le 22 avril, le personnel de la FNAC à Paris et en province, la direction de ces magasins précise, dans un communiqué, qu'il ne peut y avoir d'alignement entre les conditions sociales de la FNAC-Paris et les « relats » de province, comme le souhaitent les contestataires (3 % du personnel est actuellement en grève selon la direction, à Grenoble et à Marseille). Cet alignement, précise la direction, aboutirait, soit à fermer ces relats, soit surtout à ne plus en ouvrir d'autres, « à moins de faire payer leur déficit par la société parisienne et donc en très grande partie par son personnel (le Monde du 22 avril 1981).

● Grève de la faim de deux étudiants de l'Université de Bordeaux. Deux étudiants spécialisés, récemment licenciés de l'association socio-éducative de Colomiers (Haute-Garonne) pour avoir refusé de la faim illimitée dans les dépendances de la paroisse Sainte-Bernadette de cette commune, proche de Toulouse.

Soutenus par de nombreuses associations familiales et par les syndicats C.F.D.T. et C.F.T.S., les deux grévistes, Gérard Chaillet, trente-six ans, et Hervé Tissandier, trente-deux ans, entendent poursuivre leur manifestation jusqu'à leur réintégration.

Le licenciement des deux étudiants avait été motivé, selon eux, par le refus d'assurer la surveillance des jeunes de la commune pour le compte de la municipalité.

CIRCULATION

Polémique à Auray (Morbihan) pour une déviation routière

Le pont-outrage
De notre correspondant

Vannes. — L'été, il passe à Auray (Morbihan), près de trente mille véhicules par jour sur la nationale 165 qui relie Nantes à Quimper. Sur cette voie rapide d'un des fleurons du plan routier breton, les automobilistes ne rencontrent que deux goulots d'étranglement : le franchissement de la Vilaine au pont de La Roche-Bernard, et le passage de l'agglomération d'Auray elle-même — pas moins de six feux de circulation — avec les bifurcations vers Quiberon et Carnac.

On comprend donc que les services de l'équipement du Morbihan aient « piaché » sur la façon de gonfler ces deux points noirs. Pour La Roche-Bernard, les techniciens hésitent entre un doublement du pont existant et un second ouvrage de franchissement. Quant à Auray, depuis une dizaine d'années, on étudie des tracés de déviations : une par le nord, une par le sud.

A 500 mètres du site historique de Saint-Goustan

Le tracé sud semble avoir le plus de chance d'être retenu et figure d'ailleurs sur le P.O.S. (1) de la commune. Les défenseurs de l'environnement expriment pourtant de nombreuses réserves. Parmi ceux-ci, M. Gérard d'Abouville, le célèbre ramasseur solitaire de l'Atlantique, souève l'arme contre le projet : « Le Lou — c'est la rivière qui remonte depuis la grotte du Morbihan jusqu'à Auray — est une des seules voies navigables à être posées par un grand ouvrage d'art. Un pont partiellement en ciment gris va donc s'implanter à 500 mètres à peine des merveilleux sites historiques de Saint-Goustan. Il s'agit là d'un choix érigé et non d'une étude rationnelle imposée à partir de projets techniques. Pour nous, le tracé nord présenterait l'avantage de ne pas dénigrer les paysages. Il existe pourtant des

régles formelles de protection des sites. De plus, le terrain d'une école expérimentale d'agriculture va être amputé », proteste-t-il. La direction de l'équipement, les techniciens défendent le tracé sud, reconnaissant que le franchissement de la rivière constitue un mal nécessaire. Indéniablement, les réticents en bloc les arguments préconisant le tracé nord. « Au nord, un marais abrite des oiseaux migrateurs. On connaît l'histoire de cet écosystème pour les zones humides. Qui plus est, des exploitations agricoles auraient été amputées gravement. Avec le tracé sud, nous pourrions prévoir une meilleure circulation grâce à des échangeurs qui dirigeraient les voitures vers la presqu'île de Quiberon, envahie chaque année, l'été, par la foule de touristes ».

Quant aux riverains de la voie express, ils se plaignent du bruit et des nuisances provoquées par la circulation. Ils ont déposé une pétition sur le bureau du maire, M. Michel Kœl (C.D.S.). Peu leur importe apparemment que la déviation gâche le petit port historique de Saint-Goustan, où débarqua Benjamin Franklin le 4 décembre 1778, ou bien qu'on raye de la carte une zone de marais.

Alors que la déviation ne sera pas construite avant cinq ou dix ans — cela dépend des crédits disponibles — M. Gérard d'Abouville, lui, ne veut pas se retrouver devant le fait accompli d'un pont-outrage. Il en appelle aux Bretons, défenseurs de leur terre et de leur patrimoine. Déjà, M. Gilles Gehin, un autre navigateur et l'écrivain Paul Guimard ont répondu à son appel pour empêcher qu'on immole une nouvelle victime, en l'occurrence un site remarquable pour le secteur du tourisme qu'est l'automobile.

MICHEL LORET.

(1) Plan d'occupation des sols.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SAUPIQUET

Le conseil d'administration de la compagnie Saupiquet, réuni le 16 avril 1981 sous la présidence de M. Sylvain Witteux, a arrêté les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1980.

Le chiffre d'affaires consolidé hors taxes du groupe Saupiquet s'est élevé, en 1980, à 1 109 millions de francs, contre 1 015 millions de francs en 1979. Le chiffre d'affaires consolidé hors taxes du groupe, après déduction de la vente à l'exportation, a augmenté de 24 %.

Le résultat consolidé du groupe, après impôts, intérêts minoritaires, a augmenté de 12,3 % par rapport à 1979, à 1 109 millions de francs, contre 992 millions de francs en 1979.

Le conseil d'administration a arrêté les comptes de l'exercice 1980, qui seront soumis le 25 juin prochain, à l'assemblée générale ordinaire.

Le chiffre d'affaires consolidé hors taxes du groupe, après déduction de la vente à l'exportation, a augmenté de 12,3 % par rapport à 1979, à 1 109 millions de francs, contre 992 millions de francs en 1979.

Cela représente une hausse de 19,42 % par rapport au dividende de 11,40 F distribué au titre de 1979.

COMPAGNIE INTERNATIONALE DES WAGONS-LITS ET DU TOURISME

M.M. les actionnaires sont convoqués à l'assemblée générale qui se tiendra à Bruxelles, à l'Hotel Astoria, 102, rue Royale, le mardi 5 mai 1981 :

1) A 14 h. 45 : Assemblée générale extraordinaire qui devra se prononcer sur :

- Sur les modifications à apporter aux articles 3, 34 et 36 des statuts.
- 2) A 15 heures : Assemblée générale ordinaire pour approbation des comptes de l'exercice 1980 et nominations statutaires.

Les actions doivent être déposées cinq jours au moins avant la date des assemblées : à la Banque de Paris et des Pays-Bas, à la Société Générale, à la Banque Paribas, dans leurs agences à Paris, ou à la Direction générale de la Compagnie, 40, rue de l'Armande, à Paris.

KLEBER-COLOMBES

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, réunie le 15 avril 1981, a décidé d'augmenter le capital de 500 000 000 pour le porter de 1 250 000 000 à 1 750 000 000, par émission au pair de 10 000 actions nouvelles de 17 500 francs chacune.

La souscription sera ouverte du 4 mai au 4 juin 1981.

Lors de sa réunion, le même jour, le conseil d'administration a arrêté les comptes de l'exercice 1980, qui seront soumis le 25 juin prochain, à l'assemblée générale ordinaire.

Le chiffre d'affaires consolidé hors taxes du groupe, après déduction de la vente à l'exportation, a augmenté de 12,3 % par rapport à 1979, à 1 109 millions de francs, contre 992 millions de francs en 1979.

Cela représente une hausse de 19,42 % par rapport au dividende de 11,40 F distribué au titre de 1979.

UNION DE BANQUES POUR FAVORISER LES INVESTISSEMENTS IMMOBILIERS DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE LOCABANQUE

Le conseil d'administration de cette SICOMI s'est réuni le 6 avril 1981 pour examiner les comptes de l'exercice 1980.

Les produits se sont élevés à 20 000 F contre 14 500 F en 1979, laissent un bénéfice de 7 000 F.

Le conseil d'administration a arrêté les comptes de l'exercice 1980, qui seront soumis le 25 juin prochain, à l'assemblée générale ordinaire.

Le chiffre d'affaires consolidé hors taxes du groupe, après déduction de la vente à l'exportation, a augmenté de 12,3 % par rapport à 1979, à 1 109 millions de francs, contre 992 millions de francs en 1979.

Cela représente une hausse de 19,42 % par rapport au dividende de 11,40 F distribué au titre de 1979.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

GAZ DE FRANCE. — Obligations 5,75 % 1983

Les intérêts courus du 5 mai 1980 au 4 mai 1981 sur ces obligations seront payables à partir du 5 mai 1981, à raison de 20,70 F par titre de 400 F, contre détachement du coupon n° 14 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source de 2,35 F (montant global : 23 F). En cas d'option pour le régime de précompte, le complément de précompte libérateur sera de 2,44 F soit un net de 17,26 F.

GAZ DE FRANCE. — Obligations 8,50 % 1970

Les intérêts courus du 5 mai 1980 au 4 mai 1981 sur ces obligations seront payables à partir du 5 mai 1981, à raison de 33,25 F par titre de 400 F, contre détachement du coupon n° 11 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source de 4,25 F (montant global : 42,50 F). En cas d'option pour le régime de précompte, le complément de précompte libérateur sera de 6,57 F, soit un net de 31,88 F.

SICAV DU GROUPE CIC

	Actif net	Nombre d'actions	Valeur liquidative	Coupon (dernier payé)
31.3.81 31.12.80 Sicav (vocation)	255.333.512 F (251.925.281 F)	1.182.649 (1.143.812)	219,61 F (220,25 F)	F 5,45 (14,80)
CREDINTER (INTERNATIONALE)	764.208.974 F (807.593.114 F)	4.111.331 (4.136.431)	185,85 F (196,29 F)	F 6,45 (17,80)
FRANCIC (MONORY)	444.415.834 F (463.862.398 F)	3.731.118 (3.762.538)	119,11 F (120,60 F)	F 10,80 (23,12,80)
OBLISEM (RENDIMENT)	355.892.906 F (378.484.721 F)	975.690 (973.895)	384,78 F (388,56 F)	F 19,29 (17,80)
SICAVIMMO (VALEURS IMMOBIL.)	1.284.323.933 F (1.292.216.038 F)	1.927.777 (1.974.745)	666,22 F (684,37 F)	F 25,70 (21,4,80)
S.N.I. (GENERALE)	718.067.940 F (404.897.177 F)	1.284.966 (890.490)	488,78 F (454,22 F)	F 11,10 (17,80)
UNIJAPON (VALEURS JAPONAISES)				

LES

PARIS
23 AVRIL

Réveil brutal

BOURSE DE PARIS

Le marché a ouvert en hausse, sous l'impulsion des valeurs étrangères, et a terminé en clôture à 10 000 points, soit une hausse de 100 points sur le précédent record.

Les valeurs étrangères ont été les plus dynamiques, avec une hausse moyenne de 1,5 %. Les valeurs françaises ont suivi, avec une hausse moyenne de 0,5 %.

Les valeurs étrangères ont été les plus dynamiques, avec une hausse moyenne de 1,5 %. Les valeurs françaises ont suivi, avec une hausse moyenne de 0,5 %.

VALEURS

VALEUR	PREV. (22/4)	CLOT. (23/4)	DIFF.
CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE	10 000	10 100	+100
GAZ DE FRANCE	10 000	10 050	+50
EDF	10 000	10 020	+20
SAUPIQUET	10 000	10 010	+10
KLEBER-COLOMBES	10 000	10 005	+5
UNION DE BANQUES	10 000	10 002	+2
LOCABANQUE	10 000	10 001	+1

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

22 AVRIL

Réveil brutal

L'annonce d'une très importante conférence de presse que M. Jacques Chirac devait donner mercredi après-midi a de façon inattendue brutalement réveillé la Bourse.

Très calme ces derniers temps, le marché a été soudainement réveillé par l'annonce de la candidature de M. Michel Debré en faveur de la mairie de Paris. Certains parlent même d'un désistement de M. Michel Crépeau et de M. M. F. Gaudet, toujours pour la même raison. La Bourse journalière un duel Giscard-Chirac au deuxième tour ?

Tous les professionnels le pensaient, ne parvenant pas à expliquer autrement la hausse brutale des cours, survenue, qui plus est, le jour de la liquidation générale et de la fin de la semaine. En tout cas, fondé ou non, ce réveil aura eu pour principale conséquence de relever les cours de compensation.

Parmi les vedettes de cette séance figurent entre autres : Bouygues (+ 9 %), après que la cotation ait été différée, Avions M. Dassault (+ 8,1 %), Locofrance (+ 8 %), Thomson (+ 7,1 %), B.S.N. (+ 6,9 %), C.S.F. (+ 5,9 %), Pernod (+ 5,8 %) et l'Air Liquide (+ 5,2 %).

L'or a très sensiblement monté. En reprise à Londres (497 dollars l'once contre 481 dollars), il a poursuivi sa progression à Paris avec le lingot à 86 900 F (+ 950 F). Le napoléon, pendant, est demeuré stable à 860 F.

LA VIE DES SOCIÉTÉS

PIPER HEDSNECK - Résultat net consolidé par réintégration de provision pour hausse des prix nets d'impôt pour 1980 : 152 millions de francs (+ 25 %). Dividende global : 16 50 F (plus de 25 % de progression, compte tenu de la distribution gratuite d'une action pour quatre en 1980).

DOCKES DE FRANCE - RUCHE PICARDE - Sous réserve de l'approbation des autorités compétentes, Dockes de France (D.F.) offre aux actionnaires minoritaires de la Ruche Picarde (R.P.) de reprendre leur titre sur la base de sept actions R.P. contre deux D.F. plus une somme de 2 120 F, et ce, après paiement d'un acompte net sur dividende de 14 %.

SAFIC ALCAN - La cotation des actions de cette société a été suspendue mercredi 22 avril à la Bourse de Paris par la chambre syndicale suite d'un projet d'opération financière (dernier cours : 193 F). Les Chargés Réunis, qui détiennent 50,15 % du capital de SAFIC ALCAN, ont annoncé leur participation au projet de reprise de la participation au groupe IFI International (groupe Fiat). Sous réserve de l'obtention des autorisations nécessaires, cette opération se ferait sur le marché au prix unitaire de 213 F. Un ajustement serait opéré, si l'opération avait lieu, après le détachement du coupon SAFIC ALCAN et ses filiales exerceraient leur activité dans le négoce du caoutchouc. La filiale SEPPIC, qui fabrique et distribue des produits phytosanitaires et des produits chimiques destinés à l'industrie pharmaceutique et à celle des cosmétiques, et dont le capital est partagé entre SAFIC ALCAN et les Chargés Réunis, sera rachetée par ce dernier groupe.

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE, base 100 : 31 déc. 1980)

16 avril 21 avril

Valeurs françaises 112 112,8

Valeurs étrangères 112 112,8

C. DES AGENTS DE CHANGE

(base 100 : 29 déc. 1981)

Indice général 100 100,2

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Efficace 12 12,14 %

GOURS DU DOLLAR A TOKYO

1 dollar (en franc) 218,05 218,29

NEW-YORK

Ventes bénéficiaires

Des ventes bénéficiaires assez massives ont provoqué mardi un sensible repli des cours à Wall Street. Elles se sont cependant pas produites immédiatement, et, sur sa lancée, le marché a dépassé un peu la cote 1 020. Mais, peu à peu, leur poids s'est fait sentir, et, à la clôture, l'indice des industriels s'est établi à 1 005,94, soit à 9,99 points en dessous de son niveau de la veille.

Une forte activité a régné et 60,28 millions de titres ont changé de mains contre 57,43 millions précédemment.

Le facteur technique a été prédominant, les spécialistes faisant valoir les 85 points de hausse depuis la mi-février pour expliquer les prises de bénéfices. Mais la lourdeur des valeurs pétrolières a également joué. Troisième élément : la reprise du marché obligataire, favorisée par la hausse des taux des opérateurs à reprendre position et à vendre des actions pour dégager les liquidités nécessaires.

Sur 1 899 valeurs traitées, 909 ont baissé et 622 ont monté.

VALEURS

Cours préc. Dernier cours

Alcoa 37 1/4 36 3/4

A.T.T. 55 1/4 55 1/4

Boeing 44 7/8 44 7/8

Du Pont de Nemours 40 3/4 40 3/4

Eastman Kodak 67 1/2 67 1/2

Ford 23 3/4 23 3/4

General Electric 34 3/4 34 3/4

IBM 161 1/2 161 1/2

Johnson & Johnson 51 1/2 51 1/2

Pfizer 38 1/2 38 1/2

Schlumberger 27 1/2 27 1/2

Union Carbide 62 3/4 62 3/4

Westinghouse 32 3/4 32 3/4

Xerox Corp. 80 7/8 80 7/8

VALEURS

Cours préc. Dernier cours

Alcoa 37 1/4 36 3/4

A.T.T. 55 1/4 55 1/4

Boeing 44 7/8 44 7/8

Du Pont de Nemours 40 3/4 40 3/4

Eastman Kodak 67 1/2 67 1/2

Ford 23 3/4 23 3/4

General Electric 34 3/4 34 3/4

IBM 161 1/2 161 1/2

Johnson & Johnson 51 1/2 51 1/2

Pfizer 38 1/2 38 1/2

Schlumberger 27 1/2 27 1/2

Union Carbide 62 3/4 62 3/4

Westinghouse 32 3/4 32 3/4

Xerox Corp. 80 7/8 80 7/8

VALEURS

Cours préc. Dernier cours

Alcoa 37 1/4 36 3/4

A.T.T. 55 1/4 55 1/4

Boeing 44 7/8 44 7/8

Du Pont de Nemours 40 3/4 40 3/4

Eastman Kodak 67 1/2 67 1/2

Ford 23 3/4 23 3/4

General Electric 34 3/4 34 3/4

IBM 161 1/2 161 1/2

Johnson & Johnson 51 1/2 51 1/2

Pfizer 38 1/2 38 1/2

Schlumberger 27 1/2 27 1/2

Union Carbide 62 3/4 62 3/4

Westinghouse 32 3/4 32 3/4

Xerox Corp. 80 7/8 80 7/8

VALEURS

Cours préc. Dernier cours

Alcoa 37 1/4 36 3/4

A.T.T. 55 1/4 55 1/4

Boeing 44 7/8 44 7/8

Du Pont de Nemours 40 3/4 40 3/4

Eastman Kodak 67 1/2 67 1/2

Ford 23 3/4 23 3/4

General Electric 34 3/4 34 3/4

IBM 161 1/2 161 1/2

Johnson & Johnson 51 1/2 51 1/2

Pfizer 38 1/2 38 1/2

Schlumberger 27 1/2 27 1/2

Union Carbide 62 3/4 62 3/4

Westinghouse 32 3/4 32 3/4

Xerox Corp. 80 7/8 80 7/8

VALEURS

Cours préc. Dernier cours

Alcoa 37 1/4 36 3/4

A.T.T. 55 1/4 55 1/4

Boeing 44 7/8 44 7/8

Du Pont de Nemours 40 3/4 40 3/4

Eastman Kodak 67 1/2 67 1/2

Ford 23 3/4 23 3/4

General Electric 34 3/4 34 3/4

IBM 161 1/2 161 1/2

Johnson & Johnson 51 1/2 51 1/2

Pfizer 38 1/2 38 1/2

Schlumberger 27 1/2 27 1/2

Union Carbide 62 3/4 62 3/4

Westinghouse 32 3/4 32 3/4

Xerox Corp. 80 7/8 80 7/8

VALEURS

Cours préc. Dernier cours

Alcoa 37 1/4 36 3/4

A.T.T. 55 1/4 55 1/4

Boeing 44 7/8 44 7/8

Du Pont de Nemours 40 3/4 40 3/4

Eastman Kodak 67 1/2 67 1/2

Ford 23 3/4 23 3/4

General Electric 34 3/4 34 3/4

IBM 161 1/2 161 1/2

Johnson & Johnson 51 1/2 51 1/2

Pfizer 38 1/2 38 1/2

Schlumberger 27 1/2 27 1/2

Union Carbide 62 3/4 62 3/4

Westinghouse 32 3/4 32 3/4

Xerox Corp. 80 7/8 80 7/8

BOURSE DE PARIS 22 AVRIL COMPTANT

VALEURS		Cours préc.	Dernier cours	VALEURS		Cours préc.	Dernier cours	VALEURS		Cours préc.	Dernier cours
		% de mon.	% de cotation					(N) S.O.F.I.P.		81	91
								1300		1280	
								1732		1800	
								307		308	
								163		164	
								156		157	
								154		154	
								159		159	
								158		158	
								158		158	
								158		158	
								158		158	
								158		158	
								158		158	
								158		158	
								158		158	
								158		158	
								158		158	
								158		158	
								158		158	
								158		158	
								158		158	
								158		158	
								158		158	
								158		158	
								158		158	
								158		158	
								158		158	
								158		158	
								158		158	
								158		158	
								158		158	
								158		158	
								158		158	
								158		158	
								158		158	
								158		158	
								158		158	
								158		158	
								158		158	
								158		158	
								158		158	
								158		158	
								158		158	
								158		158	
								158		158	
								158		158	
								158		158	
								158		158	
								158		158	
								158		158	
								158		158	
								158		158	
								158		158	
								158		158	
								158		158	
								158		158	
								158		158	
								158		158	
								158		158	
								158		158	
								158		158	
								158		158	
								158		158	
								158		158	
								158		158	
								158		158	
								158		158	
								158		158	
								158		158	
								158		158	
								158		158	
								158		158	
								158		158	
								158		158	
								158		158	
								158		158	
								158		158	
								158		158	
								158		158	
								158		158	
								158		158	
								158		158	
								158		158	
								158		158	
								158		158	
								158		158	
								158		158	
								158		158	
								158		158	
								158		158	
								158		158	
								158		158	
								158		158	

